

CROIX - ROUGE MALIENNE

SECRETARIAT GENERAL

Djélibougou, Rue 261, Porte n°- 2, Bamako

Tél. (+223) 44 90 08 96 / B.P : 280

Email : crmalienn@croixrouge-mali.org

Site : www.croixrouge-mali.org



RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES *Année 2018*

Janvier 2019

EDITORIAL DU PRESIDENT



La Croix-Rouge Malienne à l'instar des autres sociétés nationales vient de boucler une année suffisamment marquée par d'intenses activités d'assistance d'urgence et de renforcement de la résilience des communautés vulnérables.

L'année a aussi été marquée par le renouvellement du bureau de l'organe de direction de la gouvernance qui est le Comité Directeur. Ce renouvellement fait suite à une décision de l'assemblée générale qui s'est tenu les 27 et 28 Décembre 2018. L'assemblée a été placée sous le thème de « l'Impartialité et de l'Universalité » sur toute l'étendue du territoire.

En dépit des multiples efforts consentis à travers un cadre de partenariat Etat, Société civile, partenaires techniques et financiers, le contexte du pays connaît toujours un climat de paix fragilisé. De plus en plus il a été constaté que les civils ainsi que les personnels humanitaires et médicaux qui assistent les communautés sont de pris pour cible sur le terrain des opérations surtout dans les localités du nord et du sud. Environ 200 000 personnes ont été obligées de se déplacer à l'intérieur du pays et dans les pays voisins afin de se protéger. Et pourtant, en se référence sur les conventions de Genève, le droit international humanitaire DIH protège les civils dans les situations de conflit.

Aussi, la nature des incidents connaît une mutation en conflit inter communautaire rendant ainsi difficile l'accès aux communautés par les acteurs humanitaires. Cette situation est d'autant plus déplorable que l'action humanitaire ne doit aucunement être prise pour cible. Fort est de reconnaître que ces incidents, en plus d'affecter la quiétude des communautés, les rendent plus vulnérables car ne possédant plus un carte pour générer des moyens de production.

C'est pourquoi, en tant qu'humanitaire nous avons une pensée envers ces personnes vulnérables dont la dignité doit être protégée et nous lançons un vibrant appel afin que les civils soient épargnés de toutes ces souffrances que rien ne saurait justifier.

Le Président

Dr Abdourahamane CISSE

EDITORIAL DU SECRETAIRE GENERAL



Outre les défis humanitaires inhérents à la crise sociopolitique que traverse le Mali depuis déjà huit (8) années, laquelle crise perdure et se complexifie de jour en jour, les populations ont continué de subir en 2018 les conséquences fâcheuses du changement climatique marquées à certains égards par la diminution de la pluviométrie et des ressources en eau de surface, la diminution drastique des ressources ligneuses, la pauvreté, toutes choses à l'origine de la baisse des productions agropastorales, l'insécurité alimentaire, l'apparition d'épidémies et la propagation des maladies, etc.

Face à ces diverses contingences, les réponses apportées par la Croix- Rouge Malienne (CRM) aux besoins des populations dans plusieurs localités du pays ont sans nul doute contribué à l'amélioration des conditions de vie des personnes les plus vulnérables. L'amélioration de l'accès aux services de santé de qualité pour les mères, les nouveau- nés et les enfants ; l'amélioration de la santé des populations en général par l'accès quasi gratuit aux soins de santé dans certaines localités du nord touchées par les conflits armés ; l'amélioration de l'accès à l'eau et à des conditions d'hygiène de vie ; la mise à disposition de maisons d'habitation aux populations déplacées retournées ou victimes de conflits conformément à leur mode de vie ; le renforcement de la résilience des populations en général et de leurs moyens d'existence en particulier permettant de résister et/ ou de s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques, l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans certaines écoles en besoin dans les localités ciblées à cet effet, etc, sont autant de résultats encourageants obtenus à la suite des énormes efforts fournis par les équipes techniques, les volontaires et les membres de la CRM dans la délivrance des services humanitaires. En droite ligne de sa vision de pérennisation de l'action humanitaire diversifiée, de décentralisation pour l'autonomie des branches régionales, la CRM a encouragé et prêté une attention particulière au renforcement des capacités tant de sa structure institutionnelle (réseaux de volontaires, de secouristes, de membres, des points focaux RLF) que des structures techniques étatiques chaque fois que cela a été possible.

L'année 2018 a été singulièrement marquée par l'adoption d'approche innovante en termes de prévention, de préparation et de réponse des communautés face aux adversités. Le développement des programmes de transferts monétaires (TM) et des financements ou actions basées sur les prévisions (FbF) au cours de l'année en sont révélateurs. L'élan positif insufflé par ces différentes approches à la CRM dans le cadre de ces programmes mérite d'être considéré à la dimension de ses avantages et faire plutôt l'objet d'écho au sein de la

société nationale au regard de leur pertinence dans l'assistance d'urgence et leur adéquation au respect de la dignité humaine.

Le développement du volontariat a fait plus particulièrement l'objet de réflexions attentives en vue de l'adaptation au contexte national. A ce titre la CRM a engagé et réussi l'élaboration de divers documents dont le « Manuel de gestion du volontariat à la CRM » fixant les repères et les normes d'action dans le dit domaine.

La Croix- Rouge Malienne a procédé en 2018 au renouvellement de ses organes de gouvernance suite à cinq années d'exercice de leur mandat (2014- 2018). Ce vaste chantier de regroupement des membres de la société nationale de la Croix- Rouge à travers le territoire national a été conclu à la satisfaction des représentants des différentes structures.

L'ensemble des interventions liées aux projets et programmes et des activités relatives au fonctionnement de la gouvernance ont été au centre des orientations opérationnelles majeures du secrétariat général au niveau national et au niveau régional. Les divers accompagnements et les appuis substantiels des partenaires du mouvement CRCR (que sont le CICR, la FICR, les huit Sociétés Nationales Participantes présentes au Mali) ont été des facteurs déterminants pour les succès enregistrés.

Pour l'ensemble des organismes humanitaires intervenant au Mali, l'année 2018 a été celle de nombreux défis et de paradoxes au plan sécuritaire. Au moment où les populations ont plus que jamais besoin d'assistance, leur accès a été difficile ou impossible en raison de divers facteurs d'insécurité. En dépit de la situation sécuritaire éprouvante et instable les composantes du mouvement CRCR ont usé d'approches visiblement mieux indiquées pour accéder aux populations. La mise en avant des principes humanitaires et le développement de cadre d'intervention en situation d'insécurité ont aidé dans ce sens.

Le Secrétaire General

Dr Mamadou M. TRAORE

Table des matières

EDITORIAL DU PRESIDENT	2
EDITORIAL DU SECRETAIRE GENERAL.....	3
I - INTRODUCTION.....	6
II – LES ACTIVITES ASSOCIATIVES	6
III - LA SANTE ET L’ACTION SOCIALE.....	10
IV. - LES OPERATIONS D’URGENCE ET LA GESTION DES CATASTROPHES	70
V- PROMOTION ET DIFFUSION DES PRINCIPES ET VALEURS HUMANITAIRES.....	152
VI. INSTITUT NATIONAL DE FORMATION SOCIO- SANITAIRE (INFSS)	158
VII. GESTION DU PATRIMOINE ET DES APPROVISIONNEMENTS.....	160
VIII - LES RESSOURCES HUMAINES ET LE VOLONTARIAT.....	163
IX - ACTIVITÉS DES SECRÉTARIATS GÉNÉRAUX RÉGIONAUX.....	167
X. LA COORDINATION DES PROJETS ET PROGRAMMES	169
XI. L’ANALYSE FINANCIERE	171
XII. DIFFICULTES RENCONTREES / DEFIS	173
XIII. SUGGESTIONS	173
XIV. CONCLUSIONS.....	174

I - INTRODUCTION

L'année 2018 aura été riche en évènements et réalisations sur le plan opérationnel, organisationnel et partenarial. Au plan opérationnel ce fut le début de la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du plan stratégique 2015-2019. La stratégie des transferts monétaires comme modalité d'intervention humanitaire et la stratégie de réponse des Actions Basées sur le financement sont des méthodes innovantes intégrées dans la stratégie de mise en œuvre du PS à partir de 2018. En dépit d'un certain retard dans le recrutement et la mise à disposition du personnel des projets et programmes, le taux de réalisation des projets et programmes demeure nettement supérieure à celle de 2017 ce qui est un exploit si l'on considère que plusieurs projets ont commencé en retard la mise en œuvre de leur planification 2018.

Sur le plan institutionnel, 2018 devrait être la dernière année de la mandature en cours ce qui suscite beaucoup d'activités pour une parfaite organisation des échéances à venir. Ceci ne devrait pas en substance affecter négativement les programmes outre mesure.

Sur le plan partenarial, plusieurs nouveaux projets ont vu le jour en 2018 et des actions d'interventions d'urgences ont été réalisées avec l'aide et l'appui des partenaires du mouvement CR/CR. La Croix-Rouge malienne a poursuivi son partenariat stratégique avec l'Etat malien en jouant un rôle leader dans l'animation de plusieurs plateformes thématiques. Des accords de partenariat spécifiques et stratégiques ont été initiés avec les membres du mouvement CR/CR et d'autres acteurs.

Les interventions réalisées dans le domaine de la santé, de la gestion des catastrophes, de la promotion des valeurs humanitaires et le développement organisationnel ont permis d'atteindre des résultats spectaculaires

II – LES ACTIVITES ASSOCIATIVES

La Croix- Rouge Malienne est une association de secours bénévole, apolitique et non confessionnelle fondée en 1965 à la suite de la ratification des conventions de Genève par l'Etat malien. Afin de jouer son rôle d'intervenant humanitaire couvrant l'ensemble du territoire, elle accompagne l'état dans son découpage administratif, l'amenant à être représentée du niveau national au niveau le plus périphérique. Les organes représentatifs de la CRM sont constitués de membres élus dans les différentes localités regroupés au sein des comités CRM. En plus des activités liées aux projets et aux programmes le fonctionnement de la CRM se mesure essentiellement à travers les activités des dits comités, organes d'orientation et de décision représentant la société nationale au niveau national et international. En 2018, les organes et les instances de la CRM ont œuvré comme suit :

Réunions du Comité Directeur

Organe de direction chargé de veiller au fonctionnement de la CRM au quotidien, le Comité Directeur intervient au niveau national. Les membres du comité directeur se réunissent trimestriellement. En 2018 deux (2) réunions du comité directeur ont été tenues. Les questions relatives à l'actualisation

des documents de base (statuts, règlement intérieur) ont été discutées. L'amélioration du cadre de travail à la CRM par l'élaboration d'un accord d'établissement, l'élaboration d'un cadre organique et d'une grille de salaires assortie a aussi été traitée. L'ensemble de ces échanges ont amené les membres de l'organe national à prendre des dispositions à soumettre à l'instance supérieure à savoir le comité central.

Réunions des Comités Régionaux

Les organes de direction au niveau régional ont joué leurs rôles de représentants de la CRM au niveau régional à travers diverses activités (interlocuteurs de l'administration et de tous les partenaires de la CRM au niveau régional ; approbation des dépenses liées aux projets dans leurs régions par la signature de chèques ; appuis dans l'orientation et la prise de décisions techniques ; etc). En cela, les comités ont été soutenus par les Secrétariats Généraux Régionaux, cellule technique en charge de la représentation technique de la CRM au niveau régional, de l'organisation des équipes techniques, du respect des procédures de gestion, etc. Le nombre de réunions tenu par les Comités régionaux de la CRM est variable. Ceci se présente comme suit : 10 réunions à Kayes dont 7 extraordinaires ; 4 réunions à Sikasso dont 1 extraordinaire ; 3 réunions ordinaires à Ségou ; 2 réunions ordinaires à Mopti ; 4 réunions à Tombouctou ; 2 réunions ordinaires à Gao. Aucune information sur les réunions des comités régionaux de Koulikoro et de Kidal n'a été fournie. Les réunions des comités CRM au niveau régional ont une fréquence mensuelle, disposition proposée au changement pour une fréquence trimestrielle lors de la réunion du comité central en 2017. Rendue effective dans certaines régions, cette annonce a eu un impact sur le nombre de réunions tenues.

De constat général la tenue des réunions n'est pas régulière dans la majeure partie des cas, aussi bien au niveau national que régional. Le défi majeur à relever demeure le manque de suivi de la tenue des réunions statutaires au niveau des comités de Cercles et de Communes.

Rencontre des Commissions Techniques Nationales

Les Commissions Techniques Nationales sont des organes d'orientation chargés de faciliter l'action du Secrétariat Général et de ses départements techniques. Elles collaborent avec le Secrétariat Général pour la planification et la revue du programme des activités (source Statuts de la CRM). Les commissions techniques du niveau national sont la Commission Nationale de Finances ; la Commission Nationale de Santé ; la Commission Nationale du Genre et du Développement ; la Commission Nationale de Secours et matériels ; la Commission Nationale de l'Information et de la Diffusion ; la Commission Nationale de la Jeunesse et de la Gestion des Volontaires.

La tenue des réunions des différentes commissions au niveau national n'a pas observée la même régularité. Pendant que certaines commissions ont été dynamiques, d'autres par contre n'ont réalisé aucune activité. En termes de réunions organisées, on retient ce qui suit :

- * Commission Nationale de Finances : 1 réunion
- * Commission Nationale de Santé : 1 réunion
- * Commission Nationale du Genre et du Développement : 2 réunions
- * Commission Nationale de Secours et matériels : aucune réunion
- * Commission Nationale de l'Information et de la Diffusion : 1 réunion
- * Commission Nationale de la Jeunesse et de la Gestion des Volontaires : 1 réunion

Les défis que rencontrent les CTN se résument à la difficulté de mobilisation des membres, la tenue non régulière des réunions, la difficulté d'identification de sujets spécifiques à débattre apportant une valeur ajoutée à la gestion quotidienne des dossiers du staff exécutif, la difficulté d'arrimage des recommandations à la pratique ordinaire

La mise en place non effective des Commissions Techniques dans les régions constitue un autre défi à relever. La valeur ajoutée de l'effectivité de cette approche au niveau régional devra être tout d'abord appréciée.

Réunion du Comité Central

Le comité central est la deuxième instance majeure après l'assemblée générale. Il se tient annuellement et regroupe les membres du comité directeur et les Présidents des comités régionaux. En 2018 la CRM a tenu une réunion du comité central arborant un caractère extraordinaire. En effet, à la suite du comité central de 2017 il a été décidé de référer la question relative à la tenue des élections au sein de la CRM (modalité de renouvellement des comités) à une session extraordinaire du comité central en avril 2018. Concrètement la dite session a été tenue en mai 2018 et s'est penché sur deux points essentiels que sont la validation des modifications proposées aux Statuts et au Règlement Intérieur ; l'examen du processus des élections des nouveaux organes de la société nationale ainsi que le programme y afférent. Plusieurs points d'informations ont été partagés au cours de ladite réunion extraordinaire.

La réunion ordinaire du comité central prévue pour l'année 2018 a été remise à une nouvelle échéance en raison de la tenue de l'Assemblée Générale de la CRM en décembre 2018 et du temps de préparation assez restreint par rapport au volume des questions à discuter.

Assemblée Générale de la Croix- Rouge Malienne

L'année 2018 a été particulièrement marquée par la tenue de l'assemblée générale de la société nationale, instance suprême de décision et d'orientation. En effet, après cinq (5) années d'exercice, le mandat des organes de la gouvernance en place sur toute l'étendue du territoire national devait arriver à terme le 31 décembre 2018. En droite ligne des dispositions statutaires, dans le souci d'éviter le vide institutionnel et d'assurer la gestion légitime du mandat, la CRM a décidé de tenir son assemblée générale. Compte tenu de l'incertitude qui a plané sur l'organisation de cette instance eu égard à la situation sécuritaire dégradée dans plusieurs régions administratives du pays (dont toutes les régions du Nord, les régions du Centre et certaines régions du Sud), la décision du renouvellement des organes de la CRM a été laissée à l'appréciation de l'assemblée générale, laquelle souverainement a retenu lors de sa 12^{ème} session ordinaire (tenue du 27 au 28 décembre 2018) de reconduire intégralement les membres du comité directeur sortant dans leurs fonctions pour un nouveau mandat de cinq ans. Par la même occasion, une dynamique similaire est retenue pour les comités régionaux et subrégionaux. Nonobstant, des remembrements sont nécessaires au niveau de certains comités (niveau régional et subrégional) dont l'effectif des membres est réduit. L'assemblée générale a adopté les documents de « la politique genre, action sociale » et de « la politique communication » de la CRM. Les participants ont été édifiés sur le niveau d'évolution de la consultance sur l'élaboration de la grille des salaires et de l'accord d'établissement. En prélude aux échanges et aux présentations

diverses, le rapport moral du Président et la situation financière de la période de mandature (2014-2018) ont été présentés et approuvés par les participants. L'assemblée générale a aussi approuvé l'admission des Comités régionaux provisoires de Ménaka et de Taoudéni au rang de « Comités régionaux », nantis de la plénitude du mandat et de toutes les responsabilités

Le Groupe Sahel Plus

Le Groupe Sahel Plus (GS+) a tenu son Assemblée Générale en février 2018 à Praia (Cap Vert). A cette occasion un nouveau bureau a été mis en place, composé du Cap Vert (Président) ; de la Guinée Bissau (Trésorier) ; du Sénégal (Secrétaire permanent). Au plan opérationnel, de nouveaux domaines d'actions ont été identifiés. Ce sont : (i) la coopération entre SN membres et la diplomatie humanitaire, (ii) l'Accès Plus Sûr, (iii) la promotion du caractère d'auxiliaire des pouvoirs publics, (iv) la promotion des principes fondamentaux.

Par ailleurs, la plateforme résilience/ sécurité alimentaire a été consolidée. La structure du comité de pilotage de cette instance et la définition de trois réseaux d'actions (sécurité alimentaire ; migration ; shelter) ont été consignées.

La CRM est à jour sur le paiement des cotisations de ce groupe régional et a contribué financièrement pour la tenue des assises conformément aux dispositions réglementaires.

L'ACROFA

Membre fondateur de l'Association des Sociétés Nationales de Croix- Rouge et Croissant- Rouge Francophones, Lusophones et Hispanophones d'Afrique (ACROFA), la CRM a présidé ce groupe continental pendant deux mandats successifs, de 2011- 2014 puis 2015- 2018. La 10^{ème} Assemblée Générale tenue du 19 au 20 juin 2018 en Guinée a été marquée par le renouvellement du bureau composé comme suit : Président (Guinée) ; Vice- Président (Burundi) ; Trésorier (Burkina Faso) ; Commissaire aux compte (RCA) ; Conseillers techniques (Comores et Sénégal).

Les débats menés au cours de la présente assise ont reflété les préoccupations du moment face auxquelles les membres du groupe cherchent un positionnement commun et des orientations opérationnelles. Ce sont : la migration irrégulière ; la bonne gouvernance traduite aux termes de transparence, redevabilité, le leadership ; la violence, l'extrémisme et la jeunesse. Avec l'appui du CCA (Centre de Coopération avec l'Afrique) de la Croix- Rouge Espagnole plusieurs réalisations de taille ont été faites durant la mandature du bureau sortant. Entre autre on retient les formations techniques diverses, les renforcements de capacités en stockage, en gestion logistique et en réponse d'urgence, la production du manuel sur le volontariat, la dotation des sociétés nationales en gilets personnalisés, etc.

Les rencontres techniques internationales

La CRM a participé à travers certains de ses membres à différentes rencontres internationales dans le cadre de l'animation du mouvement CRCR. On retient pour l'année 2018 les participations suivantes :

Participants	Période	Objets	Lieux
Président	19- 21 janvier 2018	Réunion bureau ACROFA	Dakar
Président	17- 21 Juin 2018	Assemblée Générale ACROFA	Guinée
Conseiller juridique	30 juin- 07 Juillet 2018	Réunion des Conseillers Juridiques	Genève

La restitution de la participation aux différentes rencontres par les membres de la gouvernance selon les normes règlementaires demeure un défi.

III - LA SANTE ET L'ACTION SOCIALE

3.1 - PROJET « RENFORCEMENT DES SOINS DE SANTE ET PREPARATION DES REPONSES AUX EPIDEMIES DANS LE DISTRICT SANITAIRE DE BOUREM, GAO-MALI ».

Contexte du Projet

Le contexte du projet a été marqué au cours de l'année 2018 par une évolution oscillante de la situation sécuritaire. Entre autres actes on retient la poursuite par des inconnus du véhicule d'un consultant recruté par le projet, l'accident d'un véhicule de location de la Croix Rouge ayant entraîné 2 morts, la présence d'individus armés dans la zone d'intervention entre Moudakane et Baria). On note aussi :

- Les démissions (chef de projet et 2 médecins superviseurs)
- Le renforcement du staff par le recrutement d'un gestionnaire de données et 2 médecins superviseurs

Ces situations ont entraîné la suspension à un moment des activités dans les communes de Bamba et Temera. Les quatre CSCOM de la commune de Tarkint et le CSCOM d'Imilach restent toujours inaccessibles pour raison d'insécurité.

Sur le plan opérationnel, les populations du Nord Mali font toujours face à des difficultés pour accéder à des soins de santé de qualité. La région de Gao demeure parmi les zones les plus touchées et apparaît prioritaires en termes d'assistance multisectorielle (dont sanitaire) par les différentes évaluations menées au Mali. La gratuité des soins promulgués en 2012 demeure toujours en vigueur. Le manque de soutien de l'Etat au système local pousse les ASACO à s'adapter pour maintenir le fonctionnement des structures.

Cependant après la réalisation pendant 3 ans, le programme SMI (**Santé Maternelle et Infantile**), la Croix Rouge Malienne en collaboration avec la Croix Rouge Française continue ses activités par la mise en œuvre d'un nouveau projet « **Renforcement des Soins de Santé Primaire, de Nutrition et de**

Préparation de Réponses aux Epidémies dans le district sanitaire de Bourem, région de Gao » afin de répondre aux besoins des populations affectées par les crises au Nord et celles qui souffrent de ces retombées. Il sera basé sur l'accompagnement du système sanitaire ainsi que de ses composantes de gestion à base communautaire avec comme principales cibles, les enfants de 0 à 5 ans, les femmes enceintes et les femmes allaitantes. Le projet veillera à ces deux aspects grâce à un plan pluriannuel prônant la garantie de l'accès des populations aux soins et le soutien au système en vue d'une sortie planifiée de la gratuité des soins puis la relance du système de recouvrement des coûts. Cette action s'inscrit dans l'effort général auquel contribuent des ONG partenaires de ECHO intervenant en santé au Nord et au Centre du Mali, regroupés dans le ***Cadre Commun Santé***.

Ainsi en synergie avec AFC, cette action vise à intégrer les Soins de Santé Primaire, la nutrition et la surveillance des maladies à potentiel épidémique pour une couverture intégrée à Bourem.

Zone d'intervention

Ce projet de Renforcement des Soins de Santé, de Nutrition et de Préparation de Réponses aux Epidémies intervient dans 21 aires de santé fonctionnelles, l'URENI et 2 aires de santé non fonctionnelles (Activités de clinique mobile) dans le district sanitaire de Bourem.

Les bénéficiaires directes sont les femmes enceintes, allaitantes et les enfants de moins de 5 ans pour un total de 18 065 personnes dont :

- 14 452 enfants de moins de 5 ans et 3 613 FEFA bénéficieront des consultations curatives de qualité
- 3432 enfants attendus pour la vaccination contre la rougeole
- 3 613 femmes enceintes et allaitantes sont attendues
- 1083 femmes enceintes attendues pour les CPN
- 903 accouchements assistés par du personnel qualifié
- 1 934 patients bénéficieront d'une évacuation sanitaire.
- 1 282 enfants MAS dont 129 MAS avec complication)

Les bénéficiaires indirects représentent:

- 51 agents de santé (I.O, vaccinateurs/nutrition et DTC) bénéficieront des supervisions formatives/recyclage par l'équipe du projet
- 23 ASACO/Gérants de dépôt bénéficieront d'un appui continu à la bonne gestion des intrants et médicaments
- 5 membres du comité de gestion des références et évacuation

- 4 membres de l'ECD bénéficieront d'une formation sur le nouvel outil de collecte et de traitement des données sanitaires DIHS2
- 230 volontaires seront formés sur la PCIMA, les activités de sensibilisation et de VBG
- 23 DTC seront recyclés et appuyés dans la gestion quotidienne des données

Objectifs

Objectif principal : Contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité des populations de Bourem.

Objectif Spécifique : Améliorer l'accès gratuit et la qualité des soins de santé et de la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère pour les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes dans le district sanitaire de Bourem

L'atteinte de ces objectifs passe par la réalisation des quatre principaux résultats qui sont :

- ☐ **Résultat 1:** Les populations des aires de santé/districts sanitaires appuyées bénéficient d'une prise en charge médicale gratuite et de qualité pour les soins de santé primaires
- ☐ **Résultat 2:** Les enfants de moins de 5 ans bénéficient d'une prise en charge médico-nutritionnelle gratuite et de qualité.
- ☐ **Résultat 3:** La riposte aux situations d'urgence sanitaire est efficace et coordonnée
- ☐ **Résultat 4:** Pré-positionnement d'un stock de contingence standardisé par le Cadre Commun Santé de molécules essentielles, d'intrants nutritionnels et de consommables

Résultats atteints

RECAPITULATIF DE L'APPROVISIONNEMENT DES CSCOM EN MEDICAMENTS ESSENTIELS GENERIQUES ET ACHEMINEMENT DES INTRANTS NUTRITION

Les 21 CSCom fonctionnels, l'URENI et les 2 CSCom à rendre fonctionnels (avec la clinique mobile) ont été approvisionnés mensuellement en médicaments essentiels génériques selon leurs commandes soit un taux de réalisation de 100%. Parmi ces CSCom 17 ont bénéficié d'un approvisionnement mensuel en intrants nutritionnels soit un taux de réalisation de 80,95%. Seuls les 4 CSCom de la commune de Tarkint n'ont pas bénéficié à cause de l'insécurité

Cette donation de médicaments a permis la prise en charge gratuite de 10.820 enfants de moins de 5 ans sur 14.452 soit 74,86% ; 6.384 FEFA sur 3.613 prévues soit 176,69% pour les soins de santé.

Les approvisionnements ont été réalisés de décembre 2017 à octobre 2018 en fonction des commandes envoyées par le CSCom. 100% des commandes ont été reçues. Cet approvisionnement a concerné les CSCom, et le CSRéf à travers l'URENI et la clinique mobile.

FORMATION DES DIRECTEURS TECHNIQUES DES CENTRES DE SANTE SUR LA PRESCRIPTION RATIONNELLE DES MEDICAMENTS ET LA SURVEILLANCE DES MALADIES A POTENTIEL EPIDEMIQUE

Les directeurs techniques des 21 centres de santé fonctionnels ont bénéficié d'une formation de 5 jours sur la prescription rationnelle des médicaments en présence des membres du comité local et du Médecin Chef du district sanitaire de Bourem. Les participants ont manifesté un grand intérêt à cette formation.

FORMATION DES VOLONTAIRES EN PSSBC, EN MESURE DU PERIMETRE BRACHIAL MERE ET APPUI A LA FORMATION DES MERES

Ces formations ont été réalisées par les animateurs sous la supervision des médecins superviseurs.

La formation des volontaires en PSSBC s'est tenue dans les chef-lieu de commune à savoir Taboye, Bourem, Bamba et Temera pour les 170 volontaires provenant des CSCom de ces différentes communes. La formation des 40 volontaires de la commune de Tarkint s'est tenue à Bourem.

Quant à la formation sur le Périmètre Brachial mère elle a été réalisée sur terrain au niveau des aires de santé sauf pour les volontaires des CSCom de la commune de Tarkint qui s'est tenue à Bourem.

Au total les 210 volontaires ont bénéficié de ces formations. Après les différentes formations ces volontaires ont eu à former 1.553 mères dans la prise du périmètre brachial de leurs enfants

FORMATION DE 04 AGENTS SIS DU CSREF EN DIHS2

Les 04 agents de l'équipe cadre du district ont été formés sur le nouvel outil de collecte des données (DIHS2) sur un financement d'une durée de 2 jours. L'objectif de cette formation était de faciliter la collecte des données de façon fiable avec un outil mis en place par le niveau national

TENUE DE L'ATELIER D'ORIENTATION DES ASACO

Les 21 ASACO fonctionnelles et les 21 DTC du district sanitaire de Bourem ont été redynamisées à travers la tenue de 2 ateliers d'orientation en mai et juin 2018. Les présentations ont porté sur les informations relatives à la non prise en compte dans le futur projet « AFD » de tous les agents présentement motivés sous le projet ECHO, la situation des PV disponibles, les avenants de la convention de collaboration entre les deux parties, la complétude et promptitude des PV ainsi que les activités réalisées et difficultés rencontrées par les ASACO depuis la dernière rencontre.

TENUE DE L'ATELIER D'ANALYSE ET DE VALIDATION DES DONNEES TRIMESTRIELLES (PREMIER ET DEUXIEME TRIMESTRE 2018)

Deux ateliers ont été tenus en mai pour les données du 1er trimestre et août pour les données du 2ème trimestre. Les activités ont porté sur la saisie, l'analyse et l'interprétation des indicateurs de performance des aires de santé pour les mois de janvier, février, mars, avril, mai, juin et juillet 2018

SUIVI DES ACTIVITES WASH DANS LES CSCOM ET APPUI EN MATERIELS D'HYGIENE ASSAINISSEMENT ET FOURNITURE D'EAU

Cette activité s'est déroulée du 12 au 23 février 2018 dans les communes de Bamba et Taboye. Elle a porté sur la disponibilité des dispositifs de lavage des mains, de source d'eau potable, de poubelles selon les différentes couleurs pour le tri des déchets, la gestion efficace des kits d'hygiène.

Au total 7 CSCom ont été supervisés sur 9 prévus. Les 23 structures sanitaires ont reçu des kits d'hygiène à savoir les 21 CSCom fonctionnels et les CSCom de Moudett et Inatsass

REALISATION DE L'ENQUETE TRANSVERSALE AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

Trois (3) enquêtes communautaires portant sur le taux d'accouchement assisté, de CPN et rougeole dans le district sanitaire de Bourem ainsi de déterminer les causes du faible taux de consultation au sein des structures de santé communautaire ont été réalisées. Les données collectées ont été transmises à la coordination pour analyse ensuite diffusion.

SYSTEME DE MOTIVATION DES VOLONTAIRES DU DISTRICT SANITAIRE DE BOUREM

De février à juillet 2018 les 210 volontaires ont bénéficié d'une indemnité de 2500 FCFA par séance de causerie et de frais de transport de 6000 FCFA pour la tenue de la réunion mensuelle avec les DTC et le staff projet. A partir du mois d'août le transport de la réunion mensuelle a été réduit à 2000 FCFA. Ce paiement est conditionné à la transmission d'un rapport d'activité validé par le DTC ainsi qu'une liste de présence de la réunion mensuelle.

SOUTIEN EN RESSOURCES HUMAINES ET EN LOGISTIQUE POUR LA VACCINATION DANS LES STRUCTURES SANITAIRES APPUYEES (ROUTINE, RIPOSTE)

La stratégie avancée est réalisée de façon mensuelle par les DTC pour atteindre les populations éloignées du centre de santé. L'équipe est composée d'un agent de la médecine pour la consultation curative et la vaccination et d'un agent de la maternité pour les CPN, CPoN, PF et la promotion des services de santé. 210 stratégies avancées ont été réalisées soit un taux de 100% des CSCom.

Les activités de vaccination ont été réalisées lors de la clinique mobile dans les CSCom de Moudett et Inatsass

APPUI AU SYSTEME DE REFERENCEMENT/CONTRE REFERENCEMENT DES CSCOM VERS LE CSREF DES FEFA ET LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS

Cette activité a commencé en avril après le retrait de l'ONG Help. Elle a couvert la période du 24 avril au 31 juillet 2018. Cet appui a permis de prendre en charge 119 évacuations et le paiement de frais de transport forfaitaire de 5000 FCFA à tous les malades.

Les évacuations ont été reprises par Help depuis août 2018 mais pas les contres référencement donc le projet prévoit de prendre en charge le transport retour des malades évacués estimés à 5000 FCFA pour les communes de Taboye et Bourem et 10000 FCFA pour les autres communes (Tarkint, Temera, Bamba)

SOUTIEN A L'OPERATIONNALISATION DES DEUX NOUVEAUX CSCOM

Le projet avait prévu de rendre fonctionnel les CSCom de Moudett et d'Inatsass. Une mission d'approche communautaire a été effectuée avec l'ECD pour l'opérationnalisation de cet objectif. Le CSCom de Moudett a été doté en matériels médicaux et en équipements divers. Le DTC et l'I.O ont été identifiées et seront pris en charge durant 3 mois à la suite de laquelle période l'ASACO prendra le relai. Les réactions du district sanitaire (Médecin chef) sont attendues pour l'ouverture dudit centre.

Le CSCom d'Inatsass bénéficiera de la clinique mobile en attendant son opérationnalisation vue que la population se trouve à plus de 35 km du site du CSCom.

MISE EN ŒUVRE D'UNE EQUIPE DE CLINIQUE MOBILE POLYVALENTE (EMP) DANS LES DEUX AIRES DE SANTE NON FONCTIONNELLES DU DISTRICT SANITAIRE DE BOUREM

Chaque mois, le district sanitaire de Bourem en étroite collaboration avec le projet organisent des sorties de clinique mobile de 15 jours par aire de santé à l'endroit des populations des deux aires de santé non fonctionnelles (Moudett et Inatsass) afin de mettre en œuvre le PMA de façon gratuite dans ces centres de santé.

En fonction des données des rapports et à la demande du district sanitaire, cette clinique mobile a été élargie à partir du mois d'avril aux populations du Gourma (Bourem), Gareigoungo (Temera), Inachokot (Imilach), Ersane. D'où 3 équipes par mois pour une durée de 10 jours. Mais il faut noter que les aires de Moudett et d'Inatsass ont été concernées par toutes les sorties en dehors du mois de juillet. Au total 10 sorties ont été réalisées sur 11 prévues

APPUI AU DEPISTAGE, AU REFERENCEMENT ET A LA PRISE EN CHARGE NUTRITIONNELLE DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS

Chaque mois lors des séances de sensibilisation les volontaires réalisent le dépistage systématique des enfants de 6 à 59 mois et réalisent aussi des visites à domiciles dans la communauté.

Les supports du dépistage systématique par les volontaires ont été introduits fin septembre et la collecte des données a concerné les activités du mois d'octobre

Au total : 1.430 enfants ont été dépistés par les volontaires dont:

- ✓ 1194 enfants bien nourris
- ✓ 31 enfants MAS
- ✓ 204 enfants MAM
- ✓ 1 cas d'œdème
- ✓ 128 VAD réalisées (92=absence, chute poids/poids stationnaire=36) dans les aires de santé de Baria (5 VAD), Chabaria (10 VAD), Gangano (4 VAD), Hamanekoira (43 VAD), Moudakane (18 VAD), Taboye (48 VAD)
- ✓ 1.617 mères ont été formées dans la prise du PB des enfants

Au niveau de l'URENI de février à septembre 2018 il a été enregistré :

- ✓ Nouvelles admissions : 46
- ✓ Totale sortie : 75
- ✓ Décès : 3
- ✓ Abandons : 0
- ✓ Absences : 0
- ✓ Transfert : 72

Du 07 au 11 octobre 2018 une campagne de dépistage de masse couplée à la CPS a été réalisée dans tout le district sanitaire de Bourem. Cette campagne était financée par l'UNICEF. En plus, la Croix Rouge a apporté son appui technique et financier à travers la prise en charge du gap 53 volontaires pour que chaque équipe CPS soit accompagnée d'un agent de dépistage et 2 véhicules pour la supervision. Au total 24.178 enfants ont été dépistés dont 544 MAS, 2.311 MAM et 21.098 BN

SOUTIEN A L'APPROVISIONNEMENT ET RENFORCEMENT DE LA GESTION DES CSCOM EN INTRANTS NUTRITIONNELS ET EN TRAITEMENT SYSTEMATIQUE

Chaque début du mois, un planning d'approvisionnement des CSCom est élaboré avec le district. Les animateurs/médecins superviseurs assurent l'approvisionnement lors des missions sur le terrain. Au total 17 CSCom sur 21 ont bénéficié d'un approvisionnement mensuel en intrants nutritionnels soit un taux de réalisation de 80,95%. Seuls les CSCom de la commune de Tarkint n'ont pas été touchés

APPUI AUX ACTIVITES DE SENSIBILISATION SUR LES PRATIQUES FAVORABLES A LA NUTRITION ET SUR L'IMPORTANCE DE LA PRISE EN CHARGE DE LA MALNUTRITION Y INCLUS LA PROMOTION DE L'ANJE

Ces séances de sensibilisation sont réalisées au niveau CSCom et communautaire.

Chaque mois, les animateurs du projet rencontrent les volontaires dans les CSCOM d'intervention afin de rafraîchir les mémoires sur le thème de sensibilisation choisi et de dresser un planning de sortie sur sites. L'activité est ensuite animée ensemble sur chaque site après un rassemblement des populations.

Cette activité s'est déroulée dans 17 aires de santé dont une séance/semaine/volontaire soit 40 séances/aire de santé/mois. Les thématiques ont porté sur : l'alimentation des FEFA, kwashiorkor, marasme, ANJE, consommation de sel iodé, supplémentation en fer et en vitamine A, déparasitage des enfants de 12 à 59 mois, lavage des mains, hygiène alimentaire, calendrier vaccinal, le traitement de l'eau de boisson, l'utilisation et entretien des latrines, l'accouchement assisté, les cas suspect des Maladies à Potentiel Epidémique (Ebola, Cholera, Fièvre jaune, Rougeole, Poliomyélite, Méningite) et le Tétanos.

Pour des raisons sécuritaires, les animateurs du projet n'ont pas pu se rendre dans les aires de santé de la commune de Tarkint. Cependant l'animation communautaire dans ces quatre aires de santé a été réalisée sous l'accompagnement technique des DTC.

- Au niveau communautaire: 6.678 séances ont été réalisées

Au total 114.103 personnes sensibilisées dont 75.281 femmes et 38.822 hommes

- Au CCom : 611 séances ont été réalisées

Au total 9.547 personnes sensibilisées dont 6.514 femmes et 3.033 hommes

APPUI AUX SUPERVISIONS FORMATIVES MENSUELLES ET CONJOINTES TRIMESTRIELLES AVEC LE DISTRICT / LA DRSP

Les médecins superviseurs ont effectué 8 supervisions formatives sur 12 prévues soit 66,66%. Ces supervisions ont permis de renforcer la capacité des agents techniques des CCOM et des volontaires sur la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère

Deux (2) missions de supervisions intégrées conjointes (CSRéf/SLDSES/Equipe projet) ont été réalisées sur 4 prévues soit un taux de réalisation de 50%. Chaque mission de supervision a touché 16 CCom sur 21 soit un taux de 76,19% de CCom touchés

APPUI AUX ACTIVITES DE SURVEILLANCE ET DE PRISE EN CHARGE DES MALADIES A POTENTIEL EPIDEMIQUE ET SUIVI DES CAS CONTACTS ET AUX ACTIVITÉS DE RIPOSTE

Dans le district sanitaire, au moment de la période de rapportage, 14 cas suspect de rougeole ont été déclarés dont 4 cas positif dans la commune de Tarkint. Face à cette situation 2 campagnes de riposte de vaccination de masse contre la rougeole ont été réalisées. Parmi les 14 cas suspects prélevés, 5 prélèvements ont été acheminés par la Croix Rouge à travers les DTC, et 9 prélèvements ont été acheminés par les véhicules de mission du district se trouvant sur place.

SOUTIEN DES DIRECTEURS TECHNIQUES DES CENTRES DE SANTE DANS L'ORGANISATION DE REUNIONS MENSUELLES DE SUIVI DES ACTIVITES COMMUNAUTAIRES

Chaque fin de mois après les séances de sensibilisations les DTC des CCom organisent une rencontre de restitution et de validation des données des activités communautaires avec les animateurs et les volontaires. Cette rencontre est sanctionnée par le paiement d'un transport de 6.000 FCFA de février à juillet 2018 et 2.000 FCFA d'août à octobre 2018.

MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE MONITORING COMMUNAUTAIRE PAR LA CONDUITE D'ENQUETES TRANSVERSALES REPETES (3 ENQUETES)

Au total, 3 enquêtes communautaires ont été réalisées sur 3 prévues pour la période, soit 100%. Les résultats sont en cours d'élaboration (niveau de la coordination).

PRE POSITIONNER UN STOCK DE CONTINGENCE SUR LA BASE DE LA LISTE STANDARD DE MEDICAMENTS ET CONSOMMABLES DU CADRE COMMUN SANTE ET RÉDIGER/RÉACTUALISER UN PLAN DE CONTINGENCE DISTRICT

Le stock de contingence est disponible au niveau de la pharmacie de Gao et sera disposé au niveau du District Sanitaire en cas de besoin, lequel a toutes les informations relatives au dit stock.

Un atelier de rédaction d'un plan de contingence a été tenu en janvier 2018 avec le comité de veille du Cercle composé du MCD, le service développement social, le conseil de cercle, le maire, la gendarmerie, l'agriculture, les points focaux communaux et le préfet du cercle

3.2 PROJET « AMELIORATION DE LA SANTE DES MERES, DES NOUVEAU-NES ET DES ENFANTS AU MALI »

Contexte du projet

Dans le cadre du partenariat avec la Croix-Rouge Canadienne (CRC), la Croix-Rouge Malienne met en œuvre le Projet intitulé « *Amélioration de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants au Mali* » sous financement des Affaires Mondiales Canada (AMC) pour une durée de 4 ans vient en appui au Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP). Il couvre 6 districts sanitaires au niveau de deux régions à faibles indicateurs de santé maternelle, néonatale et infantile. Il s'agit des districts sanitaires de Sikasso (Région de Sikasso), Banamba, Dioila, Koulikoro, Kolokani et Nara (Région de Koulikoro).

Le plan d'actions issu de la revue des modalités de gestion a guidé la mise en œuvre des activités de ce trimestre à travers des mesures prises pour rendre fluide les différents circuits administratifs et logistiques.

En plus, il faut ajouter un appui technique conséquent à travers des missionnaires reçus successivement au Mali selon leurs domaines de compétence afin d'améliorer la mise en œuvre du projet. La Croix-Rouge Malienne (CRM) en partenariat avec la Croix-Rouge Canadienne (CRC) a procédé au lancement des volets de recherche du projet notamment, l'étude Charm, la recherche opérationnelle et l'évaluation Radar. Elles permettront de mieux cadrer les interventions du projet et amplifier ses impacts.

Il faut aussi noter que ce trimestre a été marqué par la tenue des Conseils de Gestion des Districts ainsi que des ateliers de pré-CROCEP et CROCEP au niveau des deux régions d'intervention (Sikasso et Koulikoro). Ces assises ont eu des implications directes sur la mise en œuvre des activités du plan trimestriel. C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent rapport pour faire un état d'évolution global sur la mise en œuvre des activités du projet.

Objectif ultime

Contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et infantile dans les régions de Koulikoro et de Sikasso

Objectifs spécifiques

- a) L'amélioration de la prestation des services de santé pour les mères, les nouveau-nés et les enfants de moins de cinq ans;
- b) L'amélioration de l'utilisation des services de santé pour les mères, les nouveau-nés et les enfants de moins de cinq ans ; et
- c) L'utilisation accrue par les décideurs des données sur la santé des mères, les nouveau-nés et les enfants de moins de cinq ans.

Résultats atteints

Organisation et tenue des réunions du comité de gestion sectorielle des SEC

En tout **4 rencontres** des comités SEC ont été réalisées au niveau de 4 districts sanitaires (Koulikoro et Banamba, Kolokani et Dioila)

Il y'a un écart de **2 réunions** non tenues pour les districts sanitaires de Nara et de Sikasso. Ce qui s'explique d'une part par le manque de disponibilité des acteurs au niveau de Nara et l'absence de prise en charge par les partenaires.

Réalisation de la supervision de routine des activités SEC

Pour cette supervision de routine, **277** Sites SEC ont bénéficié de la visite lors de ce trimestre soit environs 63% des sites appuyés par la Croix-Rouge (441).

Sur les 441 Sites SEC, 10 ASC non pas bénéficié de supervision pour des raisons de disponibilité des acteurs locaux, mais aussi le volume des activités des conseillers district cette phase sera complétée au début de trimestre à venir dans le but de proposer un plan de supervision ciblée selon l'évaluation.

Organisations des missions supervision conjointe avec la DRS/DS/CRM/SLDSES

De Janvier à Février 2018, 154 Sites SEC ont été visités par les équipes de façon conjointe soit 35% des 441 sites appuyés par la Croix-Rouge Malienne.



Supervision ASC Sopi : Président ASACO (Ziasso)



ASC en séance de causerie N'Goroma (Lobougou)

Identification des volontaires CRM- PSSBC

Dans le cadre du renforcement des activités de communication dans la communauté, la CRM a procédé à l'actualisation du répertoire des volontaires par commune après la phase de formation des Points Focaux PSSBC. En tout, **2 154 volontaires** (758 femmes et 1 396 hommes) ont été identifiés par les comités communaux avec l'appui des comités locaux (niveau cercle). Ce nombre est reparti de la façon suivante :

Tableau 1 : Répartition des volontaires par Cercle et par sexe

CERCLE	Nbre prévu	SEXE			
		F	%	H	%
Nara	105	30	29%	75	71%
Dioila	685	243	35%	442	65%
Kolokani	328	154	47%	174	53%
Sikasso	438	160	37%	278	74%
Koulikoro	259	111	43%	148	57%
Banamba	339	104	31%	235	69%
TOTAL	2154	802	37%	1352	68%

A noter qu'une journée de briefing a précédé cette identification au niveau de chaque District Sanitaire à l'intention des membres des comités communaux sur les stratégies d'identification et les outils à renseigner.

Organisation et tenue de la formation des agents de santé (DTC et suppléant) sur le guide SEC révisé

De façon globale, 129 agents des CSCom ont été formés au niveau de 5 District (Banamba, Dioila, Kolokani, Koulikoro et Sikasso)

L'écart est de 7 Suppléants qui sont tous de Nara. Cela s'explique par l'absence de Conseiller District mais aussi sa situation géographique qui ne favorise pas le détachement d'un staff d'ailleurs de façon ponctuelle.

Mais une mission sera détachée spécifiquement (composée des staffs terrain accompagnés de l'équipe de coordination nationale pour la mise en œuvre de toutes les activités planifiées au compte du 1^{er} trimestre de 2018. Ces activités seront réalisées en Avril 2018.

Formation des Directeurs Techniques des Centres (DTC) sur le guide sec révisé

Afin renforcer les activités SEC à Nara l'ensemble des 29 DTC (28H et 1F) ont bénéficié cette formation sur une prévision de 8 personnes suite à la discussion avec le Médecin Chef du CSRéf.

Formation des ASACO sur leurs rôles et responsabilités, la gestion organisationnelle et la supervision des ASC SMNE

Dans les 6 districts appuyés, 443 membres d'ASACO (143 Femmes et 300 Hommes) ont bénéficié cette formation en raison de 3 personnes par ASACO.

NB : Il faut noter que la prévision était de 378 personnes, ceci s'explique par la prise en compte des 29 AS de Nara sur 8 prévues, mais aussi une augmentation du nombre de CSCom à Dioila (1) et Banamba (2).

Au chapitre du deuxième trimestre 2018 :

Rencontre trimestrielle de Coordination de l'équipe du projet MNCH2

Cette rencontre a vu la participation de **29 personnes** (14 Conseillers District, 3 Coordinateurs de zone, 3 Comptable zone, 6 personnes de la coordination nationale du projet MNCH2, 2 personnes de la CRC, le Chef de département Santé de la Croix-Rouge Malienne). Cette rencontre a permis en plus du bilan, d'exposer les difficultés rencontrées assorties d'un plan de résolution.

Mission de supervision conjointe DNS/DNDS/CRM/CRC/SICKKIDS

En tout **20 personnes** ont pris part aux deux étapes de cette mission (2 représentants de la DNS, 1 représentant de la DNDS, et des représentants de chaque niveau du système de santé avec les acteurs communautaires). Un seul site SEC a été visité par l'équipe.

A noter la présence de la Directrice Regionale de la Santé, du chef de division santé de la DRS, du pharmacien regional et autres cadre de la DRS lors de la restitution.

L'écart est 2 sites SEC car cette mission concernait 2 districts et 3 sites SEC. Cet écart est lié à un manque de disponibilité des acteurs qui ont d'autres responsabilités au niveau de leurs services respectifs. Un plan de supervision sera mis à la disposition des partenaires pour le trimestre prochain.

Organisation de la réunion du Comité technique de suivi du Projet

La rencontre du CTP a regroupé **21 personnes** (voir annexe 2) qui étaient techniquement impliqués dans la mise en œuvre du Projet MNCH2 aussi bien au niveau national que régional.

Conformément à la recommandation de la première rencontre, le CTP a été élargi à divisions et sections de la DNS ainsi que d'autres services rattachés au Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP).

Deux personnes de la CRM n'ont pu prendre part à la réunion car elles étaient appelées à d'autres responsabilités mais aussi l'absence de l'ANTIM, pour des raisons de communication.

Organisation de la tenue de la réunion de coordination SEC à Dioila

Parmi les 6 rencontres prévues, seulement une seule rencontre a été tenue à Dioila.

Cet écart de 5 est plus ou moins lié au manque de financement des partenaires de proximité car ces réunions s'organisaient sous financement de la Croix-Rouge qui était programmé une à deux fois seulement pour impulser ces rencontres.

Orientation des ASC sur le PSSBC et leur responsabilité vis-à-vis des Volontaires

L'ensemble des ASC des 5 Districts où a lieu la formation des volontaires ont pu bénéficier de cette orientation, **415 au total soit 94% des ASC (242 Femmes et 173 Hommes)**.

L'écart est 26 ASC soit **(6%)** qui s'explique par l'absence d'un ASC à Koulikoro ; aussi le district sanitaire de Nara n'a pas encore bénéficié la formation des volontaires couplée à l'orientation des ASC. Un plan de formation est disponible et sera exécuté en mai de juillet 2018.

Formation des ASC sur le SEC révisé

Sur l'ensemble des 6 districts, **82 ASC (58 femmes et 24 hommes)** ont été formés sur les modules révisés SEC.

Parmi les 82, 36 sont installés au niveau de leur site et 44 constituent la liste d'attente afin de pallier aux éventuels cas de départ des sites SEC.

Equipement des ASC en matériels de travail

Les 441 Sites ASC ont été dotés de matériels pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie. La liste est composée d'éléments suivants : Balance, thermomètre, minuteur, boîte à image, boîte de sécurité, poubelle, kit préparation SRO, Kit d'hygiène, imperméable, agrafeuse, sac, stylo, crayon, gomme, boîte d'archive, table et chaise de travail, bidon, sceau, filtre d'eau, balai et lampe solaire etc.

Paiement de la motivation des ASC

Courant ce trimestre, **416 ASC (94%)** ont bénéficié 3 mois de paiement mensuel de la motivation.

L'écart de **25 ASC** s'explique par le fait que PSI est en charge du paiement des ASC de Nara jusqu'au mois de décembre 2018 selon les directives du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.

Formation des employés de la Croix-Rouge malienne (Equipe du projet MNCH2) sur les Soins Maternels et Néonataux (SMN)

En tout, **18 personnes** ont pris part à cette formation soit 14 Conseillers District 3 Coordinateurs de zones et une personne de la Coordination (Assistant Santé) comme observateur.

Formation du personnel CSCOM et CSREF sur les soins maternels et néonataux

En tout, **122 agents** CSCOM/CSRéf (**66 H et 58 F**) soit **46%** de la cible ont été formés au niveau des 4 districts suscités au cours des 8 sessions organisées.

L'écart ici est de 144 CSCOM. Cet écart s'explique par le fait que les districts de Nara et de Sikasso n'ont pas bénéficié encore bénéficié la formation pour des raisons de planification.

En plus dans le cadre de la recherche opérationnelle, 28 CSCOM font partie du groupe témoin au niveau des 4 districts concernés qui bénéficieront plus tard cette formation. Très prochainement, les dernières sessions seront organisées (Août 2018).

Formation des Volontaires sur le PSSBC

2 161 volontaires (1273 H, 720F) soit l'ensemble des volontaires prévus ont été formés sur le PSSBC au niveau des 6 districts Sanitaires (Banamba, Dioila, Kolokani, Koulikoro, Nara et Sikasso).

L'écart est de 7 de plus s'explique par la révision de la cartographie des sites SEC de Nara, Kolokani et Dioila.

Equipement des volontaires en Kits de travail

Les 2014 volontaires formés ont tous bénéficié de ces kits dont la composition est la composition est la suivante : Boite à image, Dossard CRM, Imperméable, torche, Cahier, Aide-mémoire, parapluie, Bande de Shakir, Casquette et les outils de collecte des données.

L'écart est 140 volontaires n'ayant pas encore bénéficié ce kit soit 6% qui s'explique par la non réalisation de la formation dans le district sanitaire de Nara aussi certains volontaires s'étaient absentés. Selon un plan de distribution disponible, ces volontaires seront dotés de kit de travail au cours la formation prévue en mois de juillet 2018.

Réalisation de la supervision de routine des activités SEC

Au total, **289 sites SEC** ont été visités courant ce trimestre soit environs **66%** des sites.

Parmi ces sites visités **62 ont été supervisés conjointement** avec les Districts Sanitaires ou le niveau régional et 227 ont bénéficié de la supervision de routine des DTC. Les équipes terrain de la CRM ont pris part à toutes ces sorties. La compilation des résultats est en cours, après

Appui aux districts dans la gestion des données SEC

Courant ce trimestre **1323 Rapport mensuels d'activités des ASC** ont été compilés et analyse par les équipe de la Croix-Rouge à différents niveaux. Mais aussi **18 séances** de travail avec les points focaux SEC soit 3 au niveau de chaque district pour l'analyse des données SEC.

Organisation de la tenue de la réunion de coordination SEC

En tout, 2 rencontres ont été tenues à Dioila avec **12 participants** et à Banamba avec **09 participants**. Les 4 autres districts n'ont pas pu tenir cette rencontre, cet écart s'explique par un manque de financement pour la prise en charge des frais de bouche mais aussi au manque de disponibilité des acteurs par endroit. La Croix-Rouge continue son plaidoyer auprès des autorités locales pour pouvoir tenir régulièrement ces réunions.

Formation des Volontaires sur les premiers secours

En tout, **683 Volontaires (90% du nombre total prévu)** ont bénéficié de la formation en premiers secours, **62 Points Focaux** et **14 Conseillers Districts** ont aussi participé à cette formation.

L'écart est de **75 Volontaires (10%)** qui s'explique par l'absence de certains volontaires pour des raisons diverses. Il y'a également des erreurs commises lors de l'identification des volontaires qui y sont pour 64 volontaires absents (Dioila, Sikasso et Banamba). Un plan est disponible pour la session de rattrapage à l'intention des absents.

L'écart est de **75 Volontaires (10%)** qui s'explique par l'absence de certains volontaires pour des raisons diverses. Il y'a également des erreurs commises lors de l'identification des volontaires qui y sont pour 64 volontaires absents (Dioila, Sikasso et Banamba). Un plan est disponible pour la session de rattrapage à l'intention des absents.

Equiperment des volontaires en kits de premiers secours

Sur les 683 volontaires formés, **215** ont bénéficié de kits de premiers secours conformément à la prévision en raison 10% du nombre total de volontaires (2 154). Le Choix était basé sur des critères préétablis entre autres, être résident dans un village satellite (pas le site SEC), avoir au moins 50% des points au posttest et être très motivé à travers une participation très active lors de la formation en PSSBC. Des réflexions sont en cours pour doter tous les volontaires formés en Kits de premiers secours afin de les permettre de mettre à profit les connaissances acquises.

Prise en charge des pathologies courantes par les ASC

Courant les deux premiers mois (**Juillet-Août 2018**) du trimestre concerné par le présent rapport, **13 973** ont été atteints au moins d'une des 4 pathologies courantes suscitées soit **6 612** filles et **7 361 garçons** au niveau des 6 Districts sanitaires (Banamba, Dioila, Kolokani, Koulikoro Nara et Sikasso).

En plus des cas pris en charge par l'ASC, 740 cas dépassant le plateau de l'ASC dont **104 nouveau-nés** et **636 enfants** de moins de 5 ans ont été référés au CSCOM pour une meilleure prise en charge.

Ces données représentent deux mois sur trois du trimestre. Cela s'explique par le fait que les informations du dernier mois (Septembre 2018) du trimestre ne sont pas encore disponibles car le DHIS2 ne pourra fournir ces données dans le délai. La Croix-Rouge dispose d'un outil interne pour générer toutes les données des ASC sur la base des RMA. Néanmoins, la Croix-Rouge continue d'apporter son support pour l'effectivité du paramétrage outils harmonisés des ASC.

Suivi du nouveau-né par les ASC

Courant le trimestre, **7 131 visites** à domicile (VAD) ont été réalisées pour le suivi des nouveau-nés parmi lesquels, **2 292** sont faites dans le délai pendant les deux premières visites soit **81%** sur les 2 831 visites organisées.

Il a été constaté qu'à Dioila, **2 568** nouveau-nés ont bénéficié des visites à domicile suivi de Sikasso et Banamba. Ceci pourra s'expliquer par un nombre élevé de site SEC à Dioila par rapport aux 5 autres districts avec la plus grande population couverte par ces sites.

Ces chiffres représentent les deux premiers mois d'intervention sur le trimestre, la compilation des données du troisième mois est en cours et seront pris en compte dans le prochain rapport.

Activités de communication pour le changement social de comportement (CCSC)

Dans le courant de ce trimestre, **15 974** séances de sensibilisation ont été organisées pour **144 300 participants** (107 839 femmes et 36 461 hommes) ayant pris part à ces séances.

Le paludisme a été largement le thème le plus débattu avec **1 109** séances à Dioila et **1 053** à Sikasso. Ce qui s'expliquera par le fait que ce trimestre constitue la période de prédilection du paludisme.

Les activités du troisième mois du trimestre ne sont pas comptabilisées parmi ces données, mais seront pris en compte dans le prochain rapport trimestriel.

Formation couplée des ASC sur la gestion des données SEC et l'orientation sur les messages clés genre

Sur l'ensemble des 4 districts ayant réalisé cette formation, **441 ASC (284F et 157H)** soit **100%** des ASC. A noter que cette formation a été couplée à la formation sur la gestion des données pour plus d'efficience et rationaliser le laps de temps imparti.

Formation des employés de la Croix-Rouge malienne (Equipe du projet MNCH2) une sur les « Soins sans contact »

En tout, **23 personnes** ont pris part à cette formation soit 16 Conseillers District 3 Coordinateurs de zones et 4 personnes de la Coordination (Assistant Santé, Assistante PSSBC, Chargé M&E et le Coordinateur national).

Formation des suppléants DTC sur le DHIS2

En tout, **129 suppléants** (agents CSCom) soit 47 femmes et 30 hommes (**53H, 76F**) soit **100%** de la cible ont été formés au niveau des 6 districts Sanitaires d'intervention. A noter que **14 DTC** nouvellement installés ont pris part à la formation (3F et 11 H).

Appui aux districts dans la gestion des données SEC

Courant ce trimestre **1 323 Rapport mensuels d'activités des ASC** ont été compilés et analysés par les équipes de la Croix-Rouge à différents niveaux. Mais aussi **18 séances** de travail avec les points focaux SEC soit 3 au niveau de chaque district pour l'analyse des données SEC en plus du mentorat et du coaching de façon continue.

Nous constatons qu'au niveau de chaque variable, plus de 80% des sites SEC ont une cohérence parfaite entre les différents supports de gestion des données. Ceci pourra s'expliquer par l'effet de la stratégie de supervision mise en place par la Croix-Rouge qui a permis d'avoir une nette amélioration du remplissage des supports ASC.

Orientation des points focaux PSSBC sur la stratégie et les outils de supervision des volontaires

En tout, 68 Points Focaux PSSBC ont été orientés sur la grille de supervision et les outils de collecte et de compilation des données (Banamba 11, Dioila 11, Kolokani 13, Koulikoro 9, Nara 6 et Sikasso 18).

Orientation des agents des CSCom du groupe de contrôle de la recherche opérationnelle

En somme, **52 agents des CSCom** témoins ont été orientés sur le genre au cours de ce trimestre soit 28 femmes et 24 hommes repartis entre les 4 Districts concernés par la recherche opérationnelle.

L'écart est de **4 agents** non orientés qui pourra s'expliquer par des absences dues à la charge de leur travail dans leurs structures. Les staffs du projet passeront dans ces CScOm, afin de les orienter et les remettre un document sous forme d'aide-mémoire pour une meilleure appropriation.



Scènes : Visite à Domicile, Kolokani / IEC par une volontaire à Sikasso/ Formation au Secourisme

3.3 PROJET « PREVENTION DE LA PNEUMONIE CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS AU MALI »

Objectif général

Contribuer à la réduction du taux de morbidité et de mortalité lié aux IRA chez les enfants (les garçons et les filles) de moins de 5 ans dans le cercle de Koussané et de Logo dans la région de Kayes d'ici 2020.

Objectifs spécifiques

O.S. 1.1. Améliorer les pratiques de prévention et de prise en charge des IRA/ Pneumonie chez les enfants de moins de 5 ans auprès des femmes, des hommes, des garçons et des filles des communautés de Koussané et de Logo d'ici 2020.

OS 1.2. Renforcer les capacités techniques et opérationnelles du personnel de santé/ agents communautaires (H/F) dans le diagnostic, la prise en charge et le référencement des cas des IRA/ Pneumonie dans la zone d'intervention du projet.

O.S. 1.3. Renforcer les capacités de la Croix Rouge Malienne dans la pérennisation des interventions pertinentes du projet.

Zone d'intervention ; cibles :

La zone d'intervention n'a pas connu de changement (commune de Logo et commune de Koussané) et les cibles aussi inchangées :

- **45.086** membres de la communauté de 2 communes dont (H: 22.092 et F: 22.994)

- **23 503** membres de la communauté de 25 villages d'interventions (*H:11 516 et F:11 987*)
- **4 166**: Enfants de moins de 5 ans (*2 041 garçons et 2 125 filles*) ;
- **6 748** : Mères et les gardiennes d'enfants;
- **29** personnel des structures de la santé (*F:12 : H : 17*).
- **150** volontaires de la CRM (*F:45 et H:105*)
- **200** membres des groupements communautaires (*Clubs des mères, mamans lumières,*)

Durée du Projet :

La durée du projet est de trois ans à partir du 01 janvier 2017 soit une année et demi théorique d'exécution.

Acteurs du Projet (partenaires) :

Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet sont entre autres :

- La CRM
- La CRNL
- Les directions régionales de la santé et de la solidarité
- La communauté de Koussané et de Logo
- Les Volontaires de la CRM

Contexte d'évolution du Projet : un aperçu des différentes situations

L'année a été marquée par de différentes missions de la Haye et la mission de la mairie pour résoudre la question de Taskayes (chefferie) s'est soldée par échecs et ladite mission a proposé un autre village (Sobia) comme éventualité pour faire bénéficier autre communauté de koussané des activités du projet.

Elle a surtout été marquée par l'évaluation à mi-parcours qui a permis de faire une comparaison de la situation de départ à l'état actuel de la mise en œuvre du projet.

Sur le plan sécuritaire, mis à part les informations de conflits intercommunautaires, de braquages, de décès par engins explosifs d'embuscade contre les FAMA, de ratissage de barkhane contre les terroristes au centre et au nord qui circulent, aucun problème majeur dans le cercle n'a impacté sur les activités de l'équipe projet de façon générale mais des mesures de sécurité et de vigilance sont respectées par les agents sur terrain.

Le plan politique a été surtout dominé par les élections présidentielles sur l'étendue du territoire Malien. Le 1^{er} tour a été fait le 29 juillet 2018 et le 2^{ème} tour le 12 Aout 2018. La Croix Rouge a assuré la couverture de ces différents tours à travers ces branches dans les régions.

Sur le plan humanitaire, il a été réalisée une série de formation du comité de suivi du projet et de la communauté sur :

- La nouvelle stratégie genre et diversité de la Fédération Internationale de la Croix-Rouge FICR,
- L'engagement communautaire et la rédevabilité de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge,
- La réalisation des foyers améliorés dans la communauté,.

Le plan alimentaire a été dominé dans un premier temps par la mauvaise récolte due à la pluviométrie de l'année précédente, aux attaques des criquets pèlerin et les oiseaux qui a nécessité un don de CSB

à la population de Koussané au mois de mai 2018 par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et dans un second temps par des inondations dues à des pluies torrentielles dans le cercle de façon générale et à Koussané de façon spécifique surtout à Séibath et Hamon. Cet état des faits accompagnés des travaux champêtres ont été impactant sur les activités du projet.

RESULTATS ATTEINTS

RA 1.1.1. (R01) : Les membres de la communauté (H/F) et les gardiens d'enfants ont acquis de nouvelles connaissances sur les pratiques qui leur permettent de se protéger contre des IRA et autres maladies de l'enfant.

RECHERCHE FORMATIVE

La recherche formative sur la perception des déterminants de la faible fréquentation des structures de santé par la population dans la commune de Koussané a été réalisée dans le but d'approfondir les résultats obtenus à travers l'enquête de base.

Les résultats obtenus au cours du processus sont les suivants :

- La signature de contrat avec la consultante au mois de Mars 18
- La présentation du protocole de recherche au comité d'éthique le 20/03/18
- Recherche proprement dite en cours de réalisation depuis du 20 au 27 Mai 2018
- Atelier de restitution des résultats préliminaires de la recherche le 22 Juin à Kayes
- Soumission du rapport final le 30 juin 2018.

ELABORATION D'UN PLAN DE COMMUNICATION POUR LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT (CCC)

L'élaboration et la diffusion des messages/supports de communication visent à renforcer l'accès des leaders communautaires, des parents en particulier des mères à l'information à travers des canaux de communication différents pour améliorer leur connaissance et les motiver dans l'adoption de ce changement que le projet propose.

L'élaboration, la validation du Plan de Communication pour le Changement de Comportement (CCC), la conception de messages et de supports furent à Kayes en collaboration avec les partenaires furent des activités menées après la recherche formative.

- L'élaboration et validation du Plan de Communication pour le Changement de Comportement (CCC) a eu lieu du 22 au 27 Juin à Kayes en collaboration avec le Centre National d'Information d'Education et de Communication en Santé (CНИЕCS) et les partenaires techniques.

SENSIBILISATION DE LA COMMUNAUTE SUR LES PRATIQUES ESSENTIELLES FAMILIALES

La sensibilisation est une des méthodes utilisées par les volontaires pour attirer l'attention des communautés sur les bonnes pratiques.

- conception de messages et de supports du 28 Juin au 03 Juillet 2018 à Kayes en collaboration avec le Centre National d'Information d'Education et de Communication en Santé (CНИЕCS) et les partenaires techniques.

- contractualisation avec la radio Sahel et rurale à Kayes et la radio Nourou à Koussané pour la diffusion des 16 messages radios en raison de :
 - 2 passages par message/langue (maure, bambara, kassonké) et par semaine pendant 04 mois (septembre - décembre 2018).

DOTATION DES VOLONTAIRES ET DES CLUBS DES MERES EN KITS DE SENSIBILISATION

Pour mener à bien leur mission de sensibilisation pour un changement positif de comportement ; certains matériels sont nécessaires d'où l'achat et la mise à disposition des volontaires des kits de sensibilisation.

- Conception des boîtes à images à raison de 100 unités en format A4 en couleur.
- Dotation des volontaires de logo en boîtes à images

SENSIBILISATION DES GARDIENNES D'ENFANTS SUR LA RECONNAISSANCE DES SIGNES, L'ORIENTATION ET LES SOINS A DOMICILE DES IRA

Des visites à domicile, des causeries éducatives sont des activités de routine dans le cadre de la sensibilisation de la communauté pour une meilleure connaissance des signes de la pneumonie. Aussi la caravane de sensibilisation a occupé une place de choix dans les activités nous permettant ainsi de toucher un nombre important de cible.

Résultats :

- Formation de 50 membres de clubs de mères au niveau des 25 villages d'intervention dont 20 à Logo et 30 à Koussané sur la reconnaissance des signes.
- Organisation de deux caravanes de sensibilisation en janvier et septembre 2018.
- **143** volontaires sur 150 de prévus ont été motivés avec 5000 par personne et par trimestre pour le trimestre pendant trois trimestres.
- **1899** séances de sensibilisation réalisées au total durant l'année dans les deux communes sur la prévention des IRA (**1429**), sur ANJE (**139**) et l'hygiène (**331**) dont (**957** à Koussané et **942** à Logo)

C'est différentes activités ont permis de Référés **394** au total pour suspicion d'IRA/pneumonie durant l'année (**248** à Koussané et **146** à Logo)

SENSIBILISATION DES MERES SUR LES PRATIQUES D'ALIMENTATION DU JEUNE ENFANT ET DU NOURRISSON

Après la formation des volontaires sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant « ANJE » et la dotation des 25 comités villageois Croix Rouge en kits de démonstration Nutritionnelle pour la réalisation de démonstrations nutritionnelles dans l'ensemble des villages de façon périodique.

Résultats :

- Formation de 52 volontaires sur l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE)
- 24 villages dotés en kits de démonstration nutritionnels

- 24 villages dotés d'intrants nutritionnels de façon trimestrielle composé de :

- Petit mil, de maïs, de sucre, de lait, d'huile, de sel iodé, kits lavage des mains.

Ce qui a permis à la réalisation de 159 de Séances de démonstrations nutritionnelles avec **7197** participants soit **1870 H** et **5327 F**

- **73** séances à Logo avec **4186** participants soit **790 H** et **3396 F**
- **86** Séances à Koussané avec **3011** participants soit **1080 H** et **1931 F**

MISE EN PLACE DES ATPC DANS 10 VILLAGES DU PROJET

L'amélioration des facteurs environnementaux passe par la communauté à travers de bonnes pratiques telle que l'abandon de la défécation à l'aire libre ; l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) est une stratégie qui répond pour une pérennisation des acquis.

Résultats :

- Signature du protocole d'accord entre la Croix Rouge et la DRACPN « Direction Régionale de l'Assainissement de Contrôle des Nuisances » ; pour la mise en œuvre de la stratégie dans 10 villages à Koussané où le problème de défécation à l'air libre est un problème.
- Formation des agents projet sur la stratégie du 09 au 14 avril 2018 à la DRACPN.
- La suite consiste à faire le pré déclenchement et la sélection des villages sous lead de la DRACPN.

MISE EN PLACE DU PSSBC DANS LES 25 VILLAGES DU PROJET

Cette activité a été réalisée en 2017 en formant l'ensemble des volontaires des 25 villages d'intervention du projet et ils pratiquent mettent en pratique les connaissances acquises dans leur village respectif.

RA 1.1.2. (R02) Les moyens de vie des communautés (H/F) sont renforcés pour une meilleure réponse aux IRA/Pneumonie.

APPUI A LA SUBVENTION DU RAMED

Le Régime d'Assistance Médical (RAMED) consiste à accompagner les vulnérables dans la recherche des soins. C'est un processus non encore fonctionnel dans la commune de Koussané contrairement à celle de Logo. Le projet dans son objectif d'amélioration des conditions de vie compte s'investir dans les soins de santé des plus vulnérables à travers la subvention des frais relatifs à la santé.

Résultats :

- Validation de la liste des ménages vulnérables par la mairie de Koussané, le développement social et la CRM.
- Signature du protocole de subvention des frais de soins de ces ménages en septembre 2018,
- Distribution des cartes aux ménages vulnérable pour le démarrage effectif de la prise en charge en septembre 2018.
- Confection d'ordonnanciers de prise en charge pour un meilleur suivi,

Ce qui a permis la prise en charge sanitaires de 07 vulnérables dans les centres de santé de koussané.

DOTATION DES COMMUNAUTES EN KITS FOYERS AMELIORES

Les foyers améliorés réduisent la pollution de l'air à travers la réduction de l'émission de fumée et par la même occasion amoindri les risques de survenu de la pneumonie. Ils permettent aussi une réduction des feux de brousse. Une collaboration avec le service des eaux et forêts dans le cadre de la formation des artisans en foyers améliorés de type banfora pour une vulgarisation dans l'ensemble des villages d'intervention du projet.

Résultats :

- Signature du protocole de collaboration avec le service des eaux et forêts pour la formation en foyer amélioré.
- Formation de 54 volontaires (22 à logo et 32 à Koussané) du 18 au 20 avril à koussané et du 21 au 23 avril à logo.

1417 au total foyers construits avec 1275 à koussané et 142 construits à logo depuis la formation

RA 1.2.1. (R03) La capacité des agents de santé (H/F) en matière de référencement, de diagnostic et du traitement des IRA est améliorée.

FORMER/RECYCLER LES INFIRMIERS, DTC, MEDECINS SUR LE DIAGNOSTIC ET LE TRAITEMENT DES IRA, DIARRHEE, PALUDISME

Un renforcement de capacité pour un référencement, un diagnostic, et un traitement de qualité des agents de santé en matière d'IRA/pneumonie est inscrit dans la mise en œuvre du projet. La Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant « PECIME » qui couvre la pneumonie, le paludisme, la diarrhée, le VIH-SIDA et la malnutrition est la mieux indiquée.

Résultats :

- Formation en PECIME de 14 personnels des aires de santé dont 6 de koussané (2 sages-femmes et 04 infirmiers), 08 de logo (01 médecin, 01 matrone et 06 infirmiers) et 04 personnels du projet (03 animateurs et superviseur).
- La suite a été de doter les CSCOM et centres secondaires de documents relatifs à la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant et il reste la supervision de ces centres par le CSRef pour l'effectivité de la mise en œuvre de nouvelles connaissances acquises.

APPUYER LES CENTRES DE SANTES DANS LA COLLECTE, TRANSMISSION ET RAPPORTAGE DES DONNEES

Dans le cadre de la collecte des données, le projet a prévu des tablettes pour les CSCOM des deux communes pour faciliter la collecte des données et leurs envois au niveau supérieur.

Résultats : une (1) tablette a été octroyée à chacun des CSCOM

ACHAT D'EQUIPEMENTS POUR LES AGENTS DE SANTE ET LES CENTRES DE SANTE

Toujours dans le cadre de renforcement de capacité en matière de référencement, de diagnostic, et du traitement des agents de santé en matière d'IRA/pneumonie et vue l'importance de moyens

matériels dans le diagnostic, l'accueil... ; la croix rouge a répondu à une sollicitation des aires de santé en matériels médicaux.

Résultats :

- Après le processus d'appel d'offre, le lancement du DAO et le dépouillement
- Achat de matériels pour les CScCom de Logo et Koussané constitué de :
 - Chaises métalliques
 - Bancs métalliques 2.5m
 - Boîtes de pansement de 13 instruments 300*300-33ko
 - Tensiomètre Mano brassard anéroïde
 - Pèse personne Mécanique à aiguille avec cadran : 150kg graduation : 1000g
 - Pèse bébé
 - Table de bureau
 - Poubelle tricolores (16 jaunes, 16 rouges et 16 noires)
 - Chariot inox 2 plateaux
 - Matelas pour lit mousse couverture en plastique lavable
 - Table d'accouchement avec matelas en mousse recouvert de plastique lavable
 - Table de consultation avec matelas mousse recouvert de plastique lavable
 - Toise, Paravent
 - Boîte de petite chirurgie
 - Thermomètre électrique médicale ans mercure
 - Sonde urinaire en acier inoxydable de 30 mm environ
 - Table de CPN avec support solide
 - Poupinelle
 - Table de prélèvement
 - Pirogue pour logo
 - Gilets de sauvetage pour logo
 - Moto super N°01
 - Frigo pour koussané

APPUI A LA CAMPAGNE DE DISTRIBUTION GRATUITE DES MOUSTIQUAIRES IMPREGNEES

Activité non réalisée parce que menée par d'autres partenaires PSI/MALI dans le district sanitaire de Kayes

APPUI A LA VACCINATION DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS

La couverture vaccinale dans les communes d'intervention du projet et spécifiquement dans les villages de koussané constitue un défi du projet. Dans la recherche d'une bonne couverture vaccinale dans les zones d'intervention du projet ; il a été inscrit de doter de motos, de matériels médicaux les centres de santé.

Résultats :

- Donation de deux (02) motos par CSCoM pour renforcer la stratégie avancée en vaccination des deux CSCoM ;
- Donation de la chaîne de froid et un (01) moto au centre secondaire d'Elgueleita (commune de Koussané) pour la vaccination de routine et la stratégie avancée

Objectif Spécifique 3 : Renforcer les capacités de la Croix Rouge Malienne dans la pérennisation des interventions pertinentes du projet.

RA 1.3.2. Les capacités de la Croix-Rouge Malienne sont renforcées dans la mise en œuvre de la stratégie de pérennisation et de sortie

METTRE EN PLACE/RENFORCER LES COMITES COMMUNAUX, VILLAGEOIS DE LA CRM

La mise en place des comités villageois a été l'une des premières activités du projet et dans la mise en œuvre des activités au quotidien, ils sont accompagnés pour une appropriation de certaines qui doivent être continues même après le départ du projet.

Résultats :

- Dotation des comités communaux de chaises, bâches, de matériels de sonorisation, de matériels de démonstration culinaires pour la réalisation d'AGR
- Dotation des comités villageois des bottes, des imperméables, des kits de démonstrations nutritionnelles,
- Diverses formations de renforcement de capacité des comités : foyers amélioré, ANJE, PSSBC, redevabilité, Genre....

RENFORCER LES CAPACITES DE SUPERVISION ET COORDINATION DU COMITE REGIONAL

Dans le cadre du renforcement de capacité du comité régional Croix Rouge en matière de supervision, il est prévu l'organisation des sorties supportées par le projet.

Résultats : Accompagnement du comité régional pour la fête du 08 mai à Koussané qui a été l'occasion de rencontrer le comité communal et les comités villageois CRM de Koussané.

R05- Les capacités de la Croix-Rouge Malienne sont renforcées dans la mise en œuvre de la stratégie de pérennisation et de sortie

IMPLEMENTER LA STRATEGIE DE REDEVABILITE, LA COMMUNICATION ET LE GENRE VIS A VIS DES BENEFICIAIRES

Pour une implication de la communauté dans la mise en œuvre du projet, l'information et le retour d'information sont essentielles

Résultats

- Participation du coordinateur et du superviseur du projet à la formation du 13 au 15 février 2018 à Bamako sur la redevabilité, la communication vis-à-vis des bénéficiaires.
- Une restitution auprès de la gouvernance de Kayes réalisée le 31/03/2018
- Une formation des membres du comité de suivi du projet du 10 au 14 avril 2018 au centenaire de Kayes sous la présidence du préfet de Kayes.
- Une formation des leaders communautaires (chefs de villages) et comités villageois CRM (président) en engagement communautaire, redevabilité et genre et diversité de la FICR avec :
 - 25 chefs de village et 25 responsables des volontaires soit 50 participants dont 47 hommes et 3 femmes dans les deux communes et spécifiquement :
 - 14 chefs de village dont celui de Koussané ville et 14 volontaires dans la commune de Koussané.
 - 11 chefs de village dont celui de Kakoulou et 11 Volontaires.

ELABORER UNE STRATEGIE DE PERENNISATION, DE DESENGAGEMENT ET DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Lors des différentes sessions du comité de suivi du projet ; une réflexion sur la pérennisation/sortie du projet sur base de draft a été faite et un draft de plan de pérennisation a été élaboré.

METTRE EN PLACE ET RENDRE FONCTIONNELLE LE COMITE DE SUIVI DU PROJET

Le comité de suivi mis en place dont l'objectif est d'assurer l'orientation et le suivi continu du projet est constitué de représentants de toutes les couches sociales pour une mise en œuvre de qualité et l'atteinte des résultats. Des sessions sont organisées de façon régulière (trimestrielle) pour suivre l'avancé de la mise en œuvre du projet et faire des observations et apporter du soutien au projet.

Résultats

- Tenue de la première session du comité de suivi du 18 au 19 janvier 18 pendant laquelle ont été discutés :
 - La présentation de la composition du comité de suivi
 - La présentation du projet et principales réalisations du projet
- Tenue de la deuxième session du comité Du 10 au 14 avril 2018 pendant laquelle ont été discutés :
 - Les activités réalisées durant le trimestre passé
 - La présentation des TDR des deux groupes thématiques (groupe thématique suivi des activités du projet et groupe thématique de pérennisation des acquis)
 - Une réflexion sur la pérennisation des acquis du projet sur base de draft a été faite par travaux de groupe.
- Ténue de la troisième session du comté du 05 au 08 novembre 2018 au centre de conférence trois sœurs au cours duquel ont été :
 - Restituer les résultats de l'évaluation à mi-parcours
 - Discuter les succès du projet, les points à améliorer et les innovations pour l'an 2018.

3.4 PROJET « PROMOTION DES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS DES FEMMES ET DES FILLES RESIDENTES DANS LES DISTRICTS SANITAIRES » DE MARKALA ET NIONO /SEGOU»

Contexte et Justification :

Dans la région de Ségou, comme ailleurs au Mali, l'excision est restée une pratique mystiquement liée à la tradition. Les Mutilations Génitales Féminines/excision sont pratiquées sous plusieurs formes et avec un taux de prévalence de 92,2% des femmes de 0 à 45 ans excisées, la région est au-dessus du taux national 85 %.

Le changement de comportement positif vers son abandon est un objectif à long terme qui requiert patience et persévérance.

Face à cette situation négative persistance, la Croix - Rouge Malienne en partenaire avec la Croix – Rouge Espagnole avec le financement du Conseil Provincial de Gipuzkoa ont initié un projet dénommé « Prévention de la Pratique de l'excision et Promotion des droits sexuels et reproductifs des filles et femmes du le district sanitaire de Markala » région de Ségou où le taux de la pratique est parmi les plus élevé (92,2%)

Zone d'intervention : Région de : Ségou / District Sanitaire de : Markala

Aires de Santé : Kirango et Diamarabougou

Cibles : La population cible se compose en bénéficiaires directs et bénéficiaires indirects.

Groupe cible direct :

Les femmes en âge de procréer, les jeunes filles et les patientes victimes des méfaits de la pratique de l'excision

Groupes cibles indirects :

Les populations des **07** villages de l'aire de santé de Kirango et des **03** villages de l'aire de santé de Diamarabougou.

Objectif

Objectif du Projet :Promouvoir l'abandon de la pratique de l'excision à travers le renforcement de capacité des capacités des titulaires de droits, l'amélioration des services de santé sexuelle et reproductive et une approche de prévention et de prévention et la promotion des droits des femmes et des filles.

Résultats atteints

ELABORATION D'UN PLAN D'ACTION OPERATIONNEL POUR LE TRIMESTRE ET D'UN PLAN D'ACTION OPERATIONNEL (AVRIL - DECEMBRE 2018)

Sur la base des documents du projet (cadre logique, chronogramme des activités et budget) ; un plan opérationnel et une demande de fonds ont été élaborés pour le premier trimestre du projet aussi bien qu'un plan annuel des activités. Les drafts de ces documents ont été élaboré et soumis à l'appréciation des différents responsables au niveau national.

Résultats obtenus

Le plan d'action pour le premier trimestre du projet élaboré en fonction du plan opérationnel annuel (Avril **2018** - Décembre**2018**)

Les prévoyances budgétaires y afférents sont également disponibles.

ELABORATION ET SIGNATURE DES ACCORDS DE COLLABORATION

En vue d'une meilleure implication et appropriation du projet par les différents partenaires, des accords de collaboration ont été élaborés et soumis à leur appréciation avant signature par les deux parties. Le draft a été élaboré par la coordinatrice du projet et soumis à l'appréciation des différents responsables avant d'être signé par les deux parties que sont les maires, les médecins chefs, les présidents des ASACO et le président du comité régional de la Croix-Rouge Malienne/Ségou.

Pour le renforcement des activités de promotion de l'abandon de la pratique dans les **10** villages du projet, un draft de protocole d'entente est en voie d'élaboration avec l'hôpital régional de Ségou pour la prise en charge des cas compliqués.

Résultats obtenus

- Le cadre institutionnel est établi et fonctionnel dans la commune et le district sanitaire de Markala.
- - **15** accords de partenariat approuvés et signés avec les structures de santé (**01** DRS ; **01** hôpital Régional ; **01** district sanitaire et **10** ASACOs)
- **01** signé avec la commune de Markala ;
- **01** en attente de signature par la DRPFEF
- Engagement, et soutien des différents partenaires à apporter leur appui conseil et à accompagner le projet en vue de l'atteinte de ses objectifs
- Implication des agents des CSCOM dans la réalisation des activités du projet

INTRODUCTION DE L'ANIMATRICE ET PRESENTATION DU PROJET

Pour le démarrage effectif des activités dans les villages des deux aires de santé une introduction et présentation du projet a été faite auprès des autorités administratives, élus communaux, services technique partenaires, les ASACOs et leaders communautaires des **10** villages retenus pour les activités du projet afin d'avoir leur adhésion et accompagnement. Elle a été rendu possible grâce à l'appui et l'accompagnement de la gouvernance au niveau communal (président du comité CRM),

Résultats obtenus

- Adhésion des communautés et partenaires aux idéaux du projet
- Le projet et ses activités connus de tous

FORMATION DE 22 AGENTS DE SANTÉ SUR L'IDENTIFICATION ET L'ASSISTANCE MÉDICALE DES COMPLICATIONS OBSTÉTRICALES LIÉES À L'EXCISION ET RÉALISATION D'UNE BASE DE DONNÉES SUR LES CAS D'EXCISION DANS LE DISTRICT ET LES 10 CSCOMS

Résultats Obtenus

Elle s'est déroulée du 12 au 14 juillet 2018 à Markala dans la salle de réunion du CSRéf ont pris part à cet atelier 20 agents de santé des 10 CSCOM retenus pour les activités du projet (DTC, Sages – femmes, IO ou matrone) et 02 du district sanitaire. La formation avait comme objectif : Contribuer au renforcement de capacité des agents de santé des 10 CSCOM retenus pour les activités du projet

La formation était axée sur les complications gynéco - obstétricales dues à la pratique de l'excision, l'identification, l'orientation et la prise en charge de ces complications et la mise en place d'une base de données.

CREATION D'UN RESEAU D'IDENTIFICATION ET D'ORIENTATION DANS LES CAS D'EXCISION AVEC DES COMPLICATIONS MEDICALES

Pour une intensification de l'activité d'identification et d'orientation a été mise en place ce réseau, du niveau communautaire jusqu' au niveau régional avec une implication de tous les acteurs (volontaires, leaders des groupements féminins, agents de santé, équipe technique, radios de proximité et spécialistes)

Résultats Obtenus :

- Existence d'un groupe d'acteurs dans les dix villages d'intervention du projet
- Identification et orientation des victimes vers le projet après les séances d'information et de sensibilisation au niveau communautaire sur les complications liées à la pratique et la gratuité des soins aux victimes

ASSISTANCE MÉDICALE ET PSYCHOLOGIQUE GRATUITE POUR 30 VICTIMES DE LA PRATIQUE DES MGF/EXCISION

Elle se déroule de la façon suivante : identification et orientation des victimes par les acteurs communautaires (volontaires, groupements de femmes) après les activités de sensibilisation, les agents de CSCOM et les spécialistes lors des consultations et les animateurs de radio après la sensibilisation médiatique, vers le projet à travers l'animatrice terrain et prise en charge après confirmation du cas par le spécialiste (gynécologue).

CRÉATION DU CCAPN DE MARKALA - FORMATION DES MEMBRES SUR LEURS RÔLES ET RESPONSABILITÉS; ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION ET APPUI À LA TENUE DES RÉUNIONS TRIMESTRIELLES DU CCAPN (Comité Communal d'Abandon des Pratiques Néfastes)

Concertations avec la direction régionale de la promotion de la femme, le sous – préfet et le maire de la commune rurale de Markala pour la constitution du bureau du comité conformément à la décision de création des comités locaux qui sont les démembrements du CNAPN au niveau national. Ce document a été envoyé au sous-préfet à travers le maire afin de lui faciliter le travail, cette activité a été mise à profit pour tenir la première réunion trimestrielle du CCAPN. En l'absence d'un service local de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille à Markala, le secrétariat a été confié au service local du développement social et de l'économie solidaire. Elle était présidée par le responsable de l'administration (sous-préfet) et a regroupé toutes les organisations de la société civile et les services techniques partenaires : santé et développement social et CAP pour une meilleure coordination des actions de la lutte, l'objectif de la rencontre était de maintenir un cadre d'échange et de suivi des activités du CCAPN.

Résultats Obtenus

- Existence d'un Comité Communal pour l'Abandon des Pratiques Néfastes dans la commune de Markala avec comme président le sous – préfet
- **01** réunion trimestrielle tenue
- **01** bureau actif

FORMATION DES MEMBRES DE LA CAFO SUR LES MÉCANISMES D'INFLUENCE PLAIDOYER ET ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION DE FAÇON PARTICIPATIVE

Elle a eu lieu le **06 Juin 2018** dans la salle de formation de la maison de la femme à Ségou y ont pris part **08** femmes leaders de la CAFO, (**04** de la commune de Markala ; **02** du cercle et **02** de la région de Ségou), certaines d'entre elles occupent également des postes de conseillères au niveau de leur commune.

Cette formation visait à doter les participantes des notions élémentaires sur les thématiques des VBG et les MGF/Ex et le mécanismes de plaidoyer afin de renforcer les actions déjà entreprises sur le terrain pour le plaidoyer auprès des décideurs pour la prise en compte dans les PDSEC des actions dans le domaine de la prévention de la pratique de l'excision et la promotion des droits sexuels des filles et des femmes



Résultats Obtenus :

- **08** acteurs moteurs du changement outillé pour mener des actions de plaidoyer à l'endroit des décideurs
- Des leaders engagés pour la promotion des droits de la femme et de la petite fille dans leurs localités respectives

Témoignage d'une participante : Moi-même j'ai été victime, c'est aujourd'hui que je me suis rendu compte à travers les images projetés que le mal de ma fille était due aux séquelles de la pratique de l'excision (incapacité de consommer le mariage, rétrécissement de l'orifice vaginal qui a causé le divorce avec son mari.

PROMOTION DE L'ABANDON DE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE ET LES CONSÉQUENCES NÉFASTES DE L'EXCISION

En vue de véhiculer des informations saines aux populations des dix villages de la zone d'intervention du projet, un renforcement de capacité de toutes les couches sociales a été faite pour leur meilleure implication dans les activités d'IEC/CCC, il s'agit : des décideurs au niveau communautaire (chefs de village, conseillers, leaders de groupements féminins, leaders religieux, volontaires, élus communaux, agents de santé des CSCOMs, enseignants et élèves membres des clubs de soutien scolaires)

Résultats Obtenus :

- **32** plans d'action élaborés et en cours d'exécution
- **03** plannings de diffusion conçus en cours d'exécution
- Implication des élus dans les activités d'IEC/CCC

ENQUETE CAP (CONNAISSANCES, ATTITUDES ET PRATIQUES) EX-ANTE ET EX- POST

Avant le démarrage des activités, une enquête CAP ex-ante a été réalisée dans le district sanitaire pour évaluer les connaissances et attitudes des populations

Résultats Obtenus :

01 rapport d'enquête élaboré et disponible

IDENTIFICATION ET SELECTION DE 20 VOLONTAIRES COMMUNAUTAIRES ; 20 FEMMES DE 5 GROUPEMENTS DE FEMMES ; 16 ÉLÈVES ET 08 ENSEIGNANTS DE 04 ÉCOLES DE MARKALA; 03 ANIMATEURS DE RADIO ET 10 LEADERS RELIGIEUX

A.1 Identification et Sélection des Volontaires

Conformément aux dispositions en la matière, les critères de sélection ont été élaborés et soumis aux leaders communautaires des **10** villages retenus après l'identification, la sélection était présidée par l'animatrice terrain,

Critères : Disponibilité, stabilité, avoir une source de revenu, avoir un niveau d'instruction (alphabétisation ou école classique, être de la communauté, avoir la confiance de la communauté)

A.2 Identification des leaders des groupements féminins :

En ce qui concerne les leaders femmes leur identification a été faite après recensement des groupements existants par village avec l'appui des leaders communautaires (chefs de village et conseillers)

A.3 Identification des animateurs de radio :

S'agissant des animateurs de radio, leur identification a été faite après des échanges avec les directeurs des radios de proximité existante dans le district sanitaire. Le choix a été porté sur ceux et celles-là qui animent le créneau santé.

A.4 Identification des enseignants et élèves :

Il a été possible grâce à la collaboration entre le projet et le centre d'animation pédagogique de Markala qui a responsabilisé un conseiller pour l'occasion. Les enseignants ont été identifiés dans les **04** seconds cycles de la ville de Markala (enseignants de bio et d'économie familiale)

Résultats Obtenus

- **77** acteurs communautaires engagés pour le volontariat avec la Croix – Rouge Malienne à travers le projet MGF/Ex.

FORMATION/RECYCLAGE DE 20 VOLONTAIRES ; 20 FEMMES DE 05 GROUPEMENTS FEMININS ; 16 ÉLÈVES ET 08 ENSEIGNANTS DE 04 ÉCOLES DE MARKALA ; 03 ANIMATEURS DE RADIO ET 10 LEADERS RELIGIEUX ET ELABORATION D'UN PLAN D'ACTION POUR CHAQUE GROUPE D'ACTEURS DE SENSIBILISATION

Formation volontaires sur l'excision et les techniques de communication

Résultats Obtenus

Meilleure compréhension des méthodes et / ou techniques d'animation, rôles de l'animateur et les différentes phases d'une réunion à travers les exercices de simulation réalisées.

- Création d'un réseau d'acteurs communautaires pour la sensibilisation, l'identification et l'orientation des patientes victimes mis en place,
- Un plan d'action par village est élaboré



FORMATION EXCISION VBG POUR LES LEADERS COMMUNAUTAIRES ET CONSEILLERS

Résultats Obtenus :

- Les leaders de la zone d'intervention informés et sensibilisés sur les VBG y compris l'excision et leurs conséquences sur la santé de la femme et de la fille
- Des leaders engagés à soutenir et à accompagner le projet pour l'atteinte de ses objectifs à travers le suivi de la mise en œuvre des plans d'action des volontaires et des leaders de groupements féminins
- Un plan d'action élaboré de façon participative

FORMATION MGF/ EXCISION ET TECHNIQUES DE COMMUNICATION GROUPEMENTS DE FEMMES

Résultats Obtenus

Forts de ces différentes présentations, les participantes au cours des travaux de groupe ont : définis leurs rôles et responsabilités dans le cadre du plaidoyer auprès des décideurs pour l'abandon des MGF/Ex et des VBG. Un plan d'action par village a été élaboré qui sont en cours d'exécution.

FORMATION ANIMATEURS DE RADIO SUR L'EXCISION

Résultats Obtenus

- **03** animateurs de radio outillées et capables d'organiser des émissions sur les VBG y compris l'excision
- Des animateurs engagés avec le projet pour la promotion de l'abandon des VBG et des MGF/Excision

SIGNATURE DE CONTRATS AVEC LES RADIOS DE PROXIMITES (03)

Pour une large diffusion des messages et une intensification dans la l'identification et la prise en charge des femmes et filles victimes des méfaits de la pratique de l'excision. Après la formation des animateurs des radios sur les thématiques du projet et les techniques de communication en la matière, un contrat de diffusion a été signé avec les **03** radios de proximité,

Radio Jamakan : Couverture des émissions Radio « Jamakan » quatre communes (**04**) dont **59** villages.

Radio « Bèjè » couverture **23** communes dont plus de **120** villages,

Radio soleil : couverture **20** communes de Markala.

Résultats obtenus

- **03** contrats finalisés et signés en cours d'exécution
- **03** plannings de diffusion disponibles également en cours d'exécution
- **209** autres villages hors zone d'intervention du projet informées et sensibilisées sur les VBG, les MGF/Ex et leurs conséquences sur la santé de la femme et de l'enfant à travers les radios de proximité (information des cibles les plus éloignés)

FORMATION DES PROFESSEURS SUR L'EXCISION ET LES TECHNIQUES DE COMMUNICATION

Résultats Obtenus

- Reconversion de certains enseignants opposants en acteurs adhérent
- Eveil de conscience chez les enseignants devenu des alliés du projet pour la promotion d l'abandon
- Disponibilité d'un plan d'action par école

SENSIBILISATION AU GRAND PUBLIC PUBLIC À TRAVERS 16 ÉLÈVES ET 08 ENSEIGNANTS; 03 ANIMATEURS DE RADIO ET 20 VOLONTAIRES DE LA CRM, 20 FEMMES DE 05 GROUPEMENTS ET 10 LEADERS RELIGIEUX

Résultats Obtenus

IEC/Animatrice et Prestataire

- **21** séances réalisées par l'animatrice et le prestataire avec un Total de **859** personnes dont (**839** femmes et **20** hommes) informées et sensibilisées sur les MGF/Ex et leurs méfaits sur la santé de la femme et de la petite fille
- **21** séances réalisées par l'animatrice et les agents de santé (sages-femmes et I/O au niveau des CSCOM lors des CPN et CPON ; Total personnes touchées **586** (**538** femmes et **48** hommes).
- Total séances réalisées par les agents de santé dans les dix CSCOMs et le CSRef ; personnes informées et sensibilisées : **28** séances **859** (**839** Femmes, **20** hommes) tous sexes confondus)

IEC/volontaires

Les volontaires communautaires du mois d'avril au mois d'octobre ont pu réaliser **129** séances de causeries éducatives sur les VBG, les MGF/Ex et leurs conséquences sur la santé de la femme et de la fille, total personnes touchées **1741** (femmes, **1491**; hommes **250**). Ces activités ont été souvent réalisées avec l'appui de l'animatrice et le prestataire

Les leaders des **05** groupements féminins après la formation et souvent les plans d'action élaborés ont réalisé **110** séances avec **1684** personnes informées et sensibilisées parmi les lesquels **1622** femmes et **62** hommes

IEC/CCC des Leaders religieux

30 séances réalisées avec **406** personnes informées et sensibilisées. Ces activités sont souvent réalisées au retour des mosquées et lors des réunions du conseil de village, conformément aux plans d'action

IEC/CCC des Enseignants

Les enseignants formés ont également organisé des séances de sensibilisation au cours des lesquelles ils ont informé et sensibilisé leur collègues professeurs et d'autres membres de la communauté sur les droits des enfants et les VBG y compris l'excision.

Nombre de séances réalisées : **16** ; Total personnes sensibilisées : **230**. NB: sur **204** séances de causeries éducatives prévues, **334** ont été réalisées soit un pourcentage d'exécution de 163%

Établissement d'un dialogue communautaire sur l'excision grâce aux **334** séances réalisées par les acteurs communautaires et les **368** diffusions de messages dans les **03** radios.

Adhésion des participants à l'abandon de la pratique de l'excision.

FORMATION 10 JEUNES LEADERS MUSULMANS ET IMAM SUR: ISLAM- TRADITION/EXCISION ET ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION/ ENGAGEMENT

Leur identification a été faite dans les (**10**) villages de la zone d'intervention du projet sur proposition des chefs de village et de leurs conseillers

Résultats Obtenus

- Des religieux suffisamment éclairés sur la question Islam/Ex
- Engagement des chefs religieux à faire passer le message lors des cérémonies de prêche et lors de leurs rencontres
- Engagements auprès des leaders communautaires (chefs de village et conseillers) à suivre la mise en œuvre des plans d'action des volontaires et des leaders de groupements

3.5- PROJET « SANTE COMMUNAUTAIRE ET LUTTE CONTRE LA CECITE »

En partenariat avec la Croix-Rouge suisse, la Croix-Rouge Malienne intervient dans le Cercle de Goundam depuis l'année 2005, contribuant à l'amélioration des conditions de vie de la population dans les communes rurales de Bintagoungou (BTG), M'Bouna, Tin-Aicha et Essakane et dans la commune urbaine de Goundam. Suite à l'occupation du septentrion malien, la Croix-Rouge Malienne et ses partenaires du mouvement CR/CR ont été contraints de suspendre leurs activités jusqu'à l'amélioration de l'accessibilité en 2013 ayant permis un retour à Goundam.

A la suite de la destruction massive des infrastructures sanitaires, la Croix-Rouge a jugé opportun de commanditer une mission d'évaluation pour faire l'état des lieux des structures sanitaires dans la région d'intervention du projet. Les résultats de cette évaluation ont servi de réaliser un programme de santé communautaire et oculaire pour la période de 2014 à 2016 pour répondre aux préoccupations sanitaires d'urgence.

Après cette phase de relèvement, la Croix-Rouge Malienne en collaboration avec la Croix-Rouge Suisse se sont engagées à poursuivre leur appui au Ministère de la santé pour l'amélioration de l'état de santé des populations dans la région de Tombouctou à travers un projet de 36 mois couvrant la période de juillet 2017 à juin 2020.

Ce projet dénommé « Projet santé communautaire, santé oculaire Tombouctou » est comme son nom l'indique un projet à deux composantes : une composante « Santé Communautaire » qui couvre vingt (20) aires de santé du District Sanitaire de Goundam et une composante « Santé Oculaire » d'envergure régionale. Il agit sur 3 approches prioritaires à savoir la consolidation du système de soins de santé pour un meilleur accès à tous, le renforcement des capacités des communautés pour une meilleure gestion des centres de santé et la promotion d'une vie saine en agissant sur les déterminants de la santé à travers la sensibilisation des communautés.

Le projet dans sa globalité cible non seulement les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de cinq (5) ans, les personnes atteintes de cataracte et de trichiasis ainsi que les élèves des écoles fondamentales mais aussi la Croix Rouge Malienne à travers la branche régionale de Tombouctou et la branche locale de Goundam.

Les principaux partenaires dans la mise en œuvre sont la Direction Régionale de la Santé de Tombouctou (DRST) et ses services déconcentrés, l'Hôpital de Tombouctou, le Programme National de Santé Oculaire (PNSO) et l'Institut d'Ophtalmologie Tropicale de l'Afrique (IOTA).

Objectif général

Le projet « Santé communautaire & santé oculaire » dans la région de Tombouctou vise à améliorer la santé et le bien être des communautés et de leurs groupes les plus vulnérables grâce à des conditions de vie saines et sûres.

Objectifs spécifiques du projet

Le projet s'articule autour de quatre (4) objectifs spécifiques qui sont les suivants :

- ✓ Améliorer l'accès et la qualité des services de santé des populations de Goundam
- ✓ Renforcer le rôle des ASACO dans l'organisation des services de santé au niveau communautaire
- ✓ Réduire la cécité et les complications des maladies oculaires dans la région de Tombouctou
- ✓ Renforcer les capacités organisationnelles, techniques et managériales de la Société Nationale

Résultats atteints

DOTATION INITIALE EN MEDICAMENTS ET CONSOMMABLES POUR LES CSCOM

Cette activité a été réalisée conformément au Contrat Plan du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique qui donne le monopole à la Pharmacie Populaire du Mali (PPM) pour le ravitaillement des structures socio sanitaires publiques et privées communautaires du Mali. Suite à l'expression de la demande formulée par le médecin Chef du District Sanitaire de Goundam, le service Patrimoine et Approvisionnement de la CRM a préparé un dossier d'achat puis a envoyé un bon de commande à la PPM de Mopti.

Résultats

Payement effectué au cours de la première quinzaine du mois de janvier pour la dotation des 20 CSCOM en médicaments et la constitution du stock de sécurité pour le CSREF

APPUI AU MAINTIEN DU PERSONNEL QUALIFIE DANS LES CSCOM

Conformément au plan d'action, le projet a débloqué la contribution pour le premier trimestre à l'intention des 17 aires de santé fonctionnelles du DS de Goundam. Dans la dynamique de consolider la relation partenariale avec l'ensemble des acteurs, nous avons bien voulu responsabiliser le CSREF pour la mise à disposition de cet appui au niveau des aires de santé. Les fonds ont été mis à la disposition du CSREF à travers le gestionnaire comme suggéré par le Médecin Chef.

Résultats

Les personnels suivants ont bénéficié d'une prime de motivation pour le 1^{er} trimestre :

- 17 Directeurs Techniques de Centre
- 17 Responsables de la maternité

- 17 gérants de dépôt de vente de médicaments dans les CSCOM

DOTATION DU DISTRICT SANITAIRE EN EQUIPEMENTS MOBILES DE COLLECTE DE DONNEES SANITAIRES

La gestion de l'information joue un rôle très capital dans la gestion de tout projet ou toute organisation. C'est dans le souci de rendre disponibles et à temps les données que le projet a bien voulu appuyer le District sanitaire en équipements mobiles de collecte de données afin de renforcer le service chargé du système d'information sanitaire au niveau du CSREF de Goundam. Conformément aux procédures d'achat, un ordinateur portable et des ablettes ont été payés afin d'équiper l'ensemble des aires de santé partenaires et le CSREF en équipements mobiles performants de collecte de données. Une cérémonie de remise des équipements a été organisée au niveau du CSREF pour les aires fonctionnelles.

Résultats

- 17 CSCOM partenaires ont été dotés de tablettes de marque SAMSUNG.
- Le service chargé du SIS au niveau du CSREF a été doté d'un ordinateur portable pour centraliser les données collectées au niveau des CSCOM.

RECONSTITUTION DES ORGANES DES ASACO

La FELASCOM étant le démembrement de la Fatière nous l'avons confié le mandat de reconstitution des ASACO. Elle a élaboré à cet effet un programme et un budget qui a été soutenu financièrement par le projet. En collaboration avec le Service Développement Social et Economie Solidaire (SDSES), elle a procédé à une évaluation institutionnelle et organisationnelle des 17 ASACO ayant un CSCOM fonctionnel. Cette évaluation a permis de déceler les insuffisances sur les plans institutionnel et organisationnel. Suite à ce constat elle a procédé à un remembrement des organes en tenant compte des recommandations de la FENASCOM. Pour les questions institutionnelles elle a pris contact avec le Préfet pour l'acquisition de récépissé et les Maires pour la délivrance des agréments d'ouverture des CSCOM.

Résultats

- 16 ASACO ont été remembrées
- 1 ASACO renouvelée
- 10 ASACO disposent de récépissé de reconnaissance légale
- 7 ASACO n'en disposent pas (égaré)
- 11 ne disposent pas d'agrément d'ouverture de leur CSCOM

FORMATION DES MEMBRES CLES DES ASACO

Résultats

Les résultats suivants ont été atteints :

Huit (8) Présidents et 8 Vice-Présidents formés non seulement sur les textes législatifs et réglementaires régissant la santé communautaire au Mali, la gouvernance interne, la gestion administrative et la gestion financière des ASACO mais aussi sur leurs rôles et responsabilités en tant que Présidents.

- 8 Secrétaires administratifs renforcés sur la tenue d'un compte rendu de réunion et ou Assemblée générale, la documentation et l'archivage
- 8 Trésoriers généraux renforcés en gestion financière notamment les procédures financières et l'ensemble du système de gestion d'une organisation de base.
- 8 Directeurs Techniques de Centre formés sur la santé communautaire de façon générale.
- **Propos du Président de la FELASCOM** « Nous avons bénéficié de beaucoup de formation mais jamais nous n'avons reçu une formation aussi détaillée et claire.... »

APPUI AUX ASACO POUR LA MISE EN PLACE DU SYSTEME DE GESTION FINANCIERE

Afin de lier directement la théorie à la pratique le projet a confectionné par un imprimeur l'ensemble des outils de gestion nécessaires à la mise en place du système dans les CSCOM. Les modèles des outils concernés ont été conçus par le Coordinateur du projet et mis à la disposition de l'imprimeur pour les confectionner en registres et carnets pour chaque ASACO partenaire.

Résultats :

Les outils suivants ont été confectionnés dont un pour chaque ASACO

- 20 registres de caisse
- 20 registres de banque ou caisse d'épargne
- 20 registres de patrimoine
- 20 registres d'inventaire
- 20 carnets d'autorisation de dépense
- 20 carnets de reçu
- 20 fiches de dépense

L'utilisation de l'ensemble de ces outils permettra une mise en place effective et efficace du système de gestion dans les CSCOM.

EQUIPEMENT DE 4 UNITES DE SOINS OPHTALMOLOGIQUES ET L'HOPITAL EN MOTOS POUR LES SUPERVISIONS

En vue de faciliter le suivi supervision des malades opérés de la cataracte ou autres pathologie oculaire, les Techniciens des Unités de Soins Ophtalmologiques (USO) ont été équipés en motos. Les prises de contact avec les CSREF ont permis de d'identifier les Cercles prioritaires sachant bien que certains ne disposent pas de Technicien de santé oculaire pour le moment. C'est ainsi que la comptabilité a lancé la procédure d'achat conformément au besoin exprimé par la Coordination.

Résultats :

3 motos de marque Sanili ont été payé pour les USO de Goundam, Diré et Tombouctou.

REDYNAMISATION DU RESEAU DES VOLONTAIRES

Le projet dans sa conception travaillé avec deux (2) volontaires au niveau de chaque centre de santé. Toute fois nous avons pris contact avec les points focaux volontariat au niveau régional et local pour une mise à jour de la liste des volontaires au niveau régional. Pour les deux volontaires au niveau des CSCOM l'équipe a bénéficié de l'appui du Comité Local CRM de Goundam et des Présidents d'ASACO.

Résultats :

- 32 volontaires identifiés dont 2 par CSCOM
- Un projet de convention de collaboration avec les volontaires élaboré
- Une liste provisoire de l'ensemble des volontaires est disponible

MISE EN PLACE DES COMITES COMMUNAUX CRM DANS LE CERCLE DE GOUNDAM

Le Comité Local de Goundam a bénéficié de l'appui du projet pour la mise en place des comités communaux. Pour ce faire, un programme et un budget ont été élaborés par le CL en collaboration avec les agents du projet. La mise en œuvre de ce programme a été soutenue financièrement par le projet.

Résultats

5 comités communaux CRM mis en place (Wana, Kanaye, Doïkiré, Télé et Tonka)

Une liste de 5 membres est disponible pour chaque Commune.

APPUI AU COMITE REGIONAL POUR L'ACQUISITION D'UNE PINASSE

L'achat d'une pinasse pour le Comité régional était un besoin urgent exprimé pour faciliter le déplacement de l'équipe dans les Cercles d'intervention à cause de l'occupation des voies terrestres par les braqueurs. Il a été inscrit dans le plan d'action et la mise à disposition était imminente. C'est ainsi que La procédure d'achat a été lancée très rapidement depuis le mois de Décembre 2017 et le marché a été attribué conformément aux procédures de la CRM.

Pinasse de 5 tonnes accostée au bord du Niger

Résultats

- Une pinasse de 5 tonnes a été livrée et réceptionnée par le Comité régional et est accostée sur la rive gauche du Niger.
- Un drapeau avec effigie CRM a été confectionné et est utilisé pour tout déplacement à bord de la pinasse.

ELABORATION DES PLANS D'ACTION D'OFFRE DES SERVICES DE SANTE DES ASACO

L'une des recommandations de la formation des membres clés des ASACO a été l'élaboration d'un plan d'action pluriannuel pour chaque ASACO formée. Ainsi le Superviseur santé communautaire et son équipe ont lancé cette activité de planification avec l'ASACO du CSCOM central de Goundam. Tenue les 24 et 25 mars 2018, l'activité a regroupé l'ensemble des membres des organes de gestion de l'ASACO ainsi que les personnes ressources pour dégager leur vision d'un CSCOM de qualité. En d'autres termes il s'agit de dégager les composantes et sous composantes d'un CSCOM de qualité selon eux. Ils ont ensuite décrit leur CSCOM pour en fin mettre les deux en congruence afin d'identifier les insuffisances de leur CSCOM et proposer des solutions d'amélioration. Ces solutions ont été ensuite traduites dans un plan d'action avec des responsables et des coûts.

Résultats :

- L'ASACO Fatouma de Goundam dispose d'un plan quinquennal d'amélioration de l'offre des services de santé.
- Un programme annuel 2018 est également élaboré.

3.6 - CONVENIO WASH « AMELIORER LES CONDITIONS D'ACCES A L'EAU, L'HYGIENE ET L'ASSAINISSEMENT 58 CENTRES DE SANTE ET 3 CS REF DES DISTRICTS SANITAIRES DE BAFLOULABE, OUSSOUBIDIAGNA ET KENIEBA, DANS LA REGION DE KAYES-MALI »

Le programme « Améliorer les conditions d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement des 61 centres de santé des cercles de Bafoulabé et Kéniéba dans la région de Kayes » est exécuté par la Croix-Rouge Malienne en collaboration avec la Croix-Rouge Espagnole et financé par l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID).

Le programme a pour objectif d'améliorer les conditions d'accès à l'eau, hygiène et assainissement dans les centres de santé, en mettant à disposition les infrastructures et équipements pour une meilleure gestion des questions eau, hygiène et assainissement.

Zones d'intervention : Cercles de Bafoulabé et Kéniéba, région de Kayes

Cibles : 3 Districts sanitaires, 3 CS Réf (Bafoulabé, Kéniéba, Oussoubidiagna) et 58 CS Com

Durée initiale du Projet : 4 ans à compter du 1^{er} Aout 2015

Acteurs du Projet (partenaires) : CRM/CRE, DNS, DNH, DNACPN, DRS, DRH, DRACPN, les Conseils de Cercles de Bafoulabe et Kéniéba, les Communes, les ASACO, les CS Réf, DRDSES, FENASCOM, DRPFEE,

Les activités du projet pendant la période de l'année 2018 ont porté sur :

- le suivi des séances de sensibilisation animées par les volontaires, animateurs et superviseurs pour les patients accompagnants et personnel sanitaire,
- le suivi des travaux de réalisation et l'utilisation des infrastructures WASH (points d'eau, latrines, puits, incinérateurs, fosses à cendre, fosses de placenta) réalisées dans les centres de santé,
- le suivi du concours de salubrité entre les centres de santé,
- le suivi de la diffusion des messages spots radio à travers les radios dans les districts sanitaires de Bafoulabé, Oussoubidiagna et Kéniéba,
- l'organisation des missions de réception définitive et certification des ouvrages WASH conjointement avec les partenaires (DRS, DRACPN, DRH, CS Réf, CRM,) dans les districts sanitaires de Bafoulabé, Oussoubidiagna et Kéniéba.
- évaluer et actualiser les plans d'actions trimestriels des centres de santé,
- mener l'enquête au niveau des centres de santé et des ménages pour évaluer l'impact des activités de sensibilisation,
- organiser la remise des prix du concours de salubrité entre les centres de santé,
- organiser la mission de suivi de l'AECID du projet Convenio WASH,
- Organiser la 2^{ème} phase du contrôle et analyse de la qualité de l'eau des centres de santé,
- lancer les travaux pour la réhabilitation des centres de santé des districts sanitaires de Bafoulabé, Oussoubidiagna et Kéniéba,
- Organiser les réunions de suivi des kits et équipements des centres de santé du projet Convenio WASH,
 - compléter les dotations en poubelles tri colores des centres de santé,

Objectif général du projet

Amélioration des conditions d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement des centres de santé des cercles de Bafoulabé et Kéniéba, région de Kayes, Mali.

Objectif spécifique

Subvenir aux besoins de base relatifs à l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement des centres de santé,

Résultats atteints

Réunion annuelle du projet

L'an deux mil dix-huit et le six mars s'est tenue dans la salle de conférence des "trois sœurs de Kayes", la réunion du cadre de concertation annuelle du projet Convenio Wash.

Etaient présents, le représentant de la direction régional de la santé ; le chef de division de l'hygiène publique et de salubrité, la représentante de la DRPFEP ; la représentante de la FERASCOM, le représentant de la DRH ; le représentant de la DRDSES, le représentant de la DRACPN, le représentant de l'UNICEF, la Coordinatrice du projet BECEYA, le représentant du Secrétaire Général Régional CRM Kayes; le Président du comité régional CRM Kayes, les volontaires de la CRM, l'équipe Convenio-Wash (Le Chef

de projet, l'ingénieur, et le comptable du projet) ; le représentant du conseil de cercle de Kéniéba ; les représentants des bureaux locaux CRM Bafoulabé et Kéniéba, les représentants des districts sanitaires Bafoulabé, Oussoubidiagna et Kéniéba, l'équipe Convenio-Wash (3 Superviseurs, 6 Animateurs).le président du comité communal CRM d'Oussoubidiagna,

Après les mots de bienvenue du Chef de projet ; l'allocution du Président du comité régional de la CRM de Kayes, le discours d'ouverture a été prononcé par le représentant de la DRS. Les cérémonies d'ouverture et de clôture ont été placées sous l'égide du représentant de la DRS.

L'atelier avait pour objectifs :

- Mobiliser les partenaires d'exécution pour accroître leur implication dans la mise en œuvre et le suivi des activités du programme;
- Amener les partenaires administratifs, politiques et sanitaires à renforcer leur adhésion au programme;
- Amener les autorités locales et les partenaires à appuyer d'avantage les activités du programme dans les districts sanitaires de Bafoulabé, Oussoubidiagna et Kéniéba ;

La méthodologie pour l'atteinte de ces objectifs était basée sur l'approche participative.

Au cours des travaux, les thèmes abordés furent la présentation du projet et des résultats des activités menées en 2017 ainsi que les difficultés rencontrées et les solutions préconisées. La présentation des activités planifiées pour 2018 a aussi été effectuée

Les difficultés ayant entravé la mise en œuvre des activités sont entre autres la non connexion des unités de soins, le retard dans l'exécution des travaux et l'insuffisance de l'apport des partenaires.

Les débats et discussions ont porté sur l'état d'avancement de la réalisation des points d'eau du district de Bafoulabé, le fonctionnement et utilité des cuves dans les centres de santé, la collaboration des centres de santé avec les entrepreneurs, leur système de sélections, la gestion des pénalités, le lien entre les GIE, les groupements de femmes et la CRM, l'insuffisance de coordination entre les intervenants par rapport à l'installation des incinérateurs, la collaboration à différents niveaux national, régional, local par rapports aux infrastructures à réaliser, la connexion des unités de soins aux réseaux à la place des bornes fontaines, la possibilité d'étendre ou de changer certains sites, le choix des formateurs, le concept de la réhabilitation, la nécessité de situer ensemble ce que font MEDIK et la CRM, le problème de clôture du centre de santé de Goléa,

A toutes ces questions les facilitateurs et autres participants ont apporté des réponses satisfaisantes. A l'issu de ces discussions et questions réponses, la qualité des infrastructures (latrines, incinérateurs et points d'eau) a été appréciée par les participants

Les recommandations formulées sont:

- Doter les centres de santé de réseaux d'eau autonomes
- Transformer les PMH en SHVA

- Connecter les unités d'Oussoubidiagna aux réseaux d'eau
- Informer les bénéficiaires avant les réalisations
- Dynamiser les cadres de concertation
- Donner un exemplaire de PV de réunion aux bénéficiaires et DTC.

Résultats Obtenus

Les participants ont apprécié le bilan des activités menées en 2017 et connaissent celles planifiées pour 2018,

MISSION DE SUIVI DE LA COOPERATION ESPAGNOLE DU PROJET CONVENIO « AMELIORER LES CONDITIONS D'ACCES A L'EAU, L'HYGIENE ET L'ASSAINISSEMENT DANS LES CENTRES DE SANTE DES CERCLES DE BAFOULABE ET KENIEBA DANS LA REGION DE KAYES »

Visites de courtoisie aux autorités locales (préfecture et sous-préfecture, conseil de cercle)

Présentation de l'équipe et l'objet de la mission par le Coordinateur Convenio WASH, Médecin Chef).

Présentation des activités réalisées dans chaque CSCOM par les DTC, ASACO

Remerciements par les bénéficiaires (ASACO, Médecin Chef, collectivités, préfecture, groupement de femmes). La mission s'est déroulée le 30 Mai 2018 dans 4 CSCOM du district sanitaire de Kéniéba (Kassama, Guindinsou, Guéné gore, Diabarou)

Les participants

Niveau International : AECID

Niveau National : Cheffe de délégation CRE, les représentants de medicusmundi

Niveau Régional : le Coordinateur du projet, le Chauffeur

Niveau local : Le médecin chef ; Le Superviseur du projet basé à Kéniéba ; l'Animateur basé à Sitakily ; l'Animateur basé à Dabia

Déroulement

Dans chaque localité visitée, la mission a été accueillie par les autorités villageoises (Mairies, chefs et conseillers villageois), les membres de l'ASACO, le personnel soignant, les groupements de femmes, les volontaires, les usagers des centres de santé.

Les rencontres se sont tenues dans les centres de santé et des échanges ont eu lieu sur certains points notamment les infrastructures réalisées par le projet Convenio Wash et les centres de santé réhabilités par MedicusMundi.



Visite CSCom de Diabarou



Visite sous-préfet Kassama



visite CSCom Guindinsou



visite/CSCom de Guénégoré

Les impressions des bénéficiaires (Autorités villageoises, ASACO, Agents de santé, Association/groupement des femmes)

Au cours de la visite des quatre CSCom, tous les bénéficiaires ont exprimé des sentiments de satisfaction, de gaieté suite aux activités réalisées par le projet Convenio wash-CRM-CRE et la réhabilitation des CSCom de Diabarou et Guindinsou par MédicusMundi dans le district sanitaire de Kéniéba.

Remerciement particulier à la Croix-Rouge Malienne par la mairie de Kassama et félicitation à l'AECID d'œuvrer davantage dans le financement des projets liés et d'autre part reconnaissent que l'Agence Internationale de la Coopération Espagnole et de Développement a toujours été présente dans le Cercle de Kéniéba.

Autorités locales (conseil de cercle, préfecture et sous-préfecture) :

Remerciements à l'endroit des partenaires pour leurs appuis remarquables. Exhortent les usagers, le personnel soignant à faire bon usage des infrastructures réalisées mais aussi l'AECID et ses partenaires à multiplier encore leur intervention dans le district sanitaire de Kéniéba et pourquoi pas le cercle.

Le médecin chef du district sanitaire de Kéniéba

Beaucoup de réalisations sont faites dans le district sanitaire de Kéniéba sur l'eau, hygiène et assainissement et réhabilitation des bâtiments, le projet d'appui aux systèmes décentralisés grâce aux financements des projets par l'AECID à travers la Croix-Rouge Malienne et Médecus Mundi et malgré celles-ci d'autres besoin demeurent notamment :

Le renforcement de capacité des agents de santé car n'a pas assez de personnel qualifié surtout dans les CSc, la réhabilitation des latrines, la connexion de toutes les salles aux réseaux du CS Réf etc.

Quelques doléances

Plaidoyer auprès de l'AECID et de ces partenaires sur le terrain pour appuyer le district sanitaire de Kéniéba en termes de renforcement de capacité, de réalisations d'infrastructures, aménager la route de Kassama pour faciliter son accès, transformer les PMH en système hydraulique villageois amélioré (SHVA), réaliser la clôture, magasin et construction des salles d'hospitalisation à Guindinsou et Guénégoré,

L'AECID, partenaire financier de Convenio-WASH/CRM/CRE et Medicus Mundi Andalusia pour la réhabilitation

L'AECID dans son intervention remerciée l'ensemble des bénéficiaires des 4 centres de santé visités pour leurs accueils chaleureux. L'AECID va continuer à prioriser la région de Kayes dans le financement des projets de leurs partenaires sur le terrain.

Par ailleurs en ce qui concerne les projets d'aménagement de route, des plaidoyers seront faits auprès d'autres partenaires désirant financer ces projets pour la zone de Kassama.

Résultats Obtenus

Les participants de la mission ont apprécié les activités menées en termes d'accompagnement et de réalisations des projets medicus mundi et Convenio WASH,

Rencontre trimestrielle du Cadre de Concertation des Partenaires Techniques et Financiers de la région de Kayes (CCPTFK).

Déroulement

L'an deux mil dix-huit et le dix-neuf septembre s'est tenue dans la salle de réunion de la Direction régionale de la santé de Kayes, la rencontre trimestrielle du Cadre de Concertation des Partenaires Techniques et Financiers de la région de Kayes (CCPTFK).

Ordre du jour :

- Présentation du bilan du bureau sortant ;
- Mise en place du nouveau bureau ;

- Présentation des réalisations par Programme/Projet des activités réalisées durant la période juillet septembre et les perspectives pour la période d'octobre à décembre 2018.
- Définition des prochaines étapes ;
- Divers.

Après les mots de bienvenu du modérateur, les activités ont commencé par la présentation du bilan du bureau sortant. Ceci se résume à 'appui à l'organisation du CROCEP en passant par la participation des PTF aux conseils de gestion dans les districts, la mise à jour et le partage de la cartographie des intervenants, l'appui technique du coordinateur de partenariat aux activités de campagne au sein de la DRS

D'autres tâches qui étaient au menu des activités n'ont pas pu être réalisées à savoir la rencontre des autorités régionales à travers le Gouverneur la rencontre des PTF et des Directions régionales partenaires.

Un nouveau bureau consensuel de trois membres a été mis en place suite à la démission de l'ancien la modération du cadre a été confiée au programme USAID|KJK, le secrétariat permanent est tenu par le programme USAID|SSGI à travers le Coordinateur de partenariat, l'information et l'organisation sont confiées à la Croix Rouge Malienne.

Ce bureau aura comme tâches spécifiques et à réaliser au plus vite la rencontre du Cadre de la Concertation des PTF de la région de Kayes (CCPTFK) avec Monsieur le Gouverneur et les autres autorités régionales, la révision des termes de références du cadre de concertation, l'appui à l'organisation des journées Scientifique de la région de Kayes (JSK)

La présentation des activités réalisées par le programme/projet durant la période de juillet à septembre 2018 et les perspectives pour le trimestre octobre-décembre 2018.

Il s'agit des projets et programmes suivants BECEYA, MEDIK, BKN, PSI, USAID|SSGI, UNICEF, CRM, OMS, HRH 2030, USAID|PASA

Résultats

- la mise à niveau des nouveaux participants sur EHA en milieu de soins est assurée ;
- le point d'exécution des recommandations de la réunion précédente est fait ;
- le bilan des interventions EHA de la période écoulé est fait ;
- les bonnes pratiques et leçons apprises en matière EHA dans les CS sont partagées ;
- Les perspectives sont partagées.

Construction de 10 points d'eau et réhabilitation de 13 points d'eau

Au cours de l'année 2018, les activités ont concerné en plus de la réception provisoire pour les 03 districts concernés par le projet, la préparation de la mission de réception définitive et de certification des ouvrages réalisés dans les centres de santé des districts sanitaires de Bafoulabé et Kéniéba,

Pour la réception provisoire les activités ouvrages concernés sont les incinérateurs et accessoires, et les points d'eau, en plus il a été procédé au cours de la même mission à la remise des intrants, la supervision de l'installation des plaques d'orientation des utilisateurs des latrines selon le genre

Cette mission a consisté à visiter tous les CSCOM et CS Réf concernés dans les districts sanitaires de Bafoulabe et de Kéniéba.

Il s'agit en particulier de vérifier sur le terrain, les caractéristiques techniques des points d'eau et des incinérateurs et accessoires

Après des termes de référence ont été élaborés avec la validation d'un modèle d'attestation de certification des ouvrages WASH, voir attestation de certification en annexe, et un chronogramme dressé de la mission avec la participation des services techniques régionaux de la santé, de l'assainissement et de l'hydraulique habilités à certifier les ouvrages, actuellement la mission est bouclé, le rapport est en cours d'élaboration

Résultats Obtenus

Les travaux de réalisation et ou réhabilitation des points d'eau et des incinérateurs et accessoires ont été provisoirement réceptionnés pour les centres de santé des districts sanitaire de Bafoulabé, Oussoubidiagna et Kéniéba

Le rapport de mission de réception définitive, les Procès-verbaux, et l'attestation de certification des points d'eau sont en cours d'élaboration

R1. A.1.2 - Installation de 61 systèmes de stockage d'eau de 500 litres de capacité dans les 61 centres de santé

Déroulement :

Les activités ont porté sur le suivi de l'utilisation des cuves pour le stockage de l'eau, on observe le traitement de l'eau des cuves par l'eau de javel, mais aussi son entretien et maintenance, en plus de son remplissage assuré dans la majorité des centres de santé par les groupements des femmes dans le cadre du concours ou des agents de santé.

Cependant il faut signaler la détérioration de la cuve du CS Com de Tigana, intervenue lors du déplacement de la cuve de l'ancien CS Com vers le nouveau,

Résultats Obtenus

Les cuves sont disponibles et fonctionnelles dans les centres de santé,

REALISATION DE 183 ACTIVITES DE CONTROLE ET D'ANALYSES DE L'EAU DANS CHAQUE CENTRE DE SANTE (3 CONTROLES REALISES, AU DEBUT, MI PARCOURS ET FIN DE L'EXECUTION)

Pour la deuxième phase de l'analyse de la qualité de l'eau dans les centres de santé, les offres ont été dépouillées et évaluées, le laboratoire régional des eaux de Kayes a été retenu pour mener l'activité, le

contrat est signé, l'ordre de service est élaboré et actuellement le laboratoire régional des eaux de Kayes après avoir produit un rapport provisoire, des recommandations et suggestions ont été portés sur le rapport pour amélioration, le rapport définitif est disponible.

Résultats Obtenus

Le rapport final de la 2^{ème} phase d'analyse de la qualité de l'eau des centres de santé est disponible,

CONSTRUCTION DE 9 LATRINES ET REHABILITATION DE 16 LATRINES

Pour cette année, les activités ont concerné la préparation de la mission de réception définitive et de certification des latrines et puisards réalisés dans les centres de santé des districts sanitaires de Bafoulabé et Kéniéba.

Après des termes de référence ont été élaborés avec la validation d'un modèle d'attestation de certification des latrines et puisards, voir attestation de certification en annexe, et un chronogramme dressé de la mission avec la participation des services techniques régionaux de la santé, de l'assainissement et de l'hydraulique habilités à certifier les ouvrages, la mission est arrivée à terme, le rapport de mission est en cours d'élaboration, .

Résultats Obtenus

Le rapport, les PV de réceptions définitives et les attestations de certifications sont en cours d'élaboration à condition de lever les réserves formulées par les entreprises

DOTATION EN 38 INCINERATEURS ET REHABILITATION DE 1 INCINERATEUR

Les activités ont concerné la préparation de la mission de réception définitive et de certification des incinérateurs réalisés dans les centres de santé des districts sanitaires de Bafoulabé, Oussoubidiagna et Kéniéba. Pour ce faire un tableau relatif aux dates réceptions définitives a été élaboré sur la base des dates de réceptions provisoires, voir le tableau ci-dessous

Après des termes de référence ont été élaborés avec la validation d'un modèle d'attestation de certification des incinérateurs, clôtures et hangars, voir attestation de certification en annexe, et un chronogramme dressé de la mission avec la participation des services techniques régionaux de la santé, de l'assainissement et de l'hydraulique habilités à certifier les ouvrages,

Résultats Obtenus

Le rapport, les PV de réceptions définitives et les attestations de certifications sont en cours d'élaboration à condition de lever les réserves formulées par les entreprises

INSTALLATION DE 42 FOSSES DE CENDRES

Au cours de ce trimestre les activités ont concerné la préparation de la mission de réception définitive et de certification des ouvrages réalisés dans les centres de santé des districts sanitaires de Bafoulabé et Kéniéba,

Résultats Obtenus

Le rapport, les PV de réceptions définitives et les attestations de certifications sont en cours d'élaboration à condition de lever les réserves formulées par les entreprises

INSTALLATION DE 36 SYSTEMES DE GESTION DES DECHETS DANS LES BLOCS DE MATERNITE DANS 36 STRUCTURES DE SANTE

Au cours de ce trimestre les activités ont concerné la préparation de la mission de réception définitive et de certification des puisards (systèmes de gestion des déchets des blocs de maternité) réalisés dans les centres de santé des districts sanitaires de Bafoulabé et Kéniéba,

Résultats Obtenus

Le rapport, les PV de réceptions définitives et les attestations de certifications sont en cours d'élaboration à condition de lever les réserves formulées par les entreprises

REHABILITATION DE 17 STRUCTURES DE SANTE

La mission d'actualisation des besoins de base en EHA a permis de préciser les activités de réhabilitation des 17 structures de santé. La réhabilitation concernant les activités suivantes suite aux études de base du projet, à savoir la clôture de quatre centres de santé, le carrelage de 37 centres de santé, petits travaux de plomberie dans les centres de santé où il y a des possibilités des branchements aux réseaux d'eau des villages, des petits travaux d'électrification, et de réhabilitation des bâtiments, avec des interventions sur le toit, murs, rénover la peinture et le sol, par la suite il faut retenir que les partenaires Beceya, MEDIK et les communautés mêmes à travers les fonds propres ou avec l'appui des migrants et ou des communes et partenaires ont intervenu ou projette d'intervenir sur plusieurs sites déjà identifiés par le projet, une situation qui nous a amené à revoir les sites qui seront réhabilités par le projet, à la date d'aujourd'hui, les sites retenus sont le CS Réf d'Oussoubidiagna, pour un ensemble d'activités de connexion du réseau d'eau réhabilité par le projet aux salles de soins, une partie de la clôture du mur du CS Com de Selinkeyny, la porte d'entrée principale du CS Com de Oualia, l'électricité des CS Com de Bayé et de Tambafigna, les travaux concernent les petites réhabilitations du réseau électriques existants en panne, généralement par manque d'entretien, renouvellement et de maintenance des équipements.

Des drafts de DAO sont disponibles pour les travaux de réhabilitations ci-dessus cités.

Résultats Obtenus

Les offres sont réceptionnées pour le dépouillement et l'évaluation

DOTATION EN 61 KITS D'EAU, 1 POUR CHAQUE CENTRE DE SANTE POUR LE STOCKAGE, TRANSPORT ET TRAITEMENT DE L'EAU

Après la mise à disposition des kits d'eau dans les centres de santé, les activités ont porté sur le suivi de l'utilisation des kits, mais aussi l'archivage des actes de transfert en copies dure et numérique au niveau des superviseurs des districts sanitaires mais aussi à Kayes et à Bamako.

Résultats Obtenus

Les centres de centres ont reçu des kits,
Les actes de transfert en copies dure et numérique sont disponibles

RENFORCEMENT ET ACTUALISATION DES PLANS D'ACTION DE GESTION POUR L'APPROVISIONNEMENT, STOCKAGE ET TRANSPORT DE L'EAU DANS LES 61 CENTRES DE SANTE

A la suite de l'évaluation du score de risques sanitaire à travers le enseignement de l'outil RAT de façon trimestriellement, des plan d'action sont élaborés pour apporter des solutions et ou définir des stratégies de résolution des difficultés, des plans d'action trimestriels sont disponibles pour chaque centre de santé.

Résultats Obtenus

Les plans d'action sont évalués et élaborés chaque trimestre par centre de santé,

DOTATION DE 61 KITS DE NETTOYAGE ET HYGIENE, UN POUR CHAQUE CENTRE DE SANTE

Les centres de santé sont dotés de façon semestrielle en intrants composés de grésil, détergeant, serpillière, biospot, et eau de javel,

Résultats Obtenus

Les centres de centres sont dotés en intrants pour nettoyage réguliers,
Les actes de transfert en copies dure et numériques sont disponibles

REALISATION DE 360 EMISSIONS RADIO DE PROXIMITE POUR LA SENSIBILISATION COMMUNAUTAIRE ET LA PROMOTION ET PARTICIPATION DE LA POPULATION DANS LES ACTIVITES DU PROJET (2 EMISSIONS PENDANT 30 JOURS, 1 CONCOURS DANS LES 3 DISTRICTS SANITAIRE)

Pour l'organisation des émissions radio de proximité, des messages radio pré enregistrés ont été mis à disposition des staffs projet pour les radios locales, un contrat de diffusion déterminant les conditions et modalités de diffusion a été élaboré, validé et signé par les responsables des radios locales. Présentement des nouvelles offres sont attendues pour renouveler les contrats. Cependant les a diffusions des messages est en cours dans le district sanitaire de Bafoulabé, d'Oussoubidiagna et de Kéniéba.

Pour le concours de salubrité, ils ont été évalués et les prix sont disponibles pour organiser la cérémonie de remise avec les différents acteurs

Résultats Obtenus

145 messages sont diffusés sur les antennes des radios dans les districts sanitaires de Bafoulabé Oussoubidiagna et Kéniéba,

Les prix des concours de salubrité sont disponibles pour la remise aux groupements gagnants

Les groupements de femmes nettoient les cours des centres de santé par semaine.

INSTALLATION DE 2 DISPOSITIFS LAVE MAINS COMPOSES D'UN ROBINET ET DU SAVON POUR LE RENFORCEMENT DES BONNES PRATIQUES DANS LE LAVAGE DES MAINS DANS CHAQUE CENTRE DE SANTE

Les activités ont porté sur le suivi de l'utilisation des kits, mais aussi sur l'élaboration et la validation des termes de référence pour les réunions de suivi des kits et des ouvrages dans les centres de santé.

Résultats Obtenus

Les TdR et la fiches d'enquêtes pour le suivi des kits et ouvrages sont élaborés et validés

DOTATION EN 61 KITS DE PROTECTION POUR LA GESTION DES DECHETS, 1 PAR CENTRE

Les activités ont porté sur le suivi de l'utilisation des kits, mais aussi sur l'élaboration et la validation des termes de référence pour les réunions de suivi des kits et des ouvrages dans les centres de santé.

Résultats Obtenus

Les TdR et les fiches d'enquête pour le suivi des kits et ouvrages sont élaborés et validés

DOTATION EN 61 KITS DE GESTION ET TRIAGE DES DECHETS, 1 PAR CENTRE

Les activités ont porté sur le suivi de l'utilisation des kits, mais aussi sur l'élaboration et la validation des termes de référence pour les réunions de suivi des kits et des ouvrages dans les centres de santé.

Résultats Obtenus

Les TdR et la fiches d'enquêtes pour le suivi des kits et ouvrages sont élaborés et validés

RENFORCEMENT ET ACTUALISATION DES PLANS D'ACTION POUR LA GESTION DES DECHETS BIOMEDICAUX, EAUX USAGEES ET EXCRETAS DANS LES 61 CENTRES DE SANTE

A la suite de l'évaluation du score de risques sanitaire à travers le enseignement de l'outil RAT de façon trimestriellement, des plan d'action sont élaborés pour apporter des solutions et ou définir des stratégies de résolution des difficultés, des plans d'action trimestriels sont disponibles pour chaque centre de santé.

Résultats Obtenus

Les plans d'action sont évalués et élaborés chaque trimestre par centre de santé,

FORMATION SUR LA GESTION ET LE TRAITEMENT DE L'EAU POUR 427 PARTICIPANTS DES ASACO ET AGENTS DES 61 STRUCTURES DE SANTE

Dans le cadre de cette formation nous avons appliqué l'approche méthodologique suivante, composée de 3 pools de formateurs, chaque pôle a animé 3 à 4 sessions (soit 03 sessions pour Bafoulabé et Oussoubidiagna et 04 pour Kéniéba), chacune des sessions a duré trois jours.

Résultats Obtenus

427/427 membres ASACO, agents de santé et collectivités territoriales ont été formés sur la gestion et le traitement de l'eau dans les centres de santé

2 MAÇONS/PLOMBIERS DE CHAQUE COMMUNAUTE PARTICIPENT AUX INSTALLATIONS D'EQUIPEMENTS ET CONSTRUCTIONS AFIN D'APPUYER LEUR ENTRETIEN

Après l'identification des maçons /plombiers devant intervenir dans l'entretien et la maintenance des installations et équipements de gestion EHA dans les centres de santé, les agents des centres ayant été équipés en points d'eau ont bénéficié de la formation et reçu des kits d'entretien et de maintenance



Formation des maçons plombiers au CS Com de Tambafigna

Résultats Obtenus

16 maçons plombiers ont été formés pour l'entretien et la maintenance des PMH

Formation de 427 participants sur la prévention des maladies hydriques et pratiques essentielles pour les ASACO et agents des 61 structures de santé

Résultats Obtenus

294/427 membres ASACO, agents de santé et des collectivités territoriales ont été formés sur la prévention des maladies hydriques et les pratiques familiales essentielles en matière de lutte contre les maladies diarrhéiques

REALISATION DE 768 SESSIONS DE SENSIBILISATION COMMUNAUTAIRES EN MATIERE DE PROMOTION DE L'HYGIENE ET LES BONNES PRATIQUES EN RELATION AVEC L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT, REALISEES DANS LES 61 CENTRES DE SANTE

Des séances de sensibilisation ont été tenues dans les districts sanitaires de Bafoulabé, d'Oussoubidiagna et de Kéniéba pour les patients, accompagnants et personnel sanitaire.

Voir le tableau et les graphiques ci-dessous :

Résultats Obtenus

Pour le district de Bafoulabé, 4 012 patients, 5 434 accompagnateurs, 1 017 membres de personnel de santé, constitués de 6 896 hommes, 8 594 femmes, pour un total de 15 464 personnes ont été sensibilisées sur différents thèmes EHA par les volontaires, animateurs et superviseurs.

Pour le district d'Oussoubidiagna, 1 025 patients, 7 862 accompagnateurs, 1 128 membres de personnel de santé, constitués de 3 161 hommes, 6 854 femmes, pour un total de 1 015 personnes ont été sensibilisées sur différents thèmes EHA par les volontaires, animateurs et superviseurs.

Pour le district de Kéniéba 6 564 patients, 5 271 accompagnateurs, 2 109 membres de personnel de santé, constitués de 6 686 hommes, 7 258 femmes, pour un total de 11 786 personnes ont été sensibilisées sur différents thèmes EHA par les volontaires, animateurs et superviseurs.

Au total 39 423 personnes ont été concernées par les séances de sensibilisation, composées de 22 706 hommes et de 16 717 femmes.

3.7 - PROJET « AMELIORATION DES CONDITIONS D'ACCES A L'EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT ET LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE DANS 7 LOCALITES DE KENIEBA, REGION DE KAYES, MALI »

Contexte et justification

La mise en œuvre du projet PEAAK5 "Amélioration des conditions d'accès à l'eau, Hygiène, Assainissement et Lutte contre l'insécurité alimentaire dans 7 localités de Keniéba, Région de Kayes, Mali" est une suite logique de l'exécution des phases à IV du projet depuis 2002 dans le cercle de Keniéba pour améliorer l'approvisionnement des populations en eau potable, leur cadre de vie dans le domaine de l'hygiène et l'assainissement et contre l'insécurité alimentaire des ménages tout en rehaussant leurs revenus familiaux. Le projet est axé sur trois composantes essentielles :

- a. Amélioration de l'accès à la nourriture et la variation dans l'alimentation des familles de Sanfagadala, Soumala et Dialafara par le biais de la mise en place de 3 périmètres maraichers communautaires et Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des associations de femmes existantes
- b. Améliorer l'infrastructure d'accès à l'eau potable pour faciliter la consommation de l'eau de qualité et non contaminée, à travers la réhabilitation de 4 pompes à motricité humaine (PMH) et la transformation des deux (PMH) à des Systèmes Hydrauliques Villageois Améliorés (SHEVA).

- c. Impulser un changement de comportement de la population en matière d'hygiène et d'assainissement à travers la méthodologie PHAST, qui prévoit, de manière participative, une implication directe des bénéficiaires dans l'amélioration des conditions d'hygiène et l'assainissement de la localité à travers la réalisation de 112 sessions de sensibilisation et 56 journées de salubrité au long du projet.

La réalisation des activités de ce projet comme celle des autres phases ci-dessus citées qui l'ont précédé a permis d'obtenir des résultats tangibles qui ont largement contribué à l'amélioration des communautés dans divers domaines à savoir:

- Domaine de l'accès à l'eau potable: La réhabilitation de 8 PMH et de transformation de deux PMH en SHVA, la mise en place des comités de gestion de points d'eau fonctionnels et réparateurs locaux en entretien des pompes et SHVA et leur formation et dotation en kits de réparation et d'entretien des pompes a largement contribué à l'approvisionnement régulier des populations en eau potable
- En matière d'hygiène et d'assainissement: les changements positifs de comportement comme la propriété des villages et alentours des points d'eau, le lavage régulier des mains avant et après les repas ainsi qu'à la sortie des toilettes, la conservation de l'eau dans des récipients propres et couverts, la construction et l'utilisation des latrines, la présence des poubelles devant les ménages pour la collecte et le transport des ordures ménagères, l'utilisation de pôt pour enfants pour leur besoin en défécation, la construction de puisards pour la collecte des eaux usées sont visibles dans les villages grâce à l'instauration des journées de salubrité et sensibilisations.
- En ce qui concerne la réalisation des périmètres maraichers de Dialafara, Soumala et Sanfagadala elle a permis un éveil de conscience des ménages qui ont compris que non que le maraîchage est aussi source importante de revenus en dehors des activités d'orpaillage mais joué aussi un rôle important dans leur équilibre alimentaire.

Ce projet a été exécuté sur une période d'une année (avril 2017 à avril 2018) grâce à la collaboration CRM/CRE en partenariat services techniques étatiques (DRA, DRACPN, DRH), autorités communales et administratives de Dialafara et populations bénéficiaires des villages cibles.

Zone d'intervention et cibles du projet

La population cible de ce projet est 5948 personnes (2 969 femmes et 2979 hommes). La population cible indirecte est de 17397 habitants, excluant la population directe.

Résultats atteints

La DRA de Kayes a fourni le formateur et cela conformément au protocole de collaboration qui a été signé entre la Croix Rouge Malienne et la DRA de Kayes. Le TDR et les modules de la formation élaborés par le formateur ont été validés par la Croix Rouge Malienne.

Résultats atteints

- ✓ 48 membres des associations des femmes et 2 volontaires CRM ont été formés
- ✓ Restitution de la formation aux autres membres de l'association dans les 3 villages
- ✓ Redynamisation des associations après les connaissances acquises lors de la formation
- ✓ Mise en place d'une caisse pour l'association (récupération des cotisations et des frais d'adhésion) des membres à l'association de chaque village

MISE A NIVEAU ET AMENAGEMENT DE 3 CLOTURES AU NIVEAU DES PERIMETRES MARAICHERS

Déroulement

Un DAO a été élaboré et une mise à concurrence a été réalisée conformément aux procédures en vigueur à la Croix Rouge Malienne. A la fin du processus, un contrat de prestation de service a été signé avec l'entreprise Amadou Dramé pour réaliser l'ensemble des travaux de réalisation des 3 périmètres maraichers.

Résultats atteints

- ✓ 3 actes de cession de sites pour périmètres maraichers disponibles (Dialafara, Soumala et Sanfagadala)
- ✓ 3 périmètres maraichers mis à niveau et aménagés et réceptionnés
- ✓ Sources de revenus diversifiés pour les ménages

MISE EN MARCHÉ DE 3 SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À TRAVERS LA CONSTRUCTION D'UN POINT D'EAU ET LA RÉALISATION D'UN SYSTÈME DE DISTRIBUTION ALIMENTÉ PAR L'ÉNERGIE SOLAIRE POUR CHACUN DES PÉRIMÈTRES MARAICHERS.

Résultats obtenus

- 3 périmètres maraichers ont été réceptionnés (Soumala, Sanfagadala et Dialafara)
- Prise de conscience chez les femmes sur la valeur économique des activités horticoles pour les ménages outre que l'orpaillage

FORMATION DE 150 FEMMES SUR LES TECHNIQUES MARAICHÈRES ET L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ SUR LES TECHNIQUES DE COMPOSTAGE POUR AMÉLIORER LES PERFORMANCES DE PRODUCTION DES EXPLOITANTES

Un formateur de la DRA de Kayes a été retenu pour réaliser cette formation. Le TDR et modules de la formation ont été validés par la Croix Rouge Malienne et le rapport de la formation a été produit par le formateur.

Résultats atteints

- 150 femmes des villages de Soumala, Dialafara et Sanfagadala ont été formées en techniques de maraichages et en compostage) à raison de 50 par village
- Capacités de production maraichère améliorées (maîtrise de confection des planches, installation d'une pépinière, production de fumure organique à partir d'une fosse à compost, utilisation d'engrais etc..) par

DOTER 3 ASSOCIATIONS MARAICHIERES EN SEMENCES AMELIOREES ET EN MATERIELS AGRICOLES

Résultats atteints

- 3 associations de femmes des villages de Soumala, Dialafara et Sanfagadala ont été dotées en semences et matériels agricoles
- Capacités de production des femmes améliorées par l'utilisation des semences et matériels agricoles octroyés par le projet

FORMATION DES 150 FEMMES SUR L'AMELIORATION DES HABITUDES ALIMENTAIRES, BONNES PRATIQUES D'HYGIENE CULINAIRE ET D'AMELIORATION DE LA NUTRITION

Résultats atteints

150 femmes ont été formées sur l'amélioration des habitudes alimentaires, bonnes pratiques d'hygiène culinaire et d'amélioration de la nutrition

TRANSFORMATION DE 2 POMPES A MOTRICITE HUMAINE (PMH) A 2 SYSTEMES HYDRAULIQUES VILLAGEOIS AMELIORES (SHVA) POUR PERMETTRE L'ACCES A L'EAU POTABLE AUX COMMUNAUTES DE SAN FAGADALA ET KENIEBANDING

.Résultats atteints

- 2 PMH transformées en SHVA villages de Sanfagadala et Keniebanding
- 2 certificats d'analyse de la qualité de l'eau des deux PMH transformées en SHVA disponible.
- la disponibilité de l'eau potable dans les villages cible du projet
- disponibilité de temps pour les femmes pour mener d'autres activités génératrices de revenus
- maladies liées à l'eau comme la diarrhée, vers intestinaux etc...sont moins fréquente dans les villages

A.2.2. Réhabilitation de quatre Pompes à Motricité humaine (PMH) des communautés de Tamaoura-Kama, Soumala, Dialafara-Kama et Daro, permettant l'accès à l'eau potable pour la population.

Déroulement

L'ensemble des travaux de construction des infrastructures d'eau a été réalisé par la même entreprise à savoir l'entreprise Horonya et les travaux ont été exécutés en même temps que ceux de la transformation des deux PMH en SHVA.

Description

Identique à celle d'A.2.1 car exécutée par la même entreprise

Résultats atteints

- 8 PMH réhabilitées et réceptionnées au lieu de 4 prévues (2 à Daro, 2 à Tamaoura-Kama, 2 à Soumala et 2 à Dialafara-Kama)
- 8 certificats d'analyse de la qualité de l'eau des 8 PMH réhabilitées disponible
- L'eau potable disponible dans les villages bénéficiaires du projet
- disponibilité de temps pour les femmes pour mener d'autres activités génératrices de revenus

- maladies liées à l'eau comme la diarrhée, vers intestinaux etc...sont moins fréquente dans les villages

CONSTITUTION ET FORMATION EN GESTION ET BONNE GOUVERNANCE DES 7 COMITES DE GESTION DE L'EAU DANS LES 7 LOCALITES D'INTERVENTION, TENANT EN COMPTE LA PARTICIPATION EQUITABLE ET ACTIVE DES FEMMES.

Résultats atteints

- 7 comités de gestion de points d'eau et d'assainissement mis en place (1 par village bénéficiaire)
- 42 membres des comités de gestion de points d'eau et d'assainissement formés en gestion et bonne gouvernance de points d'eau
- Existence de comités de gestion fonctionnels dans les villages (PV de réunions des membres des comités de gestion, existence des caisse d'entretien et réparation des pompes et SHVA, points d'eau propres etc....)
- Pénuries d'eau moins fréquentes dans les villages
- Diminution considérable du temps de corvée de l'eau pour les femmes qui peuvent s'adonner à d'autres activités génératrices de revenus

FORMATION ET DOTATION DE KIT DE REPARATION AUX REPARATEURS (ET LEURS SUPPLEANTS) DES PMH ET SHVA AUX 7 LOCALITES (DIALAFARA, DARO, DIALAFARA - KAMA, TAMAOURA- KAMA, SOUMALA, SANFAGADALA ET KENIEBANDING) POUR SA MAINTENANCE.

Résultats atteints

- 10 réparateurs locaux de pompes ont été formés en réparation et entretien de pompes (5 villages ou les PMH ont été réhabilitées)
- 4 réparateurs locaux formés en entretien de SHVA
- 7 villages cibles du projet ont été dotés de kits de réparation (caisse)
- pannes de pompes peu nombreuses dans les villages
- Pénurie d'eau moins fréquente dans les villages
- Diminution considérable du temps de corvée de l'eau pour les femmes qui peuvent s'adonner à d'autres activités génératrices de revenus



ACHEVEMENT D'UN COURS DE RECYCLAGE SUR LA REPARATION DES POMPES A MOTRICITE HUMAINE POUR RESPONSABLE DE L'ACTIVITE COMMUNALE 3 ET 2 AGENTS DES SERVICES TECHNIQUES DE LA DIRECTION REGIONALE DE L'EAU

Résultats atteints

2 agents de la DRH de Kayes et 1 agent réparateur communal de pompes ont été formés en réparation et entretien de PMH et SHVA.

FORMATION DE 30 BENEVOLES DE LA CROIX-ROUGE MALIENNE EN METHODOLOGIE PHAST (PARTICIPATIVE HYGIENE ET ASSAINISSEMENT TRANSFORMATION) POUR SA MISE EN MARCHÉ DANS LES COMMUNAUTES

Résultats atteints

- 30 volontaires ont été formés en méthodologie PHAST
- sensibilisations et journées de salubrité réalisées dans les villages
- villages plus propres et moins de cas de paludisme et diarrhée avec les animations et sensibilisations menées par les volontaires

ORGANISATION DE JOURNEES DE SALUBRITE DANS LES 7 LOCALITES D'INTERVENTION DU PROJET

Résultats atteints

72 journées de salubrité sur 56 prévues ont été réalisées. Elles ont touché 4425 participants dont 2082 hommes et 2343 femmes

- Prise de conscience des communautés sur l'importance de l'assainissement par l'instauration des journées de salubrité dans les villages (sur les 7 villages cibles à part Dialafara les autres 6 villages sont propres ainsi les alentours des points d'eau et la plus part des ménages dans les villages disposent de poubelles pour la collecte et l'évacuation des ordures ménagères).
- Diminution de cas de paludisme dans les villages

REALISATION DE 112 SESSIONS DE SENSIBILISATION COMMUNAUTAIRE, SUR L'EAU, L'HYGIENE, L'ASSAINISSEMENT ET RESPONSABILITE SOCIALES POUR SON APPLICATION CORRECTE AVEC LA METHODOLOGIE PHAST (PARTICIPATION A LA TRANSFORMATION DE L'HYGIENE ET ASSAINISSEMENT)

Résultats atteints

- 116 sessions de sensibilisations réalisées avec 5541 personnes touchées dont 2711 hommes et 2830 femmes
- Moins de maladies comme la diarrhée, le paludisme, aux de ventre etc... à cause de l'application de bonnes pratiques d'hygiènes (lavage de mains avant et après les repas et à la sortie des toilettes, eau de consommation et aliments bien conservés et protégés, l'emploi des moustiquaires, fermeture des latrines, utilisation de pot de défécation pour enfants etc..).

DOTATION EN KITS D'HYGIENE ET D'ASSAINISSEMENT (7) COMMUNAUTAIRES ET SCOLAIRES POUR LES POPULATIONS DE LA ZONE D'INTERVENTION

Résultats atteints

- 7 villages ont été dotés de kits communautaires et scolaires
- Villages propres et assainis (tenues régulières des journées de salubrité)
- Réduction significative de cas de paludisme dans les villages

MISE EN PLACE DES COMITES VILLAGEOIS DE CRM ET SELECTION DE 30 BENEVOLES SUR LE TERRAIN

Résultats atteints

- 7 comités villageois Croix Rouge Malienne mis en place (1 comité par village)
- 30 volontaires identifiés et mis en place dans les 7 villages
- de nombreuses activités de sensibilisation, mobilisation et journées de salubrité ont été réalisées

FORMATION DE 30 BENEVOLES SUR LE TERRAIN

Résultats atteints

- 30 volontaires ont été formés en méthodologie PHAST
- 30 dossards pour volontaires remis aux volontaires
- 30 boîtes à images remises aux volontaires
- de nombreuses activités de sensibilisation, mobilisation et journées de salubrité ont été réalisées

- application de nombreuses bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement (lavage des mains avant et après les repas et à la sortie des toilettes, fermeture des toilettes, assainissement régulier des villages et concessions familiales et des points d'eau etc..) et maladies moins fréquentes comme le paludisme et la diarrhée

SUIVI ET EVALUATION DE L'INTERVENTION

De nombreux suivis terrain ont été réalisés en plus des suivis effectués par les animateurs sur le terrain et des informations téléphoniques. Les suivis terrain sont réalisés soit par l'équipe technique du projet (Coordinateur et animateurs), soit à travers les suivis conjoints des services techniques étatiques et équipe terrain du projet. Des suivis sont aussi réalisés par l'équipe du siège national CRM de Bamako et de la délégation CRE, accompagnées par les agents de l'équipe terrain du projet (Cf différents rapports de mission produits par le siège national CRM et CRE, équipe terrain du projet et les rapports des services techniques étatiques).

En plus des suivis techniques, les suivis budgétaires, financiers, matériels et des équipements mis à la disposition du projet ont été réalisés en collaboration avec le comptable et les animateurs terrain du projet. Le Secrétaire Général Régional a assuré la supervision générale de l'ensemble de ces interventions en plus de son suivi spécifique.

ETUDE GEOPHYSIQUE

Résultats atteints

- Un rapport d'étude géophysique et diagnostique des PMH à réhabiliter disponible
- Rapports de suivi des travaux disponibles

3.8 - PROJET « LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION AU NIVEAU DE LA RÉGION DE KOULIKORO » – MALI

Zones d'intervention : Région de Koulikoro, Cercles de Nara, Kolokani et Banamba

Durée : 4 ans à partir du 15 mars 2018

Bénéficiaires : Populations rurales des communes des cercles de Kolokani, Banamba et Nara; (environ 80 000)

Objectif Général : La sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables au niveau du Cercle de Nara (Région de Koulikoro) est durablement améliorée, en favorisant leur accès aux facteurs de production, technologies et marchés et en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la prise en charge de la sécurité alimentaire dans le développement local.

Objectif Spécifique : La sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables est améliorée au niveau des communes ciblées au sein des cercles de Nara, Kolokani et Banamba

Résultat 1 : Les capacités des acteurs institutionnels pour l'analyse, la planification et la coordination des stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont renforcées au niveau régional et local.

Résultat 2 : Des investissements structurants sont réalisés par les collectivités territoriales pour améliorer la résilience des populations et favoriser la création d'emplois

Résultat 3 : L'utilisation des aliments et l'accès aux services sociaux communautaires sont améliorés durablement

Résultat 4 : La résilience et l'intégration aux dynamiques de marché sont améliorées pour les petits producteurs et groupes vulnérables

Résultat 5 : Un programme de recherche-action permet de développer des innovations et de capitaliser les expériences

Résultats atteints

1. Finalisation et validation de l'étude pour le ciblage des villages d'intervention tenu en juin 2018 dans les cercles de Nara, Banamba et Kolokani. Cette étude avait comme objectif d'établir un état des lieux du niveau d'insécurité alimentaire et nutritionnelle les 194 villages dans 05 communes d'intervention du programme, et plus spécifiquement évaluer le niveau de malnutrition des enfants de 6-59 mois et des femmes allaitantes dans ces villages et catégoriser les villages selon les critères de vulnérabilités arrêtés par les différents partenaires.

Le lead de cette activité a été confié à la Croix Rouge Malienne et ces équipes. Les résultats provisoires ont été présentés lors de la réunion de planification opérationnelle le 10 juillet à Kolokani avec la présence des partenaires et du bureau d'Enabel.

Résultat : 1 rapport final validé par la Croix-Rouge Malienne a été partagé avec ENABEL en Septembre 2018 pour diffusion aux partenaires.

2. Recrutement de l'équipe du projet
Ce processus a pris de retard, surtout pour la gestion des dossiers et le processus de sélection des candidats. L'équipe du projet composée de 01 Coordinateur terrain, 01 Comptable terrain, 03 animateurs, 01 chauffeur recruté a pris poste finalement le 05 septembre 2018. La nouvelle équipe du projet a été briefée au siège de la CRM
3. La programmation opérationnelle pour 2018 a été revue et actualisée par l'équipe du projet

3.9 - PROGRAMME DE PREPARATION DES COMMUNAUTES AUX EPIDEMIES ET PANDEMIES (CP3).

Organisation de l'atelier de Planification du Programme de Préparation des communautés aux Epidémies et Pandémies (CP3).

Elaboration du document narratif du Programme de Préparation des communautés aux Epidémies et Pandémies (CP3) et du budget.

Organisation des tests de recrutement de l'équipe du projet (01 Chef de projet, 03 animateurs, 01 Comptable, 01 Chauffeur et 01 Gardien). Toutefois en l'absence de ressources affectées et de Protocole

signé sur le projet, la dite équipe n'a pas été effectivement engagée et aucune activité sur le terrain n'a été réalisée. En perspective sont envisagées l'orientation et l'installation de l'équipe du projet. La CRM a participé à travers le Chef du département santé à la formation régionale FICR des formateurs francophones sur la surveillance à base communautaire à Dakar

IV. LES OPERATIONS D'URGENCE ET LA GESTION DES CATASTROPHES

4.1 - ACTIVITES DE PREMIERS SECOURS

La formation aux premiers secours a concerné le renforcement des compétences de la Croix-Rouge Malienne et de ses partenaires externes que sont les entreprises, les ONG etc.

Les formations sur le secourisme s'inscrivaient dans le cadre du partenariat avec les composantes du Mouvement CR/CR à savoir les équipes des projets de partenariat CRM- Croix Rouge Canadienne, et les agents concernés par les activités avec le CICR. Au total 895 volontaires ont vu leurs compétences renforcées en matière de secourisme.

Tableau récapitulatif de la formation pour le renforcement des capacités

N°	Région	Localité	Période	Nombre formées			Partenaire
				H	F	Total	
1	Koulikoro	Koulikoro	22 au 27 Mai 2018	08	05	13	CICR (Coopération)
2	Sikasso	Koury	08 au 10 Juin 2018			25	
3	Koulikoro	Nara	08 au 10 Juin 2018			25	CICR (Coopération)
4	Tombouctou	Tombouctou	26 Juin- 02 Juillet 2018	07	03	10	
5	Mopti	Mopti	10 au 12 Juillet 2018	20	05	25	
6	Bamako	Bamako	18 au 20 Juillet 2018			17	
7	Sikasso	Sikasso	16 au 22 Août 2018			150	Croix-Rouge Canadienne
8	Banamba	Banamba	16 au 22 Août 2018			113	
9	Koulikoro	Koulikoro	20 au 26 Août 2018			101	
10	Dioila	Dioila	25 au 31 Août 2018			212	
11	kolokani	Kolokani	29 Août- 03 Septembre 2018			113	
12	Nara	Nara	29 au 31 Août 2018			41	CICR
13	Bamako	Bamako	15 au 18 Octobre 2018	18	07	25	
14	Bamako	Bamako	17 au 18 Octobre 2018				CICR
15	Bamako	Bamako	22 au 26 Octobre 2018	18	07	25	CICR
TOTAL						895	

En ce qui concerne les partenaires externes, Huit (8) organisations ont bénéficié de la formation sur les modules en premier secours : ONG ACF, la Jeune Chambre Internationale Espoir Bamako, Médecins du

Monde Belgique/Be, Géo forage BF, Word vision, Servair Mali catering, IRD-Blumont. Au total 505 personnes dont 72 femmes et 433 hommes, ont été formées aux premiers secours dans certaines régions et dans le District de Bamako.

Tableau récapitulatif des formations des entreprises en 1er secours

N°	Région	Localité	Période	Nombre formées			Partenaire
				H	F	Total	
1	Gao	Gao	10 au 16 Janvier 2018	47	09	57	Action contre la Faim (ACF)
2	Kayes	Kayes	08 au 12 Janvier 2018	29	00	29	
3	Tombouctou	Tombouctou	18 au 23 Janvier 2018	55	09	64	
4	Kita	Kita	18 Janvier 2018 au 02 Février 2018	42	19	61	
5	Gao	Gao	05 au 07 Mars 2018	14	0	14	Médecins du Monde Belgique/Be
6	Ménaka	Ménaka	27 au 29 Mars 2018	15	0	15	
9	Gao	Gao	24 au 25 Novembre 2015	10	00	10	
10	Bamako	Bamako	20 au 22 Mars 2018	07	05	12	IRD-Blumont
11	Bamako	Bamako	02 au 04 Mai 2018	22	00	22	Géo-Forage BF
12	Bamako	Bamako	11 au 13 Mai 2018	80	20	100	Jeune Chambre Internationale "Espoir Bamako"
13	Kati	Farabana	01 au 03 Juin	30	00	30	Elèves, Etudiants et Sympathisants de Farabana
14	Bamako	Bamako	11, 12, 14 Septembre 2018	16	00	16	Géo-Forage BF
15	Bamako	Bamako	17 au 19 Septembre 2018	13	00	13	
16	Koulikoro	Kati	24 au 26 Septembre 2018	17	03	20	Word Vision
17	Ségou	San	24 au 26 Septembre 2018	13	02	15	Word Vision
18	Mopti	Koro	24 au 26 Octobre 2018	22	03	25	Word Vision
19	Bamako	Bamako	05 au 07 Novembre 2018	01	01	02	Servair Mali Catering
TOTAL				433	72	505	

Le renforcement des capacités des équipes de secouristes ont permis aux comités d'assurer la couverture sanitaire de certains événements. Nous pouvons retenir 6 grands événements. Parmi ceux-ci, la couverture sanitaire des élections présidentielles 2018 a eu une envergure nationale.

Tableau récapitulatif

Activités	Période	Secouristes		
		H	F	Total
Journée socio-éducatives (JASE 2018)	11 au 13 Avril 2018	5	1	6
1ère édition de la compétition scolaire en Athlétisme "Tournoi Sportif Maarif"	26 Avril 2018	1	5	6
Couverture sanitaire de la marche	08 Juin 2018	8	0	8
La festivité du 22 septembre 2018	22 septembre 2018	32	08	40
1ère Edition du Forum International sur la Sécurité et la Santé au Travail	08 au 09 Novembre 2018	05	07	12
Couverture sanitaire des élections présidentielles	Juillet-Aout 2018			724
TOTAL		51	21	72

4.2 - PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE COMMUNAUTAIRE DANS LES CERCLES DE BLA ET DJENNE (RECOM)

Le projet de renforcement de la résilience communautaire dans les cercles de Mopti et Djenné a connu une extension de douze mois de janvier à décembre 2018. Dans le cercle de Djenné, il intervient au niveau de deux communes à savoir Fakala et Madiama. Dans le cercle de Bla, il intervient au niveau des premiers villages couverts dans la phase initiale. Le contexte sécuritaire est surtout marqué dans le cercle de Djenné par une insécurité oscillante.

Cette insécurité a eu comme conséquence, le déplacement de près de 2670 personnes venues s'installer à Djenné ville, Sofara et dans les villages environnants, et d'autres craignant les représailles sont allées vers le sud du pays.

Il est important de noter que la campagne agricole hivernale a connu un léger retard cette année dans l'installation des cultures. La tendance de la période de semis a été de normale à longue à cause d'une poche de sécheresse pendant la période.

Le projet contribuera à réduire les impacts des catastrophes liées à la variabilité climatique au niveau des communautés vulnérables de Ségou et de Mopti tout en contribuant de façon directe et indirecte dans l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (1 et 7) au Mali.

De façon spécifique, il vise à assurer la résilience de 5 600 ménages soit 26 000 personnes de 6 communautés extrêmes Vulnérables de Bla (Ségou) et de 12 autres à Mopti face aux effets liés au changement climatique à travers le renforcement de leurs capacités de prévention de mitigation/adaptation et de préparations soutenues par un plaidoyer efficace (ou la diplomatie humanitaire) en faveur de l'intégration de la gestion des catastrophes et de l'aspect genre dans les plans de développement locaux.

ACTIVITES PLANIFIEES ET MISES EN ŒUVRE

Domaine de la Connaissance

Résultats obtenus

Deux diffusions de messages par radio par mois dans le cercle de Djenne pour les 12 villages et environs

Pour cette année le projet a travaillé avec trois radio locales : la radio Jamana de Djenne, l'ORTM Mopti et la radio Bendougou de Bla. Il y a eu au total 53 émissions radiophoniques sur les activités du projet, les prévisions météo locales, et surtout des messages sur le changement climatique. Ces séances étaient surtout animées par le Cantonnement forestier, le Secteur de l'Agriculture, la Production animale et industrielle, la Promotion féminine et le Développement social de Djenné et de Bla et aussi par le staff du projet et d'autres personnes ressources

Thés débats chaque mois dans les « grains » et lieux de rencontres dans les 12 villages du projet RECOM

Dans les villages d'intervention, les leaders d'opinion, les volontaires et les agents de projets formés sur le changement ont animé des assemblées villageoises et causeries débats dans les villages. Ces actions d'information ont porté sur les thèmes relatifs au phénomène du changement climatique, les causes et les mesures d'adaptation au changement climatique en utilisant les boîtes à images conçues et adaptées pour la bonne communication avec les communautés. Il y a eu 369 séances d'information publique avec 1075 hommes et 1725 femmes.

16 Visites domiciliaires par volontaire aux ménages pour diffusion RRC/ACC dans les 12 villages de RECOM (608 VAD)

Pour diffuser, sensibiliser, informer et éduquer les communautés sur certains aspects de la préparation, l'adaptation, les causes et les conséquences des changements climatiques, les volontaires, au niveau de chaque village, ont été fortement mobilisés pour les visites à domicile. Il y a eu 347 séances de thé avec 2868 hommes et 2199 femmes.

Collecte et interprétation des données météos par rapport aux besoins agro-pastoraux dans 12 villages

Un protocole d'accord a été établi entre la Croix Rouge Malienne à Mopti et Mr Mohamed KOITE, Expert en Agro météorologie/ prévisionniste.

L'un des objectifs visé du protocole est de mettre au point, à travers des séances de formation/recyclage et de suivi de la saison des pluies, de façon participative avec les paysans et l'encadrement technique,

des méthodologies opérationnelles de collecte et concentration des données (pluviométrie et données sur les cultures), d'élaboration et de diffusion des avis/conseils météorologiques pertinents (localisés) aux paysans pour utilisation, l'accent étant mis sur le contenu et la formulation de ces informations.

Une série de formations a été animée par le contractant à l'endroit des paysans des villages du projet. Elle visait à former les agents techniques d'agriculture, les animateurs de la CRM et les paysans des 12 villages d'intervention.

Les sessions de formation se sont déroulées au niveau de trois centres :

- le centre de Madiama du 09 au 11 Avril 2018 :
 - participants : 60 paysans (51 hommes et 9 femmes), 1 agent d'encadrement technique, 2 animateurs et 3 stagiaires de la Croix Rouge Malienne Mopti, 1 représentant de la Mairie
- le centre de Sofara du 12 au 14 Avril 2018 :
 - participants : 60 paysans (48 hommes et 12 femmes), 1 agent d'encadrement technique, 2 animateurs et 1 stagiaire de la Croix Rouge Malienne Mopti, 1 représentant de la Mairie
- le centre de Bla du 30 mai au 02 juin 2018 :
 - Participants : 15 paysans raison de 5 paysans par village ; 1 représentant de la radio communautaire, 1 représentant de la CRM à Bla

Ces sessions de formation ont constitué un véritable cadre d'information et de sensibilisation face aux dangers émanant de la dégradation graduelle de notre environnement, du rétrécissement de la durée de la saison des pluies, de la diminution des quantités des pluies d'année en année etc.

Cet éveil de conscience, rétablira et/ou renforcera la cohésion sociale à travers le partage de l'information et facilitera le processus d'adaptation face aux risques du changement climatique.

Domaine de la Préparation et de la Prévention

Assurer le reboisement communautaire à travers le dégarnissement des bosquets et des mises en défens, et la plantation des espaces publics villageoises

Autrefois les terroirs villageois étaient riches en forêts qui offraient aux villageois une immense source sociale et économique qu'ils croyaient inépuisables. Suite à l'exploitation abusive et à l'effet conjugué des années de sécheresse, cette immense ressource s'est rapidement dégradée. Dans le passé, on pouvait dénombrer plusieurs variétés d'essences forestières. Aujourd'hui à cause de la surexploitation, ces forêts ont disparu. Les populations des villages ont exprimé le besoin de restaurer leurs forêts avec l'appui des partenaires techniques et financiers. La Croix rouge à travers le projet RECOM a répondu favorablement à l'appel de ces communautés par l'organisation des reboisements communautaires et individuels dans les villages. Sur une prévision de 6000 plants, il y a eu 3000 plantations dans la zone de Djenné et de 1414 plants à Bla. L'accent a été surtout mis sur l'entretien, le suivi et la sécurisation des plants pendant la période sèche pour les différents bénéficiaires des plants.

Par ailleurs le tableau ci-dessous donne le nombre de plantations dans les villages de Bla.

1. Etat des lieux sur les Plantations villageoises :

Villages	Superficie du site	Nombre de pieds disponible	Perte
Nampelabougou	1,5ha	0	0
Tala	1ha	750	235
Petesso	1ha	1200	10
Wakoro	2ha	231	992
Sorofing	1ha	1000	177
TOTAL	6,5ha	3181	1414

En zone d'intervention de Bla, RECOM a initié dans les villages de Namaziéla et Marela l'installation des mises en défens. Ces mises en défens permettront de remédier au problème de dégradation en adoptant une politique de gestion des ressources forestières basées sur une approche plus participative des populations. Des missions ont été effectuées dans ce sens pour :

- Echanger avec les communautés sur les conditions d'installation et l'importance des mises en défens
- Visiter des sites de mises en défens

Des sites ont été installés : **le village de Namaziéla** (Coordonnées géographiques N 12°54.638 ; W : 005°30.506)

Type de sol : limoneux gravillonnaire

Espèces dominantes : Acacia macrostacha, Landolphia (Zaba), Sclerocaria birea, Abdominia digitata, Parkia biglobosa (Néré)

L'espace se trouve sur l'ancien site du village avec une superficie de 5ha

Village Marela (N 12°54.923 ; W 005°59.193) Type de sol : latérite. Espèces dominantes : Conbetium micratium, Detanium, Lannea microcarpus, Lannea aceda, Pterocarpus lucenis, Anogeosus leocarpus, acacia macrostacha

Superficie disponible : 10 ha

Enfin pour une sécurisation légale des espaces protégés et conformément aux recommandations des différentes missions le processus de formalisation et d'élaboration de la convention locale a été engagé dans les deux zones du projet. A Djenné (Torokoro 251ha, Tondaga 310ha), les règles de gestion et d'exploitations de la mise en défens ont été élaborées et validées par les autorités. Les villages concernés dans le cercle de Bla ont reçu une notification légale de la préfecture de Bla pour la reconnaissance officielle de leurs espaces.

Formation des équipes de brigade forestière dans les 12 villages

Du 07 au 09 août 2018, s'est tenue la formation des comités de brigade en technique de surveillance, contrôle et de gestion des mises en défens de Torokoro commune de Madiama, de Tondaga dans la commune de Fakala et des forêts. Les 12 villages du projet ont bénéficié de cette formation. La session a été animée par le Chef du cantonnement forestier de Djenné. Au total, trente et une (31) personnes ont bénéficié de cette formation.

Vulgarisation de la confection de foyers améliorés

Au niveau de chaque village, 3 personnes ont été formées dont deux femmes (2) et (1) homme. Pour la période, 116 foyers ont été construits dans la zone de Djenne et de Bla.

Formation et équipement de 36 pépiniéristes pour la production de plants dans 12 villages

Du 17 au 20 Avril 2018 s'est déroulée une session de formation en production de plants forestiers. Trente-six (36) personnes dont 30 hommes et 06 femmes ont bénéficié de cette formation au niveau des communes de Fakala et Madiama. Ces participants ont été ensuite dotés en matériels de travail (01 rouleau de grillage, 200 sachets de plastique, 1 Sécateur, des couteaux de greffage, des semences).

Ce renforcement des capacités a permis aux pépiniéristes d'assurer de façon autonome, un service local de production et de livraison de plants.

Formation des paysans sur les mesures anti-érosives

En lien avec l'objectif 3 du projet portant sur les actions d'adaptation, des sessions de formation sur les CES/DRS sont planifiées et exécutées dans les deux zones du projet. La session de Bla a concerné les trois nouveaux villages du projet et exécutée par le secteur d'agriculture de Bla. Quinze (15) personnes dont 2 femmes ont participé à la formation. Pour la zone de Djenné il s'agit de la réalisation de demi-lune dans le bosquet de Toumadiama avec le secteur de l'agriculture de Djenné. 24 personnes ont participé à cette session pratique de réalisation de demi-lune à Toumadiama.

Formation des équipes d'intervention communautaire :

C'est dans le but d'atteindre l'objectif 2 du projet à savoir la préparation /prévention, il a été initié une formation à l'endroit des volontaires pour la constitution d'équipes d'intervention communautaire dans chaque village qui seront facilement mobilisables localement. Un premier groupe de 15 volontaires par villages ont été formés en 2017. Pour ramener ce nombre à 30 volontaires par villages une deuxième série de formation a organisée en 2018. Les sessions se sont déroulées du 28 au 31 Mars 2018 à Madiama (90 volontaires dont 64 hommes et 26 femmes).

A la même date, Bla a abrité du 25 au 27 mai 2018 la même formation (45 volontaires dont 36 hommes et 9 femmes).

Vulgarisation de champ- école pour le maraichage familial

L'approche du maraichage familial a été l'un des champs d'école hautement apprécié par la communauté de Bla. Justifiant du coup son extension dans les villages du projet à Mopti. Cette année, le projet a focalisé ses actions sur la duplication de ces champs écoles pour une large vulgarisation de la technique dans la zone de Mopti. Quarante-huit (48) femmes ont été dotées de grillage et de semence.

Duplication pour les technologies de 2017

Une autre contrainte majeure à conséquences multiples sur la production agricole dans lesdites zones est **le changement climatique** avec lequel, il faut désormais évoluer et se munir de technologies appropriées pour atténuer, voire endiguer ses effets pervers.

C'est pourquoi en 2017 la Croix – Rouge en partenariat avec l'institut d'économie rurale (IER) avait installé des CEP sur quelque technologie agricole. En 2018 un certain lot avait été retenu pour duplication dans tous les villages. 11 champs tests installés dans les villages de Toumadiama, Madiama, Torokoro, Promani, Kaka, Kanklena, Mansaba, Dedougou, Tondaga, Tatia-nouna et Sougalobougou. Par ces CEP il s'agit de

mieux cerner l'impact positif de l'intégration des effets du microdosage comme mode de fertilisation, du trempage de la semence pour la bonne germination et du choix de la variété productive et adoptée à la locale. A l'étape on peut s'attendre à une bonne adoption car les champs présentent tous un bon aspect.

Le tableau ci-dessous donne le nombre de bénéficiaires par technique dans les villages :

Techniques promues	Nombre bénéficiaires identifiés par technique	Nombre de personnes par village	Nombre d'hommes	Nombre de femmes
Production et utilisation de fumure organique	24	2	24	0
Technique de gestion des sols (anti érosives)	30	5	30	0
Installation/formation pour de champs écoles sur des données météorologiques dans 12 villages	120	10	88	32
Maraichage familial	48	4	0	48
Trempage de semence combiné a un microdosage/ semence améliorée adaptée	12	1	12	0

Tout comme le microdosage 16 champs d'écoles ont été installés dans les 12 villages sur l'importance des conseils météorologique en production agricole sur les principales cultures sèche de la zone (mil et sorgho).

Production de semences améliorées et mise en place d'un comité de gestion

La production de semence nécessite des précautions particulières, différentes selon les modes de reproduction des espèces, et des contrôles à chaque étape afin d'assurer à l'utilisateur final les qualités recherchées. 30 paysans avaient été précédemment formés sur la conduite d'un champ semencier par le projet. 21 paysans sont actuellement en production avec 15.5ha de mil et de sorgho. Deux inspections des champs ont été faite par la DNA dans le cadre du processus de certification de la production. 19 champs sur 21 ont été validés soit un total 13ha.

Redynamisation des comités d'AGR mis en place par le projet RENFORCE

Après le retrait du projet, certains groupements en activité bénéficie du suivis et de l'accompagnement de RECOM. Ce sont : 4 groupements en avicultures, 13 groupements en embouche, 3 groupements en pisciculture et 3 groupements en maraichage. Les tableaux ci-dessous dressent leur état actuel :

Aviculture

Communes	Villages	Groupements	Vente de la période (FCFA)	Disponibilité en argent avec le groupement (FCFA)
Madiama	Bangassi	Hinaton	39 000	500 000
	Tatia Nouna	Benkadi		1000 000
	Promani	Djekabara	120 000	1 002 500

Embouche

Communes	Villages	Groupements	Vente de la période (FCFA)	Disponibilité en argent avec le groupement (FCFA)
	Madiama	Kelenyaton	Tous	500000
		Koitala Kafo		400 000
		Faso Kanu	1 565 000	1 230 150
		Niato Allama		1 002 500
		Djiguissème	1 002 420	1 409 025
		Benkadi Tominikoro		330 000
	Promani	Nieta		838 650
	Tatia Nouna	Gniéta		600 000
Fakala	Mansaba	Kawral Sudu Baba	650 000	1 500 0000
	Kaka	Kaka Djigui	1 842 500	2 000 000
	Dedougou	Kawral		677 000
	Tondaka	Benkadi		1 376 000

Pisciculture

Communes	Villages	Groupements	Vente de la période	Disponibilité en argent avec le groupement
Madiama	Promani	Benkan	530 000	0
	Bangassi	Dembagnuma N2		500 000
Fakala	Kaka	Dembagnuma	372 500	300 000

Maraichage

Communes	Villages	Groupements	Vente de la période (FCFA)	Disponibilité en argent avec le groupement (FCFA)
Fakala	Mansaba	Benkadi	167 800	530 800
	Kankelena	Gnogondeme	47300	300000
	Soungalobougou	Djekabara	En cours	400000

Dans la zone de Bla le suivi des activités d'AGR locales par domaine d'activités donne les résultats suivant :

- **Embouche des petits ruminants**

L'activité concerne uniquement les femmes, car elles constituent la couche la plus vulnérable face aux effets des variabilités climatiques. Actuellement les bénéficiaires sont au nombre de 115 personnes dans les trois villages. Le suivi de l'activité se fait par les Agents des Services de l'Elevage, l'Agent Point Focal et le Comité de gestion. Les Agents profitent des missions de suivi pour apporter de l'appui-conseil aux Bénéficiaires.

- **Production de savon à base de beurre de karité**

L'activité se déroule très bien dans les 05 villages.. Le tableau ci-dessous nous montre la situation actuelle de l'activité. Cette activité permet de générer des fonds importants. On compte dans les caisses neuf cent vingt un mille soixante (921 060) francs CFA.

- **Aviculture / poulaillers améliorés**

Après la première duplication des poulaillers, d'autres communautés ont bénéficié de l'appui du projet RECOM pour faire l'aviculture. Ce qui nous a permis d'avoir des poulaillers individuel et collectifs. Au total, nous comptons 879 bénéficiaires gérant 1228 sujets. Il y a au total dans les caisses, quatre cent quatre-vingt-deux mille cinq cent F CFA.

- **Gestion des moulins**

Comme les autres AGR, dans le souci d'augmenter les sources de revenus des femmes, il a été mis en place des moulins. Le suivi a permis de relever au niveau des caisses, près cinq cent mille (500 000) francs au dernier passage.

4.3 PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE COMMUNAUTAIRE DANS LES CERCLES DE KOULIKORO ET TOMINIAN (PA 2017-2021)

La Croix Rouge malienne et celle de Belgique ont initié et mis en œuvre de 2011 à 2013 un projet de renforcement des capacités opérationnelles de la CRM en matière de réduction des risques de catastrophes.

A l'évaluation de ce projet un nouveau plan d'action 2014-2016 qui mettait le focus sur le renforcement de la résilience communautaire face aux effets du changement climatique a été élaboré et mis en œuvre. Les résultats satisfaisants atteints par ce plan d'action ont permis de renforcer la confiance et les axes de collaboration entre la CRM et la CRB. Un certain nombre de recommandations ont été produites tout le

long de ce précédent plan d'action suite à différentes évaluations. Dans la logique de la continuité de leur partenariat, la CRM et la CRB ont pris en compte ces recommandations en formulant le présent PA-DGD 2017-2021.

L'année 2018 correspond à la deuxième année de mise en œuvre des activités de ce présent plan d'action. Sur le plan politique au niveau national et régional ; l'année 2018 a été caractérisée par les revendications syndicales de différentes corporations dont celles des magistrats, des enseignants et des promoteurs des écoles privées. La scène politique a été surtout marquée par la nomination d'un nouveau premier ministre, les élections présidentielles dont les résultats. Elle a été aussi marquée par des avancées dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale.

Sur le plan sécuritaire nous avons assisté à des attaques fréquentes à l'encontre des forces armées et de sécurité du Mali (FAMA), de la MINUSMA et des groupes armés pro gouvernementale et même des civils dans le septentrion et au centre du pays. Dans les régions de Koulikoro et Ségou cette insécurité a existé. Dans la région de Koulikoro, le cercle de Koulikoro reste épargné de cette situation.. A Ségou en plus des cercles de Niono et Macina, Tominain dans sa partie sud.

Ces conditions n'ont entravé en rien la mise en œuvre des activités du projet.

Sur le plan opérationnel, les activités se sont globalement déroulées de façon normale l'objectif de 2018 a été atteint à environ 90%.

La zone choisie pour la présente intervention couvre 5 communes du cercle de Koulikoro et la commune de Tominian dans le cercle de Tominian (ancienne zone d'intervention du PA 2014-2016).

Le projet vise comme objectif général à renforcer la résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique dans 18 villages des cercles de Koulikoro et Tominian. Spécifiquement, il s'agit d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des villages ciblés, la résilience face aux chocs environnementaux, le renforcement des capacités de résilience communautaire dans le domaine de la santé, le renforcement des capacités de la CRM et des acteurs locaux.

Résultats atteints

Résultat 1 : la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des villages ciblés est améliorée

Formation des volontaires communautaires sur les techniques et technologies de production agricole : ECOFERME et agriculture de conservation

La formation s'est tenue du 24 au 26 avril 2018 et a regroupé Trente-neuf (39) volontaires communautaires, deux (2) membres du comité CRM de Koulikoro, et quatre (4) membres de l'équipe du projet. La facilitation a été assurée par deux formateurs du secteur de l'Agriculture de Koulikoro. Un plan d'action a été élaboré l'application directe de ces techniques et technologies, les recommandations faites par eux ont été traduites en plan d'action dans le but d'une meilleure réalisation.

Sur la base de ce plan d'action environ 13 hectares ont été emblavés en appliquant les nouvelles techniques et technologies dispensées pendant la campagne agricole 2018-2019.

Vulgarisation de nouvelles techniques auprès des communautés

Après la formation sur les nouvelles techniques agricoles, les volontaires communautaires avec l'appui de l'animateur ont réalisé des séances de restitution et de sensibilisation sur les modules enseignés dans leur communauté. Ont participé à ces séances 144 personnes dont 33 de femmes.

La vulgarisation des nouvelles techniques agricoles dans les communautés a porté sur l'utilisation des semences améliorées adaptée de céréales et de Tomate d'hivernage, la micro dose d'engrais, le zaï, les cultures fourragères et le traitement phytosanitaire du Niébé. Ainsi suite à des séances d'animation communautaires, les volontaires avec l'appui de l'équipe du projet, l'ensemble des techniques ci-dessus-citées ont été adoptées dans les 13 villages cibles de Koulikoro.

Huit cent quinze (815) bénéficiaires dont 151 sont des femmes ont été enregistrés.

Les superficies totales emblavées pour les parcelles d'adoption des techniques ECOFERM et la production des semences R2 sont estimées à environ 815 ha pour les céréales et 70 ha pour le niébé. La variété de niébé sangaraka est destinée pour la production fourragère qui fait 20 ha. la variété de niébé Korobalé qui fait 50 ha est destinée pour la production de grain. Pour la tomate les producteurs ont opté pour les pépinières communes et faire la distribution des jeunes plants aux membres. La superficie repiquée sera donnée dans le prochain rapport.

Suivi de la dotation des ménages vulnérables en noyau d'élevage en lien avec VSF

Cette activité est inscrite par la CRM dans le cadre de l'opérationnalisation des synergies avec ICD/VSF. Après le lancement conjoint des projets c'est la deuxième activité réalisée dans le cadre des synergies avec cette structure. En fait l'ICD/VSF s'est chargé de la mise en place des noyaux d'élevage de petits ruminants au niveau des ménages vulnérables dans les 6 communautés dont nous avons en partage. Le rôle assigné à la CRM/CRB est de faire le suivi et l'appui conseil par rapport à gestion de ces noyaux d'élevage. C'est dans ce cadre que l'équipe du projet a réalisé dans les 06 villages (kalankoulou, Katiola, Chola, Koyo , Katiola et Sirado) de la commune de Sirakorola deux missions de suivi et d'appui.

Dans les 6 villages suivis, les noyaux d'élevage de chèvres sont effectivement mis en place. Les bénéficiaires ont été formés sur les techniques d'élevage. Le suivi sanitaire est régulièrement assuré par un prestataire privé de Sirakorola.

Mise en place et formation des noyaux de multiplication des semences en milieu paysan

Lors de la conduite des EVC dans les villages cibles du projet à Koulikoro, l'une des solutions envisagées dans la lutte contre l'insécurité alimentaire est le développement d'un dispositif endogène de multiplication de semences de cycle court et adaptées à la zone agro climatique du cercle Koulikoro. Ainsi lors d'une mission organisée du 16 au 20 Avril 2018 par l'équipe du projet, un noyau de multiplicateurs de semences en milieu paysan a été identifié et mise en place dans 11 villages cibles du projet. 5 multiplicateurs ont été sélectionnés par village. Soit un total de 55 multiplicateurs dont 23% de femmes.

A la suite de leur mise en place, les personnes sélectionnées ont suivi une formation du 14 au 16 Mai 2018. Au total 61 personnes ont été formées sur les techniques avec l'appui et la facilitation du Secteur de l'Agriculture de Koulikoro.

Deux recommandations fortes ont été formulées à savoir la restitution de la formation, la mise en place et le suivi d'un plan d'action. :

Ainsi environ 8 ha de mil, 17 ha de sorgho, 9ha de maïs et 20, 5 ha de niébé ont été emblavés en semences.

Promotion de l'arboriculture fruitière et de la culture fourragère

La promotion des cultures fourragères et des arbres fruitiers a été pris en compte lors de la formation sur les nouvelles techniques agricoles respectivement à travers les modules 4 et 5. Ainsi pour l'opérationnalisation de cette activité 1400 Kg de semences fourragères (400 kg de niébé fourrager et 1000kg de maïs fourrager) ont été distribuées et cultivées dans les communautés. Des jeunes plants d'arbres fruitiers ont été acquis, distribués et reboisés dans les communautés (880 plants d'Anacardium, 800 plants de Manguier greffé, 570 plants de Jujubier greffé, 245 plants de Citronnier, 1000 plants de Moringa, 158 plants de Baobab soit au total 3653 plants.

Renforcement du maraîchage

Le renforcement du maraîchage a concerné la distribution des semences de tomate d'hivernage, la mise en pépinière, le repiquage et le suivi. Soixante (60) boîtes de 500 g de semences de tomate d'hivernage ont été distribuées aux 18 communautés du projet à Koulikoro et à Tominian.

Cette activité a permis de diversifier les sources de revenu et d'améliorer l'alimentation des ménages bénéficiaires. Son avantage réside au fait qu'en hivernage la tomate se fait rare sur le marché, se vend très bien et sa maturité coïncide avec la période de soudure.

Suivi des projets à Tominian

Des appuis conseils ont été donnés aux membres des comités de gestion de l'étang piscicole, des banques de céréales, du périmètre maraîcher à Séoulaso, et de l'unité de savons à Sonina.

En ce qui concerne les banques de céréales, elles ont pu mettre à la disposition des communautés vulnérables, 13245 kg de céréales au niveau de Bolimasso, Daga, Pororonè et Séoulaso. re 2018. Les ventes ont commencé le 1^{er} Juillet 2018 et ont été clôturées la 1^{ère} décennie du mois de Septembre. Quelques difficultés subsistent au niveau des autres microprojets pour lesquels les comités de gestion avec l'appui des comités de Croix Rouge sont engagés à trouver des solutions.

Enquête ménage initiale

L'enquête ménage initiale du projet s'est déroulée du 06 au 12 Mars 2018 en deux phases (la formation de l'équipe d'enquêteurs et la collecte, analyse des données. Les résultats de cette enquête ont contribué à l'établissement de la ligne de base et la mise à jour des indicateurs d'objectif et de résultats du projet. Ces résultats serviront de référence et permettront de mesurer l'atteinte des objectifs à la fin du projet.

Résultat 2 : la résilience aux chocs environnementaux des populations des villages ciblés est améliorée

Formation des services techniques et des volontaires sur le CC/ACC

Deux sessions ont été tenues :

- Une session tenue les 24 et 25 Avril a regroupé huit (08) agents techniques, deux membres du comité Croix- Rouge de Koulikoro et les deux (2) animateurs du projet ;
- Et une session tenue les 26 et 27 a regroupé treize (13) volontaires et treize (13) membres des comités villageois Croix-Rouge dont femmes.

La facilitation a été assurée par le chargé de sécurité alimentaire et changement climatique de la CRM et le chef de projet.

Ces sessions ont permis d'améliorer les connaissances des participants et de renforcer leur d'encadrement des communautés.

Information et sensibilisation sur le CC/ACC

Au total 1778 personnes dont 34% constituées de femmes, ont pu être informées et sensibilisé sur les thèmes ci-dessus abordés.

Ces séances de sensibilisation ont permis de discuter avec les communautés sur les causes de la déforestation, ses conséquences sur la vie socio-économique et les mesures de réduction.

Ainsi ces discussions ont permis d'appuyer les communautés pour une prise de conscience et à murir des réflexions pour des actions à entreprendre dans le futur. Ces réflexions ont porté sur les formations, le reboisement pendant la saison des pluies prochaine, la promotion des foyers améliorés, la mise en place des mesures de protection comme la mise en défend, la RNA, et les brigades de surveillance.

Formation sur la promotion d'actions de protection de l'environnement : Reboisement, RNA, confection de foyers améliorés, suivi des brigades de surveillance des ressources forestières

Du 08 au 13 octobre 2018 un atelier de formation sur la promotion des actions de protection de l'environnement a été organisé à l'intention des volontaires, des membres des brigades et des représentants des collectivités. Il a été organisé en 02 sessions (soit 03 jours par session) :

- 01 session à Sirakorola (Du 08 au 10 Octobre) et a regroupé les participants des villages de Kalankoulou, Sikouna, Sirado, Katiola, Chola et Koyo et les représentants de la mairie de Sirakorola.
- 01 session à Koulikoro (Du 11 au 13 Octobre) a regroupé les participants des villages de Féya, Siratiguila, Kénénkoun, Solani, Plateau II, et Bakarybougou et les représentants des mairies de Koulikoro, Tienfala, Méguetant et Dinandougou.

La formation a essentiellement porté sur les techniques du reboisement, la Régénération naturelle assistée(RNA), les mise en défend et les foyers améliorés.

Au total ont participé à cette formation 26 volontaires, 36 membres des brigades forestières 06 représentants des collectivités et 02 animateurs du projet.

La facilitation a été assurée par deux formateurs du cantonnement forestier de Koulikoro.

Cette formation a été surtout pratique à travers les reboisements, la confection de foyers améliorés, la pratique de la RNA et de la mise en défend sur le terrain. Cette approche a permis aux participants de

mieux comprendre les thèmes abordés avec un grand engouement pour leur réplique au sein des communautés.

Accompagnement pour la mise en place des actions concrètes

Des appuis sont donnés dans 13 communautés pour l'identification des actions concrètes lors de la restitution des résultats de l'EVC et lors des séances de sensibilisation.

Les analyses ont permis de retenir sept (07) actions prioritaires :

- 03 banques de céréales à Sikouna, Kalankoulou, Sirado
- 01 parc de vaccination à Koyo
- 01 étang piscicole à kenenkou
- 01 mare pour l'abreuvement des animaux à Siratiguila
- 01 banque d'aliment bétail à Féya

Un projet de reboisement/Assainissement est mis en œuvre par le Comité Croix-Rouge villageois du Plateau III : Dans ce cadre il y'a eu l'acquisition de matériels de reboisement et d'assainissement. 200 jeunes plants reboisés et sécurisés.

Il y'a eu aussi l'acquisition et la distribution de semences de qualité adaptées pour la campagne 2018-2019 : Mil Toronio, 3 000 Kg ; Sorgho Jakumbè, 3 000 Kg, Maïs Brico, 3 000 Kg, Niébé Korobale, 1 000 kg et Niébé sanagaraka, 400 Kg, Tomate d'hivernage 60 boîtes de 500g.

Appui à la mise en place des équipes communautaires de réponse aux catastrophes

Au niveau de chacune des communautés couvertes, un comité de 15 membres a été mis en place soit au total, treize (13) équipes communautaires de réponse aux catastrophes comptant 195 membres avec 26 % de femmes.

Pour permettre au Comité régional de Koulikoro de réagir efficacement face aux situations d'urgence, un stock de contingence a été constitué.

Mise en place et formation de brigades de surveillance forestière

Une brigade a été mise en place au niveau de chacune des 9 communautés concernées soit 09 brigades au total. Chaque brigade est composée de 06 membres (01 Président, 1 trésorier et 04 surveillants). Au total pour les 09 communautés nous avons 54 membres des brigades dont 20% de femmes.

Pour le renforcement de leurs capacités une formation a été organisée à leur intention :

- 1^{ère} session les 04 et 05 Juin 2018 : 18 membres des brigades de kenenkou, Siratiguila et Féya, 02 animateurs, et 02 membres du comité de Koulikoro.
- 2^e session les 06 et 07 Juin 2018 : 36 membres des brigades de Kalankoulou, de katiola, Chola, Koyo, Sikouna et Sirado et 02 membres du comité de Koulikoro.

La formation a surtout porté sur les enjeux de la protection de l'environnement, la revue des principaux articles du texte forestier du pays, les rôles et responsabilités des membres des brigades et le processus de collaboration des membres des brigades avec le service des eaux et forêt. La facilitation assurée par le Chef et la chargée de contrôle et réglementation du cantonnement forestier de Koulikoro. Malgré les

multiples séances de sensibilisation les brigades n'ont pas pu être mises en place pour le moment dans 02 communautés de la commune de Tienfala (Sirakoroni et Solani) où une résistance des communautés est rencontrée.

Par rapport à la zone de Tominian ou les brigades ont été mises en place dans la phase précédente, un suivi a été effectué lors des réunions communautaires en présence des chefs de village, des présidents des comités villageois Croix-Rouge. Il a été procédé à un rappel sur les rôles et responsabilités des membres des brigades. Selon les témoignages des leaders, la présence de ces brigades a permis de diminuer relativement la coupe abusive du bois dans leur communauté.

Résultat 3 : Les capacités de résilience communautaire dans le domaine de la santé sont renforcées

Formation sur les pratiques familiales essentielles, le dépistage précoce et l'hygiène du lait

Du 24 au 27 Juillet 2018, s'est tenu, l'atelier de formation de volontaires et des animateurs d'ICD sur les pratiques familiales essentielles, le dépistage et l'hygiène du lait. Cet atelier a été organisé en synergie avec l'ONG ICD. Vingt-six (26) Volontaires communautaires ont pris part à cette formation.

Cet atelier a permis de faire un aperçu sur les pratiques familiales essentielles retenues au Mali, et a servi d'un cadre d'échange avec les différents représentants des communautés qui connaissent mieux leurs réalités.

Education et démonstration nutritionnelle

A Tominian, les communautés ont été sensibilisées pour poursuivre la préparation des recettes à base de produits locaux à cause de son importance capitale dans l'alimentation des enfants et des vieilles personnes. Neuf (09) séances d'éducation et de démonstrations nutritionnelles ont été tenues mobilisant 334 personnes 68% de femmes.

A Koulikoro cette activité a été conduite dans 7 communautés en 7 sessions avec 169 participants dont 41% de femmes.

Les séances ont porté sur les groupes d'aliments, l'importance de la diversification alimentaire. Des conseils ont été donnés sur l'apport nutritif des aliments comme les feuilles vertes, les fruits, les produits locaux (mil, mais, sorgho), et le jaune d'œuf pour les enfants et les femmes enceintes.

A Tominian et Koulikoro 12 communautés ont bénéficié des séances d'éducation et de démonstration nutritionnelle pendant 16 sessions avec au total 503 participants dont 59% de femmes.

Suite aux formations et à l'aide des boites à image, des séances de sensibilisation ont été conduites dans les communautés. Les Séances d'animation ont porté sur la promotion des bonnes pratiques dans le domaine de la santé communautaire, l'hygiène, l'alimentation, la nutrition, l'éducation et la protection de la mère et de l'enfant. L'accent a été mis entre autre sur la vaccination, la CPN, la CPON, le lavage des

maines au savon, l'inscription des garçons et des filles à l'école, l'alimentation complémentaire au jeune enfant.

A Tominian et Koulikoro 12 communautés ont bénéficié des séances de sensibilisation sur ces pratiques familiales en 16 sessions avec au total 503 participants dont 59% de femmes

Formation sur les PSSBC

Le projet en synergie avec l'ONG Via Don BOSCO, a assuré la formation en PSSBC de 26 Volontaires communautaires, l'équipe de projet et 07 enseignants. La facilitation a été assurée par 02 formateurs venus du Département des Opérations avec l'appui des moniteurs du Comité régional de Koulikoro.

Résultat 4 : les capacités de la CRM et des acteurs locaux sont renforcées pour mieux accompagner les communautés dans le renforcement de leur résilience

Formation des membres des comités villageois Croix-Rouge et de volontaires

Les comités villageois de la Croix-Rouge Malienne sont administrés par des membres élus en AG dans les villages. Ces comités sont chargés d'assurer la mobilisation des communautés pour l'accomplissement des missions de la Croix rouge Malienne et l'élargissement de la base des volontaires. Les comités et les volontaires des 13 villages de Koulikoro cibles du projet ont été nouvellement mis sur place. Pour bien assurer leur mission, les membres ont été orientés sur le mouvement Croix-Rouge et sur leurs rôles et responsabilités.

Pour cette activité un atelier de formation s'est tenu en 05 sessions du 22 Février au 05 Mars 2018 regroupant 106 participants (dont 75 membres des comités villageois Croix-Rouge et 31 volontaires) des 13 villages dont 32% de femmes.

Cette formation a permis aux participants d'avoir des connaissances sur le MICR et sur le projet de résilience communautaires de Koulikoro et Tominian. C'est ainsi qu'immédiatement après cette formation, les membres des comités villageois du Plateau III, de Bakarybougou et de Féya ont sollicité l'appui de l'équipe du projet pour l'acquisition de carte de membre de la Croix-Rouge.

Suivi et appui des services techniques

Le secteur de l'Agriculture de Koulikoro a réalisé deux missions de suivi appui dans les communautés. Ces missions ont permis de faire le suivi de l'installation des cultures, l'estimation des superficies et l'appui conseil auprès des volontaires bénéficiaires des semences et les différentes formations.

Ainsi au total 8900 kg de semences de céréales, 1400 kg de semences de niébé et 4,8 kg de semences de tomate d'hivernage, ont été mises à la disposition des volontaires des 13 villages

Par rapport aux enlèvements des quantités de semences misent en place :

- * Pour les céréales sur un total de 10300 kg mis à la disposition des différents comités villageois CROIX ROUGE MALIENNE, 10300 kg ont été enlevés soit un taux 100%.
- * Pour le niébé sur un total de 1400kg mis à la disposition des différents comités villageois, la quantité enlevée est de 1400 kg soit un taux de 100%.

- * Les superficies totales emblavées pour les parcelles d'adoptions des techniques ECOFERM et la production des semences R2 sont estimées à environ 815 ha pour les céréales et 70 ha pour le niébé.

Sans être exhaustif le nombre de ménages bénéficiaires des semences de céréales et de niébé est estimé à environ 825 dont 151 femmes.

Il ressort de ces visites que les parcelles présentent un bon aspect végétatif et l'évolution des plants est normale. Nous espérons sur la poursuite de la pluviométrie jusqu'à la première décade du mois d'octobre pour permettre aux semis tardif de boucler leurs cycles végétatifs.

Par ailleurs le cantonnement forestier de Koulikoro a accompagné la CRM durant tout le processus de reboisement : Choix des essences forestières.

Atelier de suivi trimestriel

L'atelier de suivi semestriel permet de faire le point sur l'état d'avancement du projet, procéder au partage des perspectives en termes de durabilité des acquis du projet et d'échanger sur les bonnes pratiques, d'éviter les chevauchements et maximiser les synergies. Ce présent atelier s'est tenu le 11 Juillet 2018. Il est le premier atelier du projet PA 2017-2021. Il a regroupé:

- ◇ Les membres du comité régional CRM de Koulikoro
- ◇ Les membres du Comité local CRM de Koulikoro
- ◇ Le Représentant du préfet de Koulikoro
- ◇ Les représentants des collectivités des 05 communes cibles du cercle de Koulikoro
- ◇ Les représentants des services techniques de Koulikoro
- ◇ Les représentants des Radios de proximité
- ◇ Les représentants des communautés,
- ◇ Et L'équipe projet,

Après la présentation des activités réalisées et les questions débats, les recommandations ont été formulées.

Comité mixte de supervision

Le Comité Mixte de Supervision permet de faire la situation des activités, orienter de façon stratégique l'Equipe Technique, activer et faire des réflexions sur les perspectives.

Dans le déroulement de la rencontre le point a été fait sur l'état de réalisation des activités et du taux de consommation du budget.

Ainsi il a été constaté que la mise en œuvre des activités opérationnelles progresse maintenant sans difficulté majeure. Aussi toutes conditions sont réunies pour lancer l'AGR de Tominian.

Pour la situation financière au 1^{er} semestre 2018 il a été consommé environ 30%. Ce taux global de consommation du budget a été jugé faible.

4.4 - PROJET MOYENS D'EXISTENCE ET SECURITE ALIMENTAIRE A TOMBOUCTOU

Les régions Nord du Mali subissent des crises récurrentes en lien avec le changement climatique et la situation sécuritaire instable affectant ainsi négativement les moyens d'existence de sa population. Cette population fait ainsi face à une perte importante de leur bétail, récoltes, sources de revenus, emploi et toutes autres activités économiques.

En outre, la faible capacité de résilience de cette population la met continuellement dans une situation de grande vulnérabilité d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Cette situation de vulnérabilité pourrait être surmontée en mettant à la disposition des populations des moyens de subsistance adaptées au contexte d'instabilité politique, économique, social et environnemental. Ainsi l'enquête ENSAN de 2015 a trouvé que la mise en œuvre de diverses interventions dans le cadre du Plan National de Réponse du Gouvernement en collaboration avec les agences humanitaires principalement dans le nord du pays a contribué à une stabilisation voire une amélioration de l'insécurité alimentaire.

La Croix Rouge Espagnole et son partenaire la Croix Rouge Malienne sont des acteurs importants dans cette lutte contre l'insécurité alimentaire dans les régions du Nord où ils interviennent depuis 2005 à travers plusieurs projets de renforcement des moyens de subsistance dont le dernier date de 2015 à fin 2016 dans le cercle de Tombouctou et de Gourma Rharous. Ce projet grâce au financement de l'AECID a travaillé particulièrement dans l'amélioration de la production agricole, d'élevage et de pêche, dans la promotion de bonnes pratiques nutritionnelles, alimentaires et d'hygiène de la population particulièrement pour les femmes et les enfants et aussi au renforcement du SAP-Mali dans la région de Tombouctou.

L'évaluation de ce projet a donné des résultats satisfaisants en termes d'amélioration des différents niveaux de production (agricole et animalière) toutefois il y a toujours la persistance des besoins dans ces zones issue des résultats de l'ENSAN, 2016 et de la prévision de campagne agropastorale 2016 qui tous signalent l'imminence d'une crise alimentaire dans les régions du Nord du pays et de manière spéciale dans les cercles de Tombouctou et de Gourma Rharous. Ces besoins ont aussi été révélés lors des évaluations initiales menées par la CRE CRM de la situation humanitaire qui ont conclu qu'un renforcement des moyens de subsistance dans ces zones permettrait aux populations d'être résilient face à de nouvelles crises.

C'est dans ce contexte et sur la base de leurs expériences dans le domaine que la Croix Rouge Espagnole et Malienne ont décidé de continuer dans cette dynamique en formulant un nouveau projet de renforcement des moyens de subsistance à travers le renforcement des systèmes de productions agricoles et d'élevage pour améliorer la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle.

Ce présent projet de 24 mois vise spécifiquement à renforcer les moyens de subsistance agro-pastorale et la capacité de résilience communautaire et institutionnelle des populations vulnérables, avec une attention particulière aux femmes et aux enfants des communes de Lafia et de Bourem Inaly dans le cercle de Tombouctou et la Commune de Bambara Maoude dans le cercle de Gourma Rharous.

Pour pouvoir mesurer l'atteinte des objectifs de ce projet, une enquête de base est nécessaire afin de servir de base de référence pour évaluer le niveau d'atteinte des objectifs et résultats à la fin du projet. Les cibles prioritaires du projet sont les agriculteurs, les éleveurs, les femmes enceintes et allaitantes, les enfants de moins de cinq ans.

Résultats atteints

R1 : Renforcer les moyens de subsistance des femmes et leurs familles à travers la mise en œuvre de 2 périmètre horticoles, avec système d'eau géré par les 2 organisations féminines de Lafia et Bourem-Inaly, dans le cercle de Tombouctou et de Bambara Maoudé, dans le cercle de Gourma Rharous.

Constitution officielle des 2 associations de femmes de Lafia, Bourem-Inaly et Bambara Maoudé

Du 17 au 21 Mars 2018 le Comité régional CRM/Tbtou a effectué une mission dans la zone d'intervention du projet pour l'identification des sites du projet auprès des autorités communales et identifier des groupements d'organisation dont trois ont été sélectionnés en fonction de leurs activités. Elles sont entre autres :

L'association Nazim Atarahoum d'éleveur d'Eharbane, commune de Bambara-Maoudé.

L'union des Associations et organisations féminines de la commune rurale de Bourem-Inaly.

L'Association pour le Développement des femmes de Bori.

Ces associations disposent de récépissé, statuts et règlement intérieurs, listes des membres.

Aménagement et clôture de 2 périmètres horticoles

Après l'Identification des sites, le processus de recrutement d'un bureau d'étude et de contrôle a permis de retenir l'Entreprise BIRAD (Bureau d'Ingénierie de Recherche Appliquée pour le Développement. Ce bureau a été chargé de réaliser les études géophysiques au niveau de 3 villages pour la réalisation de 2 puits agricoles pour périmètres maraichers positifs et 1 puits pastoral positif pour périmètre fourrager et le suivi-contrôle des travaux de réalisation des puits pour les périmètres maraichers et le périmètre fourrager ainsi que les travaux de clôture et aménagements des périmètres dans les communes rurales de Lafia et Bourem-Inaly dans le cercle de Tombouctou et de la commune rurale de Bambara Maoudé du cercle de Gourma-Rahrous, Région de Tombouctou.

Le processus s'est poursuivi avec le recrutement de deux (02) entreprises à savoir Tihad Construction Sarl pour le LOT 1 et Tassaq Travaux Sarl pour le LOT 2.

Résultats atteints : Deux périmètres maraichers d'un hectare chacun doté d'un point d'eau avec quatre bassins de réception et de canalisation d'eau, clôturé d'un grillage est réalisé à Bourem-Inaly et à Bori.

Pour le suivi-contrôle, une mission conjointe des Directions Régionales de l'Hydraulique et de l'Agriculture, du Bureau d'Etude BIRAD, d'un Représentant de l'Entreprise Tassaq Travaux et du Coordinateur du projet a été réalisée.

Réaliser 2 formations sur les techniques horticoles et production agro écologique de 30 femmes dans chaque association

Pour mener à bien cette activité, un protocole de collaboration a été établi avec la Direction Régionale de l'Agriculture de Tombouctou. Ce protocole de collaboration définit les rôles et responsabilités de chaque partie afin de faciliter une meilleure synergie d'action entre la DRA et la Croix Rouge Malienne notamment en ce qui concerne le renforcement de capacités des groupements bénéficiaires.

R2 : Renforcer les moyens de subsistances pastorale des familles touchées à travers la mise en place d'un périmètre fourrager avec système d'eau dans la commune de Bambara Maoudé, cercle de Gourma Rharous.

A la suite du processus de recrutement d'une entreprise, Tassaq Travaux Sarl a été retenue pour la réalisation des travaux. Le suivi contrôle a également été réalisé par BIRAD et la Direction régionale de la production industrielle et animale.

Formation de 30 membres de la coopérative d'éleveur d'Eharbane en Agro-écologie, gestion pastorale et la santé animale.

La formation a été assurée par la DRPIA et les services vétérinaires. Le service de la production industrielle et animale(DRPIA) de Tombouctou s'est occupé des aspects de production et de commercialisation, du plan d'exploitation du périmètre et gestion pastorale pendant que les aspects de santé animale seront réservés aux services vétérinaires. Une partie de la formation a eu lieu sur le périmètre de quarantaine et une autre en salle du 08 au 10/11/2018 à Eharbane. Elle a concerné 30 membres de la coopérative d'éleveurs formés en agro-écologie, gestion pastorale et sur la santé animale.

Réalisation d'un plan pour la commercialisation des fourrages et l'accès aux marchés locaux et régionaux, de manières participatives et avec la participation des femmes

Pour favoriser une plus grande visibilité dans la conduite des activités de ce projet et particulièrement sa composante 2 qui concernent « *Amélioration de l'élevage avec la création d'un périmètre fourrager communautaire avec système d'approvisionnement d'eau géré par une coopérative et le renforcement des capacités productives et de gestions* », la Croix Rouge Malienne souhaite recourir aux compétences et expertises de la DRPIA et ses services déconcentrés au niveau local pour atteindre les objectifs prévus par ce projet. Ainsi un protocole de collaboration a été conçu pour définir les rôles et responsabilités de chaque partie afin de faciliter une meilleure synergie d'action entre la DRPIA et la Croix Rouge Malienne notamment en ce qui concerne le renforcement de capacité de la coopération d'éleveur d'Eharbane.

Pendant la formation en agro-écologie, la gestion pastorale et sur la santé animale, le formateur de la DRPIA a élaboré un plan d'exploitation du périmètre pendant la période de soudure pour l'accès des animaux à l'intérieur du périmètre. Un montant journalier de 500f CFA sera payé par tête d'animaux pour l'accès au pâturage. Un registre du plan d'exploitation a été élaboré.

R3 : Amélioration des pratiques de nutrition et sécurité alimentaire des familles avec une attention aux femmes enceintes et allaitantes et enfants de moins de 5 ans, à Lafia et Bourem-Inaly dans le cercle de Tombouctou et de Bambara Maoudé, Cercle de Gourma Rharous,

Réalisation d'une enquête CAP initiale et finale : mise en place des lignes de base (de production agricole, nutritionnelle, du comportement et la sécurité alimentaire) et l'évaluation de l'effet de l'intervention.

Formation des volontaires sur la compréhension du questionnaire de l'enquête initiale du projet et l'utilisation des Smartphones pour la collecte des données.

Du 14 au 16/08/2018 une formation de trois jours a eu lieu à l'intention des volontaires et des animateurs qui ont été les enquêteurs et superviseurs pendant l'enquête CAP du projet MdV. La formation avait porté sur la compréhension du questionnaire et sa traduction en langue locale et l'utilisation des Smartphones pour la collecte des données (téléchargement du formulaire, collecte, enregistrement et envoi des formulaires renseignés). La formation est réalisée par le chef de projet et l'IT Telecom de la CRM à Tombouctou.

L'enquête ménage a été réalisée à l'aide d'un questionnaire d'enquête élaboré par la chargée suivi et évaluation. Ce questionnaire élaboré est validé par le département des opérations.

Les questionnaires ont été élaborés en fonction du cadre logique du projet afin d'atteindre les indicateurs du projet par la Chargée Suivi-Evaluation de la CRM en collaboration avec le Délégué de la Croix Rouge espagnole.

La collecte des données s'est déroulée de 29 août au 04 Septembre 2018. L'équipe était composée de 9 volontaires enquêteurs et 02 volontaires guides pour l'enquête quantitative et le coordinateur pour l'enquête qualitative. Sur la taille d'échantillon de 552 ménages à enquêter, nous avons enquêté 506 ménages et 06 enquêtes qualitatives au niveau des services déconcentrés au niveau local.

L'analyse des données a été faite par la chargée suivie évaluation en utilisant le logiciel SPSS 20 à Bamako. Le rapport de l'enquête est disponible.

Formation de 12 volontaires (au moins 50 % de femmes), sur les principes du mouvement de la Croix Rouge, aspects fondamentaux sur la nutrition, l'assainissement et l'hygiène, instruments pour la sensibilisation communautaire et la méthodologie du projet.

Formation des volontaires en nutrition, hygiène, techniques d'animation et sur le mouvement CR/CR.

Le point focal Nutrition de la Direction Régionale de la Santé de Tombouctou a assuré la formation des volontaires et des animateurs sur la nutrition, l'hygiène et les techniques d'animation communautaire. Le vice-président du comité régional de la CRM/Tbtou a assuré la partie sur le mouvement International de la Croix-Rouge et Croissant-rouge notamment sur les origines, les principes fondamentaux, les composantes, les emblèmes et Certaines activités du mouvement en général et particulièrement celles de la CRM.

Réaliser 150 sensibilisations (50 séancesx3commune) en nutrition, sécurité alimentaire, et spectacles culinaires, en accordant une attention spéciale à la nutrition des mineures de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes

Sous la supervision des animateurs du projet, les volontaires communautaires à travers des causeries éducatives et des visites à domicile ont conduit des séances d'animation à l'aide de boîtes à images sur les bonnes pratiques nutritionnelles, d'hygiène et de santé en accordant une attention particulière aux femmes enceintes, allaitantes et aux enfants de moins de cinq ans au niveau des CSCOM de Bourem-Inaly, Bori et Bambara-Maoudé et au niveau des lieux publics de ces localités.

Résultats atteints : 57 séances Réalisées, 4 Visites à domicile effectués dont 54 familles visitées, 1923 personnes sensibilisées dont 187 hommes, 1335 femmes et 401 enfants.

Achat des matériels des démonstrations culinaires au niveau des CSCOM

Pour la préparation des produits locaux au niveau des CSCOM de Bourem-Inaly, Bori et Bambara-Maoudé, un besoin en matériels démonstrations culinaires a été exprimé par les différents DTC de ces centres pour la bonne réussite de l'activité. Le processus est en cours pour mettre à disposition ces matériels.

R4 : Renforcer le SAP pour le contrôle de la nutrition et sécurité alimentaire a traves de la participation de la CRM et le soutien de l'équipe du projet pour la réalisation d'évaluations de terrain dans les communes de Lafia et Bourem-Inaly du cercle de Tombouctou et Bambara Maoudé du cercle de Gourma Rharous

Augmenter la participation de la CRM de forme active dans les réunions régulières du SAP Mali au niveau national (Bamako) et au niveau régional (Tombouctou)

Le projet a participé à la rencontre mensuelle du SAP-régional de Tombouctou pour la validation du rapport du mois de juillet 2018. Toutes les organisations et acteurs intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle se réunissent mensuellement sous la présidence du Gouverneur de la région de Tombouctou pour la validation des bulletins mensuels du SAP-Mali sur la situation alimentaire dans la Région.

4.5 - PROJET DE RENFORCEMENT DES MOYENS D'EXISTENCE ET LA SECURITE ALIMENTAIRE A TOMINIAN (ZCZ)

Le Mali se caractérise par une grande diversité géographique et climatologique, avec trois zones principales : la région désertique au nord, la région sahélienne, semi-aride et la région soudanaise, couverte de savane et remplacée par des forêts tropicales au sud. Au Mali, il existe une grande diversité ethnique, les Bambara étant le groupe ethnique le plus nombreux, situé principalement dans le sud du pays. Les autres groupes ethniques présents sont le malinké, le songhais, le senufu, le fulani, le dogon et le touareg. Bien que la majorité de la population soit actuellement sédentaire, il y a une population nomade de 10%, principalement dans le nord du pays. Le Mali est un pays à majorité musulmane (90%), tandis que la population minoritaire est divisée entre croyances chrétiennes ou animistes (10%).

Le Mali se distingue par la concentration de sa population dans les zones rurales (environ 80%) et un taux très élevé de jeunes (45% de la population est âgée de moins de 15 ans et 22% de moins de 5 ans). Malgré les progrès réalisés ces dernières années, le niveau de développement humain reste très faible (le Mali se situe au 176ème rang mondial en 2014). Avec un taux de 6,1 enfants par femme et un taux de croissance de 3,6%, les besoins de la population sont loin d'être satisfaits et le taux de pauvreté est de 45%. Au Mali, les crises alimentaires et nutritionnelles sont récurrentes, aggravant la situation chronique du pays. 20% de la population souffre d'insécurité alimentaire chronique et plus de 25 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de problèmes de croissance.

Les causes de cette situation sont diverses : la fragilité des écosystèmes, la dégénérescence des ressources naturelles, la faiblesse des systèmes de production, la vulnérabilité résultant du manque d'accès aux services de base et aux ressources monétaires, les pratiques alimentaires négatives de la population dans

son ensemble, les crises récurrentes qui se produisent naturellement et affectent les moyens d'existence des populations, ainsi que la faible capacité à y répondre, et enfin, le conflit interne qui se développe dans le pays, principalement dans la zone nord, depuis 2012.

La Région de Ségou couvre une superficie de 62 000 km² et est divisée en 7 districts : Baraouéli, Bla, Macina, Niono, San, Ségou et Tominian, et 118 districts. Ségou compte une population estimée à 2 952 000 habitants, principalement ruraux et à vocation agro-pastorale (77% des habitants travaillent dans le secteur primaire). Selon les données du dernier rapport de l'Enquête nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENSAN 2016), 53,3% de la population de Ségou vivent dans une situation de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, et près de 20% souffrent de malnutrition chronique, et il faut ajouter que la région souffre actuellement de la perte de ses moyens de subsistance (0,68% des terres agricoles et 0,61% du bétail), ce qui amène la population à faire face à cette situation à travers des stratégies de survie d'urgence qui ont un impact négatif sur la durabilité de leurs moyens de subsistance.

La population du Cercle de Tominian est de 221 129 habitants (selon le dernier recensement officiel de 2009), et les principaux groupes ethniques sont les Bwah (80%), tandis que les autres (20%) sont les Dafings, les Gogones, les Peuls, les Bambaras et les Miniankas. L'agriculture est la principale activité productive et l'horticulture est pratiquée à petite échelle, en particulier par les femmes dans les zones inondables. La deuxième activité économique est l'élevage bovin, essentiellement pratiqué par les hommes de manière extensive et semi-nomade (moutons et chèvres), et dans une moindre mesure au niveau domestique par les femmes de l'ethnie Bwah (porcine). Située dans l'aire géographique sahélo-soudanaise, Tominian est chroniquement secouée par les catastrophes naturelles et met en évidence la persistance de dysfonctionnements majeurs dus au changement climatique. Selon les données de l'ENSAN, le Cercle Tominian est l'un des plus vulnérables de la région, 29,20 % de ses ménages consacrant plus de 75 % de leurs revenus à l'alimentation et 64,20 % de sa population vivant dans l'insécurité alimentaire, et très peu de nourriture en termes de quantité et de variété, ce qui a un impact sur l'état nutritionnel de ses habitants, en particulier les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 5 ans.

La zone de Tominian est permanemment assujettie à des crises récurrentes liées au changement climatique qui ont un impact négatif sur les moyens d'existence de sa population qui, en raison de sa capacité limitée de résilience communautaire, se trouve continuellement dans une situation de grande vulnérabilité à l'insécurité nutritionnelle et alimentaire. On peut y remédier en augmentant la capacité de résilience, en dotant les populations de moyens et des stratégies d'adaptation pour faire face à cette situation de crise alimentaire et nutritionnelle chronique dans laquelle est plongée les femmes et les enfants de moins de cinq. Dans cette optique, la Croix-Rouge malienne en partenariat avec la Croix-Rouge espagnole a initié avec des villages de la commune de Tominian le projet de « *Renforcement des moyens d'existences et de la capacité de résilience des communautés plus vulnérables dans la commune de Tominian, région de Ségou, Mali* ».

Le projet vise comme objectif général à « Augmenter la capacité de résilience à travers l'amélioration des moyens d'existences et l'augmentation de la sécurité alimentaire des populations plus vulnérables de la Commune de Tominian, Région de Ségou, Mali ». de façon spécifique, il s'agit de créer des moyens d'existence durables grâce à une productivité et une diversification agricoles accrues, au soutien aux activités génératrices de revenus pour les groupes de femmes et à la protection de l'environnement dans

les villages de Boissoni, Tayo, Hasso, Souara et Tominian dans la Commune de Tominian, Région de Ségou, Mali.

Résultats atteints

Le déroulement des activités a donné les résultats suivants :

Après le processus de recrutement, l'équipe terrain du projet a été présentée aux acteurs engagés dans sa gestion au niveau du siège de la Croix-Rouge à Bamako. Ce sont le secrétariat général de la CRM, le chargé des projets et programmes, le département des opérations, la délégation espagnole, le département de finances et comptabilités et la logistique. Cette étape a été mise à profit par chacun des acteurs pour orienter l'équipe selon leur domaine de compétences afférentes à la gestion du projet MESA Tominian. Elle a permis à l'équipe d'être suffisamment édifier sur le projet dans ses différentes composantes, les acteurs devant être impliqués aux niveaux national, régional et local, les groupes cibles et leurs caractéristiques, le mouvement international de la CR/CR, les procédures de gestion technique, administrative, financière et comptable du projet. C'est fort de tout cela que l'équipe a été renvoyée à sa mission, dans sa zone d'intervention à Ségou.

A Ségou, l'équipe a été accueillie par le secrétariat régional qui s'est fait le devoir de l'introduire auprès du comité régional à travers son président et au niveau des services techniques (DRA, DRH DREF) régionaux devant jouer un rôle dans la mise en œuvre efficace du projet. A chaque étape de visite, le projet a été largement expliqué aux responsables des services déconcentrés par le chef de projet en exprimant le besoin de jeter les bases d'une collaboration en vue de signer des protocoles de collaboration, avant de conclure en mettant en exergue ce que le projet attend d'eux pour atteindre ses objectifs. Aussitôt après cet exercice de présentation du projet aux différents partenaires, des projets de protocoles de collaboration ont été soumis à l'appréciation des services régionaux. Après observations et prises en compte des préoccupations des uns et des autres, des protocoles de collaborations ont été signés entre les deux parties.

Résultat intermédiaire atteint : existence de protocole de collaboration entre la RCM Ségou et les services déconcentrés, partenaires du projet.

Pour boucler cette étape de prise de fonction, une mission conduite par le secrétaire général régional a emmené l'équipe pour un voyage d'introduction et d'une prise de contact avec les communautés bénéficiaires, les collectivités, les services administratifs et techniques déconcentrés de l'état à Tominian. Cette étape s'est soldée par le même exercice ci-dessus indiqué c'est - à -dire dévoiler en long et en large le projet et solliciter la collaboration et l'appropriation des actions par tous.

Résultat 1: Améliorer les capacités techniques et augmenter la production agricole dans les villages de Boissoni, Tayo, Hasso y Souara, dans la Commune de Tominian, Région de Ségou, Mali, à travers la promotion des techniques faciles à appliquer et à bas cout, adaptées à la zone d'intervention, et avec des critères de durabilité environnementale.

Réalisation d'une enquête de la situation initiale et finales et création d'une ligne de base

Cette activité vise à constituer une situation de référence qui sera une base pour évaluer l'impact du projet sur les activités production des bénéficiaires et la réussite des objectifs fixés au début de l'intervention.

Le processus a consisté à l'élaboration des TdR sous forme de dossier d'appel d'offres qui ont été soumis à des consultants pour leurs expertises. Le bureau choisi a déjà fait les enquêtes sur le terrain en vue de constituer la situation de base des villages d'intervention du projet. Le travail sera sanctionné par un rapport qui devra être disponible incessamment pour les observations des acteurs de mise en œuvre du projet.

Formation de 120 femmes et 40 hommes de 4 groupements de femmes et 4 groupements d'hommes en lutte contre l'érosion.

Cette activité vise à renforcer les capacités des producteurs agricoles à travers l'équipement et la formation sur les techniques de protection, de sauvegarde et de récupération des terres dégradées par les l'érosion des sols. En prélude à la formation les femmes et les hommes identifiés pour la mise en œuvre de l'activité vont bénéficier de kit matériel composé de brouettes, de pioches, de ruban, de corde et de niveau à eau pour faciliter le travail sur le terrain.

Pour l'acquisition du matériel, des fournisseurs sont déjà identifiés à Ségou. Quant à la formation, les TdR élaborés pour la circonstance ont fait l'objet de beaucoup d'échanges entre l'équipe terrain et le formateur ciblé pour réaliser l'activité. Les femmes et les hommes pionniers devant bénéficier en premier lieu l'activité sont déjà identifiés. Il ne reste plus qu'à valider les TdR par le département des opérations pour sa mise en œuvre.

La confection et l'implantation des panneaux de communication pour promouvoir la visibilité du projet.

Le processus de confection des panneaux de communication est en cours. Cinq panneaux prévus pour chacun des villages (Tominian, Hasso, Souara, Boissoni et Tayo) d'intervention sont en cours de confection pour la visibilité du projet.

Création du comité de suivi du projet

Dans le cadre de mise en œuvre du projet, un comité de suivi de trois (03) personnes dont au moins une femme est mis en place au niveau de chaque village. Cet organe a pour rôle de coordonner à l'interne les actions du projet. Il est un lieu d'échange d'information et de concertation mis en place par le projet dans le but d'atteindre les objectifs communs et d'en arriver à des solutions consensuelles sur des enjeux définis. Il se veut un outil de gestion du projet, il joue un rôle consultatif et possède un pouvoir d'influence sur les décisions de gestion du projet au niveau du village. Il peut transmettre des recommandations, mais ne jouit pas d'un pouvoir exécutif ; les ultimes décisions sur le projet ne l'appartiennent pas. Il ne doit pas s'attendre à ce que le projet donne suite à l'ensemble de leurs décisions ou de leurs recommandations.

Formation du comité de suivi sur ses rôles et responsabilités

Après une mise à niveau de l'animateur sur les rôles et responsabilités du comité de suivi, ce dernier a procédé à sa formation sur le thème « comité de suivi : définition, rôles et responsabilités ». De village en village, il a inculqué aux membres de l'organe les notions élémentaires relatives au comité de suivi au cours d'une formation de quelques heures dans chaque village.

Résultat intermédiaire atteint : *un comité de suivi fonctionnel qui maîtrise ses rôles et responsabilités se trouve dans chaque village pour la mise en œuvre efficace des activités du projet*

Résultat 2 : Faciliter l'autonomisation de 3 groupements de femmes des villages de Boissoni, Tayo, Hasso, à travers d'activités génératrices de revenu

Aménagement de 2 périmètres maraichers de 1,5 ha clôturés avec système d'eau et panneau solaire dans les villages de Tayo et Hasso

Identification des sites des périmètres maraichers

La mission d'introduction des coordinateurs au niveau village a suffi pour déclencher le processus de mise en œuvre des périmètres maraichers à cause de l'intérêt que les femmes ressentent pour cette activité. A peine une semaine après la mission, les villages se sont mobilisés pour choisir les sites. Ils sont adéquats pour mener une très bonne activité de maraichage. Le processus d'obtention des documents d'attribution définitive des sites aux femmes a déjà commencé, il s'intensifiera pour une fin diligente dès que les études géophysiques seront probantes.

Résultat intermédiaire atteint : *un site adéquat du point de vue normes maraichères, est disponible pour le maraichage des femmes au niveau de chaque village.*

Identifications des exploitantes maraichères

Il existe à Hasso des associations de femmes de moins de 10 personnes, qui ne sont pas fonctionnelles faute d'activités génératrices de revenu. Devant cet état de fait, le village a pris la décision de former le groupe des bénéficiaires maraichères avec les femmes provenant des différentes associations, sur la base de critères de choix individuels. Le groupe retenu formera dans les jours à venir, une association formelle des productrices maraichères du village.

Quant à Tayo, il existe une seule association de femmes dont certaines sont déjà bénéficiaires de parcelles dans un périmètre maraicher financé par une ONG de la place. A cet effet, le village a décidé de choisir 30 autres du lot pour constituer une association formelle des bénéficiaires du périmètre financé par la CRM. Les critères de choix des femmes bénéficiaires pour les deux sites sont les suivants :

- Etre une femme active à l'âge de procréation au village;
- Etre parmi les plus vulnérables (chef de ménages, allaitantes, veuves actives, déshéritées etc.)
- Choisir de mener volontairement une activité génératrices de revenu notamment le maraichage ;
- Accepter le règlement de gestion du périmètre, convenu de façon participative ;
- Participer aux activités communautaires d'hygiène et d'assainissement du village.

Création d'un comité de gestion par périmètre maraicher et élaboration participative d'un règlement intérieur de gestion par périmètre dans les villages de Tayo et Hasso

L'identification des femmes exploitantes des périmètres maraichers et la mise en place des comités de gestion se sont déroulés au cours de réunions convoquées par les conseils de village.

Ces rencontres ont enregistré au niveau de chaque village la présence du conseil de village, les femmes, les représentants des associations, les leaders d'opinion, les membres du comité de suivi à titre consultatif et les volontaires. Sous le regard et l'assistance de l'animateur, les participants ont dressé la liste des maraichères potentielles et ont ensuite laissé le soin aux femmes d'élire entre elles les membres des comités de gestion. C'est ainsi que chaque groupement a choisi en son sein trois membres pour constituer les comités de gestion des périmètres maraichers. Le hasard a fait que, tout comme à Tayo, les femmes de Hasso ont aussi choisi le nom « BENKADI » pour nommer le groupement des femmes du périmètre

maraicher. A cet effet, on a prochainement les groupements des femmes maraichères « BENKADI » de Tayo et « BENKADI » de Hasso pour l'exploitation des périmètres maraichers du projet MESA Tominian.

Une rencontre sera organisée dans les jours à venir par les maraichères sous l'assistance des acteurs communautaires dont la présence sera nécessaire, en présence de l'animateur et des volontaires pour élaborer de façon participative les règlements intérieurs de gestion des périmètres maraichers. Toujours dans la même dynamique chaque groupement entamera le processus pour reconnaissance légale à travers l'acquisition du récépissé.

Résultat atteint : un comité de gestion constitué uniquement de femmes est disponible au niveau de chaque village bénéficiaire de périmètre maraicher.

Résultat 3: Promouvoir la préservation de l'environnement et la réduction des insécurité alimentaire dans les villages de Boissoni, Tayo, Hasso, Souara et Tominian

La formation de 15 volontaires (3 par village) de la CRM, au moins 7 femmes, sur notions de base en techniques d'animation communautaires, protection de l'environnement, pratiques pour l'adaptation au changement climatique, lutte contre la déforestation et consommation responsable de bois

La mission d'introduction des coordinateurs qui a pratiquement déclenché le processus de mise en œuvre du projet, avait demandé aux bénéficiaires (Tayo, Boissoni, Souara, Hasso et Tominian) de choisir ou recruter en leur sein des volontaires dont les capacités seront renforcées sur les thèmes clefs du projet dans un souci de durabilité des actions du projet. C'est ainsi qu'un groupe de quinze volontaires à raison de 3 par village a été constitué sur la base d'un certain nombre de critères parmi lesquels on peut retenir : le travail désintéressé, la bienfaisance, le courage, la disponibilité, la stabilité, l'engagement au service de sa communauté et le niveau de lettrisme ou d'alphabétisation.

Pour mieux exercer leurs rôles dans le cadre de ce projet, ses volontaires ont vu leurs capacités renforcées au cours d'une formation sur les thèmes suivants :

- Techniques d'animation communautaire ;
- L'adaptation au changement climatique, la protection de l'environnement, la lutte contre la déforestation et la consommation raisonnable de bois ;
- Le mouvement international de la Croix-rouge et de Croissant rouge ;
- La malnutrition et la diversification alimentaire.

Résultat atteint : un vivier de 15 volontaires à raison de 3 par village comprend, maîtrise et peut sensibiliser à travers les séances d'animations leur communauté sur les thèmes clefs du projet.

Cette formation des volontaires a été mise à profit pour élaborer un support pédagogique (boîte à image) qui non seulement facilitera le travail des volontaires mais aussi la compréhension des participants au cours des séances de sensibilisation. Chaque volontaire a bénéficié d'une boîte image et d'un gilet de travail à l'effigie de la Croix-Rouge.

Le projet a enregistré certaines difficultés notamment :

- La présence d'activités purement hivernales (champs de démonstration, plantation d'arbres etc. qui ne peuvent en aucun cas être mises en œuvre pendant la période du projet

- La non-prise en compte de la nouvelle grille salariale de la CRM dans le budget du projet.

En quelques mois de présence effective du projet sur le terrain, on peut constater une mobilisation de l'ensemble des acteurs communautaires pour accompagner la mise en œuvre des activités. Cet état de fait découle de la pertinence des actions entreprises pour réduire la souffrance des populations. Les partenaires techniques, l'administration et les communautés toute obédience confondue s'affairent pour jouer leur partition dans l'atteinte des objectifs nobles que le projet s'est fixé d'atteindre.

Tout cela s'illustre par la qualité des résultats déjà engrangés et la célérité avec laquelle ils sont produits par le biais des partenaires. Parmi les out put dégagés, on peut retenir : la signature des protocoles de collaboration avec les responsables des services technique tant qu'au niveau régional que local, la qualité de la prestation des facilitateurs au cours de la formation des volontaires sur les techniques d'animation, l'adaptation au changement climatique, la lutte contre la déforestation, la malnutrition et la diversification alimentaire.

Cette mobilisation communautaire a permis d'enrôler diligemment le quota de volontaires par village, d'identifier à temps les maraichères potentielles et les sites d'implantations prévus pour les périmètres maraichers, de mettre en place les comités de suivi et de les former sur leurs rôles et responsabilités et d'envisager dans les perspectives beaucoup d'activités pour les périodes qui vont suivre.

4.6 - PROJET DE RENFORCEMENT DES MOYENS D'EXISTENCE ET SECURITE ALIMENTAIRE A TOMINIAN (AACID)

Officiellement démarré en Mars 2018, le projet n'a réellement commencé ses activités sur le terrain qu'en Aout avec le recrutement du personnel de terrain composé du coordinateur, du comptable et de l'animateur du projet. Le retard accusé dans le recrutement du personnel a eu comme incidence le report de certaines activités de plusieurs mois au nombre desquelles les activités de forages pour les périmètres maraichers et la pose des clôtures des périmètres fourragers.

De plus, quatre activités majeures ont vu leurs dates respectives reportées à maintes reprises du fait de la non disponibilité de fonds devant être libérés par un des bailleurs du projet. Les activités reportées concernent l'achat des porcs et kits vétérinaires, la formation des femmes en production et alimentation porcine et celle des comités vétérinaires sur l'utilisation du kit vétérinaire.

En tenant compte de la durée courte du projet et aussi de la temporalité de certaines activités, de tels retards cumulés peuvent avoir des incidences néfastes pour l'atteinte des objectifs du projet.

Pour ce qui concerne le document projet qui est un document logique dont la pertinence et l'évidence de son élaboration sont questionnées au cours de l'étude d'évaluation participative conduite par la CRM et la CRE en février-mars 2017, les observations portent entre autres :

- **Concernant le document technique narratif** : l'absence de renforcement des capacités du personnel du projet : Ce facteur pourra être pris en compte lors de l'élaboration de la prochaine phase du projet car il produit de la valeur ajoutée au travail du personnel

- **Concernant le budget :** la sous-évaluation de certaines rubriques comme les indemnités des agents des services d'état et les honoraires de formateurs très compétents a emmené quelque fois l'équipe à effectuer des choix stratégiques comme des missions et des formations conjointes avec le projet MESA – Zaragoza.

Hormis ce détail, les activités prévues pour le trimestre ont été bien exécutées dans l'ensemble.

En ce qui concerne le contexte, le Mali est affecté par des crises récurrentes liées au changement climatique qui ont un impact négatif sur les moyens d'existence de sa population qui, en raison de sa capacité limitée de résilience communautaire, se trouve continuellement dans une situation de grande vulnérabilité à l'insécurité nutritionnelle et alimentaire. On peut y remédier en augmentant la capacité de résilience, en dotant les gens des moyens et des stratégies d'adaptation pour faire face à l'instabilité politique, économique, sociale et environnementale dans laquelle les femmes et les enfants de moins de cinq ans sont les plus touchés.

A cet égard, la sécurité alimentaire et nutritionnelle est l'un des piliers prioritaires du développement du Mali, réaffirmant son attachement à la Déclaration universelle des droits de l'homme, à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples et à d'autres instruments juridiques régionaux et internationaux. Le Mali contribue également à l'objectif d'accroître la sécurité alimentaire au niveau national avec la création du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) et a adopté une déclaration politique sur la souveraineté alimentaire en 2007, y compris le droit à l'alimentation, en plus d'adopter plusieurs textes législatifs actuellement en vigueur.

Avec un taux de 6,1 enfants par femme et un taux de croissance de 3,6%, les besoins de la population sont loin d'être satisfaits et le taux de pauvreté est de 45%. Les crises alimentaires et nutritionnelles sont récurrentes, aggravant la situation chronique du pays. 20% de la population souffre d'insécurité alimentaire chronique et plus de 25 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de problèmes de croissance. Les causes de cette situation sont diverses : la fragilité des écosystèmes, la dégradation des ressources naturelles, la faiblesse des systèmes de production, la vulnérabilité résultant du manque d'accès aux services de base et aux ressources monétaires, les pratiques alimentaires négatives de la population dans son ensemble, les crises récurrentes qui se produisent naturellement et affectent les moyens d'existence des populations, ainsi que la faible capacité à y répondre, et enfin, le conflit interne qui se développe dans le pays, principalement dans la zone nord, depuis 2012.

La Région de Ségou couvre une superficie de 62 000 km² et est divisée en 7 cercles qui sont : Barouéli, Bla, Macina, Niono, San, Ségou et Tominian, et 118 districts.

Selon les données du dernier rapport de l'Enquête nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENSAN 2016), 53,3% de la population de Ségou vivent dans une situation de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, et près de 20% souffrent de malnutrition chronique, et il faut ajouter que la région souffre actuellement de la perte de ses moyens de subsistance (0,68% des terres agricoles et 0,61% du bétail), ce

qui amène la population à faire face à cette situation à travers des stratégies de survie d'urgence qui ont un impact négatif sur la durabilité de leurs moyens de subsistance.

La population du Cercle de Tominian est de 221 129 habitants (selon le dernier recensement officiel de 2009).

L'agriculture est la principale activité productive et l'horticulture est pratiquée à petite échelle, en particulier par les femmes dans les zones inondables. La deuxième activité économique est l'élevage bovin, essentiellement pratiqué par les hommes de manière extensive et semi-nomade (moutons et chèvres), et dans une moindre mesure au niveau domestique par les femmes de l'ethnie Bwah (porcine).

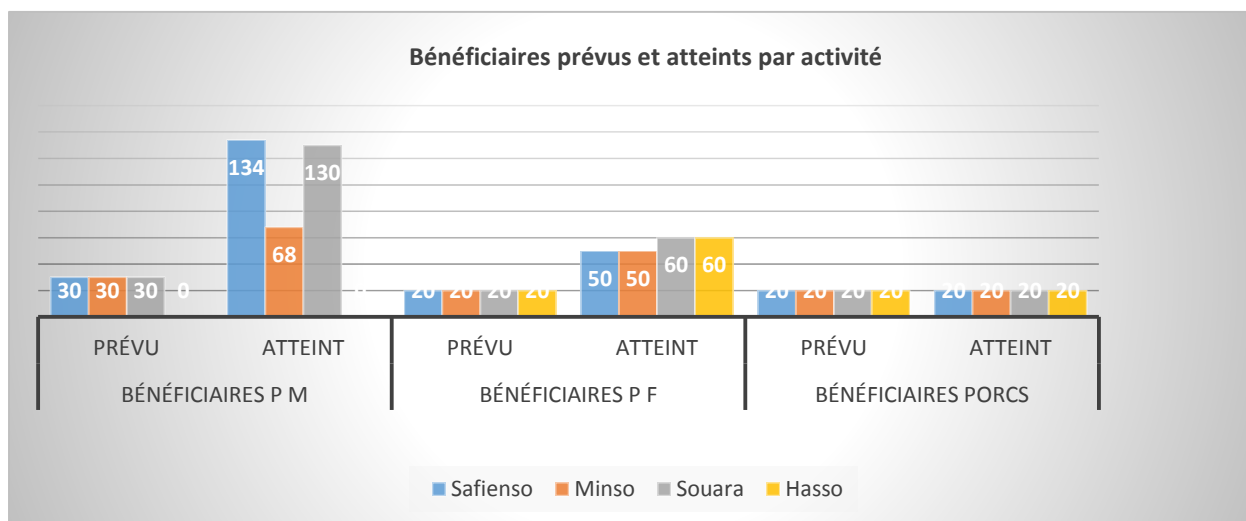
Située dans l'aire géographique sahélo-soudanaise, Tominian est chroniquement secouée par les catastrophes naturelles et met en évidence la persistance de dysfonctionnements majeurs dus au changement climatique. Selon les données de l'ENSAN, le Cercle Tominian est l'un des plus vulnérables de la région, 29,20 % de ses ménages consacrant plus de 75 % de leurs revenus à l'alimentation et 64,20 % de sa population vivant dans l'insécurité alimentaire, et très peu de nourriture en termes de quantité et de variété, ce qui a un impact sur l'état nutritionnel de ses habitants, en particulier les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 5 ans.

Le projet sera exécuté par la Croix-Rouge Malienne dans le cercle de Tominian principalement dans les villages de Safienso, Minso, Hasso et Souara et le village de Tominian pour une durée de 17 mois de Mars 2018 à juillet 2019

Si de façon théorique, il était attendu que le projet touchera directement 20, 20 et 30 personnes respectivement pour les activités de production fourragère, d'élevage porcin et de production maraichère, l'engouement des communautés pour ces activités s'est traduit par une adhésion massive avec un large écart dans les prévisions. Ces indications sont consignées dans le tableau qui suit :

Tableau 1 : Bénéficiaires prévus et atteints

Villages	Périmètre maraicher			Périmètre fourrager			Elevage porcin		
	Prévu	atteint	Ecart (%)	Prévu	atteint	Ecart (%)	Prévu	atteint	Ecart (%)
Safienso	30	134	447	20	50	250	20	20	100
Minso	30	68	227	20	50	250	20	20	100
Souara	30	130	433	20	60	300	20	20	100
Hasso	0	0	0	20	60	300	20	20	100
Total	90	332	369	80	220	200	80	80	100



Avec 632 bénéficiaires directs ayant chacun en moyenne 5 personnes en charge dans son ménage, le projet touchera directement 3160 personnes avec ces trois activités.

En outre 3 000 personnes, en particulier des femmes et des jeunes, sont attendues pour participer aux 150 sessions de sensibilisation et démonstrations nutritionnelles qui se tiendront à Safienso, Minso, Souara, Hasso et au Centre de santé de référence (CSRef) à Tominian.

Le projet vise le renforcement des moyens d'existence et de résilience des communautés les plus vulnérables de la Commune de Tominian, Cercle de Tominian, Région de Ségou, Mali.

Résultats atteints

R1. A1 Réalisation d'une enquête initiale et finale et création d'une base de données de référence. (Évaluation finale)

Le bureau d'études ACA-Mali est recruté pour mener l'activité. A ce jour la phase terrain est terminée et le rapport provisoire est déposé pour observations de l'équipe du projet.

R1. A2 Transfert/donation de terrain des périmètres horticoles et création de 3 comités et règlements pour la gestion des périmètres pour les associations de femmes Safienso, Minso et Souara.

Le transfert des terrains a commencé immédiatement après les recherches géophysiques par le bureau d'études BREESS, les délimitations des périmètres par le service technique d'Agriculture et la géolocalisation des sites.

Au niveau du village un procès-verbal (PV) de transfert du terrain avec ses coordonnées géographiques est établi au nom du groupement et signé par le conseil du village et le propriétaire dudit terrain et envoyé au niveau de la mairie pour la légalisation. Aussitôt légalisé, il sera renvoyé au niveau de la sous-préfecture pour l'établissement de l'acte de transfert.

Aussi, 3 comités mixtes de gestion et de la réglementation sont mis en place en assemblée générale villageoise dans chacun des 3 villages du projet.

L'élaboration des règlements de gestion pour les groupements d'intérêt maraichers, avec au bout la recherche de récépissé pour les groupements des femmes a commencé aussitôt après la mise en place des organes de gestion et cette activité se poursuit.

R2 A1 Mise en place de 4 comités mixtes de gestion et de la réglementation du périmètre fourrager communautaire dans les villages de Safienso, Minso, Souara et Hasso.

Quatre (4) comités mixtes de gestion et de la réglementation sont mis en place en assemblée générale villageoise dans chacun des 4 villages du projet. L'objectif de cet organe vise la bonne marche du périmètre fourrager en instaurant le respect des règles fixées par les bénéficiaires eux-mêmes.

La mise en place des organes de gestion en assemblée générale villageoise a été sanctionnée par un procès-verbal signé par les autorités villageoises et l'animateur du projet.

R2. A3 Préparation du terrain pour l'aménagement de 4 périmètres de fourrage communautaire avec une clôture de 1ha.

Le démarrage tardif du projet n'a pas permis d'exécuter cette activité avant l'hivernage et les sites généralement réservés par les villages pour cette activité avaient été mis sous culture, mais avec les récoltes terminées, ces sites sont en train d'être délimités avec l'appui du SLPIA (Service Local des Productions et Industries Animales) et du SLA (Service Local d'Agriculture).

Il sera procédé au recrutement d'une entreprise pour faire la clôture des *périmètres fourragers et maraichers* mais seulement après les études géophysiques qui auront en charge l'élaboration du DAO de recrutement de ladite entreprise. En attendant des instructions ont été données notamment à Hasso pour débroussailler le site et le débarrasser des arbustes.

R2 A5 Equipement des 4 comités en kits vétérinaires

Cette activité est parmi celles touchées par la non disponibilité de fonds, mais néanmoins un appel d'offres restreint est effectué et un fournisseur est sélectionné à la suite du dépouillement des offres. Il faut signaler la bonne collaboration avec la DRSV (Direction Régionale des Services Vétérinaires) qui a appuyé l'équipe dans la détermination de la composition du kit.

R2 A6 Formation de 80 femmes des villages de Safienso, Minso, Souara et Hasso à la production porcine et aux techniques d'alimentation, à la gestion et à la commercialisation.

L'identification de vingt femmes par village sur des critères de l'extrême vulnérabilité, d'expériences dans l'élevage porcin, de statut social (femmes veuves ayant des enfants en charge), de revenus etc. a conduit à leur recensement pour participer à la formation en production porcine et aux techniques d'alimentation, de gestion et de commercialisation des porcs.

Les termes de référence de la formation sont élaborés avec l'appui du SLPIA (Service Local des Productions et Industries Animales) de Tominian qui est chargé de conduire la formation dans les quatre villages. Malheureusement cette activité programmée et reportée à deux reprises pour non disponibilité de fonds n'est pas encore effectuée.

R2 A7 Fourniture de 3 porcs, 2 femelles et 1 mâle à 80 femmes dans les villages de Safienso, Minso, Souara et Hasso.

Selon les mêmes critères cités ci-haut, les femmes sont identifiées pour recevoir chacune 3 porcs dont 2 femelles et 1 mâle. Un appel d'offres ouvert est lancé et un fournisseur est retenu par la commission à la suite du dépouillement intervenu le 17 octobre 2018 dans les locaux de la CRM.

L'activité n'est pas achevée car également concernée par la non disponibilité de fonds.

R3 A1 Formation de 15 volontaires de CRM sur les notions de base de santé, de nutrition, d'hygiène, d'alimentation, de genre, d'environnement, de changement climatique et de communautaire techniques d'animation communautaire

Du 25 au 29 septembre 2018 s'est tenue la formation initiale des volontaires à Tominian. Durant 5 jours les 15 volontaires du projet se sont familiarisés aux thèmes et concepts liés à la santé, nutrition, l'hygiène alimentaire, l'adaptation aux effets des changements climatiques, les origines et principes humanitaires de la Croix rouge et les techniques d'animation communautaire.

L'objectif global visé par cette formation est de «contribuer à doter les volontaires de connaissances et capacités réelles qui leur permettront de réaliser des sessions ultérieures de sensibilisation *sur les bonnes pratiques de base en matière de nutrition, d'hygiène, d'alimentation et de Techniques d'animation*

❖ **Pour l'adaptation aux effets des changements climatiques :**

Connaître les notions de bases scientifiques du Changement Climatique ;

Connaître le Changement Climatique et les Impacts constatés ;

Connaître les causes, les conséquences, les mesures de prévention et d'adaptation au Changement Climatique.

❖ **Pour les origines et principes humanitaires du MICR**

Améliorer leurs connaissances sur le MICR : Origine, création, Composantes, Emblèmes, Principes fondamentaux

Informar les membres sur leurs responsabilités dans la réussite et la pérennisation des activités du projet

Pour la dispense des modules, trois formateurs se sont relayés selon le calendrier fixé dont deux des services techniques de la Santé et des Eaux et Forêts et le troisième formateur est membre du comité régional de la Croix rouge de Ségou.

R3. A4 Organisation de 100 séances de sensibilisation et de 50 démonstrations culinaires.

Les sessions de sensibilisation et de démonstrations culinaires effectués par les volontaires, après leur formation initiale, se sont déroulées du 15 au 24 octobre. Ainsi 10 sessions de sensibilisation sur la santé, nutrition et les changements climatiques ainsi que 5 démonstrations culinaires ont lieu dans les quatre villages d'intervention du projet et le centre de santé de référence (CS Réf) de Tominian

Cette première série de sensibilisations a regroupé 533 personnes contre 100 personnes attendues (voir tableau ci-dessous). Bien que cette mobilisation soit satisfaisante eu égard aux prévisions et à la période d'hivernage, les leçons tirées sont les suivantes:

- l'insuffisance du budget qui ne permet pas de payer en même temps les ingrédients et les matériels de cuisson,

- la faible maîtrise des recettes culinaires par les volontaires mêmes.

Tableau 2 : Nombre de participants aux séances de sensibilisation

Villages	Nombre de participants atteints				Nombre total attendu
	Hommes	Femmes	Enfants	Total	
Souara	17	95	0	112	20
Minso	9	84	0	93	20
Hasso	9	54	0	63	20
Safienso	22	114	30	166	20
Tominian	14	85	0	99	20
Total	71	432	30	533	100

Les principales contraintes rencontrées dans la mise en œuvre du projet sont les suivantes :

- ✓ La non orientation de l'équipe sur les procédures et les outils de gestion administrative, et logistique,
- ✓ Le retard dans le recrutement du personnel du projet a eu comme conséquences le retard dans les activités de maraichage et de production fourragère,
- ✓ Le report de certaines activités majeures pour non disponibilité du Fonds de coopération qui a ralenti la dynamique du projet,
- ✓ L'éloignement du coordinateur de la base du projet et la faible fréquence des missions de suivi soit 1 suivi tous les 2 mois durant la durée du projet ne favorisent pas une parfaite maîtrise du projet par ce dernier,
- ✓ L'impossibilité pour le projet de payer du carburant pour les courses administratives dans la ville de Ségou où existent les partenaires techniques au niveau régional, les banques etc. en l'absence du véhicule devant être payé par le projet mais qui ne l'est pas encore.

Au regard de la durée du projet et du retard accusé dans sa mise en œuvre, il était important d'anticiper sur l'exécution de certaines activités. Malheureusement cette anticipation n'a pas reçu l'effet escompté avec la non mise à disposition des fonds par l'un des bailleurs du projet.

Cependant il ne faut pas perdre de vue tous les efforts déployés qui ont permis la réalisation des activités majeures comme l'identification et l'organisation des bénéficiaires pour les activités de productions maraichères et fourragères, d'approvisionnement en porcs et leurs comités de gestion, le choix des volontaires et leur formation, le choix et la mise en place des comités vétérinaires et la tenue des séances de sensibilisation et de démonstrations culinaires.

La fréquence de suivi doit être rapprochée car les informations données ou recueillies demeurent nécessaires pour corriger la tendance et donner de nouvelles orientations appropriées à la mise en œuvre des activités et au développement futur du projet. En définitive on peut affirmer que la dynamique enclenchée par le projet est très appréciable.

4.7 PROJET D'ASSISTANCE HUMANITAIRE AUX COMMUNAUTES VULNERABLES DANS LA VILLE DE GAO

Le projet d'Assistance Humanitaire aux Communautés Vulnérables a été conçu par la Croix Rouge Malienne (CRM) en partenariat avec la Croix Rouge Danoise (CRD) dans la ville de Gao avec l'appui financier de DANIDA. Les populations cibles sont les ménages des populations déplacées, les ménages les plus vulnérables dans la ville de Gao ainsi que les enfants de moins de 5 ans vivant dans cette agglomération. Au total 500 ménages vulnérables et les enfants de moins de 5 ans malnutris sont visés par cette intervention.

Ce projet est en lien avec les axes prioritaires de la CRM et la stratégie internationale de la CRD. Il vise à répondre aux besoins alimentaires des ménages les plus vulnérables en assurant du cash aux 500 ménages cibles ainsi qu'à assurer les besoins nutritionnels des enfants de moins de 5 ans par une approche communautaire.

Ainsi, l'année 2018 a été marquée par l'assistance alimentaire de 500 ménages vulnérables à travers un cash transfert échelonné sur quatre(4) tranches, le dépistage systématique de tous les enfants de la ville de Gao, le suivi et le référencement des enfants malnutris et le renforcement des capacités du personnel projet, des volontaires et des relais communautaires. Pour y parvenir, les volets ci-dessous décrits ont été abordés :

S'agissant des activités en lien avec le cash transfert

Suite aux différentes consultations, quatre (4) quartiers ont été identifiés notamment Aldjanabandia, Sossokoïra, Boulgoundié et Gadeye.

Aussi, le processus de choix de critères de vulnérabilité a été très inclusif. La stratégie a consisté à s'appuyer sur les autorités administratives et communales, les leaders communautaires, les services techniques, les autres intervenants (ONG), le comité régional et les représentants des bénéficiaires. Les critères de vulnérabilité ont été établis puis validés avec les responsables des différents quartiers, les membres du comité régional et le service local du Développement social. Il faut noter que les critères ont été catégorisés en deux : obligatoires et additionnels.

Critères obligatoires :

- Le nombre de repas par jour : ainsi moins de 2 repas par jour
- Maladie ou une infirmité sans soutien (sans bras valides)
- Veuve sans soutien (sans bras valides)
- Activité menée (qui rapporte moins de 40 000 F CFA par mois)

Critères additionnels

- Nombre d'enfants en charge
- Enfants non scolarisés à cause des moyens limités

Ainsi, la mise en place de quatre(4) comités de ciblage des bénéficiaires, la sensibilisation des comités, le ciblage des bénéficiaires, la validation des listes des bénéficiaires en assemblées générales ainsi que la

mise en place des comités de plaintes et la sensibilisation des bénéficiaires ont constitué le processus du choix des bénéficiaires.

Quartiers	Bénéficiaires directs			Bénéficiaires indirects
	Homme	Femme	Total	
Aljannabandia	46	104	150	1650
Gadeye	54	46	100	684
Sossokoira	44	106	150	1005
Boulgoundié	33	67	100	563
TOTAL	177	323	500	3 902

Dans le cadre de la préparation au cash, un protocole a été signé avec l'opérateur Orange Mali, les bénéficiaires enregistrés dans la base Excel ont tous souscrit à Orange Money à travers des puces et numéro attribués à chaque bénéficiaire. La distribution a été faite en quatre(4) tranches :

Distribution	Montant (FCFA)	Date
Première	39 250 000	15 Aout 2018
Deuxième	39 250 000	18 Septembre 2018
Troisième	39 250 000	5 octobre 2018
Quatrième	39 250 000	Novembre 2018
TOTAL	157 000 000	

Il est à noter que le cash a constitué une véritable réponse en besoins alimentaires des personnes vulnérables en ces périodes de soudure.

S'agissant des activités liées à la nutrition

En vue de faciliter la mise en œuvre des activités, un protocole de collaboration a été signé avec les structures de santé notamment la direction régionale de la santé de Gao, le centre de santé de référence et les cinq(5) CSCOM de la ville de Gao. Il faut noter qu'un des résultats atteints durant cette année 2018 est certes le dépistage de 15 478 enfants dont 2 138 enfants malnutris modérés(MAM) soit 13. 8% et 368 enfants malnutris sévères(MAS) soit 2.3%. Dans le cadre du suivi et du référencement des enfants malnutris, il a été mis à la disposition des centres de santé communautaire au niveau du centre de santé de référence, 500 kilogrammes de MISOLA (400 sachets), 500 kilogrammes de VITABLE (400 sachets) et un supplément de 3 000 sachets de VITABLE. Au total 13 séances de sensibilisation ayant touché 330 femmes, 10 productions théâtrales ayant touché près du millier de femmes, 5 démonstrations culinaires avec la participation de 350 femmes et la diffusion de messages radio ont constitué les activités de sensibilisation des mamans des enfants malnutris afin de contribuer d'avantage à la fréquentation des centres de santé.

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES :

Les formations qui s'adressent essentiellement à l'équipe projet, aux volontaires et aux relais communautaires ont porté sur KOBO Collect, la nutrition et les techniques de dépistage, le programme de transfert monétaire et l'utilisation des intrants comme le VITABLE et le MISOLA.

Au-delà de l'appui des structures de santé en kits d'hygiène, en équipements de conservation des intrants, le projet a également réhabilité les aires de sensibilisation de deux(2) CSCOM notamment Sossokoira et Boulgoundié.

ACTIVITE DE SUIVI, il se fait quotidiennement sur le terrain par l'équipe projet, la DRS et le CS Réf, puis au niveau national par le Chef des opérations et le Délégué CRD. Ces visites ont fortement contribué à l'atteinte des objectifs à travers les conseils prodigués.

S'agissant des dépenses : sur un budget de 247 326 343 F CFA, les dépenses se sont élevées à 235 709 270 F CFA à la date du 05 Novembre 2018 soit un taux de consommation de 95 %.

Sur le plan sécuritaire, les braquages, les enlèvements de motos et véhicule souvent avec pertes de vies humaines restent un corolaire au niveau de la ville de Gao.

Toutefois, le projet connaît un défi majeur qu'est la fréquentation des centres par les mamans des enfants malnutris.

4.8 - PROJET DE PARTENARIAT POUR LA RESILIENCE (PfR II)

Les **Partners for Resilience Strategic partnership** (PfR SP) composés de Wetlands International (WI), CARE International, Croix Rouge/ Centre du Climat/ Croix Rouge Netherlands (CR) et Croix Rouge Mali mettent en œuvre un projet intitulé '**Dialogue en Gestion Intégrée des Risques**'. Ce projet est la suite d'un premier projet, focalisé sur le développement et l'implémentation des méthodologies de Réduction des Risques de Catastrophe, d'Adaptation aux Changements Climatiques, de gestion et restauration des écosystèmes. Ce nouveau projet d'une durée de cinq ans sera mis en œuvre dans les bassins du Niger, du Sourou et du Sénégal.

Le projet sur la Gestion Intégrée des Risques (2016-2020) se fonde sur les succès et les leçons apprises du projet DRR-CCA-EMR de 2011-2015 mis en œuvre par les partenaires cités ci-dessus. Basé sur un niveau élevé de l'engagement communautaire, les partenaires ont été impliqués dans la préparation et la gestion des catastrophes, la planification d'urgence et la réduction des risques à travers des activités de renforcement des capacités.

La deuxième phase du projet aura des résultats dans une sélection de trois domaines à savoir le domaine de la politique, celui de l'investissement et le domaine de la pratique.

Pour finaliser le deuxième projet au Mali, les PfR ont cherché à recadrer une nouvelle version en septembre 2018 à l'atelier de suivi/évaluation en utilisant les principes de « la théorie du changement » et en adaptant les lignes directrices du programme global de partenariat stratégique sur la GIR au contexte du Mali.

La zone d'intervention couvre les bassins des fleuves Niger et du Sourou (Région de Mopti) et du Sénégal (Région de Kayes) pour une durée de 5 ans (2016 – 2020).

Les acteurs du projet sont Wetlands International, Care International, Centre du climat de la Croix Rouge (CCCR), Croix Rouge Néerlandaise, Croix Rouge Malienne et Ambassade du Royaume des Pays Bas.

Objectif général

Les ménages vulnérables des pêcheurs, éleveurs et agriculteurs vivant dans les zones humides des bassins du Niger, du Sourou et du Sénégal, sont plus résilientes aux crises dans le contexte du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, permettant une croissance économique inclusive durable et une préservation des écosystèmes.

Objectifs spécifiques

Objectif spécifique 1.1

À l'horizon 2020 les usagers de pêche dans les cercles de Mopti, Youwarou et Djenné (DIN) et de Bankass (Sourou) connaissent et appliquent la loi de pêche en vigueur au Mali pour remédier à la surpêche.

Objectif spécifique 1.2

Les usagers de la pêche sont informés à temps sur les lâchers d'eau des barrages pour leur permettre d'anticiper et d'éviter des catastrophes (perturbation des moyens d'existence).

Objectif spécifique 2.1

D'ici 2020, Contribuer à assurer un accès sécurisé des éleveurs, pêcheurs saisonniers avec une emphase sur les femmes et les jeunes au foncier y compris en temps de crise à travers une meilleure compréhension des textes et la capacitation des usagers à plaider pour leur application effective dans les bassins du DIN et du Sourou

Objectif spécifique 3.1

A l'horizon 2020 les cercles et communes de Bankass, Djenné, Mopti et Kayes auront un PDSEC incluant un plan de contingence financé sur la prévention et la mitigation des inondations, de la sécheresse et des épidémies.

Résultats atteints

ATELIER DE PLANIFICATION PLAN D'ACTIONS 2018 DU PFR MALI

L'atelier de planification des activités du projet PFR II de la trajectoire 3 RRC avait comme objectif d'établir le bilan des activités (techniques et financières) 2017 et de procéder à la planification des activités de 2018.

La planification annuelle a concerné les activités citées plus haut dans la partie « **Objectifs de l'année** » ainsi que le budget par activité.

Le budget pour l'année 2018 s'élève à 189 063 516 Francs CFA soit 284 980 Euros repartit entre quatre (4) résultats :

- i) Plaidoyer/Lobbying : 31%
- ii) Renforcement des Capacités : 22%

- iii) Gestion des connaissances : 23%
- iv) Suivi/Evaluation : 24%

PARTICIPATION A L'ORGANISATION DE LA JOURNEE MONDIALE DES ZONES HUMIDES

Pour cette année deux activités ont été retenues :

1. Visite des berges du fleuve Niger
2. Organisation d'une conférence sur les fonctions et les services des zones humides à l'adresse des journalistes, services techniques nationaux, les ONG, le Système des Nations Unis et le secteur privé à Bamako

Le thème retenu a porté sur « **Les zones humides pour un avenir urbain durable** », thème en lien avec celui de la 13^e Conférence des Parties de 2018 (à Dubaï).

En s'inscrivant dans cette logique, la Direction Nationale des Eaux et Forêts et ses partenaires du consortium PFR Mali, CARITAS Suisse décident de commémorer cette Journée Mondiale des Zones Humides au Mali.

Constats :

Points forts : Pratique des activités économiques (Maraîchage, pépinière)

Points faibles : pollution du fleuve par

- Déversement des déchets plastiques aux abords du fleuve
- Déversement des eaux usées domestiques et des teinturières
- Construction de plus en plus vers les abords du fleuve
- Niveau de plus en plus bas du fleuve

La conférence de presse a été animée par le Directeur Général Adjoint de la DNEF par une présentation sur les sites RAMSA.

RAMSAR a été créé le 02 février 1971 dans la ville Iranienne Ramsar et le Mali a adhéré en juillet 1985 et officiellement membre en septembre 1987 sous le N°44 et les quatre sites RAMSAR du Mali sont : Delta Intérieur du Niger et le sous bassin du Sourou (Mopti), le Lac Magui (Kayes) et le Woiya à Kolokani (Koulikoro).

MISSION D'EVALUATION DES BESOINS A KAYES

Une mission conjointe du consortium PFR/SP-Mali s'est rendu à Kayes du 05 au 10 février 2018 pour une évaluation des besoins dans le cercle de Kayes.

L'objectif global de cette mission de prospection est la recherche d'informations nécessaires pour la mise à échelle du projet en 2018 à Kayes.

Cette mission de prospection devrait nous permettre d'atteindre les résultats indicatifs ci-dessous :

- Des informations sont collectées et serviront de base d'analyse pour la sélection des sites d'intervention,
- Des contacts sont établis avec les acteurs clés (Administration, collectivités, les organisations de la société civile et socioprofessionnelles) ;

- Une meilleure visibilité et le développement des relations avec les autorités régionales, les collectivités, les services techniques et les OCS sont établis.

Ainsi après les différentes rencontres avec les acteurs clés (le Gouverneur, le Préfet, CRM, DRPC, DRA, DREF, DRP, DRH, URCAK, ASPROFER, Associations JEKA BARA, Horticulteurs, Elus) dans le cercle de Kayes le résumé succinct des besoins est :

Analyse

La mission de prospection nous a permis de constater dans le cercle de Kayes que :

- Les différents acteurs connaissent déjà le projet, et certains élus (Ségala) ont déjà prévu dans leur PDESEC une place importante pour la GIR
- Les organisations de la société civile sont bien organisées,
- Certaines organisations font déjà le plaidoyer (URCAK, Union des Horticulteurs) et ont besoin de se mettre en coalition pour constituer une masse critique pour mener à bien le plaidoyer
- Tous les acteurs clés rencontrés (administration, services techniques, élus, OSC) sont très favorables à la GIR et sont prêts à jouer leur partition
- Existence d'évidence dans le cercle de Kayes dans le cadre de la synergie entre les projets CRM qui serviront de base pour la mise à échelle du projet PFR dans le bassin du Sénégal

Défis identifiés

- Occupation zonale : Il existe 27 communes dans le cercle de Kayes, comment circonscrire l'action PFR aux communes les plus vulnérables en tenant compte des évidences et de nos moyens ?

ATELIER DE PLANIFICATION CONJOINTE (RETRAITE DE SELINGUE)

La retraite à Sélingué a regroupé des représentants du consortium (Wetlands International, Care Mali, Croix Rouge Malienne, Croix Rouge Néerlandaise et la Croix Rouge du Centre du Climat) du 13 au 15 février 2018 dans la salle réunion de l'hôtel club de Sélingué.

Ce séminaire interne vise à renforcer la cohésion du travail interne des membres du partenariat stratégique du projet Dialogue en GIR pour leur permettre de coordonner leurs efforts de plaidoyer en faveur de l'adoption de la GIR.

Ainsi le bilan des activités par trajectoire a été fait (voir 1. Atelier de planification PO 2018 pour la CRM) et le module sur la gestion des connaissances a été animé par Cheikh Kane du Centre du Climat de la Croix Rouge (RCCC) qui a fait le lien : Pourquoi la Gestion des connaissances est importante dans PFR ? A ce titre quatre (4) éléments sont évoqués :

- Création
- Capture/Stockage/Archivage
- Distribution de l'information
- Partage de l'information (c'est-à-dire son utilisation).

Donc la nécessité de générer des évidences dans le DIN et dans le sous bassin du Sourou a été constatée et comment les mettre à échelle sur le bassin du Sénégal et au niveau sous régional.

Il a été constaté aussi que les structures produisent des documents mais comment les valider sur une plateforme pour les rendre accessible aux autres (Workplace, Website ..)

Ainsi quatre (4) études de cas ont été retenues :

- Intégration du genre à la GIR (services écosystémiques, foncier, prévention)

- Coalition building processus
- Sensibilité aux conflits (do no harm approach)
- Gouvernance : modèle PFR Mali

Par rapport au programme régional Afrique de l'Ouest (PRAO), le budget global de chaque partenaire a été projeté en vue d'obtenir les commentaires des participants. Il a été convenu de réduire les activités en les limitant au bassin du fleuve Niger. Les participants ont commenté les risques d'insécurité dans le bassin du Niger, qui pourrait impacter négativement nos actions. Il a été demandé de développer le rationnel ayant conduit au choix du

ATELIER DE SUIVI / EVALUATION PFR MALI

L'atelier de suivi/Evaluation s'est tenu du 6 au 8 mars 2018 à l'hôtel Mandé à Bamako animé par les deux facilitateurs Conny (WI) et John de Care International avec la participation des membres du consortium (Wetlands International, Care Mali, les mouvements Croix Rouge et les membres des coalitions de Djenné, Bankass et Mopti.

L'objectif était d'évaluer la performance du projet PFR via la collecte des outcome/résultats de juillet à Décembre 2017.

A la question: Est-ce que les Objectifs Spécifiques, les acteurs ciblés & leurs changements de comportement souhaités ainsi que les hypothèses sont toujours valables?

Oui, Il y a une nécessité de revoir les hypothèses pour les adapter aux différentes cibles pour qu'elles répondent mieux à l'objectif spécifique.

Les hypothèses ont été formulées par trajectoire pour être conforme avec les objectifs déjà reformulés en septembre 2017 (Atelier PME)

ATELIER DE COORDINATION TECHNIQUE ET DE SUIVI/EVALUATION DES DU PROJET A SELINGUE

Du 11 au 14 septembre 2018 s'est tenue le deuxième atelier de coordination technique et l'atelier PME. Il s'agissait d'évaluer la performance du projet PFR via la collecte des outcome/résultats de janvier à juin 2018 et planifier les activités de 2019

REUNION DE REVISION DU PROGRAMME REGIONAL AFRIQUE DE L'OUEST (PRAO)

Suite à une recommandation de l'atelier PME à Sélingué, une réunion s'est tenue le 24 septembre dans la salle de réunion de Wetlands International à Bamako.

Après revue des objectifs spécifiques par trajectoire et par domaine, des activités concrètes ont été proposées pour la période 2018 à 2020.

A. Renforcement des capacités

1. Etude prospective en Guinée, Burkina Faso et Nigéria (Abouja)
2. Symposium national de diffusion au niveau national (Mali, Guinée, Burkina) des recommandations/plan d'action du forum Sous régional sur les Lignes directrices pour le développement d'infrastructures hydrauliques en Afrique de l'Ouest
3. Diffusion de la SR RRC auprès des membres des PNRRC (Mali, Guinée, BF)
4. Sensibilisation sur la GIR/l'approche paysage (niche CEDEAO)

B. Dialogue GIR

1. Atelier de dissémination des résultats de l'évaluation auprès des plateformes.

2. Diffusion des résultats de l'étude sur l'impact des lâchers d'eau de Markala/Sélingué sur les usagers vulnérables...
3. Diffusion d'un film sur la gestion des barrages: Cas de Nangbeto au Togo
4. Participation aux événements (conférence des ministres de l'ABN, Plateforme régionale de RRC, Rencontre CEDEAO sur la RRC et Changement Climatique)
5. Participation aux événements nationaux clés autour de la gestion de l'eau dans les différents pays
6. Soutien des OSCs pour leur implication dans les célébrations des événements nationaux clés autour de la gestion de l'eau dans les différents pays
7. Plaidoyer auprès de l'ABN l'UEMOA (Département de l'Agriculture des Ressources en Eau et de l'Environnement), l'Unité de Coordination des Ressources en Eau (UCRE) de la CEDEAO.
8. Au plan national, plaidoyer auprès des parlementaires et des commissions de barrages existantes.
9. Soutien aux OSCs pour mener à bien le plaidoyer autour des normes standards en matière d'ouvrages hydrauliques afin qu'elles soient mises en place pour renforcer leurs moyens d'existence

C. Gestion des connaissances :

1. Réalisation d'un film sur la gestion des barrages: Cas de Nangbeto au Togo
2. Echange d'expérience des meilleures pratiques sur la GIR
3. Etude diagnostic des chartes de l'eau de la sous-région (ABN et ABV)
4. Evaluation de la fonctionnalité des différentes PNRR (Burkina-Mali-Guinée) si la GIR est pris en compte
5. Traduction et diffusion des dispositions clés dans au moins une langue clé par pays (Guinée, Mali, Burkina)

COMITE DE PILOTAGE

Il s'est tenu au quatrième jour de l'atelier de Suivi/Evaluation le 9 mars 2018 et a vu la participation des Head des structures du consortium avec l'appui de l'équipe technique PFR et l'ordre du jour est :

1. Niveau de mise en œuvre des recommandations du comité de pilotage précédent,
2. Extraits clés de la retraite PFR à Sélingué
3. Programme régional (défis),
4. Divers

L'état de mise en œuvre des recommandations de l'atelier de suivi/évaluation de septembre 2017 a été fait entre autres, la mission d'évaluation des besoins à Kayes.

Les extraits par rapport à la gestion des connaissances (4 études de cas retenues), au système de Gouvernance et au comité technique (Forces, faiblesses et recommandations) et les résultats de la mission d'évaluation des besoins à Kayes ont été exposés (Voir les différents rapports)

Par rapport à Kayes il a été recommandé aux différentes structures de faire une ébauche des activités selon leur budget et une proposition de comment se déployer d'ici le 15 avril 2018.

Quant au programme régional, des discussions ont été faites autour de sa mise en œuvre et par rapport au décaissement des fonds.

Il a été recommandé aussi d'ici le 15 avril 2018 aux différentes structures de proposer quelles stratégies pour mettre en œuvre le PRAO, comment mobiliser les fonds et quels acteurs nous devons aller avec en Guinée et au Burkina étant donné que le PRAO est un avenant du programme national.

STRUCTURER LA PLATEFORME NATIONALE ET COMITES REGIONAUX, LOCAUX ET COMMUNAUX

Des rencontres ont été organisées avec certains acteurs clés tels que :

- ✓ **Le Gouvernement** par rapport à l'application du Décret N° 2016_0974_P-RM, du 27 décembre 2016 portant création, l'organisation et le fonctionnement de la PNRRC au Mali
- ✓ **Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire (DRDSES)** pour l'inventaire des plans de contingence
- ✓ **OCHA**
La séance de travail avec OCHA a concerné la révision et la simulation du plan de contingence régional multirisques de Mopti en présence du représentant et de son assistante.

VISITES D'ECHANGE / VOYAGES D'ETUDE ET A L'INTERNE ENTRE LES COALITIONS DE MOPTI ET KAYES

Deux visites d'échanges ont été organisées du 6 au 12 mai 2018 au Togo et du 31 Août au 8 septembre 2018 en Ouganda par l'Alliance PFR sous le lead du centre du climat et qui avait pour objet :

Le renforcement mutuel de connaissances, d'expériences et de pratiques en matière de politiques de résilience communautaire, à travers la gestion intégrée du risque climatique et en particulier à travers la mise en œuvre des approches FbF dans les deux pays.

Elle a été organisée en deux étapes :

Visite d'échange au Togo

Des Visites des services techniques « l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC), Direction Générale de la Météorologie National (DGMN), l'Hydraulique » ainsi que la Croix Rouge Togolaise, et de Visite terrain (Barrage de Nangbéto et la communauté du village de Azime- Dossou ont été faites et riche d'échanges entre participants du Mali et ceux du Togo.

Leçons apprises

- FUNES (Logiciel/base des données) est un modèle de prévision des entrées et des lâchées d'eau dans le barrage de Nangbéto qui est alimenté journalièrement par les communautés autour du lac Mono par la lecture des balises.
- 12 mois/12 on a en temps réel les informations sur les fluctuations sur le niveau d'eau en amont et en aval du barrage ce qui permet aux populations riveraines d'être plus résilientes aux inondations.

Visite d'échange en Ouganda

Sur la base des besoins d'apprentissage identifiés par le pays visiteur, l'échange d'apprentissage a consisté en:

- (a) interaction avec l'alliance PFR et les pays partenaires
- (b) interaction avec les représentants des gouvernements locaux / régionaux / nationaux, les organisations de la société civile, le secteur privé, les instituts de recherche, etc. impliqués dans les travaux du Partenariat pour la recherche, ou pertinents pour ces travaux.
- (c) visites sur le terrain dans des sites / communautés sélectionnés du projet,

(d) interaction avec des partenaires ou des parties prenantes non-PfR ayant une expérience thématique pertinente

(e) un atelier final au bureau comprenant une réunion de synthèse, un compte rendu et un plan d'action.

L'atelier offrira également aux participants une occasion de réfléchir sur ce qui a été appris et sur la manière dont cela pourrait être appliqué dans le contexte de leur pays, ainsi que de fournir des réflexions et des retours d'information constructifs au pays hôte.

ELABORATION/REVISION DES PLANS DE CONTINGENCE REGIONAUX, LOCAUX, COMMUNAUX

Des réunions préparatoires avec les acteurs clés locaux pour l'élaboration et la simulation des plans de contingence locaux des cercles de Mopti et Djenné ont été organisées. Ainsi, une mission s'est rendu dans les cercles de Djenné et Mopti pour des réunions préparatoires avec les acteurs clés locaux sur l'élaboration et la simulation des plans de contingence locaux.

Les réunions se sont déroulées du 6 au 7 juin pour l'étape de Djenné et le 8 juin pour l'étape de Mopti.

Etaient présents à ces réunions : les Adjoints aux préfets des deux cercles, les services techniques locaux, les représentants des conseils de cercle, les représentants des coalitions, les maires des communes de Djenné et Mopti et le Directeur régional de la protection Civile de Mopti.

Une deuxième mission été faite en Octobre 2018 au cours de laquelle les différents préfets des cercles de Mopti, Bankass et Djenné ont été rencontrés (Le 21 octobre avec le préfet de Mopti, le 25 octobre avec le préfet de Bankass et le 1^{er} novembre avec le préfet de Djenné)

En résumé, tous les préfets se réjouissent de la collaboration directe avec le projet et de leur implication dans la conduite des activités.

Ils ont salué aussi le fait d'aider les cercles à se doter d'un plan de contingence pour faire face aux différentes crises récurrentes.

SIMULATION DES PLANS DE CONTINGENCE

L'atelier de validation et simulation du plan de contingence régional s'est tenu du 10 au 12 juin 2018 en duplexe dans la salle de conférence du Gouvernorat de Mopti le lundi 11 juin 2018 et dans la salle de conférence de la Croix Rouge Malienne de Sévaré du 10 au 12 sous la présidence du Conseillé aux Affaires Administratives et Financières du Gouverneur et a regroupé les ONG partenaires de PFR, les membres des clusters, les services techniques régionaux, la représentante de OCHA, les membres du comité régional de Mopti, les volontaires CRM et les chefs de projet PFR du Consortium. Au total 65 participants dont 19 femmes soit 29%.

Le débriefing de l'étape terrain a été fait et tour à tour les superviseurs/évaluateurs ont donné leurs impressions sur les réactions des différentes structures.

Constats

Points forts

- Beaucoup de partenaires ont répondu favorablement aux différents messages par des actions (Convocation de réunion, vérification des stocks, consignes particulières aux agents, etc.)

- Certaines structures disposent d'un agent chargé de gérer les questions sur les catastrophes (DRS, DRPC, DRDSES)

Points faibles

- Certains partenaires n'ont pas répondu ni aux différents messages envoyés par faute de personnel au niveau de la structure (activités quotidiennes obligent)
 - Certaines structures n'ont pas un chargé de ces questions pour gérer les situations d'urgence, tout est entre les mains du chef
- Quant à l'exercice sur le terrain, tout est bien passé. Les autorités villageoises, les populations ont été très réceptives et ont bien joué leur rôle dans l'exercice de simulation. Les volontaires ont été déployés à temps ainsi que la presse (ORTM).

Les recommandations de l'exercice précédente ont été revisitées ainsi seules deux ont été à 100% réalisées.

Activités	Responsables	Appui	Période	Commentaire
Mise à jour périodique des contacts des différents acteurs impliqués dans la gestion des catastrophes	OCHA		Mensuel	Réalisée
Faire une simulation du plan de contingence au moins une fois /an	OCHA	Projet PFR / Autres acteurs à déterminer	Juin 2018	Réalisée

A l'issue de ces constats des recommandations ont été formulées par les participants :

- Impliquer les services de la Météo dans la gestion de l'information (OCHA + CRCH)
- Faire la simulation du plan de contingence 2019 (PFR)
- Mettre en place une matrice allégée du plan de contingence (PFR)
- Mettre en place une flotte de contingence (PRF)
- Mettre en place une plateforme virtuelle de RRC (PFR)
- Faire le plaidoyer pour augmenter le stock de contingence (PFR)

RECRUTEMENT DES AGENTS PFR (UN SUPERVISEUR TERRAIN POUR KAYES ET UN CHARGE DE PLAIDOYER ET COMMUNICATION)

Ses recrutements ont été programmés depuis début de l'année 2018 mais ils ont été réalisés au cours de ce trimestre. Ces agents ont été mis à la disposition du département des Opérations pour prendre fonction. Leur introduction a été faite au niveau national comme régional.

Cette introduction a été appréciée par les uns et les autres et se sont dit engagés le projet D-GIR/PFR Mali pour la mise à échelle des activités dans la région de Kayes.

ATELIER DE VALIDATION DES COMMUNES ET VILLAGES STRATEGIQUES, MISE A NIVEAU DU SUPERVISEUR ET DES VOLONTAIRES SUR LE PROCESSUS DE MISE EN PLACE DES COALITIONS

La mission s'est déroulée du 23 au 27 Octobre 2018 à Kayes et les cérémonies d'ouverture a été effectivement présidée par le Conseiller aux Affaires Administratives et Juridiques du Gouverneur de la Région de Kayes.

Après les civilités des différents participants, le Projet D-GIR a été succinctement présenté ainsi que les résultats de l'évaluation des besoins pour la mise à échelle de PFR à Kayes.

Les présentations ont permis de valider quatre principaux critères :

- La géographie,
- La dépendance,
- La vulnérabilité et
- La synergie.

Des Scores/Barèmes ont été proposés et validés sur une échelle de 1 à 5.

Au terme des trois jours d'atelier, tous les résultats attendus ont été obtenus, pour preuve :

- Les participants se sont appropriés les enjeux et principes de la GIR, les points saillants du Projet D-GIR au Mali et dans le monde, et des conclusions de la mission de prospection de Février 2018,
- 05 Communes ont été retenus par l'atelier, il s'agit de : Logo, Ségala, Maréna Djombougou, Samé Diongoma et Tafacirga ;
- 05 Villages sont proposés par Communes pour servir de zones ultimes d'intervention de PFR-II Mali. Et trois (3) seront retenus pour des raisons de budget.

FORMATION DES MEMBRES DE LA PLATEFORME NATIONALE ET DES COMITES RRC REGIONAUX, LOCAUX ET COMMUNAUX, DES ELUS LOCAUX ET COMMUNAUX ET LES OSC (UNIONS ET COALITIONS) DES REGIONS DE MOPTI ET DE KAYES SUR LA GIR, LE PLAIDOYER, LES PLANS ORSEC ET LES STRATEGIES DE MOBILISATION DES RESSOURCES

Trois (3) sessions de formation sur le renforcement des capacités des Elus, membres des coalitions communales et locales, et volontaires/CDRT ont été organisées respectivement du 17 au 20 octobre à Mopti, du 23 au 26 octobre à Bankass et du 30 octobre au 2 novembre à Djenné soient quatre (4) jours par session.

Ainsi un facilitateur recruté à cet effet a conduit les sessions de formation au niveau des trois cercles.

Au total 123 participants dont une trentaine de femme soient 45 participants à Mopti, 38 à Bankass et 40 à Djenné ont suivi les modules sur la mobilisation des ressources et la mobilisation sociale.

Les cérémonies d'ouverture et de clôture de ces différentes sessions ont été présidées par les préfets ou préfets Adjointes qui ont tous exhorté à plus d'assiduité et de participation aux travaux. A la clôture ils ont ému le souhait que de telle formation soit multiplier pour permettre aux différentes coalitions d'être

capable de monter leur propre projet et aussi la recherche de financement dans le cadre de la GIR pour la résilience des communautés.

En résumé, ces formations visent à renforcer les capacités des coalitions GIR à pouvoir élaborer leur plan stratégique, à monter leur propre projet et à mettre en œuvre leur plan d'action.

Comme contrainte, nous pouvons signaler

En conclusion, les activités de l'année 2018 se sont bien déroulées dans l'ensemble, les recommandations des différentes réunions et ateliers ont été faites pour non seulement pouvoir mener à bien le programme régional, pour mieux coordonner les activités sur le terrain avec les différents acteurs clés impliqués dans la mise en œuvre de PFR mais aussi faire la mise à échelle du projet GIR dans le bassin du Sénégal à Kayes.

Les difficultés sont surtout liées aux aspects logistiques surtout que le projet ne dispose pas de moyen propre.

4.9 INITIATIVE SUR LE BASSIN DU FLEUVE SENEGAL (IRIS II)

IRIS (Initiative pour le bassin du fleuve Sénégal), est un programme intégré de réduction des risques de catastrophes (RRC) et de construction de la résilience pour les communautés vivant et agissant le long du fleuve Sénégal.

Le projet visait initialement 4 pays : la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. En 2014, avec le financement du gouvernement japonais, sa mise en œuvre a débuté dans les 4 pays concernés. Elle a été temporairement gelée en Guinée en raison de l'épidémie d'Ebola et du grand programme de réponse / préparation qui a mobilisé la plupart des ressources humaines disponibles de la Société nationale. Le projet fait appel aux ressources importantes des sociétés nationales de la Croix Rouge et du Croissant-Rouge en termes de présence géographique, de volontaires communautaires, d'expertise technique dans tous les secteurs concernés (sécurité alimentaire et nutritionnelle, santé, eau et assainissement, abris y compris adaptation au changement climatique et mitigation).

Le programme IRIS a démarré en Juin 2013 avec la conduite des évaluations des capacités et vulnérabilités (EVC) dans chaque pays. Au Mali, elles ont concerné 8 zones du bassin du fleuve Sénégal: Logo-Dinguira et Ambidedi Sima en 2010 et actualisées en Juillet 2014, Gouthioubé, Sébou Mali et Samba Dramané en 2015, Séibath en 2017, Maloum, Djimékon et Diakandapé en 2017. Au regard de la portée de l'Initiative et des besoins immenses exprimés au niveau des communautés, la CRM a poursuivi la réalisation des actions inscrites dans le plan d'action en partenariat avec la Croix Rouge Néerlandaise portant sur la construction de 02 PMH, l'aménagement de 03 périmètres maraîchers pour les groupements féminins, la formation CDRT, la poursuite des séances de sensibilisation animée par les volontaires et les animateurs, le suivi des plantations d'arbre etc....

La FICR ayant poursuivi ses efforts de développement de partenariat entre les SN, a pu mobiliser des ressources au niveau de la Croix Rouge Suédoise.

Les bénéficiaires sont les populations du bassin du fleuve Sénégal en général et celles de Gouthioubé, Sebou Mali dans la commune de Tafacirga et Séibath dans la commune de Koussané en particulier qui seront appuyées pendant 18 mois. Il s'agissait de promouvoir et protéger des modes de vie et de subsistance sains et sûrs dans les communautés vulnérables du Bassin du Fleuve Sénégal, maintenant et à l'avenir et plus spécifiquement de:

- Renforcer les capacités opérationnelles de 24 volontaires de la CRM de Gouthioubé, Sebou Mali et Séibath à Kayes, en gestion des catastrophes
- Contribuer à l'accès à l'eau potable par la construction de 02 PMH
- Entreprendre des activités de sensibilisation par les volontaires sur les règles d'hygiène et d'assainissement afin de réduire les risques de maladies liées à l'eau

Résultats atteints

- 24 volontaires de la CRM de Gouthioubé, Sebou Mali et Séibath à Kayes, sont formés en gestion des catastrophes
- Les populations ont accès à l'eau potable avec la construction de 02 PMH
- Les volontaires formés sont mobilisés pour entreprendre des activités de sensibilisation sur les règles d'hygiène et d'assainissement afin de réduire les risques de maladies liées à l'eau

FORMATION DE 24 VOLONTAIRES DE LA CRM DE GOUTHIOUBE, SEBOU MALI ET SEIBATHA KAYES, EN GESTION DES CATASTROPHES

La formation de 24 volontaires dont 20 hommes et 04 femmes comme Equipe Communautaire de Réponse aux Catastrophes a été réalisée par le projet. Ces équipes sensibilisent les communautés sur les dangers potentiels et mobilisent celles dans la recherche de solutions idoines.

CONSTRUCTION DE 02 PMH A GOUTHIOUBE ET SEBOU MALI

Les forages de Gouthioubé et Sébou Mali sont déjà installés et fonctionnent sans problème. L'analyse de l'eau a montré que les paramètres analysés respectent les normes requises et que c'est une eau de qualité physico-chimique acceptable. A la suite de la réception définitive des deux infrastructures, deux comités de gestion ont été mis en place et renforcés pour leur permettre d'assurer leurs rôles et responsabilités. Chaque comité est composé de 05 membres.

LES COMMUNAUTES SONT INFORMEES ET SENSIBILISEES SUR LES REGLES D'HYGIENE ET D'ASSAINISSEMENT ET ENTREPRENNENT DES ACTIVITES D'ASSAINISSEMENT

Les volontaires formés sur le PHAST, les changements climatiques et en gestion des catastrophes sont mobilisés pour entreprendre des activités de sensibilisation sur les règles d'hygiène et d'assainissement, les mesures de protection de l'environnement (zones de mise en défend et pare-feu), protection des surfaces cultivables par des cordons pierreux afin de réduire les risques de maladies liées à l'eau et à la dégradation du cadre de vie due à l'érosion côtière. Ces activités d'IEC sont menées sur la base de modules et de boîtes à image conçus selon l'approche PHAST (Participatory Hygiene and Sanitation Transformation).

Deux animateurs/mobilisateurs communautaires conseillent et accompagnent les volontaires dans leurs tâches. Ils collecteront systématiquement des informations et inquiétudes ressorties au cours des animations. La promotion de l'hygiène a touché divers domaines: le lavage des mains, le traitement de l'eau à l'eau de javel et aquatabs, la prévention du palu etc...

Les visites à domicile et les causeries ont été réalisées par les volontaires sous la supervision des animateurs. Elles se sont déroulées en 117 séances et touché 4396 personnes dont 2795 femmes et 1601 hommes

VISITES A DOMICILE ET CAUSERIE EDUCATIVES REALISEES PAR LES VOLONTAIRES DANS LES COMMUNES DE TAFACIRGA ET KOUSSANE

Les visites à domicile et les causeries ont été réalisées par les volontaires sous la supervision des animateurs. Elles se sont déroulées en 298 séances et touché 12942 personnes dont 8618 femmes et 4324 hommes

En plus de ces thèmes, les volontaires ont développé d'autres thèmes portant sur la cartographie des risques, les mesures de conservation de l'environnement, l'importance des échelles de crue.

Objectifs de l'activité:

- Application des bonnes pratiques EHA par la population (lavage des mains, traitement de l'eau, sensibilisation sur la prévention du paludisme)
 - Réduction de maladies liées à l'eau

FORMATION DE 24 VOLONTAIRES DE LA CRM DE GOUTHIOUBE, SEBOU MALI ET SEIBATH A KAYES, EN GESTION DES CATASTROPHES

Le projet a permis de former 24 volontaires dont 20 hommes et 04 femmes comme Equipe Communautaire de Réponse aux Catastrophes.

FORMATION DES REPARATEURS VILLAGEOIS DES PMH

Après la mise en place des PMH, il était indispensable de renforcer les capacités des personnes en charge de la gestion de ces infrastructures. Ainsi à Gouthioubé et Sébou Mali, la formation des réparateurs villageois des Pompes à Motricité Humaine (PMH) sur les Outils et Supports à utiliser dans le cadre de l'exploitation d'une PMH a été réalisée.

FORMATION DE 98 FEMMES MARAICHIERES DE GOUTHIOUBE, SEBOU MALI ET SEIBATH SUR LES TECHNIQUES HORTICOLES ET LE COMPOSTAGE

Du 10 au 15 avril, s'est tenu respectivement à Gouthioubé, Sébou Mali et Séibath, la formation de 98 femmes maraîchères dont 36 femmes à Gouthioubé, 33 femmes à Sébou Mali et 29 femmes à Séibath sur les techniques horticoles et le compostage

Remise de matériels maraichers et semences aux femmes maraîchères

Tableau de répartition des matériels

Villages intervention IRIS II	Daba	Binette	Pioche	Sarclouse	Arrosoir	Râteau	Pelle	Matériel de traitement	Produit de traitement
Gouthioubé	4	4	3	4	4	3	3	3	3
Sébou Mali	4	4	3	4	4	3	3	3	3
Séibath	4	4	3	4	4	3	3	3	3

Tableau de répartition des semences

Villages intervention IRIS II	Gombo Indiana	Laitue Blonde de Paris	Choux sultana F1	Oignon ARES
Gouthioubé	2 (boîtes de 500g)	2(boîtes de 500g)	01 (boîte de 50 g)	01(boîte de 500g)
Sébou Mali	2 (boîtes de 500g)	2(boîtes de 500g)	01 (boîte de 50 g)	01(boîte de 500g)
Séibath	2 (boîtes de 500g)	2(boîtes de 500g)	01 (boîte de 50 g)	01(boîte de 500g)

FORMATION DE 24 VOLONTAIRES DES COMMUNES DE TAFACIRGA ET KOUSSANE AUX PREMIERS SECOURS

Afin d'atténuer les souffrances des plus vulnérables et de renforcer les capacités des comités de Croix Rouge, le projet a assuré la formation de 24 volontaires dont 05 femmes sur les premiers secours. Cette formation a permis de renforcer les capacités d'intervention des branches de la CRM dans la prise en charge précoce des accidents.

DEMARRAGE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES PERIMETRES MARAICHERS DE SEIBATH, GOUTHIOUBE ET SEBOU MALI

Dans le but de renforcer la résilience des communautés notamment les plus vulnérables, le projet a aménagé des jardins maraîchers. Les travaux ont porté sur :

Gouthioubé

Les études d'implantation géophysique

La réalisation d'un forage avec une profondeur forée 80m, profondeur équipée 45m et un débit de développement 5,4m³/h

La construction des bassins de distribution

La construction des bassins de stockage d'eau

La clôture grillagée du jardin maraîcher et les accessoires

Sébou Mali

La construction des bassins de distribution

La construction des bassins de stockage d'eau

La clôture grillagée du jardin maraîcher et les accessoires

Séibath :

La construction des bassins de distribution

La construction des bassins de stockage d'eau

La clôture grillagée du jardin maraîcher et les accessoires

Le surcreusement du puits avec un débit de développement 4,5m³/h

Activités générales

Recrutement d'un Coordinateur et de deux animateurs mobilisateurs :

Elaboration des TDRs et choix du consultant pour l'enquête CAP

Deux enquêtes CAP (début et fin de projet) ont été réalisées et les rapports disponibles.

Visibilité : Confection de T-shirt, dossard et casquettes, badges d'identification des volontaires et l'équipe projet, 03 plaques publicitaires pour la visibilité des actions du projet

100 T-shirt, dossard et casquettes, 75 badges d'identification des volontaires et l'équipe projet, 03 plaques publicitaires ont été confectionnés pour donner une visibilité aux actions menées dans le cadre du projet.

30 dispositifs de lavage des mains ont été distribués aux bénéficiaires en raison de 10 dispositifs par village d'intervention (Gouthioubé, Sébou Mali et Séibath) afin de leurs permettre d'appliquer les règles d'hygiène et d'assainissement de base et de connaître les moments critiques de lavage des mains aux savons c'est-à-dire avant de manger et au sortir des toilettes.

Participation le 08-06-2017 dans la salle informatique du gouvernorat de kayes à la réunion mensuelle de SAP (système d'alerte précoce) sur la validation du rapport SAP du mois de mai 2017

Entretien, arrosage des arbres et désherbage aux alentours des plants selon les recommandations de la DREF (Direction Régionale des Eaux et Forêts)

3000 plants sont arrosés de façon régulière suivie d'un désherbage aux alentours des plants

Elaboration de 03 projets de protocole de partenariat avec les 03 villages fixant les engagements de la CRM et les 03 communautés dans la mise en œuvre de toutes les activités de reboisement

03 projets de protocole de partenariat sont signés avec les 03 villages fixant les engagements de la CRM et les 03 communautés dans la mise en œuvre de toutes les activités de reboisement.

Signature de 05 protocoles de collaboration avec 05 services techniques (Direction Régionale des Eaux et Forêts, de l'Hydraulique, de la Météo, de l'Agriculture et du Génie Rural)

05 protocoles de collaboration sont signés avec 05 services techniques (Direction Régionale des Eaux et Forêts, de l'Hydraulique, de la Météo, de l'Agriculture et du Génie Rural) dans le cadre de la mise en œuvre des activités(les protocoles sont disponibles).

Rencontre avec l'Union Régionale des coopératives agricoles de Kayes pour un appui-Conseil dans le cadre de la réalisation de 03 périmètres maraîchers pour les groupements féminins

Une rencontre a lieu avec l'Union Régionale des coopératives agricoles de Kayes pour un appui-Conseil dans le cadre de la réalisation de 03 périmètres maraîchers pour les groupements féminins

Résultats atteints

La CRM dispose aujourd'hui de 03 plans de contingence Inondations, Sécheresse fruit d'une série de formation qui a permis aux communautés, aux volontaires et aux autorités locales d'être ensemble et de partager leur vision sur les problèmes et les risques auxquels ils sont confrontés quotidiennement et comment faire face. Ils sont en mesure de prévenir des risques et d'en réduire les effets. ET en cas de risques aussi, comment faire l'alerte, solliciter les partenaires

- 100% des communautés connaissent les mesures de protection de l'environnement, la montée du niveau du fleuve, la cartographie des risques
- 2 469 personnes disposent de l'eau potable avec la réalisation de 02 PMH (Pompe à motricité humaine) positives et fonctionnelles et la mise en place de deux comités de gestion de 05 membres chacun pour le suivi et l'entretien des points d'eau
- Les communautés ont amélioré la qualité de leur production fruitière avec la plantation de 3000 arbres fruitiers, la formation de 75 volontaires du projet et de 80 bénévoles sur les techniques de plantation et d'entretien des plants, sur la gestion durable des ressources naturelles et outiller la population pour l'application pratique des techniques de plantation (piquetage, trouaison, mélange du substrat mise en terre, entretien des plants.
- Les femmes maraîchères des 03 villages disposent de jardins maraîchers et mènent des activités génératrices de revenu. L'accès et la disponibilité des produits maraichers dans les villages participent au renforcement de la résilience des communautés. En effet, l'exploitation des 3 sites maraichers va contribuer à l'amélioration des conditions de vie des femmes en les aidant à produire une alimentation supplémentaire, à générer des revenus, à promouvoir une bonne santé et ainsi minimiser les conséquences d'une éventuelle crise alimentaire. La production maraîchère constitue donc une réponse contre la pauvreté en mettant en œuvre au profit des femmes et leurs familles des opportunités susceptibles de générer des revenus et de promouvoir socialement les femmes dans leurs communautés.
- Les populations connaissent les risques de maladies liées à l'eau, l'insalubrité et appliquent les mesures de protection de l'environnement (zones de mise en défend et pare-feu), protection des surfaces cultivables par des cordons pierreux
- La réalisation de 02 PMH (Pompe à motricité humaine) positives et fonctionnelles pour l'accès des communautés à l'eau potable avec la mise en place de deux comités de gestion de 05 membres chacun pour le suivi et l'entretien des points d'eau
- La réalisation de 03 périmètres maraîchers pour les femmes maraîchères de Gouthioubé, Sébou Mali et Séibath.

- La réalisation de 03 périmètres arboricoles pour accroître la production fruitière à Gouthioubé, Sébou Mali et Séibath
- Deux comités de gestion de 5 membres chacun ont été mis en place en vue de l'entretien et le suivi régulier des points d'eau avec une meilleure appropriation des communautés. Des trousse de clé sont remises aux comités de gestion par le projet suivi d'une formation des réparateurs villageois des Pompes à Motricité Humaine (PMH) sur les Outils et Supports à utiliser dans le cadre de l'exploitation d'une PMH
- Les volontaires disposeront des fiches et un registre pour l'année en lecture des échelles de crue. Chaque matin et soir les volontaires font le relevé des hauteurs à l'aide des fiches mises à leur disposition par le projet. Ensuite les relevés seront portés dans les registres. Toutes les fiches recueillies seront partagées avec la Direction Régionale de l'hydraulique et les autres partenaires comme le SAP (Système d'Alerte Précoce) une fois par mois.
- Pour la lecture des pluviomètres, les volontaires disposeront des fiches et un registre pour 12 ans.
- Signature de 03 protocoles de partenariat avec les 03 villages fixant les engagements de la CRM et les 03 communautés dans la mise en œuvre de toutes les activités de reboisement

Leçons apprises

-La distribution des dispositifs de lavage des mains après la formation sur les règles d'hygiène et d'assainissement de base et les sensibilisations ont permis aux bénéficiaires de connaître les moments critiques de lavage des mains aux savons c'est-à-dire avant de manger et au sortir des toilettes. Ils savent aussi que laver les mains des enfants au savon avant de manger et à la sortie des toilettes protègent contre les maladies diarrhéiques et beaucoup d'autres.

-Les volontaires formés en lecture de donnée pluviométrique ont été informés de l'importance qu'a les renseignements pluviométriques qu'ils seront amenés à recueillir au fil du temps et des utilisations possibles que les communautés bénéficiaires pourront en faire (étude de projet, suivie de campagne agricole (quand est-ce qu'il faut préparer les sols, labourer et faire les semis) et l'exploitation judicieuse des bulletins d'alerte et de prévision etc....).

-La formation des volontaires en lecture des échelles de crue et l'installation de ces échelles peuvent permettre aux populations de prendre des mesures de protection contre la montée des eaux et de mettre en œuvre son plan de contingence le moment venu en coordination avec le plan de contingence de la mairie et le SAP.

-Les techniques de plantation ont été bien maîtrisées par les volontaires qui se sont bien appliqués dans le piquetage, la trouaison, la mise en place, les normes de reboisement de chaque espèce ont été respectées dans l'ensemble. Les plants sont de bonne qualité et ont été mis en terre dans le respect du calendrier de la campagne de reboisement. C'est l'ensemble de tous ces facteurs qui explique le taux de reprise de 99%.

- A Gouthioubé, la communauté de par son engagement et son appropriation du projet a fait construire un puits à grand diamètre dans le périmètre arboricole d'une valeur de 1 000 000 F CFA pour l'arrosage des arbres, surtout pendant la décrue..

-Les sensibilisations par les volontaires ont permis aux bénéficiaires de connaître les mesures de protection de l'environnement comme les diguettes de protection et les cordons pierreux, les pare-feu et les zones de mise en défens contre les feux de brousse, les brises vents, la régénération naturelle assistée.

-Dans tous les 03 villages, le maraîchage fait partie du quotidien des femmes surtout à Sébou Mali où 1,5ha d'oignon (violet de galmi) sont en pleine maturation et à Séibath où les femmes maures avaient installé une fosse compostière mais le remplissage n'était pas fait selon les normes.

-Les sensibilisations par les volontaires ont permis de réduire le taux de prévalence des maladies hydriques.

- Tous les villages des zones d'intervention organisent des activités de salubrité tous les lundis ou les week-ends avec pour thème : village propre et sans maladie.

4.10 - PROJET DE PREPARATION A LA REPONSE AUX CATASTROPHES (RP II)

Le programme RP II vise à combler un fossé critique entre les programmes de résilience et de réduction des risques d'un côté, et les interventions en cas de catastrophe de l'autre. En outre, il établit un lien entre les capacités nationales de réponse aux catastrophes et les capacités aux niveaux régional et mondial.

Ce programme vise à augmenter les capacités de préparation et de réponse de la Société Nationale, y compris en améliorant son positionnement au sein des mécanismes de réponse et de préparation au niveau national. L'année 2018 n'est pas une exception dans la situation de vulnérabilité du monde en général et du Mali en particulier. Le projet RP II continue ses activités normales dont l'essentiel consiste à renforcer les capacités du personnel et des volontaires de la CRM.

Notons par ailleurs que l'année 2018 a été marquée par des événements importants au Mali tels que l'élection présidentielle (suivie de troubles sociaux) et l'insécurité qui persiste toujours au nord et au centre du pays. La CRM en tant que acteur humanitaire, a joué sa partition afin de relever les défis auxquels les populations sont exposées et qui perturbent leur vie de tous les jours.

Objectif général

Réduire l'impact des catastrophes issues des effets du changement climatique et des troubles sociaux au Mali sur les personnes vulnérables.

Objectifs spécifiques

- Objectif Spécifique 1 : Mieux préparer la Croix rouge du Mali pour qu'elle puisse fournir une réponse d'urgence à hauteur de souhait aux personnes vulnérables.
- Objectif spécifique 2: Former le personnel de la CRM et les volontaires afin qu'ils soient toujours disponibles pour le combat contre les catastrophes partout au Mali.
- Objectif spécifique 3 : Doter la CRM d'une infrastructure de réponse adéquate.
- Objectif spécifique 4 : Mettre à la disposition de la Société nationale un solide réseau pour fournir et améliorer sa réponse d'urgence.

- Objectif spécifique 5 : Mettre à la disposition de la CRM des mécanismes d'intervention innovants et performants.

Résultats atteints

TENUE DE L'ATELIER DE FORMATION NDRT A KATIBOUGOU (KOULIKORO)

Cet atelier a eu lieu du 04 au 10 février 2018 au Centre de Formation Continue de l'IPR de Katibougou (**Koulikoro**). L'objectif principal de cette formation est de renforcer les capacités opérationnelles de quelques volontaires de la CRM ayant le niveau CDRT en provenance de sept des huit régions du pays (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou) et du District de Bamako. Le participant de la région de Kidal a été empêché. Les participants ont été outillés afin qu'ils maîtrisent les outils, mécanismes et stratégies d'intervention pour assister les personnes vulnérables victimes de catastrophe partout au Mali. La formation a concerné 20 volontaires de niveau CDRT pouvant recevoir une formation destinée aux NDRT, c'est-à-dire des volontaires aptes à assurer une assistance nationale. La formation a concerné des modules relatifs à :

A l'issue cette formation les résultats suivants ont été atteints:

- 20 volontaires dont 7 femmes ont été formés à comment assurer une meilleure assistance aux communautés vulnérables victimes de catastrophes partout au Mali ;

Les nouveaux NDRT ainsi formés ont maîtrisé leur domaine d'intervention, leurs rôles et responsabilités sur le terrain de l'assistance humanitaire pour leur opérationnalité en matière de gestion des catastrophes

ATELIER DE REVISION DES PLANS DE CONTINGENCE INONDATIONS ET ELECTIONS DE LA CRM POUR L'ANNEE 2018

Cette activité très importante a eu lieu du 13 au 18 mars 2018 dans la nouvelle salle de la Croix-Rouge Malienne. En effet l'atelier de révision des plans de contingence inondations et élections 2018 a été participatif et inclusif. Il a regroupé **35 participants** provenant du personnel de la CRM, des services techniques de l'état (Mali météo, hydraulique, SAP, DGPC, DNDS) de quelques PNS, du CICR et d'OCHA. Il a pour objectif général de renforcer les capacités de la CRM en matière de gestion des catastrophes. Les travaux de révision exigent au prime abord la connaissance du contexte du pays sur différents plans (géographie, relief, hydrographie, infrastructures, économie ...etc.). Ensuite les documents sur le plan de contingence 2017 et le plan multirisque ont servi de à enrichir le présent document du point de vue qualité. Il est important aussi de connaître certains éléments comme les causes de l'inondation, son impact, les facteurs aggravants et les mesures à prendre. La méthodologie appliquée consiste à faire des travaux de groupe et ensuite les présentations en plénière suivies de débats. Le document doit prendre en compte la situation actuelle de la CRM en termes de personnel disponible pour le premier secours, de kits pré positionnés, du matériel roulant, du matériel de communication, d'ambulance afin de pouvoir évaluer le GAP à combler. Un budget sera dégagé pour le financement du plan ainsi élaboré. Le plan de contingence élection a été fait sur la base des troubles sociaux politiques. Il est à noter que l'efficacité d'un plan de contingence réside aussi dans ses mécanismes de coordination jusqu'au niveau local.

Le document ainsi présenté sera mis en œuvre dès que les dits événements surviendront.

ATELIER DE RENCONTRE DES GROUPES DE TRAVAIL FbF

Cet atelier a pour objectif de permettre aux groupes constitués de se retrouver et travailler pour la mise en œuvre du mécanisme de réponse FbF dans ses différentes phases.

La rencontre des groupes thématiques FbF permet à la CRM de progresser dans le processus de mise en œuvre de ce nouveau mécanisme d'assistance. Ainsi conformément à l'agenda retenu lors de la précédente rencontre tenue au CRES de Badalabougou, les différents acteurs se sont retrouvés à l'agence MALI-METEO les 17 et 18 Avril 2018

Les principaux aspects abordés lors de cette rencontre sont relatifs aux acteurs clés, à l'évaluation des risques, aux modèles de déclenchement (modèle de prévision d'impact), à la sélection des actions ainsi qu'à une brève description des délais de mise en œuvre (cf. détails présentation sur le Protocole d'Actions Précoces (EAP en anglais) en annexe 3. a)

La troisième rencontre a été l'atelier d'élaboration des PAP. Il s'est déroulé du 16 au 19 Octobre 2018 au Grand Hôtel de Bamako. Cet atelier avait pour objectif général d'élaborer et de valider les PAP à travers la mise en commun des données hydrométéorologiques afin d'aboutir à un seuil d'alerte fiable et donner une formation technique de collectes de données. Il s'agit spécifiquement de i) Mettre en commun les données en travaux de groupe technique pour écrire et valider les PAP ; ii) Former les membres des groupes techniques en notion de base de collectes et de gestion des données ; iii) Procéder à une simulation en salle, si possible.

L'atelier a réuni une vingtaine de participants issus des services techniques étatiques, de l'Université du Mali, des organisations des Nations Unies, et des organisations non-gouvernementales.

Plusieurs présentations ont été faites : la préparation des données pour l'élaboration des PAP par l'équipe 510, l'étude sur le mécanisme et processus des inondations de la ville de Bamako, les prévisions basées sur les impacts ou méthodologie des déclencheurs, les outils de cartographie numérique par Open Street Map pour les besoins de cartographie. Par la suite, les groupes ont rempli le Template présenté en fonction de leur agenda. Cet atelier a donné un pas très important dans l'élaboration des PAP FbF au Mali par la CRM.

FORMATION DES FORMATEURS EN SECOURS NAUTIQUE

L'objectif de cette formation est de mettre à la disposition de la CRM des équipes de secouristes nautiques. Cela passe d'abord par la formation des formateurs provenant des régions. Ceux-ci, à leur tour sont chargés de former les volontaires au niveau des comités régionaux et locaux.

Ceci pour renforcer la résilience des communautés vulnérables, riveraines des cours d'eau. Force est de reconnaître que la saison des pluies est propice à la montée des eaux des fleuves pouvant provoquer des inondations et causer des cas de noyades. Les CDRT ainsi formés et équipés pourront secourir les éventuelles victimes.

La formation a eu lieu du 17 au 24 juillet à Koulikoro. Les 20 participants venant de Bamako, Sikasso et Kayes (4 participants) ont bénéficié d'une formation théorique en salle et d'une formation pratique.

La formation pratique a été faite en deux phases : à la piscine et ensuite au fleuve Niger qui passe à Koulikoro. Ce fleuve connaît d'ailleurs de nombreux cas de noyade. Au cours de cette séance pratique de 4 jours, les différentes techniques de nage ont été enseignées. L'accent a été mis sur les techniques de nage pratiquées pour le sauvetage et les outils appropriés pour le sauvetage nautique.

FORMATION SUR LA COLLECTE ET LA DIFFUSION DES DONNEES METEO

L'atelier de formation sur la collecte et la diffusion des données météo a eu lieu du 28 au 29 juillet à Kayes. Cette formation a pour but de doter les volontaires CDRT de connaissance dans la lecture, la collecte et la diffusion des informations météo afin de pouvoir donner l'alerte aux communautés sujettes aux catastrophes surtout les inondations et de pouvoir s'adapter aux effets du changement climatique.

Au cours de la formation 13 participants venant de 7 cercles de la région de Kayes y ont pris part. Les modules enseignés sont relatifs à la lecture, la diffusion des informations météo, le pluviomètre et ses différentes parties, son installation, comment faire la lecture des hauteurs de pluies recueillies et comment utiliser les différents supports liés à l'utilisation du pluviomètre paysan. Des exercices pratiques d'enregistrement et d'envoi des données pluviométriques ont été faits. Les volontaires ainsi formés ont reçu chacun un pluviomètre, des carnets de relevé.

REVISION DU PLAN DE CONTINGENCE REGIONAL DE KAYES

L'atelier consacré à la révision du plan de contingence de la région de Kayes a eu lieu du 30 juin au 2 juillet dans la salle de réunion du relais du cinquantenaire à Kayes.

L'objectif de cet atelier est de renforcer les capacités opérationnelles de la branche régionale de Kayes par la révision du plan de contingence 2017 pour mieux préparer la réponse aux catastrophes qui peuvent survenir en fonction du contexte de la région. L'activité a connu la participation des volontaires des volontaires expérimentés en provenance des 7 cercles de la région et les agents des services techniques de l'Etat comme la Direction Régionale de la Protection Civile (DRPC), la Direction Régionale de l'Agriculture (DRA) et le Système d'Alerte Précoce (SAP). Cela permet alors à tous de maîtriser le degré de vulnérabilité de la région afin de mieux répondre aux sollicitations des populations en cas de catastrophe dans la région.

ACHAT PRE POSITIONNEMENT ET GESTION DE STOCK DE CONTINGENCE

L'objectif de cette activité est de mettre à la disposition de la SN un stock de contingence afin de préparer la résilience des populations vulnérables face aux catastrophes. Ainsi le 10 septembre le processus de pré positionnement d'un stock auprès du comité régional de Kayes a été bouclé. Ce stock, composé uniquement de non vivres peut permettre d'assister 200 ménages victimes des inondations dans la région de Kayes. Il se compose comme suit :

	INTRANTS	QUANTITE
1	Kits ménage	200
2	<i>Nattes plastiques 02 places</i>	400
3	Moustiquaires imprégnées	400
4	Couvertures 02 places	400
5	<i>Morceaux de savons 250g</i>	1000
6	<i>Seaux de 15 litres avec couvercles</i>	400

Suite logique, en fonctions des évaluations effectuées la distribution de ce stock a été faite. Les victimes des inondations ont reçu des kits composés de non vivres comme indiqué dans le précédent tableau.

DOTATION DES EQUIPES D'URGENCE EN EQUIPEMENT

Cet achat a permis de doter les équipes d'urgence de Kayes et de Bamako en équipements de protection et d'assainissement (50 imperméables, 50 bottes, 100 protège-nez, 100 gants, 30 brouettes, 50 pelles et 50 râtaux) et de 20 kits de premiers secours, 150 dossards, 100 gilets et de 40 kits de premiers secours.

VISITE D'ECHANGE DANS UNE SOCIETE NATIONALE AYANT UNE EXPERIENCE PROBANTE

Une visite d'échange a été effectuée du 05 au 11 mai 2018 au Togo par une équipe de la CRM. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du FbF. A ce niveau la Croix Rouge Togolaise est très avancée surtout dans le choix de l'aléa (lâchée des barrages) pouvant provoquer une inondation et toutes les modalités d'alerte et d'intervention pour la résilience des communautés vulnérables touchées par l'aléa.

4.11 PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES D'INTERVENTION D'URGENCE EN AFRIQUE –RECA

Contexte du Projet

L'initiative de Renforcement des Capacités d'Intervention d'Urgence en Afrique (RECA) a pour but de sauver des vies, de réduire la souffrance des populations et de préserver la dignité humaine.

Zone d'intervention, cibles :

L'initiative RECA vise à renforcer les capacités d'intervention de quatre (04) sociétés nationales dont le Mali, l'Ethiopie, la République Démocratique du Congo et le Soudan du Sud à :

- Réagir de manière efficace et rapide à la suite d'une catastrophe ou d'une urgence
- Améliorer les pratiques en matière de préparation aux situations d'urgence, d'intervention et les systèmes de soutien;
- Accroître le rôle de chef de file de ces sociétés lors des interventions d'urgence;
- Améliorer la mobilisation des ressources pour intervenir en cas d'urgence,

- Fournir des ressources de base et l'équipement nécessaire pour intervenir lors de crises humanitaires.

Au Mali, l'intervention couvre les régions de Koulikoro, Sikasso et les communes I et V de Bamako. Sa durée couvre la période 2014-2019

Acteurs du Projet et partenaires :

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Partenariat stratégique entre le Gouvernement et la Société canadienne de la Croix-Rouge pour mettre en valeur l'assistance humanitaire canadienne.

Objectifs du Projet :

Renforcer les capacités d'intervention d'urgence tout en favorisant l'intégration des principes d'égalité entre les sexes, de protection de l'environnement, de gouvernance, de prévention de la violence et de responsabilisation à l'égard des bénéficiaires.

II. Résultats atteints

REUNION DU COMITE DE PILOTAGE DE L'INITIATIVE RECA

Le 12 février 2018, a marqué la première réunion du comité de pilotage RECA, autour des points d'ajustement du nombre des membres à 7 dont (1F/6H) avec la représentativité de 4 structures suivantes : la gouvernance nationale, l'état, le management de la CRM et l'Ambassade du Canada.

Un cahier de charges a été validé, servant désormais d'un repère de travail pour le comité.

FORMATION DU PERSONNEL DU SIEGE ET DES BRANCHES REGIONALES EN DIPLOMATIE HUMANITAIRE

Du 16 au 18 janvier, s'est déroulée la formation qui a enregistré 31 participants dont (06 membres de la gouvernance et 25 personnels CRM) répartis entre 7F/24H des régions de Sikasso, Koulikoro, Ségou, le district de Bamako et le siège. Il faut noter l'opérationnalisation d'un (01) plan d'action au niveau de chaque branche et du siège pour un total de 5 plans. L'activité transversale de formation et équipement en secours nautique, qui a contribué à améliorer le planning trimestriel d'activités du projet.

FORMATION DU PERSONNEL DU SIEGE ET DES BRANCHES REGIONALES EN ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE REDEVABILITE Y COMPRIS LES POINTS FOCAL DES VOLONTAIRES

La formation des formateurs du 13 au 15 février 2018, a permis de rendre autonome les huit (08) régions de la CRM en formateurs locaux repartis entre 5 pools (Nord, Sud, Centre, District de Bamako, Siège) avec 12 formateurs certifiés dont 06F/06H.

5 formateurs de 2 pools ont répliqué trois (03) sessions de formation de 54 points focaux des volontaires dont (17F/37H) de Koulikoro, Sikasso et Bamako.

Un (01) plan d'action du processus des prochaines étapes est développé permettant de suivre et évaluer l'atteinte de l'objectif final.

Renforcement de la synergie entre les partenaires RECA, MNCH, CRC, CICR, CRS, CRN, CRD.

Un (01) atelier de sensibilisation du 16 février 2018, à l'endroit des 8 présidents régionaux, 8 secrétaires généraux et 3 membres du comité central, a abouti à une appropriation du concept « Engagement communautaire-Redevabilité » par la gouvernance de la CRM.

ASSISTANCE DES MENAGES VICTIMES DES INONDATIONS DANS LES REGIONS DE KOULIKORO, SIKASSO ET LE DISTRICT DE BAMAKO

En réponse aux inondations causées par les pluies diluviennes, l'initiative RECA avec le concours de ses partenaires des services techniques de l'Etat, de la Société civile et des Collectivités Territoriales avait préalablement préparé des plans de contingence « inondations », qui ont conduit au pré-positionnement de 50 kits des divers articles par zone. Ainsi, 102 ménages affectés par les inondations ont été assistés comme suit dans le tableau ci-après:

Régions	Cercles	Communes	Quantité	Genre et Diversité				Stock disponible
				Veuves	H (18-50 ans)	P. Agée (60-80 ans)	Handicap	
Koulikoro	Kolokani	Sagabala	11	8	16	19	7	0
	Koulikoro	Niamina	11					
	Koulikoro	Kenenkou	8					
	Nara	Nara ville	13					
	Kangaba	Tombo	7					
Sikasso	Sikasso	Sikasso ville	2	0	0	2	0	48
District Bko	Commune I	Banconi	50	10	15	20	5	0

APPUI A LA COUVERTURE DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DU 29 JUILLET 2018 DANS LES REGIONALES DE KOULIKORO, SIKASSO ET LE DISTRICT DE BAMAKO

L'initiative RECA, à travers son appui en fonds d'urgence pour un montant de cinq cent mille (500 000f) CFA par région et district de Bamako, a permis de préparer et de répondre aux besoins des branches régionales pour la couverture des élections présidentielles conformément aux plans de contingence « Elections et Troubles Sociaux ».

Cela étant, les équipes de couverture sont repartis en fonction des villes et villages susceptibles de reconnaître des troubles notamment les villages autochtones des candidats, de forte présence des leaders politiques/élus régionaux et nationaux, des affluences politiques. Au total, 150 CDRT sont déployés au niveau de ces régions et district de Bamako et renseignés par le tableau suivant :

Régions	Cercles	CDRT déployés		Total
		F	H	
Koulikoro	Koulikoro	18	12	30
Sikasso	Sikasso	18	22	40
	Koutiala	3	7	10
	Bougouni	4	6	10
District Bamako	Communes I & V	29	31	60

ELABORATION D'UN MANUEL DES PROCEDURES OPERATIONNELLES DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'OPERATIONS D'URGENCE DE LA CRM

Un atelier conjointement organisé par la CRM avec ses partenaires de Croix-Rouge Canadienne, Néerlandaise et Danoise aux dates du 2 au 5 Juillet 2018, a permis de dégager les préalables d'élaboration d'un manuel de procédures de fonctionnement du centre. Pour ce faire, l'équipe technique désignée en ce sens, a élaboré un draft dudit manuel dont la validation se fera au cours d'un atelier planifié pour ce trimestre.

En résumé, un plan d'action d'activités des prochaines étapes du Centre d'Opérations d'Urgence adopté par l'atelier, est en cours de mis en œuvre par le Département des Opérations de la CRM.

FORMATION, EQUIPEMENT ET INSTALLATION DES UNITES DE SECOURS NAUTIQUE DANS LES REGIONS DE KOULIKORO, SIKASSO ET DU DISTRICT DE BAMAKO

L'ancrage et la dynamique de synergie entre les projets de la CRM, notamment RECA et RP2 a été un facteur favorable de soutien à un paquet d'activités innovantes relatives à :

Deux (02) sessions de formation des formateurs regroupant 22 volontaires des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, District de Bamako et 5 personnels du siège en secourisme aquatique respectivement organisées du 17 au 24 Juillet ensuite du 11 au 18 Août à Koulikoro.

Un (01) cérémonie de lancement organisée sous l'égide du Gouverneur de la Région de Koulikoro en date du 6 Septembre 2018.

En définitive, 27 secouristes sont opérationnels auprès du siège et des branches régionales ci-dessus citées.

Un coût de 5 194 500 F CFA, a été injecté dans l'achat des équipements de secours aquatique au bénéfice des comités respectifs des régions concernées et du district de Bamako. L'opérationnalisation de ce vivier bien équipé permettra non seulement de sauver des vies (cas de noyades) mais également d'améliorer le pilier mobilisation des ressources à travers les prestations offertes par les unités et la location des équipements au besoin.

Récapitulatif des unités aquatiques

Régions/Zones	Personnes formées		Total	Coûts Equipement (FCFA)
	F	H		
Koulikoro	5	6	11	2 427 000
Sikasso	1	2	3	1 128 500
District Bamako	2	2	4	1 639 000
Siège CRM	1	4	5	-
Kayes	0	4	4	-

4.12 - PROJET SOUTIEN AUX POPULATIONS DU NORD DU MALI VICTIMES DES CONFLITS

La Croix-Rouge Malienne, depuis 2014 a développé et met en œuvre un projet en soutien aux populations affectées par le conflit dans la région de Tombouctou. Ce partenariat s'est élargi avec la collaboration avec le HCR.

Objectifs globaux du projet

Les personnes déplacées et les rapatriés de retour dans leur région d'origine n'ont pas accès à un abri décent qui garantisse leur sécurité physique, la protection contre les intempéries et des pratiques minimales d'hygiène et réduction de la promiscuité et des risques de violences sexuelles et sexistes.

Objectifs spécifiques

- La diminution de la pression sociale ainsi que le surpeuplement des abris ;
- La diminution des risques d'exposition aux violences sexuelles et sexistes ;

Résultats atteints

- Résultat 1
Appui à l'auto construction de 150 Cases en banco
- Résultat 2
Distribution de 320 kits d'abris type Sahel Shelter '18
- Résultat 3
Stockage et Distribution de 40 kits d'abris Sahel Shelter '18 stockables

Activités réalisées

Après la mise en place du staff du projet, nous avons formés 20 nouveaux volontaires sur la fiche ciblage au mois de Février 2018.

L'UNHCR et le ministère de l'action humanitaire ont défini les communes prioritaires du projet qui sont : Tombouctou, Ber, Gargando, Douékiré, Soumpi, Léré, Hamzakoma et Gossi.

Avec le comité régional de la CRM Tombouctou, nous avons défini les zones d'intervention du projet MAE qui sont : Tombouctou, Salam, Alafia, Ber, Douékiré, Soumpi, Essakane, Bourem Inaly, Rharous.

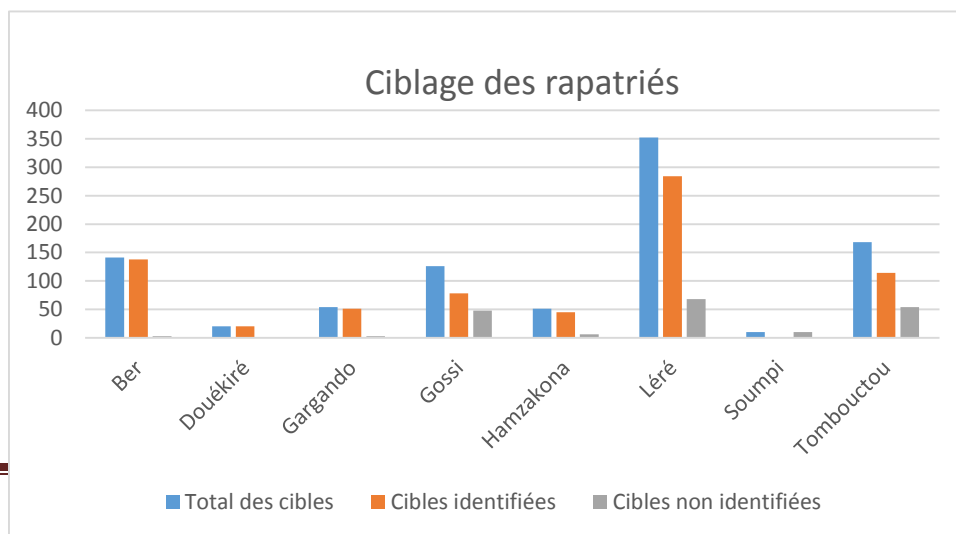
Commune	2017		2016		Total 2016-2017	
	Ménage	Individus	Ménage	Individus	Ménage	Individus
Ber	70	280	71	297	141	577
Douekire	3	8	17	43	20	51
Gargando	10	34	44	84	54	118
Gossi	47	224	79	298	126	522
Hamzakoma	3	13	48	255	51	268
Lere	142	409	210	634	352	1043
Soumpi	0	0	10	41	10	41
Tombouctou	40	114	128	443	168	557
Grand Total	315	1082	607	2095	922	3177

Ciblage UNHCR 2018

Après la formation de 20 nouveaux volontaires sur la fiche de ciblage, nous avons reçu une liste de l'UNHCR de 922 ménages réparti comme suit :

Plusieurs missions ont été planifiées pour l'identification des 922 ménages. Le tableau suivant résume le ciblage :

Communes	Total des cibles	Cibles identifiées	Cibles non identifiées
Ber	141	138	3
Douékiré	20	20	0
Gargando	54	51	3
Gossi	126	78	48
Hamzakona	51	45	6
Léré	352	284	68
Soumpi	10	0	10
Tombouctou	168	114	54
Total	922	730	192



Sur les 922 ménages, 730 ont été identifiés et 192 n'ont pas été identifiés. Avec l'UNHCR Tombouctou nous avons repartit les 150 bénéficiaires des maisons en banco et les 180 bénéficiaires des cases végétales ainsi :

Répartition banco et cases traditionnelles				
Communes	Rapatriés identifiés	Vulnérables identifiés	Banco	Cases traditionnelles
Ber	138	24	X	42
Douékiré	20	16	X	30
Gargando	51	14	X	36
Gossi	78	22	X	36
Hamzakona	45	14	X	36
Léré	284	32	60	X
Tombouctou	114	36	30	X
Total	730	158	90	180

Répartition des bénéficiaires HCR par commune et statut (rapatriés et vulnérables)

Communes	Rapatriés	Vulnérables	Total
Ber	33	9	42
Douékiré	24	6	30
Gargando	29	7	36
Gossi	29	7	36
Hamzakona	29	7	36
Léré	48	12	60
Tombouctou	24	6	30
Total	216	54	270

Communes	Femmes	Hommes
Ber	22	20
Douékiré	12	18
Gargando	20	16
Gossi	12	24
Hamzakona	19	17
Léré	47	13
Tombouctou	20	10
Total	152	118
%	56,3	43,7

Répartition des bénéficiaires du projet MAE :

- Maisons en banco

Communes	Sites	Vulnérables
Tombouctou	Tombouctou	60
Total		60

- Cases peulh

Communes	Sites	Vulnérables
Salam	Arawane	10
Tombouctou	Abaradjou	10
Alafia	Tin-Aswanane	10
Ber	Tin-Akof	18
Douekire	M'Mama	23
Douekire	Douekire	5
Soumpi	Soumpi	25
Essakane	Essakane	10
Aljanoub	Aljanoub	10
Bourem Inaly	Hassi Sidi Amar	6
Rharous	Emaïdar	13
Total		140

Achats et approvisionnement pour la constitution des kits matériaux

En Juillet, nous avons passé le bon de commande des kits cases pour les 320 bénéficiaires, kits outils et matériaux de construction pour 150 bénéficiaires abris banco.

Nous avons réceptionné les kits cases traditionnelles à l'entrepôt de la CRM à Tombouctou en Août 2018.

Distribution des Kits : Maisons en banco

Des kits outils et matériaux de construction ont été distribués à 150 ménages soit 90 sur financement HCR et 60 sur financement MAE, chaque ménage a reçu le kit suivant :

Désignation	Unité	Quantité
Banco	m ³	12
Poutres	U	10
Linteaux	U	24
Goélettes	Tas	18
Nattes	U	12
Portes	U	2
Fenêtres	U	4
Gouttières	U	2
Houe	U	1
Pelle	U	1
Pioche	U	1
Brouette	U	1
Seau	U	1
Corde	U	1
Moule à brique	U	1
Sacs vides	U	2

- **Cases végétales ou traditionnelles**

A partir du mois d'Août jusqu'en Octobre 2018, nous avons distribué les kits cases végétales pour 320 ménages dont 180 sur financement HCR et 140 sur financement MAE. Le taux de réalisation de ce résultat est de 100%

Chaque ménage a reçu les kits suivants :

4 Poteaux métalliques (tube carré de 40) de 1,5 m de long

4 Poteaux métalliques (tube carré de 40) de 1,8 m de long

2 Poteaux métalliques (tube carré de 40) de 2,5 m de long

10 Perches de bois d'eucalyptus (périmètre du toit) de 4 m de long

46 Lattes fines en bois d'eucalyptus de 3 m de long

5 m de Tissu nylon (popeline pour assemblage de la structure)

34 Nattes végétales tissées

10 rouleaux de corde végétale pour fixation des nattes sur la structure

Bâche plastique de 4 X 6 m

Monitoring des réhabilitations

- Convention d'engagement signée par les bénéficiaires

Chacun des 150 bénéficiaires a signé une convention d'engagement et un bordereau de réception des kits.

- Réhabilitations terminées

Projet HCR

Sur les 90 maisons à réhabiliter, 82 maisons sont terminées soit un taux de réalisation de **91%**.

Projet MAE

51 sur 60 maisons sont déjà terminées soit un taux de **85%**

Dans l'ensemble, nous avons **133 sur 150** maisons terminées soit un taux de **89%**.

Distribution de l'appui pour main d'œuvre qualifié

En Août, chacun des 150 ménages a reçu l'appui monétaire pour la main d'œuvre (première tranche)

En octobre chacun des 150 ménages a reçu aussi l'appui monétaire pour la main d'œuvre (deuxième tranche). Quant au résultat 3 du projet, nous sommes dans la phase de réception des kits cases végétales (40 Cases végétales d'urgence HCR).

Budget additionnel HCR

Après une révision budgétaire du HCR, nous assisterons 45 ménages pour la réhabilitation de leur maison en banco et 20 ménages auront des cases traditionnelles à Léré. A Douékiré, nous distribuerons 20 cases végétales. Le projet a un autre volet pour l'appui à l'accès à l'eau dans le milieu scolaire. Il vise à améliorer l'accès aux services sociaux de base dans les domaines de la santé, éducation, nutrition et Eau, Hygiène et Assainissement particulièrement dans les zones affectées par le conflit.

De façon spécifique, il vise un appui aux infrastructures éducatives de base dans la région de Tombouctou auprès des populations vulnérables, déplacés et sur le retour.

Activités réalisées

- La sélection des sites des sites d'intervention par le comité régional qui sont
- La sélection des sites d'intervention du projet WINS dans la région à savoir :

Cercles	Communes	Quartiers	Ecoles	Coordonnées		Effectifs
Tombouctou	Tombouctou	Sareikeina	Bahadou	16°46'12"N	003°00'24"-W	2685
		Koiratao	Alpha Saloum	16°46'09"N	003°00'03"-W	1486
Niafouké	Soboundou	Gombo	Moriba Coulibaly	16°56'41"N	001°45'02"-W	965
		Djamnati	Bocar Dagamaïssa	16°56'23"N	001°45'02"-W	833
Dire	Diré	Algalima	OBT	16°13'23"-N	001°24'36"-W	896
	Saréyamou	Saréyamou	Saréyamou	16°05'23"-N	001°14'07"-W	683

- Signature des accords de mise en œuvre avec la direction régionale de l'hydraulique et celle de l'académie de Tombouctou ;
- La réalisation des activités de faisabilité (diagnostics des 6 points d'eau) avec la Direction Régionale de l'Hydraulique, qui est habilitée à faire des évaluations dans la région ;
- Publication du DAO ;

Après vérification du document projet, deux écoles ont changées à savoir OBT de Diré et Bocar Dagamaïssa de Niafunké par les écoles Bougoubery de Diré et Dedeou Traoré de Niafunké

- Dépouillement du DAOR ;

Après rédaction du DAOR, nous avons procédé au dépouillement des dossiers reçus. Une entreprise a été retenue pour exécuter les travaux du WINS.

	N°	Cercles	Communes	Noms des écoles	Villages/Quartiers
Lot 1	1	Tombouctou	Tombouctou	Alpha Saloum	Koiratao
	2	Tombouctou	Tombouctou	Bahadou	Sareikeyna
Lot 2	3	Niafunké	Soboundou	Dedéou Traore- DiadiéSankaré	Bamako-Coura
	4	Niafunké	Soboundou	Moriba Coulibaly	Djamnati
Lot 3	5	Diré	Diré	Bougoubery	Hamdallaye
	6	Diré	Sarayamou	Sarayamou 1 ^{er} Cycle	Sarayamou

Début Octobre, l'académie a publié une liste d'école fermée, dans cette liste y figure l'école de Sarayamou d'où nous sommes avec 5 sur 6 écoles fonctionnelles.

La notification de l'entreprise retenue et de la signature du contrat attendent la validation par le Luxembourg.

Autres activités menées

Une mission d'évaluation s'est rendue à Diré pour évaluer les dégâts causés par les inondations connues par la ville le 17 et 18 Aout 2018.

Ce tableau résume l'évaluation des dégâts causés par les inondations :

Quartiers	Maisons Totalement effondrées	Maisons Partiellement effondrées	Murs tombés	Maisons Menacées
Darsalam	46	35	33	50
Hamdallaye	51	42	29	43
Barikobé	36	28	26	37
Total	133	105	88	130

La plupart des victimes sont logés dans les écoles et institut de formation de la ville (Voir tableau)

La situation des sinistrés se présente comme dans les sites d'accueil

Sites	Nombre de ménages	Nombre de personnes
Samassekou 1 ^{er} Cycle	35	227
Institut de Formation Professionnelle	43	343
Hamdallaye Second Cycle	37	228
Hamdallaye 1 ^{er} Cycle	28	161
OBT Second Cycle	14	98
Total	157	1057

245 ménages sont dans des familles d'accueil dans la ville.

Après cette mission d'évaluation, une autre mission d'identification des bénéficiaires était sur le terrain pour identifier **100** ménages les plus touchés et les plus vulnérables.

Dans la semaine du jeudi 15 Novembre 2018 nous allons commencer la distribution des kits et du cash pour les 100 bénéficiaires retenus pour ce projet.

4.13 - PROGRAMME ANNUEL DE PREPARATION ET REPONSE AUX URGENCES – COOPERATION CICR-CRM

FORMATION DE 5 BRIGADES D'URGENCE ET DES MONITEURS EN PREMIERS SECOURS

Le contexte au Mali est caractérisé par les conflits, les attaques terroristes, les actes de banditisme, les conflits intercommunautaires au centre et au nord. Il faut ajouter à ces facteurs, les impacts des aléas

climatiques (inondation, incendies), les épidémies, les accidents etc. au plan sociopolitique, 2018 constitue une année électorale avec tout ce que cela pourrait provoquer (troubles sociopolitiques)

Dans le cadre des coopérations Croix-Rouge Malienne – CICR, la CRM poursuit le renforcement des capacités des équipes d'intervention d'urgence par le biais de la formation des brigades d'urgence.

L'Objectif global est renforcer les capacités des branches locales de la CRM dans la prise en charge précoce des accidents et autres événements

La mise à niveau des Moniteurs s'est déroulée du 22 au 27 juin 2018 à Koulikoro. Elle a regroupé les Moniteurs et Aides Moniteurs. Elle a été assurée par le staff du Département des Opérations à savoir les instructeurs en premiers secours et a regroupé 23 volontaires dont 07 femmes.

A la suite de la mise à niveau des moniteurs, cent vingt-cinq (125) volontaires ont été formés sur les gestes qui sauvent à Nara, Kouri, Kidal, Ménaka et Gossi.

Résultats

L'équipe des Moniteurs s'est agrandie par 13 nouveaux formateurs dont 5 femmes. La disponibilité de ces ressources au niveau des branches permet une autonomisation de ces dernières en matière de formation et d'encadrement des secouristes. C'est également une opportunité offerte aux branches dans le cadre de la mobilisation des ressources dans la mesure où la disponibilité de formateurs renforce la promotion du secourisme d'entreprise.

Aussi cinq (5) nouvelles brigades ont été constituées et formées en matière de secourisme à Nara, Kouri, Kidal, Ménaka et Gossi. Chaque brigade est composée de 25 éléments.

PRE POSITIONNEMENT DE FONDS D'URGENCE

Les catastrophes (incendies, inondations, attaques terroristes, épidémies etc) et les conflits intercommunautaires sont très fréquents au sahel et particulièrement au Nord et au centre du Mali.

Ces catastrophes causent de lourds dégâts matériels et malheureusement souvent des morts d'hommes.

Afin de minimiser ces dégâts, la Croix rouge Malienne à travers ses départements techniques et les comités régionaux, mettent en place des plans de préparation et de réponse dont la mise en œuvre est assurée avec des fonds pré positionnés pour faciliter la réponse en cas de besoin

Pour la mise en œuvre de ces plans et pour faire face aux urgences, la CRM a besoin de moyens humains, financiers et matériels. Les comités disposent du réseau des volontaires. Ce sont les ressources financières et matérielles qui font le plus souvent défaut. Ainsi, la CRM a prévu dans le plan d'action coopération avec le CICR, de pré-positionner des fonds d'urgence au niveau de six (06) comités régionaux dont celui du District de Bamako.

L'objectif est de doter les comités régionaux d'un fonds d'urgence en vue d'assurer une intervention rapide et efficace sur le terrain en cas de catastrophe, notamment d'inondation.

Il a été mis à la disposition de chacun des comités concernés (Kidal, Mopti, Tombouctou, Gao, Ségou et Bamako) la somme de Sept cent cinquante mille (750 000) francs CFA pour pouvoir faire face aux urgences

éventuelles. Ce montant permettra aux branches concernées de faire face aux premières activités de réponse (évaluation rapide, assainissement etc).

Les 06 branches ont pu, à partir de ce fonds, assurer le déploiement des volontaires pour réaliser des évaluations rapides, mener des activités d'assainissement en prélude à la saison pluvieuse etc

COUVERTURE DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES

En tant qu'auxiliaire des pouvoirs publics dans le domaine humanitaire, en cohérence avec les documents cadres nationaux et régionaux, et inscrivant ses actions et interventions dans le cadre de cet effort global multi acteurs, la Croix-Rouge Malienne a élaboré conformément aux lignes directrices de son Plan Stratégique 2015-2019 et de la charte humanitaire, un plan de contingence Troubles sociopolitiques (Elections 2018).

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, la Croix Rouge Malienne, à travers le siège et les comités régionaux, a réalisé la couverture sanitaire des 1^{er} et 2^{ème} tours de l'élection présidentielle au niveau du District de Bamako, des capitales régionales et certaines grandes villes.

L'objectif de l'opération était d'appuyer les services étatiques notamment la Direction Générale de la Protection Civile et les structures de santé dans la couverture sanitaire à travers les alertes, les premiers secours et l'appui à l'évacuation des éventuels blessés lors des troubles liés à l'élection dans les localités couvertes. Il faut rappeler que son élaboration a réuni plusieurs acteurs (le staff de la CRM, les partenaires du Mouvements, OCHA, les représentants des Services techniques, Protection civile, SAP, Développement Social etc).

Le présent rapport fait le point sur les activités réalisées, les difficultés rencontrées et les suggestions/recommandations pour relever ces défis.

Les actions prévues et réalisées dans le cadre du plan de contingence Troubles sociopolitique (Election 2018) se répartissent en trois étapes essentielles (Avant, pendant et après).

Activités de préparation (Avant)

Dans le cadre de la préparation, le plan de contingence a permis de faire l'état des lieux en termes de préparation. Cela a porté sur l'ensemble des ressources (humaines, matérielles et financières).

En ce qui concerne les ressources humaines, les comités ont procédé par la sélection des secouristes. Le dispositif pour le 1^{er} tour prévoyait pour Bamako, 230 secouristes, 12 superviseurs, 7 présidents de comité Croix Rouge. Au compte des régions (8), 480 secouristes, 48 superviseurs étaient prévus pour la couverture des élections. Avec l'appui du CICR, les volontaires et encadreurs ont bénéficié d'une orientation sur la gestion des dépouilles mortelles. Au total 20 secouristes et 09 encadreurs (staff) ont vu leurs capacités renforcées sur ledit thème.

Pour les ressources matérielles, le service patrimoine et approvisionnement avec l'appui du département des Opérations et des secrétaires généraux régionaux, a établi la situation du matériel et exprimé les besoins en termes de réparations, entretiens, acquisitions. Sur cette base, 07 véhicules ont fait l'objet de réparation et/ou entretien.

Un inventaire des trousse de premiers secours a été réalisé. Sur la base des besoins exprimés, 100 kits ont été achetés avec une composition minimum conforme au besoin des équipes de secouristes sur le terrain. Pour ce qui concerne les ressources financières également, une analyse a été faite en termes de disponibilité et d'écarts. Il faut rappeler que dans le cadre de la coopération avec le CICR, près de

10.000.000 F CFA étaient pré positionnés. Les premières dépenses dans le cadre de la préparation (les réparations et maintenances des véhicules) ont été prélevées sur ces fonds.

L'élaboration du plan de contingence a permis de déceler les écarts et de renforcer la coordination interne et externe.

Les fonds mobilisés dans le cadre du plan d'action coopération CICR/CRM ont permis de couvrir les besoins à Bamako et Kidal. Les besoins au niveau des autres régions ont pu être couverts avec l'appui des Sociétés nationales partenaires. Le tableau suivant fait le récapitulatif.

N°	REGIONS	PARTENAIRES	PROJETS
1	Kayes	Croix Rouge Néerlandaise	RPII, IRA
2	Koulikoro	Croix Rouge Canadienne	RECA
3	Sikasso		
4	Ségou	Croix Rouge Belge	RECOM Koulikoro/Tominian
5	Mopti	Croix Rouge Danoise	RECOM Mopti
6	Tombouctou	Croix Rouge Suisse	Santé Communautaire Goundam
7	Gao	Croix Rouge Française	Soins de Santé Primaire Bourem
8	Kidal	CICR	Plan d'action Coopération
9	Bamako		

Activités de réponse (Pendant)

Les activités de réponse ont porté essentiellement sur la mobilisation des équipes de secouristes au niveau de l'ensemble de la zone de couverture (Bamako, capitales régionales, grandes villes). Cette mobilisation au-delà du 1^{er} et du 2^e tour ont aussi concerné des manifestations (meetings, marches de protestation etc).

Au total 1081 secouristes ont été mobilisés les deux tours des élections.

Localité	1 ^{er} Tour			2 ^e Tour			Total
	Secouriste	Président	Superviseurs	Secouriste	Président	Superviseurs	
Bamako	230	07	12	103	07	08	367
Kayes	60	00	06	20	00	03	89
Koulikoro	60	00	06	42	00	06	114
Sikasso	60	00	06	10	00	02	78
Ségou	60	00	06	20	00	03	89
Mopti	60	00	06	20	00	03	89
Tombouctou	60	00	06	20	00	03	89
Gao	60	00	06	20	00	03	89
Kidal	60	00	06	10	00	01	77
TOTAL							1081

Les équipes de secours ont assuré la couverture des meetings lors de la campagne, les deux tours de l'élection, la proclamation des résultats provisoires et définitifs des deux tours, les meetings et marches de protestation. Les élections présidentielles de 2018 ont été émaillées par plusieurs incidents :

interruption ou non effectivité du vote au niveau de certains bureaux au centre et au nord, violence sur certains agents électoraux voire mort d'un président de bureau à Arkodia (cercle de Niafunké), destructions de matériels de vote, intimidation des citoyens etc. Au total 14 cas de blessures et malaise ont été enregistrés dont 3 cas à Gao, 2 cas à Kayes, 07 cas à Bamako et 02 cas à Mopti. Ces cas ont été pris en charge par les secouristes de la CRM pour les premiers secours en collaboration avec les agents de la Protection civile. Certains ont été ensuite évacués vers les centres de santé.

N°	Localité	Nature	Nombre de personnes	Réponse
1^{er} Tour				
1	Gao	Malaise	01	1ers soins (CRM) et évacuation (Protection civile)
2	Bamako	Blessés (Accident de circulation)	03	1ers soins (CRM)
3	Kayes	Blessés (Accident de circulation)	02	1ers soins (CRM)
2^e Tour				
4	Gao	Blessés (Accident de circulation)	02	1ers soins (CRM)
5	Bamako	Blessés	03	1ers soins (CRM et Protection civile)
TOTAL			11	

Il y a lieu de noter que la collaboration avec les agents de la Protection Civile a été bien appréciée en termes de coordination et de complémentarité. Les trousse de premiers secours dont disposaient les équipes de la CRM ont été très utiles sur le terrain dans la mesure où elles ont servi souvent aux équipes de la Protection civile.

Une activité majeure a marqué la période entre les deux tours. Sur la base des constats relevés lors de la couverture du premier tour, un exercice de simulation a initié. Il concerné 91 secouristes. Cet exercice a porté sur plusieurs aspects : premiers secours, RLF, Gestion des dépouilles mortelles, soutien psychosocial. Sur la base d'injonctions, l'équipe d'encadrement a pu déceler les forces et les faiblesses en lien avec les différentes thématiques adressées. A la fin de l'exercice, le débriefing a permis de rappeler les règles et normes et de faire une mise à niveau.

Cette étape a été aussi marquée par la tenue de réunions de coordination. En marge des cadres existants (plateforme stratégique, comité opérationnel, réunions de staff hebdomadaires), les équipes techniques, tous secteurs confondus, tenaient journalièrement des réunions d'information et de coordination avec la participation des représentants des PNS.

Au niveau externe, il faut noter la réunion avec les acteurs humanitaires sous la présidence d'OCHA où le plan de contingence fut présenté. Par la suite, une réunion avec le Point Focal RRC au niveau de la Protection a permis de jeter les bases de la collaboration entre les équipes de secouristes de la CRM et les Agents de la Protection Civile sur le terrain.

Activités post-élection (Après)

Après la proclamation des résultats définitifs, un dispositif léger était toujours en place pour permettre la couverture des marches de protestation voire les cérémonies d'investiture. Ces activités étaient couvertes par le Siège avec l'appui du comité du district au niveau de Bamako. De façon générale, cette période a enregistré la démobilisation du dispositif général. La veille est toujours assurée par la Croix rouge à travers un dispositif minimum.

4.14 - PROJET DE RETABLISSEMENT DES LIENS FAMILIAUX (RLF)

Les activités de l'année 2018 se sont déroulées dans une situation sécuritaire assez mitigée.

Au Nord, même si les attaques terroristes et le banditisme restent fréquents, nous assistons à une réduction significative des affrontements entre groupes armés et les Forces Armées maliennes (FAMA), ainsi que les conflits intercommunautaires.

Ainsi, peut-on dire que la négociation et le dialogue s'imposent petit à petit comme moyen de pacification des localités du Nord. Cette assertion peut trouver sa justification dans, au-delà de l'arrêt des hostilités entre les belligérants, la visite officielle du Premier Ministre Malien (en compagnie de huit autres Ministres du Gouvernement Malien) dans la Région de Kidal et la tenue des élections présidentielles dans toutes la partie septentrionale du Mali.

Par ailleurs, au centre du Mali, les actes terroristes (embuscades, pose de mines, la chasse aux symboles de l'Etat, la fermeture obligatoire des écoles, interdiction de certaines pratiques jugées non musulmanes), sont devenus récurrents pour les habitants de cette localité du Pays. A cela s'ajoute la recrudescence des conflits intercommunautaires opposants peuls et Dogon dans la région de Mopti, et Bambara et Peulh dans la Région de Ségou.

Ces conflits ont provoqué, au cours de l'année, le décès de plusieurs personnes et le déplacement de plusieurs autres malgré la signature d'un accord de cessez le feu entre les belligérants en début Septembre et une visite officielle du premier Ministre en Octobre.

Outre les actes terroristes et les conflits intercommunautaires, le Nord et le Centre du Mali ont connu également une multiplication des cas d'exaction (assassinat ciblé, enlèvement, arrestation arbitraire, etc), et du banditisme.

Au niveau du Projet RLF, les activités sont restées tributaires du retard accusé par le transfert des fonds du CICR à la CRM, malgré la signature des accords.

A Kidal, la vacance du Poste de coordinateur Régional RLF/Migration (de Décembre 2017 à Juin 2018), a sérieusement affecté la mise en œuvre correcte des activités du Projet.

Le présent Rapport retrace le déroulement des activités réalisées du 1^{er} Janvier au 20 Octobre 2018 dans le cadre du Projet RLF.

ACTIVITES REALISEES

Les activités réalisées vont du domaine du renforcement des capacités au suivi-évaluation en passant par les services RLF offerts aux bénéficiaires.

RENFORCEMENT DES CAPACITES

Le renforcement des capacités concernant toutes les activités qui concourent à l'amélioration des capacités techniques de l'équipe RLF, le réseau des volontaires RLF ainsi que les membres des branches CRM. Ainsi, les activités réalisées dans ce domaine au cours de l'année 2018 sont entre autres :

PARTICIPATION DU COORDINATEUR NATIONAL RLF A LA RENCONTRE DU GROUPE D'IMPLEMENTATION DE LA STRATEGIE RLF 2018+

Mis en place pour un exercice de trois ans (2017-2019), le groupe d'implémentation a pour mandat de réfléchir sur la nouvelle stratégie RLF à adopter après 2018, sachant que celle en cours était prévue pour la période 2009-2018.

Il est composé d'une vingtaine de Sociétés Nationales Croix-Rouge réparties entre différents continents, l'Unité RLF du CICR/Genève et un représentant de la FICR. L'Afrique est représentée au sein du groupe par les Sociétés Nationales du Mali, de la Côte d'Ivoire, du Rwanda, de l'Ethiopie et du Kenya.

Au cours de l'année 2018, le Coordinateur National RLF a participé, à Genève, à deux rencontres du groupe.

La première rencontre s'est tenue du 25 au 27 Avril 2018 tandis que la seconde réunion a eu lieu du 10 au 12 Septembre 2018.

Les deux rencontres ont permis aux participants d'élaborer les objectifs stratégiques, les résultats attendus ainsi que les actions d'implémentations de la stratégie RLF au-delà de 2018.

Par ailleurs, notons qu'en marge des rencontres du groupe d'implémentation de la stratégie RLF à Genève, se tiennent durant une journée, les réunions du groupe d'application du code de conduite RLF du CICR sur la protection des données personnelles.

Ainsi, les deux réunions tenues cette année (les 24 Avril et 10 Septembre 2018 ont abouti aux résultats suivants :

- Prise en compte du code de conduite RLF par les objectifs stratégiques RLF ;
- Analyse du lien entre le code de conduite RLF et la Régulation Générale de la protection des données personnelles (GDPR) ;
- Elaboration d'un Plan d'action d'application du code de conduite RLF.

Notons qu'au paravent, le Coordinateur National RLF s'était rendu du 15 au 16 Mars 2018 à Zagreb en Croatie pour une autre réunion du Groupe d'application du Code de conduite RLF.

Cette réunion avait pour but d'analyser l'impact de l'application du GDPR sur les activités RLF en général, et le code de conduite RLF, en particulier.

SESSION DE RECYCLAGE DES VOLONTAIRES RLF ET FORMATION DES MEMBRES DE LA BRANCHE CRM DE GAO

Trois sites sur cinq ont pu bénéficier de la formation des membres de la gouvernance et le recyclage des volontaires. Il s'agit de Gao (du 14 au 17/4/18), Mopti (du 14 au 17/07/18, et Kidal (du 10 au 12/10/18).

Les Régions du Sud (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou), et le District de Bamako n'ont pas encore bénéficié de leur formation.

Toutefois, les sessions de recyclage et de formation déjà réalisées avaient pour objets de :

- Renforcer les capacités des volontaires de Mopti en RLF ;
- Rehausser le niveau de fonctionnalité du réseau des volontaires RLF ;
- Mieux impliquer les membres de la gouvernance dans la mise en œuvre des activités RLF ;
- Amener les membres de la gouvernance à s'approprier davantage des activités du Projet RLF.

Facilitées par le Coordinateur National RLF, la Déléguée RLF/CICR, l'Assistant RLF/CICR, appuyés par les Coordinateurs Régionaux RLF, les Délégués Protection terrain/CICR, les différentes sessions ont permis le renforcement des capacités des participants sur les thématiques suivantes :

- contexte et justification du RLF ;
- objectifs du RLF ;
- la stratégie de mise en œuvre du RLF ;
- les outils utilisés ;
- les rôles et responsabilités des volontaires et des membres de la gouvernance dans la mise en œuvre des activités RLF.

RECRUTEMENT DU COORDINATEUR REGIONAL RLF DE KIDAL

Suite au non renouvellement du contrat du Coordinateur Régional RLF sortant, le poste est resté vacant du 31 Décembre 2017 à Juin 2018 à Kidal. L'absence de Coordinateur Régional durant cette longue période a sérieusement affecté les activités du Projet RLF.

Depuis début Juillet, un Coordinateur Régional RLF/Migration est en fonction.

PARTICIPATION DU COORDINATEUR NATIONAL A LA RENCONTRE REGIONAL RLF

La réunion régionale RLF est une rencontre d'échange et de partage d'expérience entre les responsables en charge du RLF dans les Sociétés Nationales Croix-Rouge et les équipes protection des Délégations CICR.

La rencontre qui s'est tenue à Rabat du 19 au 22 Juin 2018 concernait l'ensemble des pays de l'Afrique du Nord et de l'Ouest couverts par les Délégations CICR.

Par ailleurs, les collègues du Rwanda, du Kenya, de l'Ethiopie et de la Suisse ont été invités à prendre part à la rencontre afin de partager leurs expériences sur les projets d'innovation et digitalisation, et sur la stratégie RLF 2018+.

Ainsi, durant quatre jours d'atelier, les participants ont engagé les réflexions sur les nouvelles dynamiques qui caractérisent l'environnement humanitaire changeant et qui influencent, par conséquent, les besoins RLF. Il s'agit, entre autres du domaine de la digitalisation, les lois sur la protection des données, l'évolution du phénomène migratoire, l'implication de plus en plus accrue d'autres acteurs dans le domaine en lien avec le RLF en situation d'urgence.

Les travaux ont permis d'atteindre les résultats suivants, par domaine :

De l'innovation et la digitalisation des outils RLF...

- les participants ont échangé sur les Projets d'innovation et de Digitalisation en cours ;
- les participants ont poussé les réflexions sur les opportunités de créativité et d'innovation ;

De la protection des données personnelles...

- les participants se sont appropriés du Code de Conduite du mouvement sur la protection des données à caractère personnel ;
- les participants ont développé des mesures de diffusion du Code de Conduite ;
- les participants ont fait un état des lieux sur la protection de données dans la région/pays ;
- les participants ont compris la Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) au sein de l'union Européenne ;
- les participants ont compris les impacts du RGPD sur les activités RLF (transfert de données personnelles) dans la région, mesure prendre, etc.

De la migration...

- les participants ont compris les dynamiques actuelles de la migration et ont fait une mise à jour des projets actuels ;
- les participants ont discuté sur le cadre des réponses aux besoins et le partenariat externe.

De la Stratégie RLF 2018+...

- les participants ont pu s'enquérir de l'état de lieux avant de contribuer au document de la Stratégie RLF 2018+ en cours de développement.

Services RLF offerts aux bénéficiaires

Les services RLF offerts aux bénéficiaires se résument à la collecte et au traitement des Messages Croix-Rouge (MCR), et des Demandes de Recherche (DR), les appels téléphoniques et l'identification et le réenregistrement des Enfants Non Accompagnés (ENA).

Le tableau suivant récapitule les statistiques du deuxième trimestre par rapport aux services RLF offerts aux bénéficiaires.

	MCR	Demande de Recherche (DR)	Appels téléphoniques
1^{er} trimestre	71	4	167
2^e trimestre	59	14	222
3^e trimestre	48	6	185
TOTAL	178	24	574

Suivi-évaluation

Les activités réalisées dans le cadre du suivi-évaluation ont porté essentiellement sur les missions de supervision terrain et l'évaluation des besoins RLF et des capacités de la CRM.

MISSIONS DE SUPERVISION TERRAIN

Au cours de l'année 2018, le Coordinateur National RLF a réalisé une mission de supervision des activités terrain à Tombouctou.

Quant aux Coordinateurs Régionaux de Mopti, Tombouctou et Gao, ils ont pu effectuer chacun des missions de suivi au niveau des différentes Antennes RLF qu'ils couvrent.

Les missions de supervision avaient pour but de :

- Renforcer les capacités des coordinateurs régionaux ;
- Renforcer les capacités des volontaires ;
- Informer/sensibiliser les membres de la gouvernance sur leur rôle et responsabilité dans la mise en œuvre des activités RLF ;
- Informer/sensibiliser les autorités, les services techniques de l'Etat et les autres intervenants humanitaires sur le RLF ;
- Identifier les difficultés rencontrées sur le terrain et proposer des solutions appropriées.

EVALUATION DES BESOINS RLF ET DES CAPACITES DE REPONSE DE LA CRM

Après cinq (5) années (2013-2018), les besoins RLF auront certainement changé avec l'évolution de la crise socio-politique et sécuritaire du Mali (affrontements entre groupes armés, conflits intercommunautaires, terrorisme, la crise migratoire, etc), d'où la nécessité d'une évaluation de ces besoins ainsi que des capacités de la Société Nationale à apporter une réponse adéquate.

Commanditée par le CICR, la dite évaluation qui a duré quatre (4) mois (Mars, Avril, Mai, Juin 2018), est conduite par un Délégué Protection en collaboration avec l'équipe Protection CICR et la CRM. Elle vise à :

- Comprendre l'état réel des besoins en termes RLF dans les régions de Gao, Mopti et Tombouctou ;
- Evaluer les capacités du mouvement et la pertinence (efficacité) de l'action du Mouvement à identifier et répondre aux besoins RLF ;

- Comprendre l'environnement externe y compris le problème d'accès, d'acceptation et de partenariat et son impact sur le service et les activités RLF du mouvement.

Pour atteindre les objectifs ci-dessus cités la méthodologie suivante a été adoptée :

- Activité à réaliser en collaboration avec la CRM dès la planification à l'achèvement ;
- Préparation (en cours), collecte de données (interviews) à base de questions structurées et demi-structurées auprès des sources primaires par des volontaires de la CRM et du staff CICR – voir le questionnaire et les questions guides en annexe ;
- Collecte et analyse des données des sources secondaires (rapports et informations déjà existants);
- Analyse des informations collectées à travers d'un outil d'analyse conçu pour l'exercice ;
- Elaboration et présentation du rapport.

Le processus est à la phase de rédaction du Rapport d'évaluation qui sera certainement partagé avec la CRM.

DOSSIER DES MIGRANTS PORTES DISPARUS DE LA REGION KAYES

Après la collecte des demandes de Recherche et des Ante Mortem Data (AMD), la suite du processus d'élucidation du sort des migrants portés disparus lors du naufrage du bateau du 18 Avril 2015, exige un prélèvement d'ADN auprès de 166 familles enregistrées.

Cependant, le lancement de cette opération attend une autorisation du Gouvernement du Mali que le CICR tarde à obtenir malgré la multiplication de rencontres avec les différents ministères impliqués et d'envois de correspondance.

En attendant, les familles des migrants disparus restent sans aucune information sur le niveau de traitement de leurs dossiers.

Par ailleurs, la décision de réaliser une évaluation des autres besoins de ces familles demeurent encore sans réponse précise de la part du CICR, même si l'activité figure dans la planification de 2018.

A cause des contextes difficiles marqués, d'une part par le retard accusé par le transfert des fonds, la vacance du Poste de Coordinateur Régional RLF à Kidal, et la situation sécuritaire délétaire, d'autre part, les activités RLF ont eu connu un faible taux de réalisation au cours des premier et second trimestres 2018.

Par ailleurs, l'absence de frais de réparation des outils de travail (ordinateur, imprimante) est une situation difficile qui entrave le déroulement correct des activités.

Nous recommandons à cet effet, la création de conditions de transfert des fonds du Projet afin de permettre la mise en œuvre correcte des activités.

4.15 - PROJET D'ASSISTANCE AUX MIGRANTS EN SITUATION DIFFICILES

A l'instar des autres régions du monde, le contexte du phénomène migratoire connaît une évolution significative au niveau du Mali.

Il se caractérise par une sécurisation des frontières au niveau de l'Europe, la criminalisation du mouvement des migrants, la diversification des candidats au départ et l'ouverture de nouvelles routes migratoires. Cette politique a engendré une baisse du taux de migrants qui arrivent en Europe et, par conséquent une hausse de celui des retours forcés vers certains pays africains dont le Mali.

Au cours de l'année, si le flux de départ massif des migrants par les voies terrestres est demeuré crécha do, les cas de retour, par les mêmes voies ont évolué en dent de scie. En effet, les premiers et troisième ont enregistré un nombre plus ou moins faible de migrants de retour forcé (environ 50 par trimestre), tandis qu'au deuxième trimestre, nous avons reçu plus de 1232 migrants de retour de l'Algérie à Inhalid (Région de Kidal), souvent dans des conditions d'extrêmes vulnérabilités.

Toutefois, les cas de retour de migrants organisé entre les Etats et l'Organisation Internationale de la Migration (OIM), se sont multipliés durant toute l'année.

Par ailleurs, l'absence de l'Etat malien ainsi que des autres acteurs humanitaires, surtout de la migration dans la Région de Kidal, aggrave, non seulement la situation de vulnérabilités des migrants refoulés, mais aussi et surtout, elle met le Mouvement Croix-Rouge face à un besoin humanitaire croissant dans un contexte de conflit et d'insécurité, d'autre part.

Ainsi, le Mouvements (CRM/CICR) a multiplié, au cours de l'année des échanges à l'interne comme avec les autres acteurs de la migration afin de pouvoir adapter sa stratégie d'intervention à la dynamique actuelle du phénomène, et cela dans le respect stricte de ses principes.

C'est dans ce contexte que se sont déroulées les activités du Projet Migrant CRM-CICR sus résumées dans le présent rapport.

ACTIVITES REALISEES

Les activités réalisées au cours de l'année portent essentiellement sur la sensibilisation des acteurs sur le Projet Migrant CRM/CICR, le développement d'une stratégie de gestion de l'afflux massif des migrants dans les Régions de Kidal et Gao, l'assistance aux migrants vulnérables.

Distribution de dépliants et Posters

Afin de sensibiliser les migrants sur la prévention de séparation familiale et des autres risques de la route migratoire, le CICR en collaboration avec la CRM a confectionné des dépliants et des Posters destinés à être distribués aux migrants et à l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion des activités de la migration. Il s'agit précisément des migrants, les Autorités Administratives et Politiques, les Services Techniques et de Sécurités de l'Etat, les acteurs humanitaires (OIM, UNHCR), les Organisations locales de la Migration, les Organisation de la Société Civile, etc.

Les endroits à visiter sont les gares routières, les ghettos, les centres d'accueil des migrants, les lieux de détention, etc.

Un plan d'action de sensibilisation a été élaboré par les équipes RLF/CRM et Protection/CICR dans toutes les Régions concernées (Bamako, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal). Les activités retenues dans ce plan d'actions sont, entre autres :

- L'identification des acteurs concernés ;
- L'identification des lieux de sensibilisation ;
- Elaboration de messages clé à transmettre ;

- Organisation de séances de sensibilisations en faveur des acteurs identifiés ;
- Distribution de dépliants et Poster.

Au jour d'aujourd'hui, les activités de sensibilisation ont débuté dans les Régions de Tombouctou et Gao.

ORGANISATION DE RENCONTRE D'ÉCHANGE AVEC LES ACTEURS DE LA MIGRATION

Pour rencontrer les acteurs de la migration, l'une des deux stratégies suivantes a été adoptée en fonction des Régions : rendre visite aux acteurs dans leurs services ou les inviter autour d'une table d'échange et de sensibilisation.

A Tombouctou, la stratégie de la visite de courtoisie aux acteurs a été adoptée, tandis qu'à Gao, ils ont été invités au tour d'une table à la Sous Délégation du CICR pour des échanges sur la position du Mouvement, en général et sur les activités du Projet Migrant CRM/CICR, en particulier.

Au-delà de ces rencontres, nous participons aux rencontres des plateformes régionales et nationales sur la migration.

REALISATION DE SESSIONS DE RECYCLAGE DES VOLONTAIRES ET FORMATION DES MEMBRES DES COMITES CROIX-ROUGE

La CRM en collaboration avec le CICR organise chaque année une session de recyclage en RLF du réseau des volontaires. En marge de cette session, se tient cette année une formation en RLF des membres des comités Croix-Rouge.

Au cours de ces sessions, une plage est entièrement consacrée à la présentation du Projet Migrant CRM/CICR.

Les sessions des Régions de Gao, Ménaka et Mopti ont réalisées au moment où nous rédigeons le présent rapport.

Rappelons qu'au cours des activités de sensibilisation des acteurs de la migration, les messages clés suivants ont été passés :

- Le Mouvement Croix-Rouge n'encourage, ni ne décourage le phénomène migratoire ;
- Le Mouvement Croix-Rouge cible les migrants les plus vulnérables (blessés, malades, femmes enceintes, allaitante ou avec enfant, victime d'attaque ou d'accident, etc) ;
- Il n'est pas un acteur de premier rang en matière de la migration ;
- Il s'efforce d'apporter une assistance aux migrants vulnérables dans les localités à conflit où l'on constate l'absence des vrais acteurs de la migration (l'Etat, l'OIM).

ASSISTANCE AUX MIGRANTS VULNERABLES

Comme annoncé plus haut les assistances du Projet migrant CRM/CICR sont orientées vers les migrants les plus vulnérables. Ainsi, les migrants remplissant les critères de vulnérabilités préétablis, bénéficient d'une assistance en hébergement, nourriture, soins de santé de premier secours, RLF et transport de la frontière Mali-Algérie à Gao. A cela s'ajoute le besoin de protection de la Population Civile (PPC).

A ce titre, 444 migrants sur 1232 enregistrés par l'OIM, ont pu bénéficier de l'assistance du Projet Migrant CRM/CICR à Inhalid, Gao et dans les centres d'accueil de migrants comme Diré Ben, Maison du Migrant, ARACEM.

DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE DE GESTION DE L'AFFLUX MASSIF DES MIGRANTS

A la fin du premier trimestre 2018, nous avons assisté à un afflux massif des migrants de retour de l'Algérie, vers Inhalid, dans la Région de Kidal.

La conception initiale du Projet Migrant CRM/CICR ne pouvant pas faire face à ce nombre élevé de migrants qui affluait, et à l'absence d'autres intervenants dans la zone, il était donc urgent et nécessaire de réfléchir sur une stratégie d'adaptation des réponses du Mouvement à ce nouveau contexte du phénomène migratoire dans cette Région.

C'est dans ce contexte qu'après de multiples consultations à l'intérieur du Mouvement (CRM-CICR-SNP, Délégation CICR/Bamako-CICR/Genève), et avec les autres acteurs (OIM, Organisations locales, Etat, etc), les actions suivantes ont été retenues :

- La revue de la stratégie d'intervention et du budget du Projet Migrant CRM/CICR afin de l'adapter au nouveau contexte ;
- Une intervention solitaire du Mouvement dans la Région de Kidal ;
- Le recrutement du Coordinateur Régional RLF/Migration de Kidal ;
- La revue du dispositif de volontaires RLF dans la Région de Kidal ;
- La nécessité d'une synergie d'actions et une bonne coordination des Projets Migrants CRM/CICR et CRM/CRD.

La proposition d'activités et de budget, en cours d'élaboration par le CICR sera partagé avec la CRM pour appréciation dès que disponible.

Par ailleurs, deux autres rencontres, non moins importantes ont servi de créneau pour approfondir les réflexions sur la stratégie d'intervention du Mouvement Croix-Rouge en matière de migration. Il s'agit de la réunion du groupe d'implémentation de la stratégie RLF et de la rencontre régionale RLF de l'Afrique du Nord et de l'Ouest.

Le groupe d'implémentation de la stratégie RLF est composé d'une vingtaine de Sociétés Nationales Croix-Rouge réparties entre différents continents, l'Unité RLF du CICR/Genève et un représentant de la FICR. L'Afrique est représentée au sein du groupe par les Sociétés Nationales du Mali, de la Côte d'Ivoire, du Rwanda, de l'Ethiopie et du Kenya.

Mis en place pour un exercice de trois ans (2017-2019), le groupe d'implémentation a pour mandat de réfléchir sur la nouvelle stratégie RLF à adopter après 2018, sachant que celle en cours était prévue pour la période 2009-2018.

Dans son draft de rapport (en cours d'élaboration), le groupe d'implémentation a retenu neuf (9) Objectifs Stratégiques.

Si l'objectif Stratégique 6 met l'accent sur le RLF dans le contexte de la migration, le numéro 9 définit les modalités de partenariat au sein du Mouvement et avec les autres acteurs de la migration.

A la rencontre régionale RLF tenue du 19 au 22 Juin 2018 à Rabat au Maroc, une journée entière a été consacrée aux questions liées à la migration.

Elle a commencé par un rappel du contexte actuel au niveau régional, la politique du Mouvement Croix-Rouge et l'approche CICR en matière de migration.

Un accent particulier a été mis sur le partenariat entre le mouvement et les autres acteurs intervenant dans le domaine de la migration.

Traitée par la conseillère régionale CICR chargée de la migration, la thématique a touché les points suivants :

- Les nouvelles tendances migratoires ;
- Les conséquences humanitaires engendrées par les nouvelles tendances ;
- Les opérations du CICR en matière de migration ;
- Les publications du CICR sur la migration ;
- Les mouvements des migrants ;
- Le caractère politisé de certaines aides ;
- Le partenariat mouvement Croix-Rouge autres acteurs intervenant dans le domaine de la migration ;
- Les activités à risques pour le mouvement Croix- Rouge

V- PROMOTION ET DIFFUSION DES PRINCIPES ET VALEURS HUMANITAIRES

L'objectif du département est de de contribuer au respect de la dignité humaine par la diffusion des principes du Droit International Humanitaire (DIH) et des principes et valeurs humanitaires fondamentaux du Mouvement en direction des populations

ACTIVITES REALISEES

DIFFUSION DES PRINCIPES ET VALEURS HUMANITAIRES

Plusieurs séances de diffusion ont été réalisées par le département:

Des séances de diffusion ont été organisées à l'endroit de plusieurs groupes cibles : groupements associatif de femme, élèves, étudiants, leaders religieux et communautaires, autorités régionales, services techniques, les médias ainsi que les volontaires.

Les différentes séances de diffusion ont porté sur divers thèmes :

- l'historique du Mouvement Croix-Rouge
- les principes et valeurs humanitaires
- l'emblème,
- la loi portant protection de l'emblème Croix-Rouge malienne
- le parallélisme entre les conventions du Droit International Humanitaire (DIH) et certains préceptes du coran.

Les activités de diffusion ont eu lieu au niveau de plusieurs régions et le district de Bamako. (Bamako, Gao, Tombouctou, Mopti, Ségou, Koulikoro et Sikasso).

- *Diffusion sur la loi portant protection de l'emblème*

Quatre journées d'information sur l'emblème ont été réalisées au niveau de 4 régions : Ségou, Gao, Mopti, Tombouctou. Pour des raisons de sécurité, la région de Kidal n'a pas été couverte par l'activité. Au cours de ces séances, des présentations ont été faites suivi de question/débat. Après un bref aperçu sur le mouvement Croix-Rouge, le texte de loi relative à la protection de l'emblème de la Croix-Rouge

maliennne a été commenté et distribués aux différents participants pour connaissance et large diffusion. Aussi des couvertures médiatiques ont marqué ces différentes journées. Plusieurs volontaires ont été mobilisés pour l'occasion. Cette séance a été une occasion pour bons nombres de participants de mieux connaître la société nationale et aussi forces de sécurité présentes d'être clarifiées sur leurs rôles dans le cadre de l'application de la loi. Cette activité a été couverte par des médias de la place. Sur les 4 séances réalisées dans 4 régions du nord, 200 responsables techniques et administratifs ont été touchés. L'activité a mobilisé 100 volontaires. On peut noter aussi la dissémination d'au moins 250 copies du texte de loi sur la protection de l'emblème.

- *Diffusion sur le parallélisme entre les conventions du DIH et certains préceptes coraniques auprès des membres des organisations religieuses*

Des Journées d'information sur le Mouvement International CR/CR et ses principes ont été organisées dans les régions de Sikasso à l'endroit des membres de certaines organisations religieuses. Une centaine de leaders avec au moins 20% de femme issus d'au moins 5 organisations ont pris part à cette rencontre. Après chaque présentation, les participants ont eu à poser des questions de compréhension. Les explications fournies ont permis de lever l'équivoque sur la confusion entre la Croix-Rouge et la Croix catholique. En fin de séance certains participants ont adhéré comme volontaires de la CRM. L'occasion a été opportune pour faire les liens entre certaines dispositions de la convention sur le DIH et les hadiths ou versets coraniques.

- *Diffusion sur l'historique du Mouvement international Croix-Rouge.*

Cette séance a concerné plusieurs catégories de personnes : les élèves, les étudiants, les volontaires, les groupements associatifs de femmes, les nouveaux agents de projet. Au cours de la période les élèves de l'Institution National de formation en santé de la CRM ont bénéficié de cette orientation. Au total 186 élèves ont été concernés. L'animation a porté sur les thèmes suivant : les principes et valeurs du mouvement ; les activités de la Croix-Rouge maliennne, les conventions de Genève, les emblèmes. Sur les 186 élèves, 164 étaient des femmes.

- *Recyclage des points focaux diffuseurs*

Le département a organisé une séance de formation/ recyclage à l'intention de 27 points focaux dont 10 femmes des 8 branches y compris le district à l'exception de Kidal pour raison d'insécurité. La formation a été facilitée par le chef de département et le chargé de diffusion. Aussi, le CICR a participé à travers la diffusion de modules sur le CICR et ACCES Plus sûr. La formation était basée sur des présentations, des débats et des jeux de rôles. La formation a permis d'initier les points focaux volontaires à la connaissance du Mouvement Croix-Rouge, les techniques de base de communication, le processus de mise en œuvre d'un plan de diffusion. A la fin de la formation, les points focaux ont élaboré des plans d'action pour les séances de diffusion au niveau de leurs branches. La formation a duré 3 jours et elle a eu lieu à Koulikoro du 15 au 17 Mai 2018.

- *Diffusion par les points focaux*

Les points focaux diffuseurs ont organisé des séances de diffusion à l'intention des cibles communautaires (groupements de femmes, de jeunes, association des religieux au niveau de quatre régions. Près de deux cent cinquante personnes ont participé à ces séances de diffusion qui ont porté sur les emblèmes, les principes fondamentaux, la Croix-Rouge malienne et ses activités. Ces exercices de diffusion ont permis aux points focaux diffuseurs d'appliquer les leçons apprises lors de la formation recyclage.

COMMUNICATION

- *Célébration de la journée internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge*

Le 8 mai 2018 a été une occasion pour mener des activités de diffusion auprès du public dans les différentes régions. Cette activité a vu la participation des membres du Mouvement présents au Mali, les ONG, les services de l'Etat et d'autres partenaires. Cette activité a été suivie d'une conférence de presse au cours de laquelle les journalistes ont été édifiés sur les activités de la CRM. Au cours de la cérémonie les différents responsables ont rappelé l'importance du thème pour toute l'humanité et en toute neutralité. La représentante du Ministère du Développement Social et de l'Action Humanitaire a remercié la CRM à travers son discours pour toutes les actions menées auprès des populations vulnérables. En marge de cette activité, un don de sang a été effectué en collaboration avec le centre national de transfusion sanguine. Cette activité a vu la participation des officiels (100) et des volontaires (500). Au total, 68 poches de sang ont été récoltées. Une conférence de presse a été organisée par le Président de la CRM pour mieux faire connaître les multiples activités de la CRM. Dans cette mouvance un match de football (CICR-CRM) a été organisé. Le résultat était la fraternité et le rapprochement entre deux membres d'une famille. Une séance de diffusion a été aussi organisée dans un lycée public lycée Fily Dabo Sissoko avec une centaine d'étudiants à majorité féminine portant sur l'historique et les principes fondamentaux du Mouvement CR.CR. Des documents ont été remis aux participants sur le Mouvement Croix-Rouge. Aussi, une conférence débat a été organisée sur le Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge par le comité régional de Bamako au Gouvernorat du District sous la présence du Gouverneur du district avec la participation d'une centaine de participants.

- *Couverture médiatique /reportage activités :*

Le département a assuré plusieurs activités de reportage portant sur les activités des projets de formation et autres événements à Bamako et dans les régions. Ainsi des couvertures sur les activités du projet RECA notamment le lancement des équipes de secours nautiques à Koulikoro, la remise de matériels médicaux au CSCOM de Logo et Koussané à Kayes, la donation de kits d'urgence aux familles d'inondation à Sikasso et la couverture de l'atelier du staff de la CRM sur l'accès plus sûr etc... Des articles ont été régulièrement rédigés pour animer le site web.

- *Production du bulletin trimestriel 'le Volontariat' :*

Au cours de l'année, le département a produit 2 numéros consacrés aux activités de la société nationale en lien avec la communauté et le travail des volontaires. Le département a appuyé les projets dans l'élaboration des différents plans de communication et des supports de communication.

- *Animation du site web et des réseaux sociaux:*

Le site web a été animé avec différents articles de nos interventions. En outre d'autres fonctionnalités ont été développées sur le site (pages pour les volontaires, les projets l'IFSS-CRM etc). Des publications (articles, et avis) ont été publiées sur le site web.

S'agissant de l'animation des réseaux sociaux, les articles sont partagés sur les réseaux sociaux. Aussi, plusieurs couvertures instantanées ont été faites (live). Il y'a eu des interactions avec les internautes. Le nom de domaine du site web nous permet de gérer nos comptes professionnels, ainsi, de sécuriser nos informations.

Résultats atteints

DIFFUSION

- *Diffusion de la loi sur l'emblème dans les quatre régions du nord*
 - 4 journées d'information sur l'emblème ont été réalisées à l'endroit des autorités administratives et cadres techniques dans les régions de Mopti, Ségou, Gao et Tombouctou
 - 250 copies de la loi sur l'emblème ont été distribuées
 - 200 personnes touchées par les activités de sensibilisation
 - 100 volontaires mobilisés
- *Diffusion sur la comparaison sur le DIH et les préceptes du coran.*
 - 160 membres des organisations religieuses et communautaires touchées à Ségou et Sikasso
- *Diffusion sur l'historique du Mouvement Croix-Rouge/ Croissant-Rouge.*
 - 4 séances de diffusion réalisées par les points focaux diffuseurs dans les régions de Mopti, Ségou, Tombouctou et Gao
 - au moins 250 personnes touchées (association de femmes, groupement des jeunes religieux musulmans, scolaires)
- *Recyclage des points focaux diffuseurs*

27 Points focaux diffuseurs formés dont 10 femmes de 9 régions y compris le district

- Briefing des élèves aides-soignants de l'INFSS-CRM, 4 promotion soit 186 élèves dont 164 femmes, 88% et 22 hommes 12%.
- Diffusion par les points focaux

250 participants touchés (groupement associatifs de femme, scolaires)

COMMUNICATION

- *Organisation de la journée Internationale de la Croix-Rouge*
 - plus de 1000 participants ont assisté à la séance de présentation sur le Mouvement du mouvement au niveau de toutes les régions;

- célébration sur l'ensemble du territoire (10 branches);
- cérémonie d'ouverture officielle présidée par le Ministère de la Solidarité de l'Action Humanitaire;
- plus de 500 invités des services techniques, autorités administratives, ONG, Nations Unies, organisation de la société civile;
- au moins 700 volontaires ont été mobilisés;
- 4 séances de diffusion réalisées à l'endroit des femmes, jeunes et leaders communautaire et responsables administratifs (1000 personnes touchées)
- démonstration de gestes de premiers secours par les volontaires
- 500 supports de visibilité produits et distribués/10 branches

- *Couverture médiatique/ Reportage d'activités*

15 couvertures médiatiques ont été réalisées pour le lancement de certains projets, formation et autres évènements ainsi que de donation

- *Production de Journal le volontariat*

2 Numéros du journal volontariat soit 1012 exemplaires sont produits.

- *Production de supports de visibilité*

100 porte-clés, 100 stylos, 500 bloc note agendas sont en cours de production avec emblème Croix-Rouge.

- *Production de calendrier 2019*

1000 calendriers muraux et 500 chevalets et les chevalets de l'année 2019 sont en cours de production

- Production d'un film documentaire sur les activités de la CRM sous le format de 15, 16 et 4 mn

ANIMATION DU SITE WEB CRM

Au-delà de l'optimisation de l'arborescence et l'interface du site, élaboration des nouvelles pages, l'agencement des rubriques et la gestion de l'organisation des articles ont été une des préoccupations du département, l'ensemble des fichiers médiatiques utilisés sur le site ont été traitées pour mieux les adapter aux différents support d'utilisation des internautes. Chaque image respecte un chargement de trois (3) secondes avec un débit de 56 kb/s tout en gardant leurs bonnes résolutions.

Les nouvelles pages des projets, de RLF, des volontaires, d'INFSS-CRM ont été élaborées et mise en évidence sur l'interface d'accueil du site.

Le slide principal au niveau de la page d'accueil a été élargie pour occuper toute la largeur avec comme limite cinq (5).

Statistique du site entre 01 Janvier au 31 Octobre 2018 :

Les sessions : 12 250 sessions ont été ouvertes

Utilisateurs : 11 703 utilisateurs au total récentes

Pages vues : 70 936 consultations ont été fait sur les différentes pages

Pages et documents consultés

Certaines interactions ont été recensées entre les différentes pages du site, la liste ci-dessous montre le nombre de consultation des cinq premières pages les plus consultées.

Page d'accueil : 31 468

Page d'appel/offre : 12 871

Page d'enregistrement au site : 2 440

Conditions d'accès des élèves étudiants à l'INFSS CRM : 982

Page de contact : 523

Origine géographique des 74 174 sessions :

Le site étant consulté de façon internationale, voici ci-dessous les cinq premier pays dans lesquels le site est beaucoup utilisé.

Mali : 9 708 soit (78,57 %)

France : 321 soit (2,60 %)

United States : 206 soit (1,67 %)

Côte d'ivoire : 162 soit (1,31 %)

Sénégal : 152 soit (1,23 %)

Gestion page Offre emplois

Le système d'exploitation de la page offres emplois a été amélioré. La page obéit à une programmation systématique qui prend en compte les échéances de publication. Les internautes sont sollicités pour enregistrer leurs CV et Lettres de motivation qui seront gardés et utilisés par le département des Ressources Humaines et du Volontariat...

Réseau sociaux (Page LinkedIn) : 129 abonnés dont 91 employés de la CRM nous suivent sur notre page sociale de LinkedIn (réseau social professionnel de recherche d'emploi) au compte de la CRM. Cela permet le partage des articles et l'adhésion des personnels pour suivre les différentes publications. Cela facilite également la publication des avis d'appel d'offres et le suivi des personnes avec leurs profils.

Page Facebook : Les activités de la CRM sont suivies par plus de 14 179 personnes actives sur la page

Page Twitter : Au total 557 Abonnés reçoivent les tweets et 75 Tweets postés, nous sommes suivis par la #FICR le #CICR ainsi que les autres sociétés nationales de la Croix-Rouge.

Page Yammer : 68 employés actifs sur notre propre réseau social Yammer. Ce réseau a été mis en place pour permettre aux personnels de pouvoir partager les informations destinées à l'interne sans que celle-ci ne soit rendue publique.

VI. INSTITUT NATIONAL DE FORMATION SOCIO- SANITAIRE (INFSS)

L'école de formation socio sanitaire de la Croix-Rouge malienne forme depuis plusieurs décennies des étudiants en soins infirmiers. Après la restructuration de 2010 l'école a revêtu une peau neuve sur le plan académique. Elle a intégré une filière de licence en plus des filières d'aide-soignant, d'infirmier de premier et second cycle. Au cours de la période qui chevauche entre la rentrée scolaire 2017 et 2018 l'école a réalisé d'importantes activités dans le cadre de son plan action annuel. Ces activités ont donné des résultats probants sur les plans pédagogiques, administratifs et logistiques et financiers.

Résultats atteints

80% de réalisation des activités planifiées sur le plan opérationnel conformément au PO 2018 au 30 septembre 2018.

Sur le plan Pédagogique :

Les cours pédagogiques

L'institut a enregistré 85% de taux global de réalisation des cours pour les TS et Licence au titre de l'année scolaire 2017-2018 (dont 86% de réalisation au niveau des TS et 84% au niveau de la Licence).

Le taux global de réalisation des cours chez les Aides-soignants est de 100% conformément à la planification de 2018.

Les stages urbains et ruraux

L'ensemble des élèves et étudiants inscrits et réguliers (infirmiers et aides-soignants sauf les deux 1^{ères} années) ont été mis en stage urbains dans les structures sanitaires dont les CSCOM, les CS Réf, certaines structures privées et les hôpitaux du district de Bamako, du cercle de Kati et de certaines régions.

Au niveau national, les étudiants de la 3^{ème} année en licence en fin de formation pour l'obtention des diplômes ont été mis en stage rural dans les structures de santé (2 CSCOM et 8 CS Réf) des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti et dans le cadre de ces stages ruraux, l'INFSS-CRM a participé à l'encadrement des étudiants en stage rural sur l'axe Bougouni, Ouessèbougou et Sélingué.

Les évaluations

Au titre de l'année scolaire 2017-2018, l'institut a enregistré au niveau des infirmiers (TS et Licence) 94% de taux global de réussite dont 98% de taux global de réussite masculin et 93% de taux global de réussite féminin ; avec un taux global de participation aux évaluations et examens chez ces infirmiers de 98%.

Au niveau national l'institut de la Croix-Rouge Malienne a enregistré (pour les techniciens de santé et en Licence de la santé) aux examens nationaux en session unique un taux global de réussite de 94% (avec 100% de taux de réussite au niveau des techniciens de santé/TS et 83% de taux de réussite au niveau de la Licence) dont 100% de taux global de réussite masculin et 93% de taux global de réussite féminin. Le taux global de participation des étudiants de l'INFSS-CRM à l'examen national 2018 est de 98% pour les techniciens et en Licence de santé.

Au niveau des techniciens de santé/ TS , l'INFSS-CRM enregistre un taux global de réussite de 97% des classes de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} année au titre de l'année scolaire 2017-2018 dont 100% de taux global de réussite masculin et 96% de taux global de réussite féminin (y compris les résultats de l'examen national 2018 des TS) dont :

- - Un taux global de réussite de 100% à l'examen national 2018 des techniciens de santé avec 100% de taux de réussite masculin et féminin , soit 29 diplômés (13 en Santé Publique/SP et 16 en Santé Maternelle et Infantile/SMI) sur 30 candidats présentés (dont 1SMI n'ayant pas composé à l'examen national),
- 31% des diplômés techniciens de santé / TS ont eu la mention : (8% ont eu la mention Bien en filière SP, 38% de la filière SP et 19% de la filière SMI ont eu mention assez-bien.

Au niveau de la licence en sciences de la santé infirmière et obstétricale, l'INFSS-CRM enregistre un taux global de réussite de 90% des classes de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} année au titre de l'année scolaire 2017-2018 dont 96% de taux global de réussite masculin et 87% de taux global de réussite féminin (y compris les résultats de l'examen national 2018 des licences en Sciences de la Santé Infirmière et Obstétricale) dont :

- un taux global de réussite de 83% à l'examen national 2018 des Licences soit 15 diplômés (3 en filière Infirmier d'Etat /IDE et 12 en filière Sage-femme/SF) sur 18 candidats présentés. Parmi les diplômés de la filière IDE à l'examen national, le premier national est de l'INFSS-CRM avec 16,03 de moyenne et le dernier de l'INFSS-CRM de la même filière a 15,00 de moyenne.

Au niveau des Aides-soignants, l'INFSS-CRM a formé 186 élèves aides-soignants au compte des quatre promotions de 2018 et enregistre 98% de taux de participation aux examens de fin de formation pour les deux premières promotions de 2018 avec 58% de taux de réussite dont 58% de taux de réussite masculin et féminin ; pour 60 diplômés aides-soignants (dont les 88% sont des femmes).

Sur le plan Administratif

La production et la transmission au secrétariat général de la CRM des neuf (9) rapports mensuels financiers et pédagogiques, des quatre (4) rapports trimestriels des activités de l'institut, du rapport annuel. L'institut a tenue des réunions trimestrielles de coordination et de suivi des activités, le bilan 2018 des activités de l'institut et le PO au titre de l'année 2019 ont été élaboré et transmis au secrétariat général de la CRM.

L'institut a aussi apporté son appui au département des ressources humaines pour l'élaboration des états de salaire au 1^{er} semestre de 2018 et dans la mise en œuvre de certaines activités du secrétariat général.

Au niveau national, l'institut a participé aux réunions de la commission nationale d'organisation et de mise en œuvre des examens nationaux en collaboration avec l'Association des Ecoles de Santé du Privé du Mali (AESP), l'Institut National de Formation en Sciences de la Santé de l'état (INFSS), le Centre National des Concours et Examens de l'Etat (CNECE) et la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (DGESRS).

Sur le plan financier/ logistique:

Appui du service de la comptabilité et des finances pour l'élaboration et la prise en charge des états de salaire et la saisie SAARI au 1^{er} semestre de 2018. Le pourcentage total de recouvrement des frais d'inscription, de scolarité des élèves/étudiants infirmiers (TS, licence) et aides-soignants (AS) au 30 septembre de 2018 est de 43,38%.

VII. GESTION DU PATRIMOINE ET DES APPROVISIONNEMENTS

Quelques faits et actions saillants

-  La construction des sièges de la Croix-Rouge Malienne à Koulikoro et Sikasso en cours permettra d'enrichir le patrimoine immobilier mais d'offrir un excellent cadre de travail et une plus grande visibilité au niveau régional.
-  Aussi l'acquisition d'un nouveau véhicule Hilux Pick Up 4x4 Double Cabine au compte du projet RP2 (CRM-CRN) a enrichi le parc auto existant
-  La réception finale de quatre (04) bureaux et deux (02) toilettes mis à la disposition des partenaires et du personnel des projets au siège de la Croix-Rouge Malienne via le partenariat CRM-CRE a permis de décongestionner la pléthore de personnes dans les bureaux
-  La participation à l'atelier des supports du Programme de Transfert Monétaire à Ouagadougou (Burkina Faso) tenu les 30, 31 Juillet et 1^{er} Aout 2018.

Le Service Patrimoine Approvisionnement à travers son rôle d'acquisition de biens et services a lancé plusieurs dossiers d'appels d'offres restreints et ouverts courant l'année.

Activités et Résultats atteints

Les activités concernées sont celles relatives aux fonctions du service Patrimoine Approvisionnements à savoir : la gestion des approvisionnements généraux, la gestion du parc auto et celle des stocks, à ceux-ci s'ajoutent le suivi du fonctionnement de la CRM à travers les installations électriques, de plomberie, d'entretien de climatiseurs et autres.

Acquisitions

- 11 points d'eau avec 9 forages dans la région de Kayes (CRE),
- D'un nouveau bâtiment de 4 bureaux et deux toilettes à Bamako (CRE)

Le lancement de la construction des nouveaux sièges de la Croix-Rouge Malienne (Koulikoro et Sikasso) CRM-CRC

Les grandes **acquisitions au titre des matériels et équipements** ont été en premier lieu celles du projet MNCH2/CRC : 225 kits de premier secours, 124 balances SECA mère-enfant ; 441 lampes solaires ; 35 pneus 4x4 pour les véhicules de la délégation et du projet ; et par l'achat d'outils informatiques.

L'une des grandes acquisitions en matériel roulant a été celle du véhicule Toyota Hilux Pick Up Double Cabine au compte du projet RP2 (CRN)

Les acquisitions de deux (02) motos TVS 160 pour le projet Moyens de vie-Tombouctou (CRM-CRE) ; une moto TVS 180 pour le projet PFR2 (CRM-CRN) ; ont permis de renforcer la capacité de mobilité des équipes de projets et pourront être source de rentabilité à travers les missions de supervision

Situation des stocks

La situation du stock au magasin a fait l'objet de suivi régulier par le magasinier à travers les fiches de mouvements de stocks (bons d'entrée et de sortie fiches d'affectation des articles acquis par la CRM à travers l'ensemble des projets).

L'inventaire est en cours et sera complété par la création de dossiers individuels relatifs à la détention de matériels et équipements (**fiche détenteur**) par bureau et par personnel par le nouveau magasinier.

Ce suivi est également fait dans les régions par les logisticiens projets.

Emplois / Suivi

Les mouvements des véhicules ont été en grande partie liés aux missions terrains sur l'ensemble du territoire national, missions de suivi évaluation en rapport avec les nombreux projets implantés dans les différentes régions.

Également les mouvements des véhicules concernent les courses de service relatives aux réunions et ateliers courants.

De gros efforts ont été fournis par le siège pour maintenir les véhicules en fonction à travers des réparations et entretiens réguliers au moment des élections présidentielles de juillet 2018.

Ces entretiens ont surtout concerné les véhicules suivants en fonctions :

7356 AAT ,6821 BAT, 1549 BAT, 1548 BAT, 0835 CIT, 3657 BAT, 2046 BAT.

Cinq (05) véhicules sont en mauvais état (Immobilisés), il s'agit de la Land Cruiser 82-5381C, la Land Cruiser 3358 AAT la Land Cruiser 3853 BAT (en panne à Mopti), la Pick-up 4943 BAT et de la Pick-up 7518 AAT.

Elles pourront être mises en réforme car en arrêt depuis plus de deux ans.

Également un tableau de suivi entretien et réparation est renseigné par semaine. A cela s'ajoute le tableau de suivi des mouvements en courses internes et missions

Carburant

Au cours l'année 2018, une seule dotation en carburant de Cinq cents mille francs CFA (500.000) a été facilitée par la CRN/RP2) équivalent à 584,72 litres

Les véhicules ont fonctionné sur la base des dotations liées aux ateliers et rencontres.

Le générateur a également reçu deux (02) dotations de :

-500.000 francs CFA (CRN/RP2) soit 584,72 l

-500.000 francs CFA (CRB/PA17-21) soit 584,72 l

Ce qui fait une dotation annuelle de 1169.44 litres de gaz oil pour le générateur pour un montant total d'un million de francs CFA. Deux entretiens complets ont été effectués en 2018 (janvier et juin 2018)

Matériels informatiques

Les acquisitions ont porté surtout sur les consommables en fournitures de bureau, et équipements.

La fermeture du projet **IRIS** courant l'année 2018 et dont les matériels informatiques ont été après inventoriés.

Procédures logistiques

Les procédures logistiques suscitent toujours des débats par rapport à leur lourdeur et leur longueur. Elles ont besoin d'harmonisation, de diffusion et surtout d'une meilleure lecture par les différents praticiens. Mais le défi majeur qui se pose est comment concilier les diverses et riches procédures logistiques en temps normal et celles d'urgence par la CRM ?

En cela le Service Patrimoine et Approvisionnements a donné ses observations en lien avec la proposition de révision du manuel de procédure initiée par le Secrétaire Général, initiative qu'il apprécie pour sa juste valeur car d'une importance capitale.

Suivi des Entrepôts

Le suivi de l'entrepôt central est régulier et permanent comme l'atteste les différents rapports de stocks trimestriels produits par le magasinier. Mais se pose le problème de suivi dans les régions. Cependant des missions de suivi- appui et inventaires sont programmés courant le mois de novembre 2018.

Cependant, il y a un faible suivi des entrepôts au niveau régional faute de magasiniers affectés. Mais le suivi de stocks des différents projets est assuré par les logisticiens terrains (confère les rapports mensuels et trimestriels)

- Entrepôts régionaux /Kayes ; Sikasso ; Mopti et Koulikoro (stock CRM ; stock FICR ; autres stocks)

Douze (12) missions de suivi terrain (suivi des constructions en cours), et appui a permis au Chef du service Patrimoine et

Approvisionnement de se rendre compte des difficultés (non utilisation des outils logistiques).

Aussi, des outils de gestion de stocks sont mis en place pour le suivi et la mise à jour des stocks restent problématiques au niveau des entrepôts régionaux.

VIII - LES RESSOURCES HUMAINES ET LE VOLONTARIAT

LA GESTION DU PERSONNEL

Dans son rôle de support aux programmes, sur la base des orientations de la politique de gestion du personnel et du manuel de gestion des ressources humaines, le département a entamé les actions ci-après durant l'année 2018 :

- Le recrutement d'un personnel de qualité ;
- L'amélioration des conditions de travail ;
- Le renforcement de capacités des agents.

Concrètement ceci s'est traduit par les activités suivantes :

L'ACTUALISATION DE LA GRILLE DE SALAIRE

Le processus d'analyse de la grille des salaires qui a commencé en 2012 a connu une avancée notable par l'adoption et la signature d'une nouvelle grille dont l'application à commencer le 1^{er} Mai 2018. Il est à noter que l'actualisation de la grille des salaires repose sur l'élaboration et la mise en place préalable du « Cadre organique », régissant les emplois au sein de la société nationale. Par contre l'accord d'établissement devant accompagner le processus reste toujours en projet.

LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL

Le nombre total d'employés à la Croix-Rouge malienne au 31 décembre 2018 s'élève 255 employés dont 41 femmes et 204 hommes.

Le département a reçu 54 demandes de stages. Le nombre de stages professionnels accordés au cours de l'année 2018 est de 16 stagiaires repartis entre les différents projets et l'administration de la Croix-Rouge Malienne

Le recrutement du personnel a constitué une des activités majeures de la gestion du personnel. L'arrivée des nouveaux projets a entraîné le recrutement de personnels supplémentaires. Le tableau suivant décrit le nombre de salarié recruté par projet et par branche régionale

LA GESTION DES DEPARTS

Au cours de l'année 2018 le département des Ressources Humaines de la CRM a enregistré au total quarante-six (46) départs dont 32 départs liés à la fin des projets, 13 démissions de postes et 1 licenciement.

Le département des ressources humaines a fait une bonne gestion administrative et financière de tous les départs en application des dispositions du code de travail et du manuel de gestion du personnel de la Croix- Rouge Malienne.

L'EVALUATIONS DU PERSONNEL

Cette activité importante destinée à déceler les atouts et faiblesses des employés pour mieux planifier le renforcement de leurs capacités demeure à présent timide dans son application. Pour diverses raisons les responsables en charge n'ont toujours pas accordé une place de premier ordre à la dite activité qui se voit être léguée au second plan de leurs programmations. Les évaluations des périodes d'essai indispensables pour la confirmation des contrats de travail ne sont pas faites systématiquement.

LA SECURITE SOCIALE

Tout le personnel recruté a été systématiquement déclaré aux impôts et leur cotisation sociale payée régulièrement.

CONGES ET PERMISSION DU PERSONNEL

L'observation des congés a été rendu obligatoire pour tous les employés sauf cas de forces majeurs. Cette disposition a permis de mieux gérer les départs en congé et de faire des économies d'échelle sur les indemnités et droits à payer aux employés en fin de contrat.

FORMATION CONTINUE DU PERSONNEL

Afin d'améliorer leur performance certains employés cadres et techniciens ont bénéficié de formation dans divers domaines à travers les différents projets et programmes :

GESTION DES PROMOTIONS

Dans le cadre de la motivation et de l'amélioration des conditions de travail des employés, la CRM a procédé à la promotion interne pour certains agents avec une incidence positive sur les salaires des dits agents. Ainsi sur décision du Président de la CRM :

- le titulaire de poste conseillé de district a été promu au poste coordinateur de zone.
- le titulaire de poste coordinateur de zone a été promu au poste coordinateur régional

GESTION DU VOLONTARIAT

Le volontariat est l'essence du mouvement Croix-Rouge/ Croissant- Rouge. L'année 2018 a été marquée par un engagement effective à la mise en œuvre de la politique nationale de volontariat de la CRM dans l'optique de mieux structuré et de mieux organisé le réseau de volontaires. C'est dans ce cadre que la CRM avec l'appui de ses partenaires a réalisé un certain nombre d'activités tendant à la mise en place d'un système cohérent d'organisation de gestion des volontaires et le recrutement d'un chargé de la gestion des volontaires.

a) La Vulgarisation de la politique du volontariat

Le Département a assuré la mise à disposition du document de politique de gestion des volontaires ainsi que la charte du volontariat à toutes les branches de la Croix Rouge Malienne. Le journal le « volontariat » de la Croix Rouge Malienne a été fortement mis à contribution pour informer sur les activités tendant à la valorisation des volontaires. Les nouveaux volontaires engagés et les contractuels recrutés ont été dotés et formés sur le système du volontariat avant leur prise de fonction.

b) *Faire une bonne implication des volontaires dans la gestion des projets*

Dans le cadre du renforcement de la résilience des populations du nord du Mali victimes des conflits et de la crise politico-sécuritaire, la Croix- Rouge Malienne a mobilisé ses volontaires dans les régions de Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal.

Par ailleurs, les volontaires de la Croix-Rouge Malienne ont activement contribué à la stabilité socio-économique des régions ci-dessus citées à travers leurs engagement dans la mise en œuvre des projets comme : le Rétablissement des Liens Familiaux à Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal ; le projet Abris-Nord à Tombouctou ; le projet OFDA, résilience à Gao, Tombouctou, le projet Santé Materno-infantile à Gao ; le projet résilience communautaire, moyens d'existence de Tombouctou.

Dans les régions de Kayes, de Ségou, Koulikoro et dans le district de Bamako, le volontaires de la Croix-Rouge Malienne ont été sollicités et mobilisés dans la mise en œuvre des projets ci-dessous ;

- Le Projet « Résilience Communautaire dans le cercle de Bla » ;
- Le Projet « Résilience Communautaire dans le Cercle de Koulikoro et Bla »
- Le projet « Wash » dans les cercles de Bafoulabé et de Kéniéba
- Le projet de lutte contre les IRA dans la Région de Kayes
- Le projet Santé des mères, des enfants, et des nouveaux nées dans les régions de Koulikoro et Sikasso.
- Le projet IRIS dans la région de Kayes
- Le projet Santé communautaire et oculaire dans le cercle de Goundam

c) *Protection et visibilité des volontaires*

Au titre de l'année 2018, le nombre Total de volontaires s'élève à 10503 personnes dont 4867 ont bénéficié de l'assurance accident.

d) *Le camp National des Volontaires :*

Le Camp National des Volontaires de la Croix-Rouge Malienne a été initié depuis 2009, dans le cadre de la motivation des volontaires. Aujourd'hui il est devenu un espace de choix pour la Croix-Rouge Malienne de rencontrer ses volontaires et célébrer le volontariat. L'édition de cette année, 10^{ème} du genre, a été placée dans le contexte de la mobilisation pour combattre les souffrances humaines avec comme thème central : « *RENFORCER LES ACTIONS DES VOLONTAIRES POUR FAIRE PLUS, FAIRE MIEUX ET ALLER PLUS LOIN* ». Elle a été célébrée à Koulikoro et a mobilisé un total de 117 volontaires venant de toutes les régions administratives du Mali. Du 10 au 15 décembre 2018 les volontaires de la CRM ont joint l'utile à l'agréable, ont procédé à des échanges d'expérience, ont renforcé leurs capacités et leur réseau au Mali.



Au cours de l'année 2018, la Croix-Rouge Malienne a fait le choix d'accélérer la mise en œuvre de sa politique de volontariat afin de d'obtenir un réseau dynamique de bénévoles (volontaires) et un système cohérent de recrutement et de gestion des ceux-ci. Des outils et supports gestion furent développés dans ce sens dont l'expérimentation est en cours. En outre, l'édition a été l'opportunité pour la Croix-Rouge Malienne de renforcer les liens de coopération, d'amitié et d'action commune entre les volontaires.

A travers son programme d'activité, le camp national des volontaires « édition 2018 » a permis de :

- renforcer le cadre national de partage d'expériences, de liens de coopération, d'amitié et d'action entre les volontaires de la Croix-Rouge Malienne.
- d'informer et former les participants surtout sur le Mouvement Croix-Rouge en général et la Croix-Rouge Malienne en particulier
- outiller les participants, surtout les nouveaux volontaires sur le système de fonctionnement du réseau des volontaires de la Croix-Rouge Malienne et comprendre le concept du volontariat
- renforcer les connaissances et aptitudes des volontaires afin qu'ils répondent mieux aux exigences de leur mission,
- offrir un cadre de diagnostic et d'évaluation de la Croix-Rouge Malienne sur le plan de soutien aux volontaires et le développement du volontariat.
- contribuer à une meilleure visibilité de la CRM.

e) Développement des outils de Gestion des Volontaire

S'inspirant de la politique du volontariat de la CRM et du guide pratique de gestion des volontaire de l'ACROFA, le Département des Ressources Humaines et du volontariat a élaboré un manuel « Guide » de gestion du volontariat portant sur la stratégie et les différentes étapes de gestion des volontaires en lien avec les outils et les responsabilités des intervenants par niveau.

Des points focaux ont été identifiés et responsabilisés aux niveaux des huit régions du Mali (Gao, Kidal, Ségou, Koulikoro, Kayes ; Sikasso, Tombouctou, Mopti) ainsi que le district de Bamako.

Pour un meilleur suivi et une bonne mise en œuvre de la politique nationale du volontariat, le Département des Ressources Humaines et du volontariat a mis en place un système mieux adapté à la gestion des volontaires à travers l'élaboration d'outils suivants :

- * Formulaire d'enregistrement du volontaire
- * Accord d'engagement volontaire

- * Charte de volontariat
- * Code de conduite des volontaires
- * Formulaire d'affectation des volontaires aux projets
- * Fiches d'identification
- * Fiche de suspension temporaire
- * Fiche de fin d'engagement volontaire
- * Registres d'identification des volontaires
- * Logiciel de gestion des volontaires

IX - ACTIVITÉS DES SECRÉTARIATS GÉNÉRAUX RÉGIONAUX

Conformément aux dispositions de ses statuts, la Croix-Rouge Malienne avec l'appui de ses partenaires du mouvement CRCR a procédé à la mise en place et à l'opérationnalisation des secrétariats généraux régionaux en vue de renforcer la gestion décentralisée de sa structure institutionnelle. En plus d'assurer la représentation au plan technique de la société nationale au niveau régional, sous l'égide de la gouvernance régionale, les secrétaires généraux régionaux constituent les pièces maîtresses de la gestion administrative, de la coordination technique des équipes des projets et de l'application des procédures de gestion administratives, comptables et financières au niveau régional.

Au cours de l'année 2018, les principales activités des secrétaires généraux régionaux de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal ont porté sur les éléments suivants :

1. L'appui au fonctionnement des branches régionales
2. Le renforcement du partenariat
3. La coordination et le suivi opérationnels
4. La mobilisation des ressources locales

Au titre des appuis aux branches régionales de la CRM

Le rôle essentiel des Secrétaires Généraux Régionaux est focalisé sur l'accompagnement aux Comités régionaux de la CRM à assurer la représentation institutionnelle auprès des autorités administratives et techniques, à suivre l'orientation de la mission humanitaire et à assurer la mobilisation des membres et des volontaires pour la cause de l'humanitaire au niveau régional. Le fonctionnement des comités passe par l'adhésion et la mobilisation des membres. Par l'organisation et la tenue des réunions statutaires des comités régionaux, les Secrétaires Généraux Régionaux assurent cette fonction importante et essentielle de l'existence de l'organisme humanitaire dans la région. En 2018 la tenue des réunions statutaires se résume aux statistiques ci-après :

Kayes (10 dont 7 extraordinaires) ; Koulikoro (19 dont 2 ordinaires trimestrielles) ; Sikasso (4 dont 01 extraordinaire) ; Ségou (3 ordinaires trimestrielles) ; Mopti (2 ordinaires) ; Tombouctou (4) ; Gao (2) ; Kidal (4). En fonction des régions, les membres des comités régionaux de la CRM se réunissent sur des sujets divers. Le rôle des Secrétaires Généraux Régionaux a été déterminant dans la mobilisation des

membres et la tenue des réunions statutaires, bien que le nombre attendu de ces réunions soit largement en dessous du nombre prévu.

Dans plusieurs régions, notamment Mopti, Ségou, Kayes, Koulikoro, le membership a été élargi par la mise en place de nouveaux comités dans les communaux d'intervention des nouveaux projets. Dans toutes les régions, les Secrétaires Généraux ont appuyé la mobilisation des volontaires et le renforcement du réseau des volontaires à travers l'appui aux différentes formations et l'appui à l'organisation des comités par la désignation de « points focaux volontariat ».

Au titre des appuis aux projets et programmes et de la coordination des actions

Les secrétaires généraux régionaux ont contribué de façon significative dans la supervision globale et la coordination des interventions dans l'exercice de la mission humanitaire. En plus de la diligence de l'organisation globale du travail dans la région, du suivi de l'application des procédures, ils ont contribué dans l'élaboration et la diffusion des plans de contingences régionaux. Dans les régions de Kayes, Mopti et Ségou la Croix-Rouge a été le lead sur le plan financier, organisationnel et technique pour la mise en place des plans de contingences notamment ceux en lien avec les catastrophes naturelles.

Les branches de la CRM ont également assuré l'évaluation des besoins suite aux différentes inondations et ont apportés la réponse à hauteur des moyens en collaboration avec les services technique décentralisés de l'état.



Précisément dans le cadre des élections présidentielles (1^{er} et 2^{ème} Tour) organisées en 2018 au Mali, les branches régionales avec l'appui important et déterminant des Secrétaires Généraux Régionaux ont effectué la couverture sanitaire à travers la mobilisation des moyens logistiques et humains.

Au **plan technique**, les Secrétaires Généraux Régionaux ont appuyé l'organisation, assuré la conduite des activités diverses que sont l'inventaire des matériels, le lancement des activités techniques de certains

projets, la participation aux réunions techniques et la supervision des réalisations d'infrastructures (immobilières, agricoles, hydrauliques et d'assainissement). Ils ont procédé à l'élaboration des plans opérationnels et des bilans de leurs activités.

Les secrétaires généraux ont également organisés et participés aux missions de suivi des projets dans leurs régions ainsi qu'à l'identification de nouveaux projets. Aussi l'analyse des contextes sécuritaires a permis l'élaboration de plans régionaux de sécurité dans les branches de Mopti et Gao afin de préserver la sécurité des volontaires et des membres tout en assurant un meilleur accès aux populations. Ainsi des kits d'urgences ont été pré-positionnés dans la plupart des branches régionales et distribués aux populations affectées par les catastrophes telles les inondations et incendies. Dans certaines régions où se sont tenues des formations aux premiers secours, les SGR ont apporté leur contribution dans l'organisation et le contact. Au plan de la mobilisation des ressources, plusieurs initiatives d'activités génératrices de revenus au profit des branches régionales et locales ont été élaborés dont certains ont eu une suite favorable. Ainsi la branche de Kayes a poursuivi avec le dossier d'obtention d'une décision pour l'implantation d'un jardin d'enfant au profit de la branche. Des recherches ont également été poursuivies pour mobiliser les fonds aux fins du financement de cette initiative. Egalement les branches ont offert aux entreprises et autres particuliers les services du premiers secours afin à la fois de mobiliser des fonds pour leur activités mais aussi assurer la sécurité des employés des partenaires concernés. A Kayes la mise en exploitation de l'ambulance du comité régional a permis de mobiliser des recettes assez modestes destinées à la maintenance de l'état de fonctionnement du dit véhicule.

En 2018, 250 nouvelles adhésions de membres ont été enregistrées. Un important lot de matériels et équipements médicaux et paramédicaux (compresses, béquilles, bande élastiques, fauteuils roulants) a été octroyé au Comité régional CRM de Kayes par l'association de bénévoles Franco Maliens.

Au niveau de Ségou et Mopti les efforts se sont poursuivis afin d'améliorer la rentabilité du dispensaire de Mopti (pour lequel les recettes ont été à la hausse) et l'école de formation en soins infirmiers de Ségou. Un nouvel Institut de Formation Socio sanitaire est construit à Ségou. La recherche d'opportunité pour la dotation en équipement de cette infrastructure s'est poursuivie en 2018. A Mopti 120 cartes de membres ont été vendus et une centaine de volontaires ont également acquis leurs cartes.

Au plan du développement du partenariat local, les secrétaires généraux ont participé et parfois animés les cadres de concertation régionaux sur les interventions humanitaires et de développement. Aussi afin de mieux définir les responsabilités des parties dans la mise en œuvre des interventions au niveau régional, des protocoles d'accords ont été élaborés et signés entre les branches CRM et les partenaires pertinents sous la supervision et l'appui technique des SGR.

X. LA COORDINATION DES PROJETS ET PROGRAMMES

Au cours de l'année 2018, les objectifs de la coordination des programmes ont porté sur la coordination des activités des départements techniques, le suivi des planifications annuelles, l'élaboration de certaines

propositions de projet, la finalisation d'autres propositions et l'appui à la planification de certaines nouvelles initiatives.

Au titre du suivi des planifications des départements techniques, des rencontres ont été organisées avec chaque département pour suivre le niveau de mise en œuvre des plans opérationnels. Ces rencontres ont permis de noter un certain nombre de retards dans la mise en œuvre des activités. Des solutions ont été proposées pour relancer la réalisation des activités.

Au titre de l'élaboration de nouvelles propositions de projets, des appuis ont été apportés pour l'élaboration des propositions de projet dans le domaine de la santé, la préparation et la gestion des catastrophes ainsi que la réponse aux urgences humanitaires.

- Dans le domaine de la santé, un document de projet a été élaboré et soumis à la FICR dans le cadre du programme de Préparation aux Pandémies et Epidémies (CP3). Le démarrage de ce projet attend toujours la signature des accords spécifiques.
- Dans le domaine de la préparation et la gestion des catastrophes, une proposition de projet a été élaboré conjointement avec la Croix- Rouge Danoise pour la poursuite du projet de Renforcement de la Résilience Communautaire dans les Cercles de Bla/ Ségou et de Djenné/ Mopti (RECOM).
- Afin de mettre à l'échelle le programme d'assistance en abris aux populations victimes des conflits au Nord, un projet d'extension du programme à la région de Gao a également été élaboré avec la Croix- Rouge Luxembourgeoise et proposé aux partenaires financiers (HCR et MAE)
- Un autre projet est en voie de finalisation avec la Croix- Rouge de Belgique pour une assistance coordonnée aux populations de la région de Mopti victime du conflit intercommunautaire
- Un document de projet assorti de budget et de plan de mise en œuvre a été élaboré et soumis aux partenaires dans le cadre de la réponse aux inondations au Mali. Cet appel a eu un écho favorable et plusieurs partenaires de la CRM ont contribué à la réponse avec un financement total de plus de 300 millions de Francs CFA.

La production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Trois (3) rapports trimestriels ont été produits relatant le niveau d'exécution des plans trimestriels des activités. Afin de permettre à la CRM de partager ses réalisations avec les partenaires et le grand public et s'acquitter de son devoir de compte rendu envers l'Etat malien, un rapport annuel global des activités est produit et partagé. La production de rapports techniques est un vaste chantier animée par plusieurs acteurs, allant du terrain à la base, au sommet (niveau national). Elle est soumise au défi du respect des délais et des engagements.

Elaboration du bilan 2018 et du plan opérationnel annuel 2019

Le bilan des activités planifiées en 2018 a été élaboré et validé au niveau technique. Aussi un plan opérationnel sous forme de budget prévisionnel au titre de l'année 2019 a été élaboré de manière collective au niveau de l'exécutif national. Les deux documents seront soumis à l'appréciation du comité directeur pour appréciation et approbation.

La rencontre des coordinateurs et comptables

La rencontre annuelle des coordinateurs et comptables s'est tenue et a atteint les objectifs assignés. Il s'agit de la dixième rencontre du genre qui regroupe en plus des premiers intéressés, les Secrétaires

Généralistes Régionaux et les délégués des Croix-Rouge partenaires de la CRM. A l'issue de la rencontre qui a regroupé près de 85 cadres des branches et du siège, un plan d'action pour l'amélioration du fonctionnement de la CRM a été élaboré. Un comité de suivi a été désigné pour suivre la mise en œuvre des recommandations avant la prochaine rencontre.

La Rencontre bilan du programme de partenariat avec le CICR

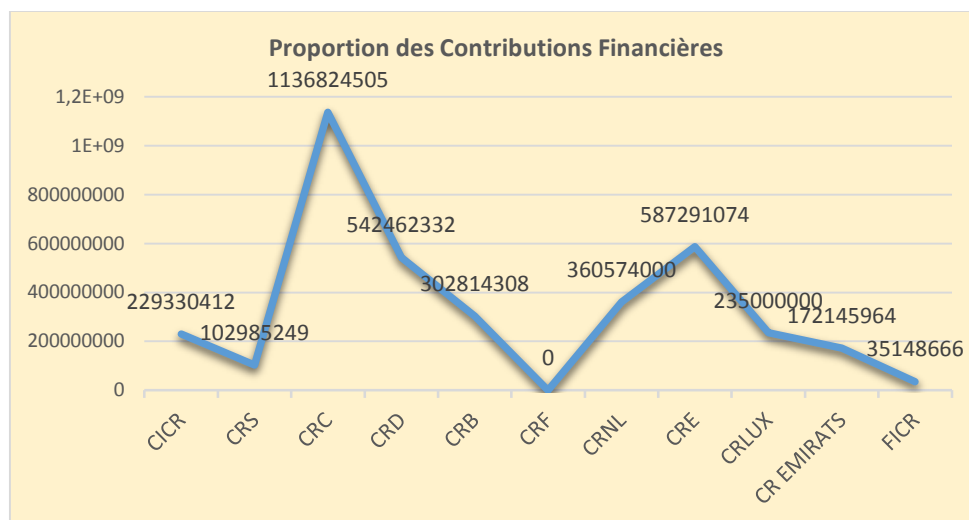
Deux rencontres de planification ont été organisées dans le cadre de la coopération annuelle entre la Croix-Rouge Malienne et le CICR. Une première rencontre en début d'année pour planification des activités du programme annuel, du projet RLF et Migrant et une seconde rencontre de bilan a mis parcourus et des perspectives 2019. Cette rencontre regroupe l'ensemble des responsables des activités et les décideurs des comités des régions concernées par les activités de partenariat avec le CICR (régions du Nord et de plus en plus du centre et du Sud)

XI. L'ANALYSE FINANCIERE

Le montant total mobilisé pour l'ensemble des activités de la CRM en 2018 à la période de référence (31 octobre) est de 4 664 729 163 FCFA sur une prévision annuelle globale de 6 761 993 849 FCFA selon le « plan d'action 2018 » approuvé en début d'année. Ceci correspond à 69% de réalisation globale de la mobilisation des fonds sur la prévision totale. Cet écart de gain important entre la prévision budgétaire et le montant effectivement mobilisé s'explique d'une part par le mode de planification basé essentiellement sur les budgets globaux initiaux et non sur les informations des suivis budgétaires, et d'autre part par la planification des activités au niveau de certains secteurs de la CRM sans aucun engagement financier d'un quelconque partenaire.

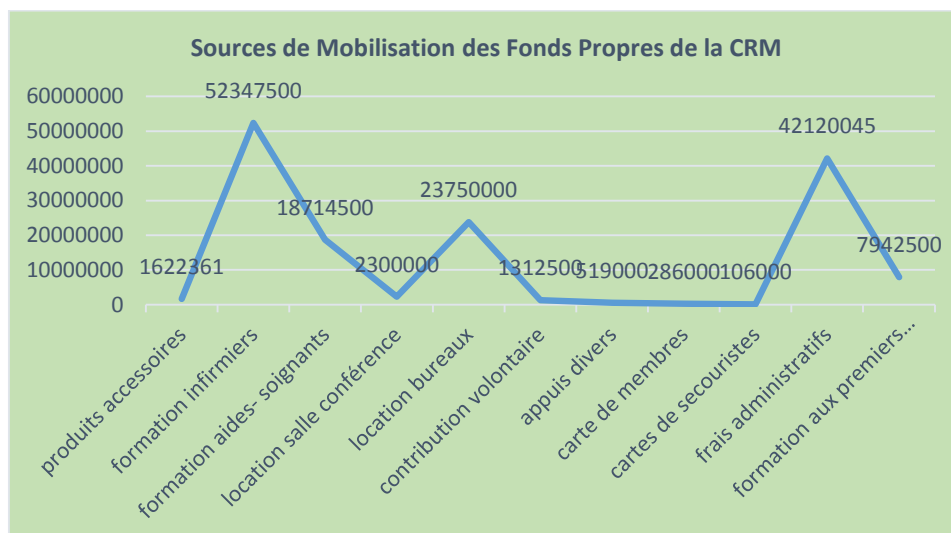
Pour l'ensemble des activités et des services effectués par la CRM, il a été enregistré durant la période concernée une dépense totale de **3 760 453 683 FCFA** dont 3 596 829 480 Francs CFA correspondent aux dépenses liées aux projets et seulement 163 624 203 FCFA (soit 5%) équivalent aux dépenses de fonctionnement. Visiblement les fonds mobilisés par la Croix- Rouge ont été en totalité investis pour la cause des populations vulnérables sur le terrain. Considérant la diversité des domaines d'intervention et la qualité des services rendus, et compte tenu aussi des nombreux résultats atteints, l'efficacité des prestations de la Croix- Rouge Malienne et de ses partenaires au Mali est prouvée.

L'essentiel des fonds mobilisés pour les interventions et les activités en 2018 a été apporté par les partenaires du mouvement Croix- Rouge/ Croissant- Rouge à différente proportion, dépendamment des thématiques traitées et du temps d'exécution des projets concernés. Ceci se traduit dans le graphique ci-après :



La source de financement des projets de partenariat avec la Croix- Rouge Française (concernant exclusivement les fonds de la délégation CRF) n'a pas permis de connaître les montants effectivement mobilisés en 2018 par cette société nationale. Ceci constitue un GAP dans la comptabilisation des fonds réellement mobilisés au titre de l'année 2018.

En termes de contribution financière aux activités, la Croix- Rouge Malienne a apporté sur fonds propres durant la période, 151 055 406 FCFA dont 71 062 000 FCFA (47,04%) correspondent aux ressources de l'Institut National de Formation Socio- Sanitaire de la CRM. Les fonds mobilisés au titre de la formation aux premiers secours (au 31 octobre 2018) sont estimés à 7 942 500 FCFA. Une appréciation spécifique de l'apport des fonds par la CRM amène à comprendre la situation suivante :



XII. DIFFICULTES RENCONTREES / DEFIS

La gestion des projets et des programmes ainsi que le fonctionnement général de la société nationale ont connu plusieurs difficultés sur le plan contextuel et opérationnel.

Au niveau du contexte général les difficultés se résument à :

- L'insécurité dans les régions du Nord et le centre du pays qui freine l'élan d'assistance de la société nationales aux populations vulnérables
- Les remous des partis politiques liés aux élections présidentielles de juillet 2018
- les revendications syndicales et de certaines corporations professionnelles
- La crise économique mondiale qui affecte la mobilisation des fonds pour les populations vulnérables

Au plan organisationnel

- La faible initiative de la gouvernance en termes de plaidoyer pour l'accompagnement des actions (volonté d'expression de la souveraineté financière de la Société nationale)
- La lenteur dans le développement du réseau de la jeunesse CRM devant assurer la mise en œuvre des activités et le relevé institutionnel
- La forte interférence de la gouvernance dans la gestion des projets entraînant très souvent des frustrations, blocages et retards

Au plan opérationnel

- La charge élevée de travail au niveau du siège national et la faiblesse en ressources humaines
- La faiblesse dans le suivi des planifications à cause du manque de personnel
- Les procédures de gestion faiblement adaptées aux réalités du contexte de l'évolution des activités
- Le retard dans les acquisitions des équipements et matériels nécessaires au fonctionnement des projets
- Le retard dans le recrutement et l'engagement des personnels, source de retard dans la mise en œuvre des activités
- Le dysfonctionnement dans la communication entre les différents niveaux et responsabilités de la CRM

XIII. SUGGESTIONS

- * Mettre en place et respecter des procédures de gestions claires et adaptés aux différents contextes et stratégies d'intervention
- * Mettre en place un système fluide et moderne d'acquisition des biens et services des projets et programmes y compris un logiciel de suivi des demandes
- * Améliorer la qualité de la justification des fonds par les agents et membres des branches en responsabilisant chaque entité en fonction de son mandat et sa responsabilité
- * Créer un cadre de collaboration objective entre les programmes et le service de suivi évaluation
- * Améliorer la communication et le fonctionnement à tous les niveaux en mettant en place un schéma clair de communication à tous les niveaux

XIV. CONCLUSIONS

Le présent rapport ne couvre pas pour tous les domaines la totalité des activités planifiées et mise en exécution au cours de l'année 2018 pour raison des délais impartis dans la production du rapport annuel. Cependant on peut noter déjà un meilleur niveau de réalisation par rapport à la même période de l'année précédente. Ceci dénote s'explique par le nombre élevé des projets mais aussi par l'engagement du personnel et de l'efficacité des stratégies de gestion. Plusieurs activités programmées pour le dernier trimestre de l'année pourront renforcer davantage le taux de réalisation. Les résultats acquis sont attribuables aux différents appuis et à l'expertise apportée par les partenaires du mouvement CRCR qui ne ménagent pas d'efforts pour le soutien et le renforcement des capacités de la CRM.

Au cours de l'année plusieurs partenaires traditionnels ont réaffirmé leur confiance à la CRM en proposant une augmentation des programmes de développement et des initiatives d'assistance d'urgence. Cette marque de solidarité et de confiance est consécutive aux efforts inlassables que ne cessent de déployer les volontaires, employés et membres de la CRM pour la réalisation du service humanitaire aux bénéficiaires des populations vulnérables du Mali. Mais cette marque de confiance s'accompagne pour la CRM d'une responsabilité et des défis énormes sur le plan de l'efficacité et de l'intégrité.

Ainsi la Croix-Rouge Malienne pour mériter davantage la confiance des partenaires et être à la hauteur des attentes des populations doit s'améliorer constamment. Il s'agira d'envisager la modernisation des systèmes de gestion et d'améliorer le dispositif organisationnel. En dépit des résultats probants dans la délivrance des services humanitaires et l'apparente bonne santé de l'organisation des défis énormes persistent au plan institutionnel et opérationnel. Ces défis doivent être identifiés et traités sans délais si la CRM doit poursuivre et maintenir son mandat d'acteur humanitaire de premier niveau au Mali.

Aussi tous ses résultats encourageants engrangés au cours de l'année n'auront jamais pu être obtenus sans l'accompagnement de nos partenaires au sein du mouvement Croix-Rouge/ Croissant-Rouge.

La Croix-Rouge Malienne est reconnaissante des efforts de son réseau de volontaires, maillon important de l'exercice de la mission humanitaire et des services aux communautés. Ces hommes et ces femmes qui bravent les aléas de toute nature pour assister leurs prochains méritent et ont toute la gratitude de la société nationale.